

Le Canada à la
XXXIII^e session
de l'Assemblée générale
des Nations Unies



Affaires extérieures
Canada

External Affairs
Canada

Rédigé par la Direction des affaires politiques
et institutionnelles des Nations Unies
Ottawa, août 1979

CA1 EA71 C16 EXF 1978-DOCS
Canada at the ... regular session
of the United Nations General Ass
432292229

NOTE

Cette publication fournit au public un outil de référence pratique au sujet des activités et des politiques poursuivies par le Canada lors de la 33e session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Il comprend des extraits d'importantes déclarations faites par des représentants du Canada et d'autres renseignements utiles sur le Canada et les Nations Unies. On peut se procurer les textes complets de ces déclarations ainsi que d'autres renseignements sur les activités et les politiques du Canada aux Nations Unies en s'adressant à la Direction des programmes d'information au Canada (FID), ministère des Affaires extérieures, Édifice Lester B. Pearson, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0G2.

0 5E262070 9E05 E



LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E

Le Canada à la XXXIII^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies

B. QUESTIONS DE POLITIQUE ET DE SÉCURITÉ	10
1. Développement	10
2. Nécessité de la paix	13
3. Chypre	15
4. Moyen-Orient	17
5. Rhodésie	18
6. Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Amérique centrale	19
7. Utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique	21
C. COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE	23
1. Le dialogue nord-sud	23
2. Aide des Nations Unies aux pays en développement	25
D. DROITS DE LA PERSONNE	28
1. La promotion des droits de l'homme	28
2. Position canadienne	30
3. Autres moyens de promouvoir les droits de la personne	32
4. Haut-Commissaire pour les réfugiés	34
5. Droits de la femme	35
E. QUESTIONS ADMINISTRATIVES	37
1. Budget ordinaire de l'ONU	37
2. Financement de la ONU et de la FNUO	38
F. QUESTIONS JURIDIQUES	40
1. Révisée de la Charte	40
2. Prise d'écotes	42
3. Non-recours à la force	43

EXTERNAL AFFAIRS
 AFFAIRES EXTÉRIEURES
 OTTAWA
 JAN 8 1982
 LIBRARY / BIBLIOTHÈQUE



Le Canada à la
XXXIII^e session
de l'Assemblée générale
des Nations Unies

Édition
de l'Assemblée générale
des Nations Unies
1979

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1979

N^o de cat. E 2-89/1979

ISBN 0-662-50511-5

TABLE DES MATIÈRES

<u>PAGE</u>		<u>PAGE</u>
	AVANT PROPOS: Journée des Nations Unies 1978	iii
I	LE CANADA ET LA 33 ^e SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES (AGNU)	
A.	DÉBAT GÉNÉRAL: Discours du Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	1
B.	QUESTIONS DE POLITIQUE ET DE SÉCURITÉ	10
	1. Désarmement	10
	2. Maintien de la paix	13
	3. Chypre	15
	4. Moyen-Orient	17
	5. Rhodésie	18
	6. Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe	19
	7. Utilisations pacifiques de l'espace extra- atmosphérique	21
C.	COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE	23
	1. Le Dialogue nord-sud	23
	2. Aide des Nations Unies aux pays en développement	25
D.	DROITS DE LA PERSONNE	28
	1. Le trentième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme	28
	2. Position canadienne	30
	3. Autres moyens de promouvoir les droits de la personne	32
	4. Haut-Commissaire pour les réfugiés	34
	5. Droits de la femme	35
E.	QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET BUDGÉTAIRES	37
	1. Budget ordinaire de l'ONU	37
	2. Financement de la FUNU et de la FNUOD	38
F.	QUESTIONS JURIDIQUES	40
	1. Révision de la Charte	40
	2. Prise d'otages	42
	3. Non-recours à la force	43

	<u>PAGE</u>
II BILAN DES VOTES DU CANADA À LA 33e SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES	46
III ANNEXES	
A. INSTRUMENTS DE LA PARTICIPATION OFFICIELLE DU CANADA À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE	71
1. Bureau des affaires des Nations Unies, Ottawa	71
2. Mission permanente du Canada, New York	71
3. Délégation du Canada	72
4. Observateurs au sein de la Délégation du Canada	72
B. L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES	73
1. Les États membres	73
2. Les observateurs	75
3. Les regroupements régionaux d'États	75
4. Les pays non-alignés	77
5. Le Commonwealth	77
6. Le Groupe des 77	78
7. L'organigramme du système des Nations Unies	78
8. L'Assemblée générale	79
a) ses fonctions	79
b) le président	80
c) les vice-présidents	80
d) les grandes commissions	80
e) autres organes	81
f) le vote	82
g) la session de l'Assemblée générale	82
h) le Conseil de sécurité	83
9. Les hauts fonctionnaires des organismes spéciaux et des institutions spécialisées	83
C. LE CANADA DANS L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES	85
1. Objectifs du Canada	85
2. Budget ordinaire des Nations Unies	86
3. Contributions financières du Canada 1960-1978	86
4. Participation du Canada	88
D. SIGLES ET ABREVIATIONS	91

AVANT PROPOS

JOURNÉE DES NATIONS UNIES 1978

A l'occasion de la journée des Nations Unies le 24 octobre 1978, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, l'honorable Don Jamieson, a souligné, dans son message au secrétaire général, M. Kurt Waldheim, l'intérêt que porte le Canada au désarmement, à la Namibie, à l'efficacité et la faculté d'adaptation des Nations Unies, aux droits de l'homme et au développement. Voici donc des extraits de la déclaration faite par l'honorable Don Jamieson dans son message au secrétaire général.

La Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement a proclamé la semaine du 24 octobre "semaine de promotion des objectifs du désarmement". Vous nous avez d'ailleurs rappelé qu'"aucune autre instance ne saurait répondre au critère de participation universelle qu'impose la situation actuelle".

Le gouvernement et la population du Canada ont pu trouver dans les travaux accomplis par l'Organisation cette année une source de confiance et d'optimisme renouvelés et ce, en raison notamment de l'attention accordée à la question du désarmement. Nous nous réjouissons du fait que les leaders du monde et les autres participants aient profité de l'occasion pour dépasser leurs intérêts propres et oeuvrer en commun à la recherche de mesures efficaces de désarmement par la négociation et la concertation. À l'instar d'autres États membres, le Canada participera avec un espoir renouvelé à la négociation d'accords multilatéraux de désarmement selon le programme d'action approuvé par la Session extraordinaire des Nations Unies consacrée au désarmement.

Le Canada est sur le point de terminer son quatrième mandat au Conseil de sécurité. Nous nous sommes efforcés, par notre présence au sein de cet organe, d'aider les Nations Unies à régler des conflits dans plusieurs parties du monde et nous espérons tout particulièrement voir la question namibienne donner lieu à des résultats positifs. J'ai été très heureux de pouvoir vous rencontrer le 20 octobre, au nom de mes collègues occidentaux, pour vous faire rapport sur les résultats des entretiens que nous avons eus à Pretoria concernant la question de la Namibie.

Le Canada souscrit également à l'idée que vous avez exprimée dans votre rapport, selon laquelle l'ONU doit s'efforcer de "trouver de nouvelles méthodes qui s'accordent à la rapidité, à la diversité et à toute la complexité de la vie moderne". Il est important que les opérations de l'ONU soient comprises et respectées par les États membres, mais nos pratiques actuelles ne facilitent pas toujours cette compréhension. Par ailleurs, le Canada continuera à suivre de près les efforts des Nations Unies pour améliorer la situation des populations du monde et pour réduire les écarts de niveau de vie entre les pays industrialisés et les pays en développement.

Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, l'honorable Don Jamieson, a prononcé un discours à la 13e session régulière de l'Assemblée générale, le 25 septembre 1974. Il a d'abord souligné trois questions clés internationales: les problèmes en Afrique australe, le différend au Moyen-Orient, et les violations des droits de l'homme. M. Jamieson a passé en revue les récents événements en ce qui concerne un règlement internationalement acceptable de la question namibienne. Il a en outre encouragé le gouvernement de l'Afrique du Sud et les leaders namubiens à revenir sur la décision unilatérale de tenir unilatéralement des élections. Il a fait mention des actions du Conseil de sécurité, et du Canada à l'égard de l'Afrique du Sud. M. Jamieson a également discuté de la politique du Canada en ce qui concerne la question de Rhodesie (Zimbabwe). Voici la déclaration de M. Jamieson sur l'Afrique australe.

I^{ère} PARTIE LE CANADA À LA XXXIII^e AGNU

Il y a dix-huit ans, le 26 septembre 1956, au Knesset d'Iзраël, de la France, de la République fédérale d'Allemagne et au sein de nombreuses autres conférences internationales, nous avons commencé nos efforts pour obtenir un règlement international acceptable de la question namibienne. Depuis lors, des progrès considérables ont été réalisés. Les négociations diplomatiques et l'interaction personnelle de certains ministres des Affaires étrangères à des moments clés du processus de négociation ont permis de ce qui est possible d'accomplir lorsque la volonté politique et la détermination de réussir sont appliquées à des problèmes apparemment insolubles. Les cinq membres occidentaux du Conseil de sécurité ont pu préparer un plan modifié, que j'ai eu le privilège de présenter à la session extraordinaire de l'Assemblée le 23 avril. Le pouvoir averti, par la même occasion, annoncer l'acceptation du plan par l'Afrique du Sud. En juillet, le SWAPO acceptait à son tour le plan occidental et nous pouvions dès lors, avec l'entière collaboration des parties et le soutien actif des États africains de première ligne, procéder au Conseil de sécurité les premières mesures en vue de la mise en œuvre intégrale de nos propositions. C'est tout avec beaucoup d'optimisme et de satisfaction que nous avons suivi les progrès de la Mission spéciale d'enquête déployée en Namibie par le Secrétaire général, sous la direction de son représentant spécial, M. Martti Ahtisaari.

Quant, à partir des conclusions de la mission d'enquête, le Secrétaire général a publié son rapport et ses recommandations sur la meilleure manière de s'acquiescer de ce qui lui avait été confié par le Conseil de sécurité, nous avions tout lieu de penser que les Nations Unies disposaient enfin d'un instrument capable de mettre fin à trente années de controverse et d'amener la Namibie à l'indépendance dans des conditions acceptables pour la communauté internationale.

C'est pourquoi nous avons été scandalisés et consternés d'apprendre le soir même de la décision du gouvernement sud-africain de tenir unilatéralement des élections sur le territoire.

D'ailleurs, ni l'un ni l'autre des motifs invoqués par l'Afrique du Sud à ce propos n'ont valeur. Je tiens d'abord à déclarer de façon très catégorique que le rapport du Secrétaire général est tout à fait conforme à la proposition originale des Cinq et qu'il constitue une analyse experte des réalités humaines et financières à mettre en œuvre pour accomplir les tâches auxquelles nos propositions font appel.

A. DÉBAT GÉNÉRAL: DISCOURS DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX
AFFAIRES EXTÉRIEURES

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, l'honorable Don Jamieson, a prononcé un discours à la 33e session régulière de l'Assemblée générale, le 26 septembre 1978. Il a d'abord souligné trois questions clefs internationales: les problèmes en Afrique australe, le différend au Moyen-Orient, et les violations des droits de l'homme. M. Jamieson a passé en revue les récents événements en ce qui concerne un règlement internationalement acceptable de la question namibienne. Il a en outre encouragé le gouvernement de l'Afrique du Sud et les leaders namibiens à revenir sur la décision sud-africaine de tenir unilatéralement des élections en Namibie. Il a fait mention des actions du Conseil de sécurité, et exposé la politique du Canada à l'égard de l'Afrique du Sud. M. Jamieson a également discuté de la politique du Canada en ce qui concerne la situation au Zimbabwe (Rhodésie). Voici la déclaration de M. Jamieson sur les problèmes de l'Afrique australe.

Il y a dix-huit mois, mes collègues des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France, de la République fédérale d'Allemagne et moi-même concertions nos efforts pour obtenir un règlement international acceptable de la question namibienne. Depuis lors, des progrès considérables ont été réalisés. Des négociations difficiles et l'intervention personnelle de certains ministres des Affaires étrangères à des moments clefs du processus de négociation ont montré ce qu'il est possible d'accomplir lorsque la volonté politique et la détermination de réussir sont appliquées à des problèmes apparemment insolubles. Les cinq membres occidentaux du Conseil de sécurité ont pu préparer un plan modéré, que j'ai eu le privilège de présenter à la session extraordinaire de l'Assemblée le 25 avril. Je pouvais alors, par la même occasion, annoncer l'acceptation du plan par l'Afrique du Sud. En juillet, la SWAPO acceptait à son tour le plan occidental et nous pouvions dès lors, avec l'entière collaboration des parties et le soutien actif des États africains de première ligne, prendre au Conseil de sécurité les premières mesures en vue de la mise en oeuvre intégrale de nos propositions. C'est donc avec beaucoup d'optimisme et de satisfaction que nous avons suivi les progrès de la Mission spéciale d'enquête dépêchée en Namibie par le Secrétaire général, sous la direction de son représentant spécial, M. Martti Ahtisaari.

Quand, à partir des conclusions de la mission d'enquête, le Secrétaire général a publié son rapport et ses recommandations sur la meilleure manière de s'acquitter du mandat qui lui avait été confié par le Conseil de sécurité, nous avons tout lieu de penser que les Nations Unies disposaient enfin d'un instrument capable de mettre fin à trente années de controverse et d'amener la Namibie à l'indépendance dans des conditions acceptables pour la communauté internationale.

C'est pourquoi nous avons été scandalisés et consternés d'apprendre la semaine dernière la décision du gouvernement sud-africain de tenir unilatéralement des élections sur le territoire.

D'ailleurs, ni l'un ni l'autre des motifs invoqués par l'Afrique du Sud à ce propos n'est valable. Je tiens d'abord à déclarer de façon très catégorique que le rapport du Secrétaire général est tout à fait conforme à la proposition originale des Cinq et qu'il constitue une analyse experte des ressources humaines et financières à mettre en oeuvre pour accomplir les tâches auxquelles nos propositions font appel.

En second lieu, si on fait exception d'une poignée d'éléments extrémistes, tous ceux qui sont fondés à dire qu'ils représentent une partie de la population namibienne ont clairement indiqué qu'ils acceptaient l'intervention de l'ONU dans le processus d'accession à l'indépendance. Nous ne pouvons tout simplement pas accepter qu'une nouvelle consultation ait lieu, sous quelque forme que ce soit.

Monsieur le Président, nous sommes une fois de plus aux prises avec une grave situation. Notre Organisation est présentement en mesure d'amener, par des moyens pacifiques, une nouvelle nation à l'indépendance.

Nous devons demander instamment à ceux qui veulent se mettre en travers d'une aussi noble entreprise de reconsidérer leur décision. Le gouvernement sud-africain doit se rendre compte qu'il ne peut impunément aller à l'encontre de la volonté internationale, d'autant qu'il a lui-même participé de près aux longues négociations qui ont abouti au règlement proposé. Aux dirigeants namibiens, auxquels on veut faire croire qu'ils peuvent régler leurs problèmes par le biais d'une méthode électorale truquée, je ne puis dire qu'une chose: pensez à l'avenir de votre pays. Ne commettez pas d'erreurs: le gouvernement factice que vous formerez à la suite des élections tout aussi factices qu'envisage actuellement l'Administrateur général ne recevra jamais la reconnaissance internationale. Il n'est pas trop tard et j'espère sincèrement que tous les intéressés reviendront sur leur décision.

Afrique du Sud

En imposant un embargo obligatoire sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud en novembre 1977, le Conseil de sécurité invoquait pour la première fois les dispositions du chapitre VII de la Charte des Nations Unies contre un État membre, confirmant ainsi une politique appliquée volontairement par le Canada depuis 1963. Le recours au chapitre VII a été à juste titre considéré comme une grave décision, qui n'a été prise qu'après une étude très sérieuse du problème et une évaluation soigneuse de ses incidences. Cette décision confirme donc notre conviction selon laquelle la paix et la stabilité en Afrique australe continueront d'être menacées tant que sévira le régime de l'apartheid.

Le Canada a également appuyé l'appel lancé aux gouvernements dans la perspective d'une réévaluation de leurs relations économiques avec l'Afrique du Sud. Même si cet élément n'a été intégré à aucune résolution du Conseil de sécurité, le gouvernement du Canada a néanmoins décidé de prendre certaines mesures. Ainsi, le 19 décembre 1977, j'annonçais que le Canada mettait progressivement fin à ses relations commerciales avec l'Afrique du Sud et qu'il préparait un code de conduite destiné à régir le comportement des sociétés canadiennes opérant en Afrique du Sud. Nos rapports avec ce pays continueront de faire l'objet d'une révision permanente.

Zimbabwe

Monsieur le Président, mon gouvernement est en outre fort préoccupé par la situation au Zimbabwe. Nous avons espéré que le plan anglo-américain et les initiatives subséquentes du Conseil de sécurité mèneraient à un accord général. La solution de rechange n'a pas réussi et ce pays est maintenant plongé plus que jamais dans le sang et

l'incertitude. La perpétuation de la guerre aurait aussi les conséquences les plus sérieuses sur la stabilité de la région dans son ensemble.

Il est évident que toutes les parties au conflit doivent se rencontrer sans tarder si l'on veut obtenir un règlement pacifique sur la base du plan anglo-américain généralement accepté. Le Canada souhaite toujours le succès du plan et, le cas échéant, est disposé à offrir une aide appropriée.

* * * * *

Ensuite, le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures a parlé des récents événements au Moyen-Orient. Il a exhorté les États membres des Nations Unies à promouvoir le but de la paix au Moyen-Orient et a discuté d'une contribution possible du Canada à l'avenir. Voici la déclaration de M. Jamieson sur la question de la paix au Moyen-Orient.

Moyen-Orient

Nous avons tout lieu d'être réconfortés par les remarquables progrès enregistrés depuis un an vers une solution juste du conflit au Moyen-Orient. La visite historique du Président Sadate à Jérusalem il y a moins d'un an et l'accueil chaleureux que lui ont réservé le Premier ministre Begin et le peuple israélien ont connu leur prolongement dramatique dans les accords de Camp David. Le gouvernement du Canada a félicité les présidents Carter et Sadate et le Premier ministre Begin pour leur sens politique. Les perspectives d'une paix réelle et durable sont maintenant bien meilleures, bien qu'il reste à régler certains problèmes sérieux.

Le Canada a appuyé et encouragé le processus de négociation entrepris à Jérusalem. Nous avons applaudi à l'audacieuse initiative du Président Carter qui a pris sur lui de rassembler à nouveau les chefs de gouvernement d'Israël et de l'Égypte à Camp David, et nous approuvons les accords qui y ont été signés; ils sont un jalon sur la longue route qui mène à la paix, route que nos soldats surveillent depuis maintenant plus de vingt ans.

Les délibérations de cette assemblée devraient favoriser la confiance entre les parties et faciliter leurs négociations. Maintenant que le processus de négociation est sérieusement engagé, il nous faut chercher à éviter les récriminations et la polémique. J'exprime par contre le voeu que tous fassent un effort pour calmer les passions, encourager les initiatives constructives dans la région et renforcer le prestige et la compétence de l'ONU en tant que mécanisme de recherche de solutions.

Nous ignorons quelle forme pourrait prendre un éventuel règlement pacifique; il pourrait notamment prévoir une participation internationale à l'exécution de ses modalités. Le Canada examinerait très attentivement toute demande d'aide en ce sens. Nous espérons également que les autres aspects du problème seront étudiés dans le contexte des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité. Il se peut que la communauté internationale soit appelée à contribuer généreusement, et le Canada est certainement prêt à accorder toute l'aide dont il peut disposer.

* * * * *

M. Jamieson a aussi souligné la nécessité pour tous les gouvernements de se conformer à leurs engagements aux droits fondamentaux de la

personne. Il a demandé aux Nations Unies d'étudier la situation en ce qui concerne les droits de l'homme au Kampuchea démocratique et encouragé tous les États à alléger la condition des réfugiés indochinois. Au chapitre des droits de la personne, il a également discuté du terrorisme international et de la Déclaration de Bonn sur la piraterie aérienne. Voici la déclaration de M. Jamieson sur la question des droits de la personne.

Droits de la personne

Une troisième question exige une attention et une action immédiates: c'est le peu de progrès réalisés par l'ONU en ce qui concerne la protection des droits de la personne de par le monde. Mentionnons à cet égard la tragique situation qui règne au Kampuchea démocratique. Le 8 septembre, le gouvernement du Canada remettait à la Commission des droits de l'homme un rapport détaillé s'appuyant sur une série de déclarations faites volontairement à nos représentants par des réfugiés du Kampuchea, dont bon nombre avaient récemment quitté leur pays. Les témoignages des réfugiés confirment les allégations émanant d'autres sources et selon lesquelles le gouvernement du Kampuchea démocratique a systématiquement violé les droits fondamentaux de ses citoyens et poursuit sa répression et ses exécutions. Cette situation appelle le genre de participation efficace que notre Organisation devrait être en mesure de fournir.

Un choix s'impose ici comme ailleurs. La question des droits de la personne revêt des dimensions internationales. Comme nous le rappelle le Secrétaire général, "il est légitime que la communauté mondiale se soucie de voir partout reconnaître et magnifier la valeur et la dignité de chaque être humain". L'importance nouvelle que prennent les droits de la personne est une composante de l'évolution naturelle de tout système international. Comme tant d'autres questions, elle ne peut plus se limiter aux frontières nationales. Il ne s'agit pas de dicter aux gouvernements la façon de modeler leurs systèmes politiques ou économiques, mais simplement de les obliger à respecter le minimum de décence et de civilité auquel ils se sont engagés.

La question des droits de la personne ne s'estompera pas d'elle-même. L'ONU doit s'attaquer de front au problème, sinon nous nous verrons contraints de chercher ailleurs un consensus international tolérable. Pour le gouvernement du Canada, le choix ne fait pas de doute. Nous estimons que l'ONU est une tribune idéale lorsqu'il s'agit de se prononcer objectivement, rationnellement et impartialement sur les allégations de violation des droits de la personne. Un rôle plus actif et efficace de l'ONU dans ce secteur lui attirera une plus grande confiance et incitera moins les gouvernements à se sentir obligés de réclamer des mesures contre d'autres États en réaction à des violations flagrantes et persistantes à ce chapitre.

La violation des droits de la personne revêt de nombreuses formes, dont la plus exécrable est sans doute le terrorisme international. Des innocents sont menacés tandis que les coupables sont souvent impunis ou même jamais inculpés. Le terrorisme tient notre société en otage et menace les gouvernements de toutes les régions du monde. Il ne faut pas qu'il y ait confusion entre la fin et les moyens. Le terrorisme dépasse l'opposition légitime; il avilit toute cause qu'il est censé servir. La communauté internationale, qui s'est engagée à éliminer la guerre comme instrument de politique, peut difficilement accepter le terrorisme comme un phénomène tolérable de la vie internationale.

La résolution 32/8 adoptée par consensus lors de la dernière session de l'Assemblée générale traitait d'un aspect spécifique du terrorisme, à savoir la piraterie aérienne, et demandait aux gouvernements de prendre des mesures individuelles et collectives pour assurer la sécurité de l'aviation civile. Cette résolution a été fortement appuyée par la délégation du Canada et nous avons continué à insister sur la nécessité de nouvelles mesures internationales pour combattre le terrorisme sous toutes ses formes. La déclaration sur la piraterie aérienne, qui a été élaborée et présentée sur l'initiative du sommet de Bonn en juillet, met clairement en relief la détermination du Canada de prendre des dispositions pour régler ce problème. La déclaration engage les sept gouvernements à interdire l'arrivée de tous les vols en provenance de pays qui refuseraient d'extrader ou de traduire en justice les pirates aériens qui relèvent de leur juridiction.

Les participants au sommet de Bonn ont prié instamment les autres gouvernements de se rallier à cet engagement. Nombre de gouvernements ont manifesté leur intention de ce faire et nous incitons tous les autres membres de la communauté internationale à leur emboîter le pas.

* * * * *

Le Canada a été élu au Conseil de sécurité pour la quatrième fois en 1977-78. Il avait précédemment siégé au Conseil en 1948-49, en 1958-59 et en 1967-68. Le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures a poursuivi son discours en déplorant l'inertie du Conseil de sécurité. Il a suggéré des réunions ministérielles périodiques et une révision de la représentation au Conseil. Voici ce que M. Jamieson a déclaré.

Conseil de sécurité

Le Conseil est trop passif. Il ferme trop souvent les yeux sur des situations qui constituent nettement une menace à la paix et à la sécurité internationales et il continue à passer outre le fait qu'il doit, aux termes du mandat que lui confie la Charte, s'efforcer d'éloigner ces menaces avant qu'elles ne se concrétisent. Dans mon allocution devant cette Assemblée l'an dernier, j'exprimais la conviction que des échanges informels et privés entre les dirigeants représentés au Conseil aideraient ce dernier à s'acquitter de ses responsabilités. Nous avons découvert, je dois l'avouer, que certains de nos collègues ne partageaient pas cet avis. Toutefois, je suis toujours convaincu de la valeur qu'auraient des réunions ministérielles périodiques qui fourniraient l'orientation politique de haut niveau essentielle au Conseil pour lui permettre d'oeuvrer au maintien ou au rétablissement de la paix. Monsieur le Président, j'incite les membres du Conseil, actuels et futurs, qui partagent ce point de vue à poursuivre leurs efforts en vue d'inciter le Conseil à remplir le rôle qui lui est réservé dans la Charte.

Je crois d'autre part qu'il est opportun de nous pencher encore une fois sur la représentation au Conseil. L'ONU comprenait 118 membres en 1965 lorsque le Conseil est passé de 11 à 15 membres. Cette année, 150 pays sont représentés ici. Nombre d'États qui pourraient apporter une contribution positive à ces travaux du Conseil doivent attendre une génération avant d'espérer y siéger.

* * * * *

Ensuite, M. Jamieson a passé en revue le désarmement, le maintien de la paix et la pacification, les questions économiques et sociales ainsi que le droit de la mer. Voici des extraits de la déclaration de M. Jamieson sur ces sujets.

Désarmement

La Session extraordinaire consacrée au désarmement a adopté par consensus un programme d'action qui pose clairement les questions à négocier en priorité, dont la recherche active de mesures visant à freiner la course aux armements nucléaires, la signature d'un traité d'interdiction des essais nucléaires et la négociation d'un accord efficace concernant l'utilisation des armes chimiques. Les propositions présentées par le Premier ministre du Canada et d'autres chefs de gouvernement font actuellement l'objet de discussions dans nombre de capitales. Dans son document final, la Session a fait le point sur les perspectives, les aspirations et les objectifs en matière de limitation et de réduction des armements.

Maintien de la paix et la pacification

Au fil des ans le Canada s'est joint à de nombreux autres pays pour appuyer les missions de maintien de la paix de l'ONU. Nous avons fourni du personnel militaire ou autre à chaque force de maintien de la paix, y compris la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) créée en mars dernier.

Le Conseil a agi promptement et sagement en décidant d'envoyer une force des Nations Unies au Sud-Liban déchiré par la guerre. La structure et les activités de la FINUL témoignent non seulement de l'habile diplomatie du Secrétaire général et de son personnel, mais également de la volonté des États membres de la plupart des régions du monde de participer aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Nous ne pouvons toutefois oublier que la FINUL a éprouvé certaines difficultés à exécuter son mandat et que le gouvernement libanais n'est pas encore parvenu à restaurer pleinement sa souveraineté.

Le succès de la Force dépendra de la magnanimité et de la bonne volonté de toutes les parties en cause ainsi que de la mesure dans laquelle les actuels et éventuels contributeurs pourront planifier leur participation.

Les États qui contribuent des contingents aux forces de maintien de la paix sont inévitablement influencés par leur perception de la coopération accordée à leurs troupes ainsi que par le genre d'appui que ces opérations reçoivent des autres membres de l'ONU, et notamment des membres permanents du Conseil de sécurité. Je constate d'ailleurs à regret que deux d'entre eux ont fait part de leur intention de ne pas contribuer financièrement à la FINUL.

Le Canada est particulièrement sensible à la nécessité pour l'ONU d'améliorer sa planification préalable en ce qui concerne le maintien de la paix. Seul un réaménagement sensible de nos propres besoins nous a permis de fournir du personnel spécialisé à la FINUL, et pour six mois seulement. J'incite tous les États membres à étudier à nouveau la possibilité d'affecter du personnel, des services et de l'équipement à cette force d'urgence. Si l'on veut que le Secrétaire général soit en mesure de mener à bien les tâches que lui confie le Conseil de sécurité

et qui sont habituellement fondées sur le principe d'une répartition géographique équitable, il doit avoir le plus de latitude possible quant à la sélection des ressources requises. La pénurie de personnel disponible dans le secteur des communications et du soutien logistique est particulièrement déplorable. Il est plus que temps, Monsieur le Président, que le Comité spécial des opérations de maintien de la paix présente des recommandations fermes sur ces questions.

Monsieur le Président, j'ai eu l'occasion cette année d'évaluer la situation chypriote sur place. J'en suis venu à la conclusion que les parties au conflit devraient pouvoir régler leurs différends par la négociation.

Le Canada est directement intéressé à la solution du problème chypriote. Les contingents canadiens rattachés à la Force des Nations Unies sont à Chypres depuis quatorze ans et certains de nos soldats en sont maintenant à leur quatrième affectation. Nombre de Canadiens commencent à croire que cette présence permanente de la Force retarde davantage qu'elle ne favorise la recherche d'une solution permanente.

L'île de Chypre, en tant qu'État indépendant et membre souverain de la communauté internationale, a connu une histoire troublée. Je crois qu'il ne servirait à rien de vouloir identifier les responsables des événements du passé. La Communauté internationale est toutefois en droit de s'attendre du peuple chypriote qu'il mette à profit les ressources et le dynamisme qu'il partage avec ses voisins méditerranéens, ainsi que la bonne volonté qui subsiste, pour préparer un nouveau programme national qui comportera des garanties raisonnablement acceptables par toutes les parties intéressées. L'héritage du passé ne facilitera pas les choses et, à mon avis, l'entreprise pourra même se révéler impossible si des négociations suivies ne sont pas instaurées entre les deux communautés. Sans un dialogue permanent, les rapprochements qui se dessinent de temps à autre resteront sans lendemain. Le Secrétaire général a offert ses bons offices aux parties et je les incite à en tirer rapidement et pleinement avantage.

Questions économiques et sociales

Nous nous attendons également à ce que cette Assemblée, par ses délibérations, influe sur l'évolution des questions économiques et sociales qui sont vitales au bien-être de nos populations. La paix et la sécurité demeureront des objectifs inatteignables tant qu'on n'accordera pas une attention suffisante aux besoins économiques et sociaux fondamentaux de l'humanité.

Les pays industrialisés jouent un rôle prépondérant dans les activités économiques internationales, et leurs politiques ont par conséquent une influence sensible sur la santé de l'économie mondiale. Or nos économies ne sont pas des plus solides depuis quelque temps. Les dirigeants des sept grands pays industrialisés se sont réunis il y a un peu plus de deux mois pour s'entendre sur des mesures à prendre, individuellement et collectivement, pour améliorer cette performance. Le gouvernement du Canada a annoncé depuis une série de mesures visant à stimuler la croissance de l'économie canadienne. Ces efforts pour assainir notre économie ne témoignent pas pour autant d'une approche introspective. Au contraire, mon gouvernement reste convaincu qu'un système d'échanges internationaux véritablement libres est le cadre le plus propice à une croissance économique générale soutenue. Il est également convaincu que les problèmes du monde industrialisé ont les meilleures chances de se régler par des moyens qui avantagent tous les pays, industrialisés ou en développement.

Il n'existe pas de remède rapide ou facile aux problèmes économiques nationaux ou internationaux contemporains, notamment ceux des pays les plus pauvres du monde; toutefois, certaines nécessités s'imposent nettement. Nous devons favoriser la croissance de façon que l'économie internationale puisse mieux répondre aux aspirations d'un monde en développement qui réclame un ordre économique plus équitable. Nous devons résister aux pressions visant l'instauration d'un protectionnisme voué à l'échec. Nous ne devons ménager aucun effort pour assurer le succès des négociations commerciales multilatérales, y compris l'obtention d'avantages susceptibles de satisfaire aussi bien les pays en développement que les grandes puissances commerciales.

Monsieur le Président, il faut que cette Assemblée procède à des échanges francs et ouverts sur l'économie mondiale. Mais si nous voulons que l'Assemblée générale joue le rôle qui lui revient dans le processus d'élaboration de solutions équitables à ces problèmes, il faut clarifier le mandat du comité plénier établi dans le cadre de la résolution 32/174 et lui donner les moyens d'agir.

Le dialogue touchant les questions économiques se poursuit sur nombre de fronts. Certains progrès sont apparents. Les négociations relatives à une nouvelle convention sur l'aide alimentaire ont avancé. Le Canada participera de façon active et positive à la reprise des négociations sur un fonds commun pour les produits de base, au regard desquelles il est également optimiste. Par ailleurs, l'année 1979 promet d'être très exigeante: mentionnons la CNUCED V à Manille, la Conférence mondiale sur la science et la technologie au service du développement qui se tiendra à Vienne, ainsi que la nécessité d'élaborer une nouvelle stratégie du développement international pour les années 80 et au-delà. Le Canada s'intéresse vivement à chacun de ces événements. La présente session de l'Assemblée générale devrait contribuer à leur préparation ainsi qu'à celle d'autres événements comme le projet de conférence mondiale sur les sources d'énergie renouvelables. J'invite les délégations à s'efforcer de maintenir le consensus pendant ce processus. La négociation de ces questions avance parfois beaucoup trop lentement, mais nous devons persister dans l'effort jusqu'à ce que nous réussissions.

Droit de la mer

La troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer a marqué depuis un an d'importants progrès en vue de l'adoption d'un traité global des océans. Je suis particulièrement encouragé par les améliorations apportées au Texte de négociation composite officieux en ce qui concerne la prévention et le contrôle de la pollution par les navires. Le nouveau texte, s'il ne satisfait pas pleinement les objectifs du Canada dans ce domaine, reflète toutefois une meilleure prise de conscience internationale de la nécessité d'un partage plus équitable des droits et devoirs des États côtiers et du pavillon.

L'accord sur la plupart des principaux éléments d'un traité global des océans est maintenant acquis à toutes fins utiles. Il reste à s'entendre sur les questions vraiment difficiles concernant surtout un système international d'exploitation des grands fonds marins et la transformation du concept de patrimoine commun en un régime équitable qui puisse gouverner cette exploitation. Notre objectif - sans précédent dans les annales des institutions internationales - vise la création d'une autorité internationale qui aurait à la fois des pouvoirs réglementaires et un rôle à jouer dans l'exploitation même des richesses naturelles. Une telle entreprise aurait une influence profonde et globale sur le nouvel ordre économique. Nous ne pouvons laisser échouer

la Conférence, peu importe les efforts ou les frustrations qui accompagneront encore les négociations, d'autant plus que beaucoup a déjà été accompli et que le port est en vue.

Le Canada est toutefois d'avis que la Conférence devrait se terminer le plus tôt possible. Certes, l'établissement arbitraire d'une échéance peut retarder plutôt qu'accélérer les travaux, mais nous croyons que les négociations devraient se terminer dans le courant de 1979 en vue de l'adoption, nous l'espérons, d'un projet de traité au début de 1980. Le Canada accordera son plein appui à la poursuite de cet objectif.

* * * * *

Le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures a terminé son discours en rappelant le défi que doivent relever les États membres des Nations Unies pour assurer l'efficacité du travail de l'organisation comme suit:

Malgré ses faiblesses et ses échecs, l'Organisation des Nations Unies nous lie à certains principes fondamentaux qui sont toujours aussi valables qu'en 1945; elle atteste depuis un tiers de siècle les efforts de chaque nation pour mieux assurer la sécurité, la prospérité et la dignité de toute l'humanité.

Il faut maintenant nous assurer que le système des Nations Unies sait s'adapter à la complexité mouvante du présent. Il ne faut pas que nos principes de base soient entravés par la bureaucratie. Cette institution doit aller au-devant des problèmes contemporains, non s'en éloigner. J'ai confiance que nous saurons relever le défi.

B. QUESTIONS DE POLITIQUE ET DE SÉCURITÉ

1. DÉSARMEMENT

Dans une allocution prononcée au nom du Canada le 21 novembre 1978 devant la Première Commission de l'Assemblée générale, M. G.A.H. Pearson, Conseiller pour le désarmement et le contrôle des armements, a fait de brèves observations sur les points suivants: les pourparlers sur la limitation des armes stratégiques (SALT), l'interdiction globale des essais nucléaires, l'arrêt de la production de matières fissiles, l'étude des questions relatives au désarmement, la réduction des dépenses militaires et les armes chimiques. Il a également évoqué la "stratégie de l'asphyxie" exposée par le Premier ministre Trudeau lors de la Session extraordinaire consacrée au désarmement. Voici des extraits de la déclaration de M. Pearson sur ces questions.

Désireux d'empêcher la guerre et de maintenir la stabilité internationale, la majorité des membres des Nations Unies estiment qu'ils doivent être prêts à se défendre, soit isolément, soit collectivement. C'est dire qu'à moins d'un renversement des attitudes chez les peuples et les gouvernements, qu'il est irréaliste d'espérer dans un proche avenir, l'objectif d'un désarmement général et complet ne pourra que continuer de nous sembler hors de portée.

Ces trois dernières décennies, la dissuasion a certes été un facteur important, peut-être déterminant, qui a permis d'éviter une guerre planétaire, mais rien ne garantit qu'elle continuera indéfiniment à assurer la stabilité si la course aux armements nucléaires persiste. L'apparition de nouveaux systèmes d'armes plus précis et plus efficaces risque de rompre l'équilibre actuel ou encore de faire croire et craindre que tel sera le cas. De même, la prolifération des armes nucléaires pourrait augmenter le risque de guerre par accident ou par erreur de calcul et rendre plus difficile l'application et la vérification des accords de contrôle des armements. Par ailleurs, les armes nouvelles peuvent saper la viabilité des traités actuels sur le contrôle des armements et ébranler la confiance dont ils jouissent. La production et le développement ininterrompus d'armes nucléaires présentent le réel danger que les facteurs qui militent contre le recours aux armes nucléaires risquent de perdre de leur vigueur dans un avenir prochain.

Nous estimons qu'il ne peut y avoir de solution à long terme aux problèmes de la prolifération horizontale si les deux grandes puissances nucléaires ne réussissent pas à stopper et à faire régresser la prolifération verticale, comme elles s'y sont engagées aux termes de l'article VI du Traité de non-prolifération (TNP). Même à court terme, si les États-Unis et l'URSS ne parviennent pas à s'entendre pour brider leurs systèmes d'armes nucléaires stratégiques, leur échec pourrait compromettre sérieusement le renforcement du régime de non-prolifération. Nous savons que les deux grandes puissances dotées de l'arme nucléaire sont conscientes de ces réalités, sans quoi elles ne se seraient pas engagées à chercher un terrain d'entente dans le cadre des SALT II. Nous reconnaissons que les négociations SALT portent sur les intérêts primordiaux des États-Unis, de l'URSS et de leurs alliés au chapitre de la sécurité et que, dans ce contexte, les progrès ne peuvent être faciles à réaliser. Cependant, nous devons avouer que le rythme de ces négociations nous semble très lent si l'on songe à l'intérêt vital que nous portons tous à leur dénouement. Le Canada formule à nouveau l'espoir sincère que les pourparlers aboutiront sous peu à un accord.

Je voudrais ici réitérer les vues du gouvernement du Canada sur l'interdiction globale des essais, le premier des quatre points exposés par le Premier ministre dans sa "stratégie de l'asphyxie" afin d'arrêter la dynamique de la course aux armements nucléaires.

- Une interdiction des essais nucléaires par voie de traité, assortie d'une vérification concrète destinée à donner des assurances valables de son observation, constituerait une entrave qualitative supplémentaire au développement des armes nucléaires et, partant, aurait une incidence sur la prolifération verticale.

- Sous forme de traité multilatéral auquel pourraient adhérer les États dotés ou non de l'arme nucléaire, pareille interdiction servirait aussi à renforcer le régime international destiné à empêcher la prolifération horizontale.

- Le Canada estime qu'il convient de traiter d'urgence la question de l'interdiction globale des essais, comme le stipule le paragraphe 51 du document final de la Session extraordinaire. Nous croyons savoir que les négociations actuellement en cours entre les États-Unis, le Royaume-Uni et l'URSS sont sur le point d'aboutir et nous espérons vivement que l'on pourra en étudier les résultats dans les meilleurs délais au sein du Comité du désarmement.

À de nombreuses occasions, et tout récemment lors de la dixième Session extraordinaire, le Canada et beaucoup d'autres États ont souligné le fait qu'une entente sur l'arrêt de la production de matières fissiles à des fins d'armement contribuerait également à mettre un terme à la course aux armes nucléaires. Nous saluons la reconnaissance explicite de cette optique dans le paragraphe 50 du document final. De toute évidence, comme c'est le cas pour de nombreuses autres mesures dans le domaine du désarmement, l'utilité d'un accord de ce genre dépendrait de l'application de mesures de vérification effectives, ce qui devrait comprendre ici l'acceptation de garanties intégrales ou globales régies par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ou l'adoption d'un système équivalent.

L'objectif, selon nous, devrait être l'élaboration par le Comité du désarmement d'un traité multilatéral, auquel pourraient adhérer les pays dotés ou non de l'arme nucléaire, interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires ou de tout autre dispositif explosif nucléaire ainsi que le détournement, à des fins de production d'armes nucléaires ou de tout autre dispositif explosif nucléaire, de toute matière fissile produite dans le cadre de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Cette mesure permettrait de focaliser en un seul et même instrument les dimensions verticales et horizontales de la prolifération des armes nucléaires. Toutefois, avant d'engager à fond les négociations au stade multilatéral, il serait utile que les deux grandes puissances nucléaires et les autres États nucléaires désireux de participer au processus, se penchent sur les aspects relatifs à l'arrêt de la production de matières fissiles à des fins d'armement et notamment sur les problèmes de vérification qui

s'appliqueraient tout particulièrement aux États nucléaires. Les modalités de vérification, renforcées par des garanties intégrales, assureraient que toutes les parties à ce traité assumeraient essentiellement les mêmes obligations que celles acceptées par les États non nucléaires parties au TNP. Vu notamment l'intérêt nouveau que l'Assemblée porte à ce sujet, il conviendrait donc, de l'avis du Canada, que le Comité du désarmement entreprenne sous peu l'examen de cette question.

Les deux autres éléments de la "stratégie de l'asphyxie" seraient constitués d'accords destinés à mettre un terme aux essais en vol de tous les nouveaux vecteurs stratégiques et à limiter, puis à progressivement réduire, les dépenses militaires consacrées à tous les nouveaux systèmes d'armes nucléaires stratégiques, lesquels seraient assujettis aux méthodes de vérification appropriées. Même si à l'heure actuelle il peut être prématuré de prendre des mesures concrètes pour mettre en oeuvre toute la stratégie, ces éléments peuvent et devraient être étudiés, soit isolément, soit dans le cadre d'une démarche concertée. La Session extraordinaire a déjà commandé une étude sensiblement analogue sur le désarmement et la sécurité internationale. Nous espérons vivement pouvoir disposer des recommandations du Conseil consultatif du Secrétaire général au sujet d'un Programme d'études des Nations Unies. Nous sommes portés à croire qu'une partie de ce programme pourrait comprendre la proposition constructive de la Suède en faveur d'une étude des systèmes d'armes nucléaires, laquelle donnerait une occasion supplémentaire d'examiner le genre de démarche que le Canada propose.

Il ne fait pas de doute que des réductions équilibrées des dépenses militaires dans un contexte bilatéral, régional ou même mondial pourraient aussi présenter des avantages considérables. La mise en place d'un système normalisé de présentation pourrait permettre de prendre des mesures destinées à réduire les dépenses militaires. Nous devrions étudier la possibilité de tenir des discussions multilatérales sur la détermination des domaines de dépenses militaires où l'on pourrait opérer des réductions, et sur la manière d'y parvenir. Si l'on veut progresser, il faudra être davantage disposé à communiquer des renseignements et à reconnaître la nécessité de vérifications adéquates. Je suis déçu de constater que l'appui en faveur d'une étude pilote sur un système normalisé de présentation se limite jusqu'ici à un très petit nombre de pays. Sans la participation de pays appartenant à différents groupes géopolitiques, dont tous les États dotés de l'arme nucléaire, toute expérience de ce genre n'aura qu'une valeur limitée.

Depuis de nombreuses années, l'Assemblée donne une haute priorité à la négociation d'un traité sur les armes chimiques. D'intensives discussions bilatérales ont actuellement lieu entre l'URSS et les États-Unis afin de présenter, comme il avait été demandé, un projet conjoint au Comité du désarmement. Nous croyons savoir que les choses vont bon train, mais qu'il faudra peut-être attendre quelque temps avant que les éléments clés d'un traité ne puissent être déposés au Comité du désarmement par les deux coparrains. Nous espérons vivement que, lors de sa réunion, le Comité entreprendra des travaux dans les domaines où il existe déjà de grands terrains d'entente, comme la portée du futur traité, peu importe que les négociations bilatérales soient terminées ou non. Il est évident qu'il reste considérablement de travail à accomplir avant de pouvoir entreprendre la négociation d'un traité multilatéral sur les armes chimiques. Nous estimons que le Comité du désarmement pourrait utilement s'attaquer à cette tâche en créant un groupe de travail qui pourrait, par exemple, s'occuper de la définition des agents chimiques.

2. MAINTIEN DE LA PAIX

Le 30 novembre 1978 le représentant du Canada, M. Maurice Dupras, député, a fait une déclaration au nom du Canada à la Commission politique spéciale de l'Assemblée générale sur "l'étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous ses aspects." Il a parlé du travail du Comité spécial des opérations de maintien de la paix et des processus de "pacification" et de maintien de la paix. M. Dupras a également discuté du nombre relativement restreint de pays du "Club du maintien de la paix", de la question du financement, des autres mesures pratiques afin d'améliorer les opérations de maintien de la paix des Nations Unies et d'un projet de résolution appuyé par le Canada. Voici donc la déclaration de M. Maurice Dupras sur la question du maintien de la paix.

Les opérations de maintien de la paix ont utilement contribué au mandat qu'a l'Organisation de maintenir la paix et la sécurité internationales. Depuis 1956, quand fut créée la première force de maintien de la paix de l'ONU, la présence des casques bleus a permis de réduire les tensions en temps de crise et, partant, d'instaurer un climat favorable à un règlement négocié des conflits. Trois nouvelles forces de maintien de la paix ont été envoyées en mission depuis 1973. En mars 1978, le Conseil de sécurité créait la Force intérimaire des Nations Unies au Liban. En septembre, il autorisait la création d'un Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition en Namibie. D'autres opérations de maintien de la paix et missions d'observation de l'ONU se poursuivent au Moyen-Orient, à Chypre et ailleurs. Malgré ces manifestations de l'importance qu'ont toujours les opérations de maintien de la paix de l'ONU, des divergences politiques continuent d'empêcher l'Organisation de tirer le meilleur profit de l'expérience acquise en ce domaine. Le Comité spécial des opérations de maintien de la paix poursuit sa recherche de grands principes devant régir la création, le commandement, le contrôle et le financement des missions de maintien de la paix. Les aspects pratiques du maintien de la paix font toujours l'objet de discussions. Toutefois, le Comité n'a fait que peu de progrès dans ce dossier au cours de l'an dernier. Cette situation persiste et les forces onusiennes sont toujours créées selon les besoins du moment, ce qui n'est évidemment pas une solution satisfaisante.

Les événements survenus l'an dernier tendent à confirmer les leçons que le Canada a tirées de sa participation aux opérations de maintien de la paix. Premièrement, les processus de maintien de la paix et de "pacification" doivent être menés parallèlement si l'on espère trouver une solution négociée. Il faudrait autant que possible que toute nouvelle force créée par le Conseil de sécurité reçoive un mandat d'une durée limitée et qu'on envisage des moyens de régler le différend. La simple présence de l'UNFICYP à Chypre n'a pas suffi pour régler les problèmes de cette île. Il faut que reprennent les négociations intercommunautaires permanentes sous les auspices de l'ONU. Au Moyen-Orient par contre, les accords de Camp David entre l'Égypte et Israël semblent avoir fait progresser le processus de "pacification" qu'a sans aucun doute facilité la présence de la FUNU dans la péninsule du Sinaï. Pour qu'une mission de maintien de la paix soit couronnée de succès, il faut absolument que toutes les parties en cause acceptent la présence de la Force et respectent le cessez-le-feu. Il suffit à cet égard de se rappeler ce qui s'est passé au Sud-Liban depuis la création de la FINUL. Malgré les réalisations de la Force à ce jour, nous ne pouvons faire abstraction des difficultés qu'elle a éprouvées à remplir intégralement son mandat. Si l'on veut que la FINUL soit un succès complet, il faudra l'entière coopération et le plein appui de toutes les parties dans la région.

Le Comité des 33 n'a toujours pas réussi à s'entendre sur les rôles respectifs du Conseil de sécurité et du Secrétaire général en ce qui concerne le commandement, le contrôle et la supervision des opérations de maintien de la paix. Même s'il ne fait aucun doute que le Conseil de sécurité a la responsabilité première de mettre sur pied des opérations de maintien de la paix, nous n'en croyons pas moins que le Secrétaire général doit être expressément habilité à diriger les opérations courantes de toute force de maintien de la paix et ce, pour que l'Organisation puisse répondre adéquatement et rapidement aux problèmes urgents et imprévus qui ne manquent pas de surgir au cours d'une opération. Il devrait également incomber au Secrétaire général de nommer le commandant de la Force, puisqu'il est le mieux placé pour choisir un commandant qualifié qui soit acceptable aux parties intéressées et au Conseil de sécurité.

Le nombre des pays qui participent aux opérations de maintien de la paix de l'ONU est resté relativement restreint. Dix-neuf États seulement ont participé à au moins deux grandes opérations de maintien de la paix. Nous sommes heureux de noter que le "Club du maintien de la paix" compte cette année un nouveau membre puisque le gouvernement de Fidji a décidé de fournir un contingent à la FINUL. Nous encourageons les autres membres à songer sérieusement à leur participation éventuelle à des opérations de maintien de la paix.

La question du financement des opérations de maintien de la paix de l'ONU continue de préoccuper sérieusement le gouvernement du Canada. Certaines forces accumulent des déficits qui poseront bientôt de sérieux problèmes budgétaires à l'Organisation. Les dépenses imputables aux opérations de maintien de la paix devraient être supportées par les États membres conformément au paragraphe 2 de l'article 17 de la Charte. Les barèmes spéciaux de quote-parts utilisés pour la FUNU II, la FNUOD et la FINUL semblent être généralement acceptables à l'ensemble des membres de l'Organisation. Nous incitons tous ceux qui ont jusqu'ici refusé d'acquitter en tout ou en partie leurs contributions de le faire sans tarder. L'utilisation d'une méthode sélective de contribution à des activités de l'ONU devant être financées par des quote-parts ne peut que créer un précédent fâcheux dont d'autres États membres peuvent se prévaloir dans d'autres secteurs du système des Nations Unies.

Le Canada se préoccupe également des mesures pratiques liées à la mise sur pied des opérations de maintien de la paix. Nous fondant sur notre expérience étendue de ces opérations, nous sommes d'avis qu'on pourrait procéder à un grand nombre d'améliorations qui permettraient à l'Organisation des Nations Unies et aux États membres d'être mieux préparés à envoyer des forces sur le terrain. On n'aurait pas besoin, pour ce faire, d'attendre que le Comité spécial des opérations de maintien de la paix ait convenu de principes directeurs concernant les missions de maintien de la paix. Nous sommes heureux de noter que le projet de résolution présenté à cette Commission contient un certain nombre de telles mesures pratiques. La délégation du Canada est heureuse de rejoindre les rangs des coparrains de ce projet de résolution, préparé grâce à l'initiative des membres de la Communauté européenne. Même s'il s'agit en fait d'une formule de compromis, nous croyons quand même que le texte contient nombre d'éléments valables. Ce projet de résolution fait en outre explicitement mention de la formation au maintien de la paix que ma délégation appuie sans ambage. C'est la première fois qu'un tel élément apparaît dans un projet de résolution de l'Assemblée générale, et le Canada s'en réjouit. Nous croyons que la formation au maintien de la paix aurait un effet salutaire sur la mise en oeuvre de

toute opération de maintien de la paix des Nations Unies et améliorerait son efficacité sur le terrain. Parmi les modes de formation que nous avons à l'esprit, mentionnons les cours spéciaux sur les opérations de maintien de la paix et les missions d'observation des Nations Unies qui viendraient couronner les programmes nationaux de formation militaire; le partage des expériences acquises en matière de maintien de la paix en vue de préparer éventuellement un ensemble de normes internationalement reconnues ainsi qu'un manuel unique de formation pour les affectations au sein des opérations de maintien de la paix des Nations Unies; la formation préalable des officiers désignés pour remplir des fonctions de commandement ou d'état-major sous les auspices ou la coordination des Nations Unies; et la tenue de colloques régionaux et internationaux sur le maintien de la paix.

Le Canada tient à ce que les opérations de maintien de la paix continuent à favoriser la paix et la sécurité internationale. Nous avons bien l'intention de continuer à participer activement aux travaux du Comité spécial des opérations de maintien de la paix au cours de l'année qui vient, et nous sommes d'avis que l'adoption de ce projet de résolution par l'Assemblée générale encouragera le Comité à poursuivre ses efforts avec une ardeur et un dévouement renouvelés. Nous croyons que les mesures pratiques et les principes directeurs devront recevoir la même priorité de la part du Comité spécial et de son groupe de travail. Ce sont là deux éléments importants si on veut assurer l'efficacité des opérations de maintien de la paix de l'ONU. En cette période où le maintien de la paix défraie les manchettes, l'Organisation des Nations Unies doit faire un effort spécial pour résoudre nombre des problèmes qui, autrefois, ont rendu difficile la mise sur pied de ses opérations de maintien de la paix.

3. CHYPRE

L'ambassadeur William H. Barton, représentant permanent du Canada aux Nations Unies, a tracé la position du Canada quant à la question de Chypre. Dans sa déclaration en Plénière à l'Assemblée générale le 9 novembre 1977, il a abordé l'intérêt constant que porte le Secrétaire général aux problèmes de Chypre et à la participation importante du Canada à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP). En faisant allusion à la visite du Secrétaire d'État aux Affaires extérieures en Grèce, à Chypre et en Turquie ainsi qu'aux entretiens à Ottawa entre M. Jamieson et M. Okcun, ministre des Affaires étrangères de la Turquie, l'ambassadeur Barton a exprimé le désir d'une reprise prochaine des négociations par l'intermédiaire des bons offices du Secrétaire général des Nations Unies. Voici la déclaration de l'ambassadeur Barton sur la question de Chypre.

La délégation du Canada, bien que parfois découragée par l'apparente irréductibilité des problèmes chypriotes, a été du moins encouragée par le fait que les deux parties semblent convenir que les Nations Unies peuvent jouer un rôle utile dans la recherche d'un règlement. Sous ce rapport, nous avons noté que le Secrétaire général continue de s'intéresser de près aux problèmes de Chypre. L'intérêt que le Canada porte à la question chypriote découle en partie de son intérêt pour le maintien de la paix et de la sécurité dans l'ensemble de la Méditerranée orientale. L'appartenance de Chypre au Commonwealth ajoute évidemment à notre préoccupation face à la situation qu'elle connaît. Toutefois, notre principal souci reste la présence dans l'île, pour une quinzième

année consécutive, d'un contingent canadien affecté à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre. Plus de 20 000 soldats canadiens ont été envoyés à Chypre et nombre d'entre eux y ont été affectés à plusieurs reprises.

En juin dernier, lors du débat au Conseil de sécurité sur le renouvellement du mandat de l'UNFICYP, le représentant canadien a mentionné deux aspects de la question chypriote susceptibles d'évoluer: la possibilité que l'aéroport international de Nicosie soit réouvert au trafic commercial et le repeuplement éventuel de Varosha. Nous avons constaté avec satisfaction que les représentants des deux communautés chypriotes ont, dans leurs déclarations à l'Assemblée générale, fait état de l'éventualité d'un tel repeuplement.

Monsieur le Président, dans leurs interventions, les représentants des deux communautés ont mentionné les problèmes sous-jacents que connaît leur pays. Le ministre des Affaires étrangères Rolandis a, à juste titre, évoqué l'intervention militaire turque de 1974 et les souffrances qu'elle a entraînées. Sous ce rapport, la question des "personnes disparues" préoccupe grandement la délégation du Canada et, en fait, tout le peuple canadien. À son tour, M. Denktash a fort pertinemment fait état de la situation désespérée que connaissait Chypre avant 1974 et l'intervention turque. Ces deux points de vue divergents mais complémentaires illustrent encore une fois la nécessité de reprendre, selon les mots de M. Rolandis, des négociations intercommunautaires valables. Le communiqué publié conjointement par feu l'archevêque Makarios et M. Denktash en février 1977, et notamment les quatre principes qu'il contient, ont jeté les bases de tels pourparlers. Dans ce contexte, nous avons noté avec satisfaction que MM. Denktash et Michaelides conviennent que ces principes arrêtés en 1977 peuvent toujours servir de cadre pour une reprise des négociations intercommunautaires. Nous reconnaissons également que ces négociations devront se fonder, du moins implicitement, sur une reconnaissance réciproque des réalités chypriotes. Il faudra notamment que la communauté chypriote-turque montre de la souplesse sur la question territoriale. Il faudra également que les Chypriotes grecs satisfassent certaines demandes essentielles de la communauté chypriote-turque en ce qui concerne les arrangements constitutionnels. Nous avons été encouragés d'entendre les représentants des deux communautés réaffirmer leur engagement aux principes de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale applicables à la République de Chypre.

Les porte-parole du Canada aux Nations Unies n'ont jamais cessé de répéter que le processus de maintien de la paix à Chypre, auquel le Canada participe, devait être accompagné d'efforts en vue d'instaurer la paix. La présence du Canada au sein de l'UNFICYP nous amène davantage à rechercher des garanties à cet égard. Nous voulons que les actions des parties en cause constituent le garant de la recherche active d'une solution mutuellement acceptable. Il nous semble raisonnable d'attendre des parties qu'elles axent leurs efforts sur la recherche d'un règlement qui permettrait à la Force de maintien de la paix des Nations Unies de quitter Chypre plutôt que de maintenir le statu quo. Nous avons fait connaître notre point de vue sur les problèmes financiers de cette opération et je n'ai pas l'intention de le répéter ici. Je dirai simplement que le gouvernement du Canada ne peut envisager une présence indéfinie de la Force de maintien de la paix à Chypre. Il nous est de plus en plus difficile de faire accepter par l'opinion publique du Canada une participation canadienne aux opérations de maintien de la paix lorsque celles-ci ne semblent pas devoir contribuer au processus de pacification.

Le gouvernement du Canada étudie sérieusement depuis un an divers aspects du problème chypriote. Au cours des douze derniers mois par exemple, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Jamieson, a visité la Grèce, Chypre et la Turquie et a eu des entretiens utiles avec les dirigeants politiques de ces pays. En outre, le ministre des Affaires étrangères de la Turquie, M. Okcun, vient de faire une visite à Ottawa. Nous sommes convaincus que ces diverses rencontres peuvent et doivent assurer la poursuite d'un dialogue utile au sein des Nations Unies et ailleurs. Nous espérons la reprise prochaine des négociations intercommunautaires, par l'intermédiaire des bons offices du Secrétaire général des Nations Unies. La délégation du Canada est d'avis qu'il incombe à l'Assemblée générale de favoriser ce processus et d'adopter à cet égard des résolutions que toutes les délégations peuvent appuyer et appliquer, et d'éviter tout langage susceptible d'accentuer les tensions politiques qui subsistent toujours malheureusement sur l'île de Chypre.

4. MOYEN-ORIENT

Dans une déclaration faite le 30 octobre 1978 à la Commission politique spéciale, M. Maurice Dupras, député, représentant du Canada, a révélé la politique canadienne à l'égard du Moyen-Orient et de l'office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). M. Dupras a parlé de l'avenir du peuple palestinien, du "Cadre de paix au Proche-Orient" accepté à Camp David et de la politique d'Israël concernant la construction d'abris pour les réfugiés de Palestine. Il a également exhorté les États membres des Nations Unies à appuyer le travail humanitaire de l'UNRWA. Voici donc la déclaration de M. Dupras sur la question du Moyen-Orient.

L'avenir du peuple palestinien est au centre du problème au Moyen-Orient. Le gouvernement du Canada est d'avis que tout règlement pacifique doit tenir compte des revendications légitimes des Palestiniens et que ces derniers ont le droit de participer à toute négociation sur leur avenir. Le gouvernement du Canada croit en outre que l'expression politique des Palestiniens devrait s'appuyer sur des assises territoriales appropriées et négociées dans le cadre d'un règlement global. Sauf les points que je viens de mentionner, nous croyons que tous les éléments d'une paix juste et équitable au Moyen-Orient sont contenus dans les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité.

Nous croyons que le "Cadre de paix au Proche-Orient" accepté à Camp David peut servir de base à une solution juste et équitable du problème. Ce cadre, loin de viser à régler toutes les questions en litige, veut plutôt fournir aux parties en cause les moyens de parvenir à une entente par le biais de la négociation. Nous comptons qu'avec de la bonne volonté, ces problèmes difficiles pourront être surmontés et que la paix tant recherchée verra le jour. Nous espérons que sera effectivement trouvée une solution qui réponde aux attentes du peuple palestinien.

Nous nous attendons à ce que l'une des résolutions que nous étudierons soit semblable à la résolution 32/90/C sur les réfugiés de Palestine dans la bande de Gaza. Vous vous rappellerez que ma délégation avait l'an dernier modifié son vote sur cette résolution. Nous avons auparavant voté en faveur de la résolution, mais nous avons décelé l'an dernier un léger changement dans la position israélienne. Nous avons donc modifié notre vote afin d'encourager ce que nous espérons être une

modification de la politique d'Israël concernant la construction d'abris pour les familles dont les habitations avaient été démolies en juillet et en août 1971. On se souviendra que les forces d'occupation israéliennes ont rasé en 1971 les abris de 2 554 familles afin de doter les camps de routes d'accès, ce qui a donné lieu à la résolution 32/90/C réclamant notamment le retour des réfugiés intéressés dans les camps dont ils avaient été enlevés ainsi que la fourniture d'abris où ils puissent se loger de façon satisfaisante. L'an dernier, on relevait pour la première fois qu'Israël avait fourni gratuitement des logements à certaines des familles les plus éprouvées. À la lecture du rapport du Secrétaire général pour 1978 (A/33/285), nous constatons qu'Israël a offert des logements gratuits à un certain nombre d'autres familles dans la même situation. Nous espérons qu'Israël poursuivra cette politique et nous continuerons donc de nous abstenir sur des résolutions semblables à la résolution 32/90/C tant qu'il y aura des preuves tangibles de progrès.

Ceci dit, il faut souligner que l'UNRWA est un organisme apolitique qui reflète les préoccupations humanitaires de la communauté internationale en ce qui concerne le sort du peuple palestinien. J'aimerais donc laisser de côté les aspects politiques du problème et me concentrer sur ses aspects humanitaires.

L'UNRWA fournit trois grands services aux quelque 1.8 millions de personnes ayant le statut de réfugiés. Toutefois, comme le mentionne le Commissaire général dans son rapport, les critères varient selon la nature des services et moins de 17,5 % des réfugiés immatriculés sont autorisés à les recevoir tous. Selon le Commissaire général, les services d'enseignement, de secours et de santé offerts sont l'un des exemples les plus concrets de ce que peut réaliser la coopération internationale au service de l'amélioration de la condition humaine que poursuivent les Nations Unies. J'incite tous ceux qui contribuent généreusement à l'UNRWA à continuer à le faire, ceux qui peuvent donner davantage à être généreux et ceux qui ne donnent rien à être charitables et à fournir leur part. Mais avant tout, j'incite tous ceux qui peuvent contribuer à régler le problème fondamental à n'épargner aucun effort en vue de trouver une solution.

5. LA RHODÉSIE

M. P.A. Lapointe, ministre et représentant permanent adjoint, a énoncé la position du Canada sur la question de la Rhodésie durant la Quatrième Commission de l'Assemblée générale, le 6 novembre 1978. Il a discuté de la situation envenimée en Rhodésie, de l'application efficace des sanctions et des propositions anglo-américaines en vue de réaliser une paix internationalement acceptable au Zimbabwe. Voici la déclaration de M. Lapointe sur la question de la Rhodésie.

Le climat dans lequel nous abordons encore une fois la question de la Rhodésie du Sud n'est pas propice. À certains égards, la situation s'est même envenimée depuis l'an dernier. Nous avons écouté avec intérêt la déclaration du délégué du Royaume-Uni et saluons les efforts constants que déploient les gouvernements britannique et américain en vue de trouver une solution à cette tragédie permanente. Ce faisant, nous ne minimisons toutefois pas les difficultés très réelles qui nous attendent dans l'avenir immédiat.

Le Canada est toujours d'avis qu'une application efficace des sanctions contre la Rhodésie est l'un des grands moyens dont dispose la communauté internationale pour faire pression sur le régime illégal. Nous sommes donc vivement préoccupés par certaines allégations récentes voulant que les sanctions ne soient pas appliquées avec toute la vigilance et la détermination que supposait à l'origine l'adoption de mesures globales. Nous nous réjouissons de ce que les États-Unis d'Amérique aient jugé bon, en mars dernier, d'adopter une loi invalidant l'amendement Byrd et, par conséquent, de colmater l'une des grandes brèches qui empêchaient depuis 1971 la mise en oeuvre d'un programme de sanctions pleinement efficace. Le récent rapport Bingham sur l'approvisionnement de la Rhodésie en pétrole et en produits pétroliers nous inquiète toutefois par ses révélations sur les moyens trouvés pour contourner l'embargo. Le gouvernement du Royaume-Uni se penche actuellement sur cette étude en vue de déterminer les mesures légales appropriées; il se peut d'ailleurs que son examen de la question jette davantage de lumière sur l'importance de la brèche mise à jour. Ces mesures économiques ne pourront manifestement pas avoir l'effet souhaité tant et aussi longtemps que l'Afrique du Sud refusera de collaborer à la mise en oeuvre des sanctions contre le régime illégal. Les autorités canadiennes sont disposées à se pencher attentivement sur toute suggestion visant une imposition plus rigoureuse des sanctions pétrolières afin d'assurer qu'elles atteignent l'objectif visé.

Monsieur le Président, le Canada a appuyé depuis le début l'initiative anglo-américaine visant à pacifier le Zimbabwe par un passage graduel à la règle de la majorité qui se ferait sous contrôle international et appellerait la participation de tous les résidents du Zimbabwe. Même si nous maintenons ferme notre appui, nous sommes quelque peu découragés par l'apparente ambiguïté des propos tenus par les membres du Conseil multiracial ainsi que par leur attitude face à une conférence élargie qui permettrait d'engager de véritables négociations en vue d'appliquer dans les meilleurs délais le plan anglo-américain. À l'instar de la plupart des autres membres de la Quatrième Commission, nous sommes frustrés de cette hésitation persistante à engager des négociations réalistes et nous sommes irrités par la sauvagerie qui marque les opérations militaires pendant que l'on continue de se dire ouvert à toute solution pacifique.

La communauté internationale doit maintenir et renforcer sa détermination de mettre un terme à la violence, à l'agression, à la torture et au meurtre; il faut encourager le Front patriotique à collaborer dans le cadre de la formule anglo-américaine et faire comprendre aux membres du Conseil multiracial que la poursuite d'actes de violence provoqués par le désespoir ne peut qu'entraîner leur chute. Il faut faire comprendre à M. Smith et à ses collègues que les négociations prévues dans le plan anglo-américain sont le seul espoir auquel peut se rattacher la population du Zimbabwe, même à court terme.

6. PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE AUSTRALE

M. William H. Barton, ambassadeur et représentant permanent du Canada aux Nations Unies, a fait une déclaration le 21 novembre 1978 à la Quatrième Commission de l'Assemblée générale au sujet du Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe (l'UNETPSA), dont il est le président du Comité consultatif. Il a présenté un exposé sur le Programme depuis sa création en 1968. Malgré les récents résultats très encourageants, le Programme connaît toujours

des problèmes financiers. M. Barton a également élaboré deux propositions émanant du Comité consultatif afin de renforcer le Programme. Voici donc des extraits de la déclaration faite par M. Barton sur le Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe.

Depuis sa création en 1968, le Programme a été très utile en accordant des bourses à des jeunes de l'Afrique du Sud, de la Rhodésie et de la Namibie qui, après avoir acquis la formation nécessaire, fourniront à leur pays la main-d'oeuvre qualifiée qui leur permettra d'accéder à l'indépendance et d'instaurer la règle de la majorité. En outre, le Programme continue d'accorder des bourses à des étudiants de l'Angola, du Cap-Vert, de la Guinée-Bissau, du Mozambique et de Sao Tomé-et-Principe. Depuis le début du Programme, 21 États ont offert des bourses à des étudiants d'Afrique australe pour qu'ils acquièrent une formation dans leur propre pays. Parmi les boursiers de l'UNETPSA, 56 pour cent suivent des cours dans des universités africaines. Les autres fréquentent des établissements en Asie, en Europe et en Amérique du Nord en raison des limites de la capacité d'accueil d'étudiants étrangers dans un grand nombre d'établissements africains et de l'existence de besoins en formation dans des domaines où les universités africaines n'oeuvrent pas.

Toutefois, Monsieur le Président, il y aurait omission de ma part si je n'évoquais pas les problèmes financiers auxquels continue à faire face le Programme par suite du flux ininterrompu de jeunes de l'Afrique australe qui cherchent à obtenir l'asile politique et des possibilités de s'instruire dans des États voisins. En raison de la conjoncture politique en Afrique du Sud, en Rhodésie et en Namibie, le Programme a reçu 3 082 demandes de candidats qualifiés en 1977-1978, ce qui représente un accroissement de 53 pour cent par rapport à l'année précédente. En outre, le coût moyen d'une bourse dans les divers pays d'accueil a presque doublé, ce qui a imposé un fardeau financier au Programme, qui a dû, à l'occasion, octroyer des bourses partielles de façon à venir en aide au plus grand nombre possible de candidats. Sans laisser entendre, Monsieur le Président, que le programme devrait s'amplifier indéfiniment, je crois que tous les gouvernements intéressés doivent faire davantage d'efforts si l'on tient à ce que le programme remplisse sa mission, c'est-à-dire permettre à des jeunes de l'Afrique australe d'avoir accès à des possibilités d'instruction et de formation qui leur seraient fermées autrement.

Monsieur le Président, le Comité consultatif du Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe a décidé, lors de sa vingt-sixième réunion tenue le 30 octobre 1978, que, vu l'exode de nombreux jeunes étudiants d'Afrique australe dans les États voisins, et vu l'accroissement de la taille et de la portée du Programme, il serait souhaitable de renforcer une fois de plus le Programme en nommant au sein du comité consultatif un petit nombre de nouveaux membres choisis par le Président de l'Assemblée générale. A cet égard, on pourrait choisir de nouveaux membres parmi les principaux pays donateurs et pays d'accueil des étudiants qui participent à ce Programme.

Comme la situation s'est modifiée dans toute l'Afrique australe depuis la première évaluation locale du Programme qui a eu lieu en 1975, le Comité a aussi décidé de demander à l'Assemblée générale de nommer une équipe de quatre ou cinq membres chargés, de concert avec le Secrétaire général, de procéder à une deuxième évaluation locale du Programme et d'offrir de meilleures possibilités éducationnelles pour ainsi répondre aux demandes croissantes que subissent les ressources du Programme.

L'équipe pourrait se rendre au siège d'organismes spécialisés et d'autres organisations internationales, aussi bien en Europe que dans un certain nombre de pays donateurs et pays hôtes en Afrique.

7. UTILISATIONS PACIFIQUES DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE

M. Maurice Dupras, député, représentant du Canada, a fait une déclaration au nom du Canada à la Commission politique spéciale de l'Assemblée générale le 17 octobre 1978 sur les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Il a d'abord décrit le programme spatial du Canada et a abordé la question de la participation canadienne à la collaboration internationale pour l'utilisation et l'application pacifiques des satellites. Ensuite, M. Dupras a traité du rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, soulevé la question du satellite à alimentation nucléaire, COSMOS 954, qui s'était écrasé en territoire canadien et fait mention du manque de progrès sur la question de la radiodiffusion directe par satellite. Enfin, il a déclaré que le Canada voudrait coparrainer une résolution présentée par l'Autriche sur les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Voici la déclaration faite par M. Dupras au sujet des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

Notre objectif premier est le perfectionnement des télécommunications par satellite. Trois satellites canadiens Anik sont maintenant en service et assurent un service de télécommunications aux collectivités éloignées du Canada; par ailleurs, un satellite Anik B, le premier d'une nouvelle génération, doit être lancé le mois prochain. Le satellite technologique de télécommunications canado-américain connu sous le nom d'Hermès, s'est révélé un succès puisque de nombreuses expériences ont été menées et que l'on envisage de le maintenir en service une troisième année. Notre autre grand secteur d'activité est la télédétection des ressources terrestres. Le Canada et beaucoup d'autres pays à travers le monde ont utilement tiré profit du programme Landsat. En outre, nous avons récemment conclu un accord avec les États-Unis prévoyant la conduite d'expériences conjointes au Canada grâce au satellite pilote Seasat, destiné à vérifier les possibilités de surveillance maritime par satellite. La station réceptrice de Shoe Cove à Terre-Neuve a été aménagée pour recueillir des données obtenues à l'aide de senseurs sur les régions de l'Atlantique du Nord-Ouest et de l'Est du Canada.

A l'échelon international, le Canada participe activement à l'élargissement de la coopération au regard de l'utilisation et de l'application pacifiques des satellites. Nous cherchons à augmenter la qualité et l'importance de nos relations avec l'Agence spatiale européenne; nous discutons actuellement des modes de coopération internationale en matière de recherche et de sauvetage; nous participons à des projets d'aide au développement international. Nous croyons fermement que c'est dans la collaboration internationale que progressera le mieux la technologie spatiale.

Je voudrais maintenant traiter du rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique dont est saisie la Commission. De notre point de vue, la 21^e session du Comité a été des plus fructueuses. Les membres n'ignorent pas que le Canada a soulevé aux Nations Unies la question de l'utilisation des génératrices nucléaires dans l'espace extra-atmosphérique lors de la réunion de février du Sous-comité scientifique et technique, tenue peu après que le satellite à alimentation nucléaire COSMOS 954 se fut écrasé en

territoire canadien en éparpillant des débris, dont certains étaient radioactifs, sur une grande portion du nord canadien. En soulevant cette question à ce moment, et plus tard au sein du Sous-comité juridique, nous voulions attirer l'attention sur les conséquences internationales de l'incident, puisqu'il touche tous les pays, et proposer des mesures pour l'élaboration d'un régime international de normes de sécurité destiné à régir l'utilisation des génératrices nucléaires dans l'espace extra-atmosphérique. Dans cette intention, nous avons fait un certain nombre de propositions.

Nous sommes heureux de constater qu'un grand nombre de ces propositions ont recueilli de larges appuis au Comité de l'espace extra-atmosphérique et que, lors de la 21e session, ses membres ont convenu de créer, dans le cadre du Sous-comité scientifique et technique, un groupe de travail composé de spécialistes chargés d'étudier les aspects techniques et les mesures de sécurité touchant l'utilisation des génératrices nucléaires dans l'espace extra-atmosphérique. Par suite du consensus qui s'est dégagé au Comité de l'espace extra-atmosphérique, nous espérons que cet organisme approuvera cette décision de manière à ce que le groupe de travail puisse se réunir en février prochain, lors de la 16e session du Sous-comité scientifique et technique. Le rapport du Comité de l'espace extra-atmosphérique renferme également une demande visant à ce que les États de lancement préviennent les États menacés par un objet spatial en perdition porteur de génératrice nucléaire et susceptible de rentrer dans l'atmosphère. Monsieur le Président, nous estimons que ces recommandations, présentées par consensus par le Comité de l'espace extra-atmosphérique, démontrent que l'ONU reconnaît l'importance de cette grave question internationale et qu'elles tracent le cadre d'une action constructive qui bénéficiera à tous les pays. Nous appuyons vigoureusement ces recommandations et espérons que tous les États membres joindront leurs efforts à cette entreprise commune destinée à réduire au minimum les risques que présente à l'humanité et à l'environnement l'utilisation de génératrices nucléaires dans l'espace extra-atmosphérique.

Toutefois, il est un domaine en particulier où nous regrettons le manque de progrès. Il s'agit de l'impasse dans laquelle se trouve la question de la radiodiffusion directe par satellite (RDS). Pendant de nombreuses années, la délégation du Canada, de concert avec d'autres délégations, s'est attachée à élaborer des principes destinés à régir la RDS. Pourtant, il n'a pas été possible de progresser davantage dans la rédaction de ces principes lors des sessions de 1978 du Sous-comité juridique et du Comité parapluie. Nous osons espérer que cette situation ne se reproduira pas l'année prochaine.

Pour conclure, Monsieur le Président, je voudrais déclarer que la délégation du Canada sera très heureuse de coparrainer la résolution d'ensemble sur les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique qui sera présentée en cette Commission par mon distingué collègue de la délégation de l'Autriche. Des progrès seront réalisés pendant l'année qui vient grâce à l'orientation claire que donne cette résolution. Pour sa part, le Canada s'engage à collaborer sans réserve à cette entreprise collective.

C. COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE

1. LE DIALOGUE NORD-SUD

Le délégué du Canada auprès de la Deuxième Commission (économique et financière) de l'Assemblée générale, M. Roger Rousseau, actuellement ambassadeur du Canada au Venezuela, a énoncé le 27 octobre 1978 l'optique du Canada en ce qui concerne la coopération économique internationale et le dialogue nord-sud. Il a souligné la nécessité d'accélérer l'essor des pays en développement en prenant des mesures énergiques dans les domaines du commerce, de l'aide, du transfert des techniques, de l'énergie et dans l'élaboration d'une nouvelle stratégie internationale du développement.

Selon le dernier rapport sur le développement dans le monde que vient de publier la Banque mondiale, il subsiste de nombreux problèmes qui exigeront une coopération sans précédent si l'on veut opérer des changements qui bénéficieront aux populations plus démunies.

Nombre d'orateurs ont insisté sur le peu de progrès accompli en vue de résoudre les problèmes des pays en développement. Dans le processus d'évolution politique permanente que nous connaissons, il ne faut pas manquer les occasions qui nous sont données pour parvenir à des progrès concrets dans un esprit de coopération. L'assainissement du climat économique international favorisera ces possibilités. Une assise économique plus solide nous incitera davantage à réaliser les changements structurels nécessaires pour favoriser une répartition plus rationnelle des activités économiques entre les nations. Les pays industrialisés, qui consacrent beaucoup d'énergie à améliorer leur performance économique, constatent quelques signes encourageants. Il est exact que des changements s'imposent dans le cadre du système économique international et que nous devons avancer en ce sens, mais il est tout aussi vrai qu'une évolution parfois difficile est nécessaire au chapitre des politiques économiques internes des pays industrialisés et des pays en développement. Il faut poursuivre nos efforts en vue d'accroître les échanges internationaux en mettant particulièrement l'accent sur les besoins du monde en développement. Comme l'ont rappelé nombre de délégués, il est important que les pays industrialisés adoptent des mesures d'aide nationale de transition qui deviendront toujours plus utiles au fur et à mesure que s'intensifient les échanges internationaux. Il y a d'ailleurs lieu de remarquer que les pays industrialisés accroissent rapidement leurs exportations vers le Tiers Monde, notamment dans le secteur des produits manufacturés.

Tous les pays en développement ne profitent pas d'un accès élargi aux marchés. Certains d'entre eux ont des problèmes de nature différente qui ne peuvent se régler par des stratégies axées prioritairement sur l'exportation, mais sur l'aide. Nous tendons toujours vers l'objectif du 0,7 pour cent du produit national brut. Nous invitons encore une fois les pays en position excédentaire à intensifier leurs efforts et nous accueillons avec satisfaction certaines mesures récentes en ce sens. Au chapitre de la libération de l'aide au développement, le Canada a converti en subventions les montants que lui devaient les pays les moins développés, et c'est cette forme d'aide qu'ils recevront dorénavant. Nous sommes heureux que d'autres pays donateurs aient agi de la même façon. Nous nous joignons à eux pour inviter les pays industrialisés qui ne l'ont pas déjà fait à ajuster rétroactivement les modalités d'octroi de leur aide aux pays en développement.

Alimentation et développement agricole

Pour beaucoup de pays en développement, l'expansion dynamique de la productivité du secteur agricole est une priorité. La stagnation de la production agricole a sérieusement entravé l'évolution économique et sociale de ces pays. En tant que grand producteur et exportateur de denrées, le Canada a été à l'avant-garde des efforts visant à assainir la situation alimentaire mondiale. Ces efforts trouveront un nouvel élan lors de la cinquième session du Conseil mondial de l'alimentation que le Canada aura l'honneur d'accueillir l'an prochain.

La mise en valeur des ressources énergétiques

Le rôle essentiel que joue depuis quelques années l'énergie dans toutes les économies nationales a braqué l'attention sur les avantages que pourraient éventuellement tirer les pays en développement d'une mise en valeur plus rapide de leurs propres ressources énergétiques. Leur utilisation plus rationnelle aurait pour effet de réduire les importations et permettrait immédiatement à de nombreux pays en développement d'épargner des devises. On reconnaît chaque jour davantage la nécessité d'une meilleure coopération internationale en vue de faciliter la recherche, l'exploration et l'exploitation des ressources énergétiques conventionnelles et non conventionnelles. Lors d'une récente réunion du Comité conjoint du développement du Fonds monétaire et de la Banque mondiale, le Canada a pris certaines initiatives pour faire avancer davantage cet important dossier. Le Canada favorise également la tenue d'une conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelle et renouvelable. On devrait mettre l'accent sur les techniques énergétiques susceptibles d'une application pratique et rapide dans les pays en développement.

Nouvelle stratégie internationale du développement

La formulation d'une nouvelle stratégie internationale du développement revêt une importance capitale en ce qu'elle établit le cadre au sein duquel la communauté internationale déploie ses efforts de coopération. Le but est de parvenir à des objectifs approuvés quant à la voie à suivre dans le processus de résolution des problèmes du développement. Le Canada recommande une approche différente de celle adoptée lors des décennies précédentes. Nous devons nous demander quels changements de politique et de stratégie pourraient avoir les meilleurs résultats sur le plan mondial. On aurait peut-être intérêt à adopter une perspective à plus long terme que l'on pourra modifier en cours de route en fonction de la situation économique ainsi que des innovations techniques et sociales.

Il faudrait se concentrer sur la mise en valeur de secteurs tels que l'agriculture, les matières premières, les ressources énergétiques et les services essentiels. La stratégie devrait prendre en considération le milieu et la capacité d'expansion continuelle de transferts des ressources, et les limites et les contraintes qui s'imposent sur de tels transferts. De surcroît, il faut s'assurer que la stratégie soit écrite de manière à obtenir l'appui et le soutien de l'opinion publique. Ce soutien dans tous les pays est nécessaire pour que les gouvernements puissent affecter les ressources et effectuer les changements de politique qu'appelle la réalisation de la stratégie.

2. AIDE DES NATIONS UNIES AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT

L'ambassadeur M. Roger Rousseau a prononcé une allocution devant la Deuxième Commission (économique et financière) de l'Assemblée générale le 14 novembre 1978. En tant que donateur au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE), au Programme alimentaire mondial (PAM) et aux autres organismes onusiens qui fournissent de l'aide technique aux pays en développement, le Canada s'intéresse à ce que ces programmes fonctionnent aussi efficacement que possible. En outre, M. Rousseau a parlé du travail du Conseil mondial de l'alimentation qui convoquera sa prochaine réunion à Ottawa en septembre 1979.

Le Canada continue d'appuyer énergiquement les activités opérationnelles pour le développement au sein du système des Nations Unies, car elles se révèlent l'un des moyens les plus directs de traduire concrètement et de façon réaliste les idées et principes exprimés dans cette enceinte. Le débat annuel sur ce point devrait toujours constituer une nouvelle marque dans notre lutte pour établir des normes mondiales de dignité humaine.

PNUD

La vingt-cinquième session du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a reflété la période de consolidation qui s'est instaurée depuis les crises financières. Ma délégation, au seuil de la présente intervention, désire exprimer sa satisfaction devant les nombreuses mesures adoptées par l'administrateur pour renforcer le programme. Le gouvernement du Canada considère comme fondamentale cette question de la qualité des programmes et de l'utilisation efficace des ressources; c'est pourquoi nous espérons que l'on produira à ce sujet un document sérieux et de grande portée, afin que le conseil et les gouvernements membres puissent: a) s'acquitter adéquatement de leurs responsabilités au chapitre des ressources et des objectifs du PNUD en matière de développement; b) renforcer le rôle central que joue le PNUD à titre de coordonnateur de l'assistance technique à la fois au sein du système de développement des Nations Unies et par le biais de contacts avec d'autres organisations d'aide multilatérale et bilatérale; et c) tirer profit de l'expérience du PNUD au chapitre de l'aide au développement et améliorer leurs propres programmes de développement, que ce soit à titre de pays donateurs ou bénéficiaires.

FISE

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) occupe une place de choix dans le coeur des Canadiens. Outre qu'il exécute efficacement des projets d'aide au développement qui bénéficient directement aux enfants, le FISE s'est révélé à la fois au sein du système des Nations Unies et dans le monde le promoteur de la nécessité de mettre les enfants au premier plan de nos efforts en matière de développement. D'ailleurs, la contribution apportée par cet organe à la préparation et au suivi de la conférence internationale sur les soins de santé primaires, tenue en Union soviétique en septembre, témoigne au premier chef de ce rôle d'animation. La conférence a permis à la Communauté internationale de mieux saisir le concept des soins de santé primaires et de prendre davantage conscience de la nécessité d'appuyer à l'échelle mondiale les programmes nationaux dans ce domaine.

Nous désirons aussi exprimer notre gratitude au FISE pour le soutien apporté aux organisations non gouvernementales, et plus spécialement à l'association canadienne de santé publique ainsi qu'à la fédération mondiale des associations de santé publique. De même, le travail du FISE en tant "qu'âme dirigeante" de l'année internationale de l'enfant constitue une autre preuve du rôle dynamique qu'elle assume au profit de l'enfance. A l'évidence, l'année internationale de l'enfant entraînera des conséquences importantes pour tous les pays, mais elle devrait également servir à polariser l'attention de la communauté internationale sur les moyens d'améliorer de façon significative les services de base offerts aux enfants.

Programme alimentaire mondial

Le Canada est un ardent défenseur du Programme alimentaire mondial (PAM). Nous le considérons comme l'un des plus éclatants succès au sein du système des Nations Unies. Nous croyons qu'un grand nombre de pays partage notre confiance dans le programme, et la hausse sensible des contributions qui a accompagné l'évolution du PAM au fil des ans vient étayer cette conviction. Fait à remarquer, le programme a toujours su, tant en périodes d'abondance qu'en périodes de disette, disposer de manière constructive des produits au bénéfice des populations pauvres dans les pays en développement. Nous savons que, tout en fournissant cette aide aux plus démunis, le programme a pu amener les bénéficiaires à participer directement aux efforts visant à améliorer leur propre situation. Les stimulants que fournit le PAM à cette fin sont précieux et la motivation que génèrent ses activités dans les secteurs des projets de travail rémunéré en vivres, et des denrées acheminées aux groupes vulnérables, mérite une reconnaissance spéciale. Nous sommes heureux également que le PAM se soit efforcé de mettre au point et d'appliquer des techniques d'évaluation et qu'il coopère de façon constructive avec d'autres institutions des Nations Unies.

Problèmes alimentaires: rapport du Conseil mondial de l'alimentation

Le gouvernement du Canada attache une importance toute particulière au travail accompli par le Conseil en sa qualité de comité supérieur de révision des politiques alimentaires. C'est pourquoi le Canada sera très heureux d'être l'hôte de la prochaine session du Conseil en 1979.

Production alimentaire

Nous faisons notre part pour aider à accroître la production alimentaire dans les pays les plus pauvres en intensifiant la portion de nos programmes d'aide bilatéraux consacrée à l'agriculture et en nous engageant à verser 33 millions de dollars au Fonds international de développement agricole au cours des trois premières années de son existence. Nous sommes conscients de l'importance d'augmenter la production alimentaire dans les pays les moins développés et nous avons en conséquence accordé une haute priorité au développement agricole et rural dans notre programme d'aide au développement, tant sur le plan bilatéral que multilatéral. Néanmoins, le Canada continue d'entretenir des réserves quant à l'opportunité et à l'utilité de fixer des objectifs d'aide extérieure, comme les 8,3 milliards de dollars.

Sécurité alimentaire

Le Canada appuie l'objectif de la sécurité alimentaire mondiale et le principe connexe du maintien des réserves céréalières. Nous croyons que les modalités relatives à ces réserves devraient être arrêtées dans le cadre d'un nouvel accord international sur le blé; on pourrait de cette manière harmoniser dans une large mesure les besoins en matière de sécurité alimentaire et la stabilité du marché. Nous estimons que si les bénéficiaires sont partagés par tous, il devrait en être de même pour les coûts. A l'heure actuelle, ce sont les exportateurs qui doivent assumer les coûts de constitution des stocks de réserve; en toute équité, les importateurs, spécialement ceux des pays développés, devraient assumer une partie de ces coûts. Il est impossible d'assurer la sécurité alimentaire sans maintenir de façon continue des niveaux de production élevés. Les agriculteurs sont sensibles aux stimulants commerciaux et, si l'on veut augmenter la production et améliorer la sécurité alimentaire, il est impératif que les producteurs tirent des revenus adéquats de leurs efforts.

Aide alimentaire et réserves alimentaires internationales de crise

Le Canada appuie le chiffre minimal annuel de dix millions de tonnes de céréales comme objectif pour une convention d'aide alimentaire qui serait incorporée à un nouvel accord international sur le blé, sous réserve que les nouveaux donateurs éventuels soient encouragés à contribuer à la poursuite de cet objectif et que les donateurs traditionnels soient prêts à majorer leurs engagements. Nous avons également accepté les recommandations du Conseil mondial de l'alimentation visant à donner un caractère permanent à la réserve internationale de crise. Le Canada a déjà fourni une aide substantielle à la réserve, dont l'objectif de 500,000 tonnes est presque atteint à l'heure actuelle.

D. DROITS DE LA PERSONNE

1. LE TRENTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME

A l'occasion du trentième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le professeur John P. Humphrey, O.C., conseiller spécial de la délégation du Canada, a fait une déclaration en plénière à l'Assemblée générale le 11 décembre 1978. Il a traité de l'adoption et de l'évolution de la Déclaration universelle des droits de l'homme ayant été lui-même membre de la Division des droits de l'homme du Secrétariat des Nations Unies au moment de l'adoption de la Déclaration. Le professeur Humphrey a également discuté de la Déclaration sur le droit international et de l'aspect révolutionnaire de la Déclaration lors de son adoption et même à l'heure actuelle. Enfin il a souligné l'importance que revêt la Déclaration pour juger la conduite des États envers leurs citoyens et pour interpréter les dispositions de la Charte des Nations Unies relative aux droits de la personne.

Je suis heureux de cette occasion qui m'est donnée de prendre la parole, et j'en profite pour remercier le gouvernement du Canada de m'avoir invité à faire partie de sa délégation, le temps d'un débat. Je dois ce privilège au fait que j'étais membre de la Division des droits de l'homme du Secrétariat de cette Organisation lorsque la Déclaration universelle a été adoptée, et aussi au fait que j'ai survécu à ces trente années, ce dont je suis redevable à mon patrimoine génétique. Je pourrais fort bien être la seule personne ici présente à s'être trouvée au Palais de Chaillot lorsque l'Assemblée générale a adopté la Déclaration dans la nuit du 10 décembre 1948.

La Déclaration universelle a peut-être été le facteur le plus important de cette transformation radicale du droit international à laquelle on assiste depuis la Seconde Guerre mondiale. La portée et la nature du droit international ont tellement évolué depuis trente ou quarante ans que le terme ne décrit plus adéquatement une discipline qui devrait maintenant s'appeler le "droit mondial". Aucune autre révolution dans l'histoire de la pensée n'a été plus marquante que cette transformation radicale de la nature du droit international traditionnel. Quelles qu'aient été les intentions de ses auteurs, la Déclaration est aussi un document révolutionnaire en cela même qu'elle fournit soutien et encouragement dans chaque cas où des hommes et des femmes luttent pour défendre leurs libertés devant l'oppression. La Déclaration contient de la dynamite révolutionnaire; depuis son adoption, il est probable qu'aucun conflit social et politique n'ait échappé à son influence. C'était la première déclaration universelle du genre et c'est dans cet instrument qu'on voyait pour la première fois reconnue et proclamée l'existence de certains droits économiques et sociaux ayant même valeur que les droits civils et politiques traditionnels; voilà qui, dans le contexte de 1948, était vraiment révolutionnaire. Ce seul élément suffirait pour assurer à la Déclaration une place dans l'histoire.

Trente ans après son adoption, la Déclaration universelle des droits de l'homme exerce toujours une influence morale et politique inégalée par quelque autre instrument international que ce soit, à l'exception peut-être de la Charte elle-même. Tout comme l'intégration à la Charte de dispositions sur les droits de l'homme ainsi que la préparation et la mise en application ultérieures des Pactes, l'adoption de la Déclaration s'inscrivait dans le sillon d'une réaction de la communauté mondiale

face aux violations flagrantes des droits les plus fondamentaux qui se sont produites pendant et immédiatement avant la Seconde Guerre mondiale. Ce fut là le catalyseur qui a préparé l'opinion publique internationale et qui a permis aux Nations Unies d'entreprendre ce programme révolutionnaire de protection des droits de la personne. Le sujet suscite maintenant dans la plupart des régions du monde un intérêt inégalé, même si les droits de la personne peuvent ne pas être toujours respectés. Permettez-moi de ne mentionner que les trois exemples les plus frappants: les attitudes actuelles face aux questions de la discrimination raciale et de la promotion de la femme, et l'acceptation généralisée du principe voulant que les droits économiques et politiques soient aussi importants que les droits civils et politiques traditionnels. On accepte maintenant universellement cette nouvelle moralité, cette moralité internationale. Les droits de la personne sont même devenus une composante de la politique étrangère de certains États. Cette évolution des comportements n'est pas le fruit du hasard, mais probablement de plusieurs facteurs sociaux; l'un d'eux a sans doute été l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme et cette Assemblée peut en tirer un certain mérite. La Déclaration a eu un impact moral et éducatif considérable: en dernière analyse, c'est peut-être l'aboutissement le plus important de la décision prise par l'Assemblée le 10 décembre 1948.

La Déclaration se voulait tout cela et a réalisé ses objectifs. Elle est peut-être même devenue quelque chose de plus important. L'Assemblée générale et les autres organismes n'ont pas tardé à utiliser la Déclaration comme une norme pour juger la conduite des États dans leurs relations avec leurs citoyens et citoyennes et avec certains groupes d'individus. Dans nombre de ses résolutions, l'Assemblée a affirmé que la Déclaration devait être strictement observée ou l'a invoquée lorsqu'elle condamnait un État pour des violations à ses obligations aux termes des dispositions de la Charte relatives aux droits de la personne. La Déclaration sert depuis bon nombre d'années à interpréter les dispositions de la Charte relatives aux droits de la personne; à tel point qu'on peut maintenant affirmer qu'indépendamment des intentions de ses auteurs, la Déclaration universelle de 1948 - ou en tout cas ses composantes justiciables - fait maintenant partie du droit international public et lie par conséquent tous les États. Si tel est le cas, la réalisation que nous célébrons aujourd'hui est bien plus grande encore et, j'ajouterai, bien plus révolutionnaire que ce que quiconque aurait pu concevoir dans la nuit du 10 décembre 1948. Mais qu'il en soit ainsi ou non - et je vois une nécessité logique au fait qu'il en soit ainsi - la Déclaration universelle reste un instrument de la plus haute importance morale et politique qui précise sans équivoque les conditions nécessaires au respect de la dignité et des aspirations de la personne; elle est une norme que doivent s'efforcer d'atteindre tous les peuples et toutes les nations ainsi qu'un gage d'espoir en l'avenir.

2. LA POSITION DU CANADA SUR LES DROITS DE LA PERSONNE

L'ambassadeur M. Roger Rousseau a exposé dans ses lignes générales la position du Canada sur les droits de la personne le 7 décembre 1978 à la Troisième Commission de l'Assemblée générale. M. Rousseau a parlé de la prérogative des États de se préoccuper des violations des droits de la personne. Il a aussi fait mention des situations au Chili et au Kampuchea démocratique au chapitre des droits de la personne et a discuté du problème des réfugiés indochinois. L'ambassadeur Rousseau a réitéré l'appui sans réserves et continu du Canada aux mesures que prendra l'ONU pour veiller au respect des droits de la personne et a exprimé le voeu que des améliorations soient apportées aux mécanismes onusiens pour assurer la dignité et la liberté de tous.

La position du Canada en ce qui a trait aux droits de la personne comme composantes des relations internationales est claire et sans équivoque. La Charte des Nations Unies stipule que l'un des principaux objectifs de l'Organisation consiste à promouvoir et à encourager le respect des droits de la personne. En adhérant à la Charte, le Canada et tous les autres États membres se sont donc solennellement engagés à appuyer ces objectifs. En conséquence, nous continuons de récuser l'allégation selon laquelle les droits de la personne relèvent de la compétence nationale et échappent à celle de la communauté internationale. Le Canada s'est fait le promoteur vigoureux aussi bien des règles exposées dans les principaux instruments internationaux en matière de droits de la personne que des mécanismes de contrôle destinés à les traduire dans les faits. L'appui que nous donnons au principe du respect des droits de la personne agit dans deux directions qui se renforcent mutuellement: tout en prônant un plus grand respect des droits de la personne à l'échelle internationale, nous assumons librement des obligations qui nous engagent en droit à déployer des efforts avec autant de diligence possible au palier national.

Au cours des trois dernières décennies, le bilan de l'ONU dans le domaine des droits de la personne n'a pas été à la hauteur des attentes des artisans de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Malgré la création de nombreux instruments, l'écart est grand entre les règles théoriques et les réalisations concrètes. Cette critique est d'autant plus vraie dans le cas des violations flagrantes et constantes des droits de la personne. Le gouvernement du Canada estime que toute abrogation grave des droits de la personne - qu'il s'agisse de droits économiques, sociaux et culturels, ou civils et politiques - mérite notre attention. Toutefois, il convient et il importe de focaliser des efforts spéciaux sur les cas où les allégations de violations flagrantes et constantes sont attestées de source sûre.

Même si nous devons conclure que la situation au Chili en ce qui concerne les droits de la personne laisse encore à désirer, il faudrait féliciter les autorités chiliennes d'avoir accordé le droit de séjour au Groupe de travail spécial et facilité sa tâche. Nous y voyons un précédent important dans le cadre des efforts déployés par l'ONU dans le secteur des droits de la personne et une autre étape en vue de la création de pratiques plus uniformes et non partisans en matière de rapports, d'enquêtes et d'établissement des faits. La délégation du Canada espère que des mesures analogues, de nature humanitaire, puissent être prises pour remédier à la situation qui règne à l'heure actuelle au Kampuchea démocratique. Un certain nombre d'organisations et d'États, dont le Canada, ont monté des dossiers faisant état de violations des droits de la personne qu'ils ont présentés à la Commission des droits de

l'homme. Lorsque le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada a soulevé la question des droits de la personne au Kampuchea démocratique lors du débat général en séance plénière au début de la session, la délégation du Kampuchea, exerçant son droit de réplique, a laissé entendre que le Canada était animé de motifs politiques et partisans. Pour dissiper toute ambiguïté, s'il en est, j'aimerais déclarer pour mémoire que ce sont des préoccupations humanitaires partagées par maints Canadiens de toutes affiliations politiques en réaction aux violations flagrantes des droits de la personne par le Kampuchea démocratique qui nous ont amenés à déposer un rapport devant la Commission des droits de l'homme et à soulever cette question dans des instances publiques. À exprimer notre inquiétude devant ces violations des droits de la personne, nous ne prenons position sur aucun autre aspect des relations internes ou externes du Kampuchea démocratique, pas plus que nous ne nions l'existence d'autres graves violations de ces droits dans d'autres parties du monde.

Ces derniers mois, l'afflux de réfugiés en provenance du Vietnam, du Cambodge et du Laos s'est chiffré à bien plus de 10 000 personnes par mois. Ces mouvements importants et tragiques d'êtres humains, qui ont des répercussions internationales d'une extrême gravité, ne peuvent être dissociés de la conjoncture intérieure, y compris des considérations liées aux droits de la personne et au développement social, dans les pays victimes de l'exode. La situation des réfugiés pose à la communauté internationale un problème moral d'une envergure et d'une urgence considérable. Si la communauté internationale est obligée d'y répondre, elle doit sûrement avoir aussi le droit de chercher des solutions aux racines de ces problèmes. Beaucoup de pays de cette région sont en butte à des difficultés quasi insolubles qui ne sont pas de leur création, et qui résultent plutôt de mesures internes ou de politiques adoptées par certains pays d'exode voisins. Les pays d'accueil de la région et d'autres États, comme le Canada, qui ont réagi au malheur des réfugiés, ont le droit de prôner et, de fait, d'exiger le respect intégral des droits fondamentaux des citoyens des pays victimes de l'exode.

Beaucoup trop d'États négligent leur obligation aux termes de la Charte, c'est-à-dire de veiller au respect des droits de toutes les personnes qui se trouvent à l'intérieur de leurs frontières. Les règles fixées par la Charte et d'autres instruments des Nations Unies en matière de droits de la personne sont rigoureuses, mais, peu importent les orientations économiques et sociales que ces gouvernements sont libres d'adopter, ils ne peuvent bafouer les droits de la personne que leur appartenance à l'ONU leur impose de défendre. En fait, il semblerait que les interventions de la communauté internationale contre les violations flagrantes et constantes des droits de la personne commencent à avoir des effets heureux. Une publicité accrue a mis en lumière les problèmes des dissidents et des groupes de dissidents, dissuadant ainsi les gouvernements qui ont depuis longtemps l'habitude de prendre avec rapidité des mesures de rétorsion brutale d'exercer des représailles contre ceux qui parlent suivant leur conscience. Il a été reconnu que le problème des prisonniers politiques constitue une des préoccupations légitimes de l'ONU, et l'attention de la communauté internationale est maintenant braquée sur une des facettes de ce problème: les prisonniers politiques syndicaux. Nous déployons également des efforts en vue d'éliminer la torture et de promouvoir la liberté de culte et de croyance. Ce sont des organisations non gouvernementales qui sont au premier plan des campagnes destinées à mettre les violations en lumière

et à établir des normes plus strictes. Nous tenons à les féliciter de leur engagement et sommes heureux de constater que la valeur de leurs efforts sera bientôt reconnue: en effet, un prix des Nations Unies dans le domaine des droits de la personne sera accordé à Amnesty International, au Comité international de la Croix-Rouge, à l'Union nationale des femmes de Tunisie, et à Vicaria de la Solidaridad.

La délégation du Canada est convaincue que les mécanismes onusiens améliorés feront beaucoup pour veiller au respect des règles internationales convenues en matière de droits de la personne. Les efforts déployés au cours des dernières années par l'Organisation témoignent d'un sentiment de solidarité renforcé chez les peuples dans la lutte qu'ils mènent pour veiller au respect et la liberté de chacun. La délégation du Canada s'engage à appuyer sans réserves et de façon continue les mesures que prendra l'ONU pour veiller au respect des droits et de la dignité fondamentale de tous.

3. AUTRES MOYENS DE PROMOUVOIR LES DROITS DE LA PERSONNE

La déléguée du Canada, Mme Sylvia Gelber, a fait une déclaration devant la Troisième Commission de l'Assemblée générale au sujet des autres moyens de promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Elle a d'abord discuté du droit et du devoir de tous les États membres de s'intéresser aux violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle a ensuite suggéré trois moyens par lesquels les Nations Unies pourraient assurer le respect des normes internationalement acceptées en ce qui concerne les droits de l'homme. Mme Gelber a également parlé de l'appui du Canada au Comité des droits de l'homme et de l'intérêt que porte le Canada aux nombreuses propositions visant à améliorer la capacité du système des Nations Unies d'intercéder en faveur des victimes de violations des droits de l'homme. Elle a ensuite abordé l'importance de promouvoir et de protéger les droits de l'homme au niveau national ainsi que de la nécessité d'une participation plus large des États aux instruments existants relatifs aux droits de l'homme. Enfin, tout en promettant l'appui constant du Canada en ce qui concerne tous les efforts sérieux visant à faire avancer les droits de l'homme et les libertés fondamentales, la déléguée du Canada a de nouveau souligné les obligations de la communauté internationale stipulées dans la Charte.

Lorsque l'Organisation des Nations Unies a été créée, il y a 33 ans, la question des droits de l'homme a été jugée d'un tel intérêt qu'elle a été inscrite pas moins de sept fois dans la Charte de la nouvelle organisation. Convaincus que les droits de la personne étaient une des responsabilités essentielles et légitimes de la Communauté internationale, les délégués qui ont rédigé la Charte y ont inclus à l'article premier comme l'un des objectifs fondamentaux de l'Organisation, la promotion du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

La délégation et le gouvernement du Canada ont noté au cours des ans que certains États dont nous avons entendu les représentants ce matin continuent à soutenir que l'intérêt porté par la communauté internationale aux violations des droits de l'homme constitue une ingérence dans les affaires intérieures des États où se produisent ces violations. Cependant, en souscrivant à la Charte et à ses objectifs fondamentaux, tous les États membres ont reconnu qu'ils avaient le droit et le devoir de s'intéresser aux violations des droits de l'homme et des libertés

fondamentales, où qu'elles se produisent. Les États qui commettent ou laissent commettre des violations provoquent nécessairement des réactions de la part des autres États: non seulement la Charte leur en fait obligation, mais ils doivent aussi fréquemment apporter des secours aux réfugiés et aux victimes des violations.

Trois voies principales s'ouvrent à l'Organisation dans les efforts qu'elle déploie pour trouver des moyens propres à assurer le respect de normes internationalement acceptées en ce qui concerne les droits de l'homme: tout d'abord, elle peut surveiller les violations des droits de l'homme et appeler l'attention de la communauté internationale sur ces violations; elle peut ensuite jouer un rôle de médiation et intercéder en faveur des victimes; et enfin, elle peut encourager le respect des droits de l'homme par l'information et les programmes d'enseignement. L'examen auquel nous nous livrons actuellement devrait viser à accroître la capacité de l'Organisation de s'acquitter efficacement de ces trois fonctions. Le gouvernement que je représente a présenté un certain nombre de recommandations au Secrétaire général concernant des mesures destinées à accroître l'efficacité de la Commission des droits de l'homme au titre de la promotion du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Le gouvernement du Canada considère le Comité des droits de l'homme, créé aux termes du Pacte relatif aux droits civils et politiques, comme l'un des instruments éventuellement les plus efficaces que l'Organisation des Nations Unies possède pour la promotion du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Le gouvernement du Canada est d'avis qu'il faut examiner attentivement les méthodes qui permettraient d'accroître la capacité du système des Nations Unies d'intercéder en faveur des victimes de violations des droits de l'homme. La délégation du Canada considère avec un intérêt particulier les propositions tendant à créer un poste de Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme qui pourrait être appelé à remplir des fonctions de bons offices en ce qui concerne les violations des droits de l'homme. Une autre possibilité serait d'encourager le Secrétaire général à offrir ses bons offices, soit personnellement soit par l'intermédiaire de représentants, pour se mettre confidentiellement en rapport avec les États en cas d'allégation de violations flagrantes ou persistantes de droits de l'homme. Une autre solution serait qu'un Secrétaire général adjoint ou un Sous-secrétaire général remplisse des fonctions d'émissaire dans ce domaine. On pourrait mettre à la disposition du Secrétaire général ou de son représentant un groupe d'experts connaissant une vaste gamme de cultures et de systèmes juridiques pour le conseiller à propos de telles interventions (sur leur opportunité, leur forme).

Le gouvernement du Canada reconnaît que c'est au niveau national que la promotion et la protection des droits de l'homme peuvent être assurées de la manière la plus efficace. Il incombe aux gouvernements de promouvoir l'éducation dans le domaine des droits de l'homme et d'accroître l'accès aux documents s'y rapportant, de sorte que le citoyen connaisse mieux ses droits et en use. Le gouvernement du Canada appuie en outre les efforts du Service de l'information de l'Organisation des Nations Unies visant à produire des publications qui décrivent les instruments de l'Organisation des Nations Unies et ses activités dans le domaine des droits de l'homme. La délégation du Canada encourage une diffusion aussi vaste que possible de ces publications. Elle est d'avis que les droits de l'homme seraient mieux respectés si les instruments existant dans ce domaine étaient plus

largement ratifiés. Nous tous ici présents savons cependant que l'acceptation en théorie de normes internationales ne signifie pas automatiquement que ces normes sont respectées dans la pratique. L'Organisation des Nations Unies devrait encourager tous les États qui ne l'ont pas encore fait à souscrire aux éléments facultatifs des deux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et à adhérer au Protocole facultatif, car ces instruments constituent un moyen de contrôler le respect effectif des obligations. L'Organisation devrait également encourager les États à créer des institutions nationales s'occupant des droits de l'homme, en particulier des organes indépendants qui permettraient aux citoyens de déposer leurs plaintes et d'y voir donner suite.

La délégation du Canada est triste de constater le peu de progrès accomplis au chapitre de la promotion des droits de l'homme plus de trente ans après que les Nations Unies se l'aient fixée comme un de leurs principaux objectifs. Ces préoccupations représentent une critique implicite de l'Organisation des Nations Unies et de son incapacité apparente de régler le problème des violations flagrantes et persistantes des droits de l'homme. Le gouvernement du Canada félicite l'Organisation de son intention de redoubler d'efforts pour promouvoir les droits de l'homme et revoir son mécanisme et ses activités à ce chapitre. Il continuera à appuyer les efforts tendant à identifier les problèmes de droits de l'homme - qu'ils soient d'ordre économique, social, culturel, civil ou politique - et à trouver des solutions appropriées. Madame la Présidente, le gouvernement du Canada continuera d'appuyer tous les efforts sérieux déployés pour faire avancer la cause des droits de l'homme et des libertés fondamentales partout dans le monde, et insistera sur la responsabilité qui incombe à la communauté internationale de contrôler la situation dans ce domaine conformément aux obligations auxquelles ont souscrit les États en adhérant à la Charte des Nations Unies.

4. LE HAUT-COMMISSAIRE POUR LES RÉFUGIÉS

Dans sa déclaration à la Troisième Commission, le 13 novembre 1978, la déléguée du Canada, Mme Sylvia Gelber, O.C., a félicité le Haut-Commissaire pour les réfugiés (HCR) de ses efforts humanitaires. Elle a également exprimé la consternation du Canada quant à la hausse du nombre des réfugiés dont le Haut-Commissaire devait s'occuper. La déléguée du Canada a ensuite fait mention des nombreux pays qui ne supportent pas le fardeau financier du HCR et du quadruplement des dépenses et des activités du Haut-Commissariat. Enfin, elle a rappelé l'appui du Canada au HCR ainsi que son apport au programme de secours aux réfugiés indochinois.

Le gouvernement du Canada a suivi avec beaucoup d'intérêt les efforts qu'a déployés au cours des douze derniers mois le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés en faveur des personnes déplacées par la guerre, les désordres civils ou les persécutions. La délégation du Canada tient à lui rendre hommage pour le dévouement qu'il a mis à soulager les souffrances de ces victimes et à les établir dans de nouveaux foyers. Nous avons noté avec consternation que le Haut-Commissaire évalue à environ dix millions le nombre de réfugiés dans le monde aujourd'hui, sommet que l'humanité n'a pas connu depuis les grands mouvements de populations au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. La conjoncture politique actuelle nous amène à conclure que le problème ne perdra vraisemblablement pas de son ampleur dans un avenir rapproché.

Le gouvernement du Canada a été heureux de constater à la récente réunion du Comité exécutif du HCR à Genève que le Haut-Commissaire avait réussi à réunir les fonds nécessaires au financement de ses programmes en 1978. Néanmoins, le nombre de gouvernements qui supportent le fardeau financier des programmes du HCR reste relativement limité. Le nombre des pays qui participent de façon significative aux efforts d'établissement des réfugiés est encore plus restreint. Les bouleversements dramatiques et les problèmes des réfugiés qui en ont été les victimes se sont traduits par le quadruplement des dépenses et des activités du Haut-Commissariat. L'apport des donateurs traditionnels et des nouveaux contributeurs doit être à la mesure de ces besoins nouveaux, sans quoi on se verra peut-être forcé de réduire l'importance de programmes qui apportent une aide humanitaire vitale aux réfugiés dans diverses parties du monde.

Tant par sa générosité financière que par l'accueil qu'il a réservé aux réfugiés, le Canada a toujours voulu appuyer activement le Haut-Commissaire. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, mon pays a ouvert ses portes à plus de 350,000 réfugiés et a consacré des millions de dollars aux services qui devaient faciliter l'intégration de ces nouveaux résidents dans la société canadienne. L'an dernier, une nouvelle loi sur l'immigration est venue souligner l'engagement qu'a pris le Canada par son adhésion aux conventions sur les droits de la personne et des réfugiés de considérer le réfugié comme un être humain digne d'une attention particulière. Outre son programme permanent d'admission des réfugiés, par lequel il accueille sans restrictions géographiques les réfugiés qui tombent sous le coup des conventions applicables, le Canada a mis sur pied en 1978 divers programmes spéciaux d'accueil face aux besoins humanitaires en Asie du Sud-Est, en Amérique latine et en Europe de l'Est.

Le gouvernement du Canada considère que ses programmes d'établissement des réfugiés apportent une contribution très significative aux efforts du Haut-Commissariat. A cet apport, le Canada ajoute en 1978 des contributions directes de 2,5 millions de dollars canadiens, dont \$500,000 pour le programme de secours aux réfugiés indochinois en Thaïlande. Nous comptons poursuivre cette coopération étroite et je tiens à réitérer notre espoir que l'ensemble de la communauté internationale participe davantage aux secours que commandent les souffrances des victimes les plus vulnérables face aux bouleversements politiques.

5. DROITS DE LA FEMME

Lors de son allocution à la Troisième Commission de l'Assemblée générale le 15 novembre 1978, la déléguée du Canada, Mme Sylvia Gelber, O.C., a discuté de l'ensemble de lois canadiennes visant à assurer aux femmes des conditions plus justes et équitables. Elle a aussi décrit brièvement la situation actuelle des Canadiennes dans les domaines du travail et des études supérieures. Le Canada a appuyé le Plan d'action mondial pour les femmes et s'est dit prêt à apporter, tant sur le plan multilatéral que bilatéral, sa contribution aux programmes visant à améliorer les conditions de vie pour la société en général et pour les femmes en particulier.

La politique du gouvernement du Canada, adoptée d'ailleurs à tous les niveaux de juridiction au sein de la Confédération canadienne, repose sur un engagement en faveur du principe de la pleine égalité de la femme et de l'homme dans tous les secteurs de la vie canadienne. S'il existe encore un écart considérable entre cette politique et la pratique,

L'explication se trouve dans une large mesure dans la survivance en cette fin du XXe siècle d'usages et de traditions qui ne sont pas encore au diapason d'une société transformée par la science et la technologie. Notre monde a changé mais, trop souvent, nos anciennes attitudes subsistent. Le Canada n'est évidemment pas le seul dans cette situation.

L'entrée d'un nombre sans précédent de femmes dans la population active, notamment au cours des dix dernières années, a fait ressortir clairement le peu d'empressement que la société moderne met non seulement à utiliser pleinement le potentiel de la femme, mais aussi à lui assurer des conditions justes et équitables. Soucieux de remédier à ces lacunes, le Canada a adopté un ensemble de lois visant à instaurer plus rapidement une société plus équitable. La loi elle-même n'est pas l'unique instrument qui puisse modifier immédiatement les attitudes de la communauté. Ces évidences s'appliquent tout particulièrement aux questions qui se rattachent à l'évolution de la condition de la femme dans la société moderne.

Comme dans d'autres pays industrialisés, les femmes du Canada se retrouvent en général dans cinq ou six catégories d'occupation et font presque toujours partie des secteurs les moins bien rémunérés et organisés de la population active. Néanmoins, on constate depuis peu au Canada des changements considérables dans le domaine de l'enseignement supérieur, notamment dans les études menant aux professions libérales. Un nombre croissant de jeunes femmes entrent en droit ou en médecine. On constate aussi un accroissement sensible du nombre de jeunes femmes dans les sciences de l'administration, le commerce et les finances, facultés où jusqu'à tout récemment, on relevait de graves lacunes en matière de représentation féminine.

Le gouvernement du Canada appuie sans réserves le Plan d'action mondial conçu lors de la Conférence des Nations Unies tenue à Mexico au cours de l'Année internationale de la femme. En conséquence, il a élaboré un nouveau Plan d'action canadien pour les dernières années de la décennie et au-delà que le Cabinet sera appelé à approuver sous peu. Le nouveau Plan national portera moins sur l'adoption de nouvelles lois, le programme législatif étant déjà presque entièrement adopté, mais davantage sur les mesures à prendre pour s'assurer que l'application des lois existantes ne fait pas de discrimination contre les femmes, notamment dans l'actuelle conjoncture économique difficile.

Le Canada a toujours cherché à apporter sa contribution sur le plan international. Il est prêt à appuyer ceux qui sont décidés à s'assurer que les politiques économiques internationales sont appliquées de manière à promouvoir le bien-être de l'ensemble des populations, et que le progrès économique profite également aux hommes et aux femmes. Le gouvernement du Canada souhaite vivement promouvoir, tant sur le plan multilatéral que bilatéral, des programmes qui non seulement répondront aux besoins en développement de tous les peuples en général, mais garantiront aux femmes la position économique et sociale que la communauté internationale en est venue à leur reconnaître. Le rôle de la femme dans l'économie et dans la société est maintenant reconnu, comme en atteste la Décennie des Nations Unies pour la femme, et la délégation du Canada espère que se poursuivront ces efforts aussi constructifs. Nous aurons l'occasion d'évaluer à nouveau les programmes lors de la Conférence mondiale qui se tiendra en 1980.

E. QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET BUDGÉTAIRES

1. BUDGET ORDINAIRE DE L'ONU

M. William H. Barton, ambassadeur et représentant permanent du Canada auprès des Nations Unies, a fait une déclaration le 29 janvier 1979 en Plénière de l'Assemblée générale sur les montants estimatifs révisés des revenus et dépenses pour l'exercice 1978-1979. Il a critiqué l'incapacité de l'Assemblée générale de contrôler le budget et la gestion des programmes des Nations Unies et a exprimé l'importance qu'attache le Canada aux mesures visant à remédier aux problèmes financiers au sein de l'Organisation.

L'Organisation des Nations Unies est sur le point d'adopter un projet de dépenses budgétaires supplémentaires qui aura pour effet d'augmenter son budget biennal net, et ce après seulement un an, par près de 39 pour cent, par comparaison avec les dépenses nette encourues pour l'exercice 1976-1977. De plus, le Secrétaire général a indiqué que nous pouvions nous attendre à de nouvelles demandes vers la fin de 1979. En approuvant ce projet, nous n'approuvons pas simplement certaines dépenses, nous fournissons la preuve irréversible de l'incapacité de cette Assemblée de contrôler le budget et la gestion des programmes des Nations Unies. Une telle attitude créerait une situation des plus malsaines dans les meilleures circonstances. Or, il est de fait que plusieurs Etats membres font face à l'heure actuelle à de sérieuses difficultés économiques et se sont vus forcés, malgré les désavantages politiques que cela impliquait, de freiner leurs propres programmes de développement. Cela nous place dans une situation intolérable.

Vous-même, M. le Président et le Secrétaire général également, avez attiré notre attention sur la nécessité pour l'Assemblée d'améliorer sa procédure pour la conduite efficace de ses travaux, et le Secrétaire général nous a déclaré tout juste avant Noël, qu'il avait l'intention de nous soumettre ses recommandations en temps utile pour examen à la prochaine session. J'espère, et je n'ai aucune raison d'en douter, que le problème du contrôle à exercer sur le programme et le budget constituera un chapitre important de cette étude. J'estime, M. le Président qu'il est urgent de prêter attention à cette question et d'établir un mécanisme approprié pour l'adoption, dès le début de chaque exercice biennal, d'un objectif chiffré qui ne saurait être dépassé. Il conviendrait également de prendre une décision irréversible nécessitant le financement de toute modification ultérieure dans le programme à l'intérieur de limites budgétaires établies, si nécessaire, par la suspension des projets de moindre priorité. Nos gouvernements doivent eux-mêmes agir ainsi dans la poursuite de leurs propres affaires. Notre incapacité d'en faire autant nous rend impopulaire auprès du public et pourrait éventuellement menacer l'existence même des Nations Unies.

La Charte impose à chaque gouvernement l'obligation de payer sa part des coûts de l'Organisation, comme les établit l'Assemblée générale. C'est là un principe d'une importance cruciale pour l'intégrité des Nations Unies, et le Canada s'inquiéterait beaucoup de toute action qui pourrait y porter atteinte. Mais si nous persistons à démontrer que nous ne pouvons pas contrôler collectivement ces mesures budgétaires, il ne fait aucun doute alors que certains gouvernements en arriveront à la conclusion qu'ils doivent agir individuellement. Si cela devait arriver, le résultat ne pourrait être que l'affaiblissement de la capacité de l'Assemblée de gérer ses propres affaires. Dans ce contexte, il est certainement approprié de noter qu'à la Cinquième Commission, les

gouvernements dont les contributions s'élèvent collectivement à plus de 50 % du budget ont voté contre ces crédits supplémentaires, et si l'on tient compte de ceux qui se sont abstenus, le total dépasse 75 %. M. le Président, le Canada s'abstiendra lors du vote sur les dépenses supplémentaires.

2. FINANCEMENT DE LA FUNU ET DE LA FNUOD

À la Cinquième Commission M. Carl Pedersen, représentant du Canada, a présenté un projet de résolution au nom de ses auteurs. Ce projet de résolution a pour but de permettre à l'Assemblée générale de prendre les décisions nécessaires pour financer les forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient: la Force d'urgence des Nations Unies (FONU) et la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD). En priant tous les États membres d'appuyer la résolution, M. Pedersen a dit que les opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies peuvent être rangées parmi les activités de l'Organisation les plus efficaces. La présence de contingents de l'ONU dans les zones névralgiques s'est avérée un facteur important de stabilisation qui a empêché la reprise des hostilités et amélioré les perspectives des règlements pacifiques. La délégation du Canada estime que les 150 États membres de l'Organisation sont collectivement responsables des opérations de maintien de la paix et elle est préoccupée par le fait que plusieurs États membres ne versent pas les contributions mises en recouvrement à cette fin ou n'en versent qu'une partie, ce qui a pour effet non seulement d'imposer une charge financière plus lourde aux pays qui fournissent des contingents et de compromettre la participation de pays en développement à ces opérations, mais également de menacer l'existence de ces forces. Si l'Organisation ne parvient pas à trouver d'urgence une solution à ce problème, le jour viendra peut-être où elle ne sera plus en mesure de mettre en place une force chargée du maintien de la paix même si les États membres le souhaitent. Voici des commentaires du représentant du Canada à ce sujet.

Cette résolution fait suite aux difficultés croissantes qu'éprouve le Secrétaire général à respecter les échéances financières immédiates des forces, en particulier envers les pays qui ont fourni des troupes. Si l'on examine le bilan du fonds pour la FONU et la FNUOD, on constate un surplus des recettes sur les dépenses d'environ \$17.7 millions pour la période allant du 25 octobre 1973 au 24 octobre 1977. En vertu des dispositions des règlements financiers des Nations Unies, il faut défalquer cette somme de la cotisation des pays membres. Cependant, les pays membres comprendront que ce surplus n'existe que sur papier; en effet, les opérations de la FONU et de la FNUOD subissent en réalité un déficit puisque certains pays membres refusent de payer leur cotisation. Comme l'a déclaré le Secrétaire général, la situation financière des forces atteindra bientôt un seuil critique. Par conséquent, si l'on créditait cette somme dans la conjoncture actuelle, l'encaisse de l'ONU en souffrirait davantage et le contrôleur éprouverait encore plus de difficultés à payer les factures des opérations onusiennes de maintien de la paix.

Par conséquent, il faut absolument éviter d'envenimer une situation déjà délicate, tant pour maintenir la solvabilité des forces que pour payer les pays qui ont fourni des troupes. A cet égard, nous pouvons améliorer l'encaisse en suspendant l'application des dispositions des règlements financiers relatives à la somme en question et en inscrivant cette somme dans un compte de l'ONU distinct. L'adoption de cette mesure ne constituerait nullement un précédent et ne préjugerait pas non

plus des mesures qui seront prises par la trente-quatrième Assemblée générale, notamment la possibilité de rembourser cette somme aux pays membres. Monsieur le Président, nous manquerions à nos responsabilités en ne faisant rien pour assurer la viabilité des forces et répondre aux besoins pressants et aux préoccupations des pays membres qui ont fourni des troupes et du matériel. Ma délégation espère que le Comité accueillera favorablement cette mesure qui respecte à la fois les critères de responsabilité financière et les principes politiques en cause.

F. QUESTIONS JURIDIQUES

1. RÉVISION DE LA CHARTE

Dans une déclaration faite le 19 octobre 1978, le représentant du Canada, M. M.D. Copithorne, a noté le progrès accompli par le Comité spécial de la charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation. Par contre, il a fait remarquer que celui-ci pourrait sensiblement améliorer ses méthodes de travail. En ce qui concerne le règlement pacifique des différends, M. Copithorne a énoncé la préférence du Canada pour les propositions portant sur le renforcement ou une utilisation accrue des mécanismes existants, par opposition aux propositions de nouvelles procédures dans un contexte juridique changé, qu'il s'agisse d'amendements à la Charte ou de l'adoption de nouveaux instruments juridiques. En ce qui concerne la rationalisation des procédures, il a encouragé le Comité à se concentrer sur les mesures visant à éviter la multiplication de points à l'ordre du jour de l'Assemblée générale et à les répartir plus efficacement. Le représentant du Canada s'est prononcé également en faveur du renouvellement du mandat du Comité et a espéré qu'il pourrait au moins compléter à sa prochaine session des listes de propositions pour les sujets à l'ordre du jour.

La délégation du Canada, qui a étudié attentivement le rapport présenté par le Comité spécial sur sa dernière session, se félicite de l'adoption de meilleures méthodes de travail et des progrès réalisés. La décision de créer un groupe de travail à composition non limitée pour analyser les sujets d'une manière systématique a été nettement positive. Nous avons également pris bonne note des progrès accomplis dans l'élaboration d'une liste de propositions concernant le règlement pacifique des différends, ainsi que des propositions formulées par diverses délégations au sujet de la rationalisation des procédures et du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Nous estimons toutefois que le Comité pourrait encore améliorer ses méthodes de travail. Ainsi, comme l'ont déjà souligné bon nombre de délégations, la "compilation" des 51 propositions relatives au règlement pacifique des différends établie par le groupe de travail informel, seul résultat tangible d'un mois de travaux du Comité, ne semble pas constituer plus qu'une simple énumération de propositions présentées par les États membres. Quand on sait par ailleurs qu'il n'entrait pas dans les intentions des membres du groupe de travail de statuer sur le fond des propositions, on est en droit de se demander pourquoi neuf séances ont été nécessaires pour établir cette compilation. La délégation du Canada espère que le Comité saura tirer une leçon de l'expérience de cette année et qu'il adoptera des procédures qui lui permettront dorénavant de faire meilleur usage de son temps.

Au cours de sa session de 1978, le Comité a consacré la plus grande partie de son temps à la question du règlement pacifique des différends. À cet égard, nous avons remarqué que les propositions présentées par les États peuvent être classées dans deux grandes catégories à savoir, d'une part, celles qui recommandent un renforcement ou une meilleure utilisation des mécanismes existants et, d'autre part, celles qui proposent la création de nouvelles procédures dans un nouveau cadre juridique qu'on constituerait soit en révisant la Charte, soit en adoptant de nouveaux instruments juridiques internationaux. D'une manière générale, nous préférierions que le Comité accorde la priorité à la première catégorie de propositions. En effet, cette approche implique nécessairement un examen de l'efficacité des mécanismes

existants et des raisons pour lesquelles on n'y a pas plus largement recours, examen qu'il serait fort utile d'achever avant de prendre de nouvelles initiatives appelant la création d'obligations juridiques supplémentaires. Par ailleurs, l'élaboration de nouveaux régimes juridiques risque de diminuer l'efficacité, ou l'efficacité potentielle des mécanismes existants avant même que celle-ci ait été mise adéquatement à l'épreuve. Enfin, le règlement pacifique des différends est une notion inséparable de la question du non-recours à la force, qu'un autre comité est en train d'étudier. S'il fallait élaborer un nouveau régime juridique pour le règlement pacifique des différends, nous estimons que le Comité du non-recours à la force serait une instance plus appropriée.

Le Comité spécial a été saisi d'un bon nombre de suggestions intéressantes visant la rationalisation des procédures. Nous savons pertinemment que l'adoption de la plupart de ces propositions aurait pour effet d'accroître l'efficacité des Nations Unies et particulièrement de l'Assemblée générale. Mais il reste que certaines d'entre elles sont probablement inapplicables au stade actuel, parce qu'elles exigent des États membres un degré de maturité et d'autodiscipline qui semble parfois faire défaut à l'heure actuelle. Nous espérons par conséquent que le Comité concentrera ses efforts sur l'examen des propositions sur lesquelles un accord général est possible, afin d'être en mesure d'élaborer des suggestions concrètes dans un proche avenir.

Nous souscrivons entièrement aux observations formulées par le Secrétaire général dans son rapport à l'Assemblée générale, visant l'amélioration et la rationalisation du fonctionnement de cet organe. Il est clair en effet que l'ordre du jour de l'Assemblée générale risque d'être trop chargé. Nous espérons par conséquent qu'il sera possible dans un proche avenir de mettre au point des procédures permettant, premièrement, de limiter le nombre des points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale et, deuxièmement, de ne soumettre à la décision finale en séance plénière que les questions ayant déjà fait l'objet d'une discussion à fond en commission. Nous approuvons par ailleurs sans réserve la déclaration du Secrétaire général selon laquelle la pratique qui consiste à choisir arbitrairement certaines questions pour les examiner en séance plénière risque de produire à la fois des doubles emplois et une perte d'impact et de nuire à la cohérence des travaux de l'Assemblée. Nous estimons en outre que c'est au Bureau de l'Assemblée générale qu'il revient au premier chef de réduire le nombre des points de l'ordre du jour par élimination ou par regroupement de manière à éviter les chevauchements et les déséquilibres dans le programme de travail. C'est pourquoi nous soutenons pleinement les délégations qui ont suggéré que l'Assemblée générale aurait intérêt à autoriser le Bureau à se réunir avant la prochaine session de l'Assemblée en vue d'examiner ces questions plus à loisir.

Monsieur le Président, j'aborde maintenant la question du maintien de la paix et de la sécurité internationales. À l'instar d'un grand nombre de délégations, nous estimons qu'il s'agit là d'un domaine d'importance fondamentale dans lequel le Comité pourrait jouer un rôle très constructif. La délégation du Canada espère que le Comité examinera de façon systématique et positive les propositions dont il a été saisi et que, conformément à son mandat, il se consacrera en premier lieu à l'étude de celles sur lesquelles un accord général semble possible. En d'autres termes, nous attendons du Comité qu'il concentre ses efforts sur l'étude des moyens qui permettront d'assurer plus efficacement la paix et la sécurité internationales au lieu de chercher à examiner et peut-être à remettre en question des décisions fondamentales qui ont été prises à l'époque de l'élaboration de la Charte.

Le Canada est en faveur du renouvellement du mandat du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation. Le Comité est en effet arrivé à un point où il devrait lui être possible de faire des progrès relativement rapides pour réaliser ses objectifs. La délégation du Canada espère qu'à sa prochaine session le Comité sera en mesure de compléter sa liste des propositions concernant le règlement pacifique des différends et d'en établir une autre pour les propositions visant la rationalisation des procédures actuelles et le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Sa tâche à cet égard devrait être facilitée par le fait que des discussions générales ont déjà eu lieu sur deux de ces trois questions et que les membres du Comité ont déjà eu l'occasion d'étudier les propositions visant la rationalisation des procédures.

2. PRISE D'OTAGES

Dans une déclaration faite le 16 novembre 1978, le représentant du Canada, M. Philippe Kirsch, a salué les progrès accomplis par le Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre la prise d'otages à sa dernière session et a fait de brèves observations sur deux questions. En premier lieu, il a indiqué que la délégation du Canada pensait que le Comité devrait éviter des formulations compliquées dans le domaine du rapport entre le projet de Convention et d'autres secteurs du droit international, particulièrement les Conventions de Genève de 1949 et les deux protocoles additionnels adoptés en 1977. Les différents instruments traitant de prises d'otages devraient en effet être compatibles les uns avec les autres et se compléter. En second lieu, il a souligné que le Comité n'était pas en mesure de s'occuper efficacement de certains problèmes ayant trait à la conduite des États et devrait se concentrer sur l'élimination d'actes terroristes ou criminels commis par des individus. Voici les commentaires de M. Kirsch.

Au cours de sa deuxième session, le Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre la prise d'otages, dont le Canada fait partie, a fait des progrès considérables vers la réalisation de son mandat. Cependant, l'un des problèmes les plus difficiles auxquels le Comité a dû s'attaquer est la définition du lien entre la convention proposée et les dispositions pertinentes du droit international, en particulier les Conventions de Genève de 1949 et leurs deux protocoles additionnels, qui ont été adoptés récemment. Ma délégation est d'avis que le Comité devrait éviter toute formulation compliquée qui, dans ce domaine, risque fort de devenir un facteur de confusion plutôt que de clarification. Une prise d'otages reste une prise d'otages, quel que soit l'instrument consulté. Il faut éviter de créer des divergences entre différents accords; ceux-ci doivent au contraire se compléter mutuellement et être conséquents les uns par rapport aux autres, surtout lorsque leurs objectifs sont d'ordre humanitaire. Toutefois, quelle que soit la formulation définitive, le fait que le fossé entre les divers groupes de négociation se soit rétréci sur ces questions reflète la détermination de la communauté internationale d'assurer le succès du travail entrepris par le Comité.

Monsieur le Président, le Comité spécial est saisi de plusieurs autres questions délicates dont la plupart n'ont pas encore été discutées. De nombreuses délégations ont exposé leur position de principe sur ces questions au cours de la dernière session de la Sixième Commission. Toutefois, il est clair que le Comité n'est pas et ne peut pas être en

mesure de s'attaquer efficacement à certains problèmes de nature globale. Il ne s'agit pas de nier l'existence de ces problèmes, mais simplement de reconnaître qu'il n'est ni logique, ni pratique de traiter dans le même instrument d'une part, de l'élimination de certains actes criminels ou terroristes et d'autre part, de questions relatives au gouvernement de l'État. Nous espérons que les efforts consentis par la communauté internationale pour s'attaquer à des problèmes tels que le racisme et d'autres violations des droits de la personne donneront les résultats escomptés, tout comme nous espérons qu'une nouvelle convention sur les prises d'otages réussira à supprimer cette forme de terrorisme.

Monsieur le Président, les progrès accomplis jusqu'à maintenant par le Comité spécial nous incitent à croire que l'esprit de coopération et de désir sincère d'obtenir des résultats, dont ses membres ont fait preuve dans le passé, continueront de prévaloir. Il est évidemment nécessaire de renouveler le mandat du Comité dans l'espoir qu'il puisse compléter ses travaux au cours de l'année prochaine.

3. NON-RECOURS À LA FORCE

En ce qui concerne le point de l'ordre du jour sur le rapport du Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales, le Canada partage les réserves d'autres délégations occidentales et particulièrement des pays de l'OTAN. Il attache une grande importance à la nécessité de s'assurer que le traité élaboré se conforme totalement à la Charte des Nations Unies et de faire les liens entre le concept du non-recours à la force et celui du règlement pacifique des différends. Le 22 novembre 1978, s'adressant à la Sixième Commission, le représentant du Canada, M. Philippe Kirsch, a exprimé des réserves quant aux perspectives de succès du Comité spécial étant donné l'absence d'accord au moins sur les grandes lignes du travail futur. Il a insisté sur le fait qu'il était essentiel que le mandat du Comité reste flexible, parce que le projet de traité ne serait réalisable que s'il jouissait de l'appui de toutes les délégations et si le non-recours à la force et le règlement pacifique des différends étaient des concepts indissociables. Le représentant du Canada a également souligné les lacunes du projet de traité soviétique à savoir, le caractère imprécis de ses dispositions et les difficultés inévitables à tout effort visant à accorder le projet de traité avec la Charte. Enfin, M. Kirsch a suggéré qu'une solution simple au problème du chevauchement pourrait être de passer la question du règlement pacifique des différends du Comité de la Charte au Comité sur le non-recours à la force. Les paragraphes suivants constituent une partie des remarques formulées par le représentant du Canada.

Il est certainement possible de dégager de cette session du Comité spécial plusieurs éléments fort positifs. De façon générale, les délégations ont abordé et étudié les problèmes qui leur étaient posés d'une manière sérieuse et constructive. Bon nombre de délégations ont en outre eu conscience de la nécessité de faire les liens qui s'imposaient entre le non-recours à la force et d'autres composants de la question plus générale du maintien de la paix et la sécurité internationale. Si l'un des objectifs de cette session était de définir les problèmes et les positions en présence, elle a donc eu un certain succès. Mais dans la mesure même où cet objectif a été atteint, on ne peut que se rallier à la remarque du Président du Comité que le rapport reflète les divisions profondes qui s'étaient déjà manifestées lors des 31e et 32e sessions de l'Assemblée générale. Il convient dès lors de se demander comment la discussion pourra progresser une fois passé le stade du débat

général, en l'absence d'accord au moins sur les grandes lignes du travail futur.

M. le Président, il n'est pas possible pour ma délégation de partager l'opinion de ceux qui voudraient réduire le mandat du Comité spécial à la tâche de rédiger un projet de traité sur le non-recours à la force. Il nous paraîtrait peu sage également de songer à écarter la question du règlement pacifique des différends ou d'autres questions liées au non-recours à la force. Bon nombre d'idées fort intéressantes ont été soumises au Comité, ayant trait notamment au renforcement des pouvoirs du Conseil de sécurité, au Chapitre VII de la Charte, au rôle du Secrétaire général, à la possibilité de mécanismes d'enquête sous l'égide internationale et à l'importance du rôle de la Cour internationale de Justice. Si le mandat du Comité est reconduit, il faudrait que de telles idées y soient approfondies et traduites en propositions contenues dans des documents de travail.

La délégation soviétique en présentant son projet de traité s'est appuyée sur deux prémisses. La première, c'est qu'un tel traité assurerait dorénavant le respect du principe du non-recours à la force. La deuxième, c'est que ce faisant, le projet de traité n'aurait pas d'effets négatifs sur la Charte des Nations Unies. Cette session du Comité spécial ne nous a pas convaincus, je dois dire, du bien-fondé de ces deux prémisses.

En ce qui concerne l'effet positif possible du traité, il nous semble clair que ses dispositions sont vraiment trop générales pour avoir un effet pratique appréciable. On ne répétera jamais assez que l'interdiction de recourir à la force est à peu près universellement reconnue et que ce n'est pas l'addition à ce principe de quelques articles dépourvus de mesures d'application concrètes qui règlera le cas où certains États s'estiment contraints de recourir à la force en dépit de cette interdiction. Ma délégation a entendu bien des fois la liste des effets bénéfiques qu'aurait un traité sur le non-recours à la force, allant du désarmement au progrès économique, social et technique. Mais ce qui manque à cette description, M. le Président, c'est le lien de cause à effet. Ce n'est pas tout de dire, par exemple, que le traité aurait comme résultat de faciliter le règlement de situations conflictuelles, on aimerait bien entendre comment, en l'absence de mesures visant à désamorcer les causes de tension, ce traité aurait plus d'effets que les obligations générales déjà acceptées. Il ne s'agit pas ici de nier la force obligatoire des règles de droit, mais de se demander si un traité aussi concis, qui pourrait ne pas être respecté en l'absence de mesures d'application, ne risquerait pas d'affaiblir la force des règles qui y sont contenues. Ma délégation aimerait avoir des éclaircissements à cet égard.

En ce qui concerne la relation du projet de traité avec la Charte et le danger que celle-ci en soit affectée, le problème est un peu analogue à celui que je viens de décrire. En effet, quand la question s'est posée, la délégation soviétique a répondu par une déclaration de principe: le but du traité, dit-elle, est de concrétiser les principes définis dans la Charte, pas de créer de nouvelles obligations; le traité ne peut donc avoir d'effets négatifs sur la force juridique de la Charte. Voilà une belle formule, mais qui ne résoud en aucune façon le dilemme qui a été posé par bon nombre de délégations; si le traité réaffirme les dispositions de la Charte, il est inutile et donne l'impression que ses dispositions se sont érodées ou affaiblies. Si le traité s'écarte de la Charte (un risque très réel dans un effort de "concrétisation" de ses dispositions), il risque de créer des confusions, particulièrement si le

conflit entre les deux traités n'est pas immédiatement évident, c'est-à-dire si l'article 103 de la Charte ne joue pas. Il est certain que le pouvoir du Conseil de sécurité d'interpréter les dispositions de la Charte serait affecté et que le traité lui-même pourrait constituer en pratique un amendement déguisé. Le problème s'aggrave, bien sûr, dans le cas fort probable où les signataires du traité ne comprendraient pas tous les membres des Nations Unies. Il va sans dire qu'une déclaration solennelle de l'Assemblée générale ne comporterait pas les mêmes risques et, au contraire, aiderait le Conseil de sécurité dans sa tâche. Il serait intéressant que la délégation de l'Union soviétique aborde ce problème tel qu'il a été posé à plusieurs reprises au Comité spécial et ailleurs.

M. le Président, ma délégation s'étant penchée sur les difficultés dans lesquelles risque de se plonger le Comité spécial, se demande vraiment si les divergences de vues ne sont pas si profondes qu'elles mettent en péril ses chances de succès, particulièrement compte tenu de l'impossibilité pratique et d'ailleurs de l'inopportunité d'imposer des solutions préfabriquées à l'un ou l'autre des groupes en présence. Il nous reste à envisager l'hypothèse où le Comité spécial serait quand même appelé à poursuivre ses travaux en 1979, et particulièrement à nous demander comment le Comité pourrait mettre fin à une anomalie, à savoir le traitement du règlement pacifique des différends dans deux comités distincts, celui de la Charte et celui du non-recours à la force. Cette situation devrait effectivement être corrigée. Nous ne voyons cependant pas pourquoi le règlement pacifique des différends devrait nécessairement être du ressort exclusif du Comité de la Charte, d'autant que celui-ci va bientôt avoir d'autres chats à fouetter, à la demande même de la majorité de ses membres. Une solution simple au problème du chevauchement serait probablement de passer au Comité sur le non-recours à la force les résultats de l'examen du règlement pacifique des différends par le Comité de la Charte à sa prochaine session, que ce Comité ait abouti à des recommandations ou simplement à une liste structurée de propositions. De cette manière, le Comité spécial aurait devant lui deux documents de travail, correspondant aux deux aspects principaux de son mandat et sur lesquels il pourrait se pencher à loisir. Cependant, qu'il y ait ou non une solution au problème du chevauchement, ma délégation estime bien sûr essentiel que le Comité continue à examiner les propositions qui lui ont été soumises concernant tous les aspects de son mandat, en évitant particulièrement de dissocier les questions du règlement pacifique des différends et du non-recours à la force et en demeurant fidèle à l'esprit de la Charte des Nations Unies.

BILAN DES VOTES DU CANADA À LA 33^È SESSION
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES
NATIONS UNIES

II^È PARTIE

BILAN DES VOTES DU CANADA
À LA XXXIII^È SESSION

N ^o de la Résolution	Titre	Assemblée Générale	Vote (ASV)**	Abstention
33/1	Adoption des listes	19/178	19	178
33/2	Rapport du Comité planifier et en application de la résolution 33/1 de l'Assemblée Générale	19/178	19	178
33/3	Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique	19/178	19	178
33/4	Utilisation pacifique de l'énergie nucléaire aux fins de développement économique et social	19/178	19	178
33/5	Appui des représentants à la Conférence mondiale de l'Assemblée Générale	19/178	19	178
33/6	Question de Chypre	19/178	19	178
33/7	Traité d'armement des Nations Unies sur le droit de la mer	19/178	19	178
33/8	Statut d'organisation pour l'Agence de coopération culturelle et scientifique de l'Assemblée Générale	19/178	19	178

AUTRES DÉCISIONS

** ASV: en langage ordinaire aux Nations Unies, adopté par consensus
* indique comment le Canada a voté.
19/178 = 19 pour, 178 contre, 0 abstentions

BILAN DES VOTES DU CANADA À LA 33^e SESSION
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES
NATIONS UNIES

SOMMAIRE: La 33^e session régulière de l'Assemblée générale a adopté 205 résolutions et 70 décisions. 133 résolutions ou parties de résolutions ont été adoptées par vote enregistré. Le Canada a voté pour 73 de ces résolutions (environ 55 p. 100), contre 19 (14 p. 100) et a déclaré 41 abstentions, soit environ (31 p. 100).

RÉFÉRENCE: Résolutions et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa trente-troisième session, Département de l'information, Section de la presse, Nations Unies, New York. Communiqué de presse GA/5942, 6 février 1979.

PARTIE I RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SANS RENVOI À UNE GRANDE COMMISSION

No de la Résolution	Titre	Date d'adoption à l'Assemblée générale	Vote		
			Pour adoptée	Contre sans	Abstention vote(ASV)**
33/1	Admission des îles Salomon	19/9/78			
33/2	Rapport du Comité plénier créé en application de la résolution 32/174 de l'Assemblée générale	19/10/78	ASV		
33/3	Rapport de l'Agence inter- nationale de l'énergie atomique	2/11/78	ASV		
33/4	Utilisation pacifique de l'énergie nucléaire aux fins du développement économique et social	2/11/78	ASV		
33/9	Pouvoirs des représentants à la trente-troisième session de l'Assemblée générale	3/11/79	ASV		
33/15	Question de Chypre	9/11/78	110*	4	22
33/17	Troisième conférence des Nations Unies sur le droit de la mer	10/11/78	127*	0	1
33/18	Statut d'observation pour l'Agence de coopération culturelle et technique auprès de l'Assemblée générale	10/11/78	ASV		

* indique comment le Canada a voté.

** ASV: en langage ordinaire aux Nations Unies, adoptée par consensus.

<u>N° de la Résolution</u>	<u>Titre</u>	<u>Date d'adoption à l'Assemblée générale</u>	<u>Pour</u>	<u>Vote Contre</u>	<u>Abstention</u>
33/27	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine	1/12/78	ASV		
33/28 A-C	Question de la Palestine	7/12/78	A 97 B 103 C 98	19* 14* 17*	25 24 26
33/29	La situation au Moyen-Orient	7/12/78	100	4*	33
33/44	Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux	13/12/78	129*	0	6
33/45	Diffusion d'information sur la décolonisation	13/12/78	135*	0	0
33/46	Institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme	14/12/78	ASV		
33/107	Admission du Commonwealth de la Dominique à l'Organisation des Nations Unies	18/12/78	ASV		
33/182 A-C	Question de la Namibie	21/12/78	A 120 B 123 C 136	0 0 0	19* 17* 5*
33/183 A-0	Politique d'apartheid du Gouvernement de l'Afrique du Sud	24/1/79	A ASV B 122* C 129* D 82 E 105 F ASV G 96 H 98 I 130* J 124* K 115 L 103 M 113 N 112* O 117	4 0 18* 6 5 10* 0 0 0 9* 3 0 0	0 0 28 16* 23* 20 0 4 12* 17 13* 15 10*

AUTRES DÉCISIONS

33/401	Adoption de l'ordre du jour et répartition des questions inscrites à l'ordre du jour	22/9/78	ASV		
--------	--	---------	-----	--	--

No de la Résolution	Titre	Date d'adoption à l'Assemblée générale	Vote		
			Pour	Contre	Abstention
33/403	Prix des Nations Unies pour les droits de l'homme	10/11/78	ASV		
33/404	Notification du Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies	10/11/78	ASV		
33/427	Rapport du Secrétaire général sur le travail de l'Organisation	18/12/78	ASV		
33/428	Rapport de la Cour internationale de Justice	18/12/78	ASV		
33/432	Suspension de la trentetroisième de l'Assemblée générale	20-21/12/78	ASV		
33/434	Rapport du Conseil de sécurité	20/12/78	ASV		
33/435	Question de l'île comorienne de Mayotte	20/12/78	ASV		
33/445	Rapport du Conseil économique et social	21/12/78	ASV		
PARTIE II RÉSOLUTIONS PROPOSÉES PAR LA PREMIERE COMMISSION					
33/57	Application des conclusions de la première Conférence des parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et création d'un comité préparatoire pour la deuxième Conférence.	14/12/78	122*	1	16
33/58	Application de la résolution 32/76 de l'Assemblée générale relative à la signature et à la ratification du protocole additionnel I au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco)	14/12/78	ASV**		
33/59 A-B	Armes chimiques et bactériologiques (biologiques)	14/12/78	A ASV B ASV		

* indique comment le Canada a voté.

** ASV: en langage ordinaire aux Nations Unies, adoptée par consensus.

<u>No de la Résolution</u>	<u>Titre</u>	<u>Date d'adoption à l'Assemblée générale</u>	<u>Vote Pour</u>	<u>Vote Contre</u>	<u>Abstention</u>
33/60	Application de la résolution 32/78 de l'Assemblée générale	14/12/78	134*	1	5
33/61	Application de la résolution 32/79 de l'Assemblée générale relative à la signature et à la ratification du Protocole additionnel II au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco)	14/12/78	ASV		
33/62	Mesures efficaces visant à assurer la réalisation des buts et objectifs de la Décennie du désarmement	14/12/78	ASV		
33/63	Application de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique	14/12/78	136*	0	3
33/64	Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient	14/12/78	138*	0	1
33/65	Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud	14/12/78	97*	2	37
33/66 A-B	Interdiction de la mise au point et de la fabrication de nouveaux types d'armes de destruction massive et de nouveaux systèmes de telles armes	14/12/78	A 117* B 118	0 0	24 24*
33/67	Réduction des budgets militaires	14/12/78	121*	0	18
33/68	Application de la déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix	14/12/78	130	0	14*
33/69	Conférence mondiale du désarmement	14/12/78	ASV		

No de la Résolution	Titre	Date d'adoption à l'Assemblée générale	Vote		
			Pour	Contre	Abstention
33/70	Conférence des Nations Unies sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination	14/12/78	ASV		
33/71 A-N	Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire	14/12/78	A 72 B 103 C 130* D ASV E ASV F ASV G ASV H 129 I ASV J 121* K ASV L ASV M ASV N ASV	30* 18* 2 0 0 0 0	37 18 8 13* 18
33/72 A-B	Conclusion d'une convention internationale sur le renforcement des garanties de la sécurité des États non nucléaires	14/12/78	A 137* B 124*	2 0	4 14
33/73	Déclaration sur la préparation des sociétés à vivre dans la paix	15/12/78	138*	0	2
33/74	Non-intervention dans les affaires intérieures des États	15/12/78	128	0	14*
33/75	Application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale	15/12/78	119	2	19*
33/76	La situation au Nicaragua	15/12/78	85*	2	45
33/91 A-I	Désarmement général et complet	16/12/78	A ASV B 132* C 127* D 117* E 93* F 105 G 126* H 108* I ASV	0 1 0 0 18* 9 10	2 10 21 40 12 1 16

* indique comment le Canada a voté.

** ASV: en langage courant aux Nations Unies, adopté par consensus.

No de la Résolution	Titre	Date d'adoption à l'Assemblée générale	Pour	Vote Contre	Abstention
AUTRES DÉCISIONS					
33/418	Langue de travail pour la réunion des États du littoral et de l'arrière pays de l'Océan Indien	14/12/78	ASV		
33/422	Réalisation d'un film de l'Organisation des Nations Unies sur les guerres et leurs conséquences	16/12/78	108	0	23*
PARTIE III RÉSOLUTIONS PROPOSÉES PAR LA COMMISSION POLITIQUE SPÉCIALE					
33/5	Effets des rayonnements ionisants	3/11/78	ASV**		
33/16	Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique	10/11/78	ASV		
33/112 A-F	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	18/12/78	A 136* B ASV C 136* D ASV E 136 F 115	0 0 1 4*	2 2 4* 22
33/113 A-C	Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés	18/12/78	A 140* B 139* C 97	1 1 3	1 1 38*
33/114	Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects	18/12/78	106*	11	19
33/115 A-C	Coopération et assistance pour l'application et l'amélioration des systèmes d'information et de communi- cation de masse aux fins du progrès social et de développement	19/12/78	A ASV B ASV C ASV		

* indique comment le Canada a voté.

** ASV: en langage ordinaire aux Nations Unies, adoptée par consensus.

<u>No de la Résolution</u>	<u>Titre</u>	<u>Date d'adoption à l'Assemblée générale</u>	<u>Pour</u>	<u>Vote Contre</u>	<u>Abstention</u>
33/138	Question de la composition des organes pertinents de l'Organisation des Nations Unies: amendements aux articles 31 et 38 du règlement intérieur de l'Assemblée générale	19/12/78	105	29*	3
AUTRES DÉCISIONS					
33/402	Question de Chypre	8/11/78	ASV		
33/425	Liberté de l'information	18/12/78	ASV		
33/426	Création d'un organisme ou d'un département de l'Organisation des Nations Unies chargé d'entreprendre et de coordonner des recherches sur les objets volants non identifiés et les phénomènes connexes et de diffuser les résultats obtenus	18/12/78	ASV		
PARTIE IV RÉSOLUTIONS PROPOSÉES PAR LA DEUXIEME COMMISSION					
33/20	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche	29/11/78	ASV**		
33/21	Assistance aux régions de l'Éthiopie victimes de la sécheresse	29/11/78	ASV		
33/22	Bureau du coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe	29/11/78	ASV		
33/77	Troisième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	15/12/78	ASV		
33/78	Coopération en matière de développement industriel	15/12/78	ASV		
33/79	Révision des listes d'États éligibles au Conseil du développement industriel	15/12/78	ASV		
33/80	Fonds des Nations Unies pour l'enfance	15/12/78	ASV		

* indique comment le Canada a voté.

** ASV: en langage ordinaire aux Nations Unies, adoptée par consensus.

<u>No de la Résolution</u>	<u>Titre</u>	<u>Date d'adoption à l'Assemblée générale</u>	<u>Vote</u>		
			<u>Pour</u>	<u>Contre</u>	<u>Abstention</u>
33/81	Besoins des enfants réfugiés palestiniens en matière de santé	15/12/78	ASV		
33/82	Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement	15/12/78	ASV		
33/83	Année internationale de l'enfant	15/12/78	ASV		
33/84	Programme des volontaires des Nations Unies	15/12/78	ASV		
33/85	Fonds spécial des Nations Unies pour les pays en développement sans littoral	15/12/78	114	0	23*
33/86	Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement	15/12/78	ASV		
33/87	Coopération dans le domaine de l'environnement en matière de ressources naturelles partagées par deux ou plusieurs États	15/12/78	ASV		
33/88	Mesures à prendre en faveur de la région soudano- sahélienne	15/12/78	ASV		
33/89	Plan d'action pour lutter contre la désertification	15/12/78	130*	0	10
33/90	Déclaration de Mexico du Conseil mondial de l'alimenta- tion	15/12/78	ASV		
33/108	Université des Nations Unies	18/12/78	ASV		
33/109	Création d'une Université pour la paix	18/12/78	ASV		
33/110	Conditions de vie du peuple palestinien	18/12/78	109	2	24*

No de la Résolution	Titre	Date d'adoption à l'Assemblée générale	Vote		
			Pour	Contre	Abstention
33/111	Coopération internationale dans le domaine des établissements humains	18/12/78	ASV		
33/122	Organisation mondiale du tourisme	19/12/78	ASV		
33/123	Assistance aux Comores	19/12/78	ASV		
33/124	Assistance à la Guinée-Bissau	19/12/78	ASV		
33/125	Assistance à Sao Tomé et Príncipe	19/12/78	ASV		
33/126	Assistance au Mozambique	19/12/78	ASV		
33/127	Assistance au Cap-Vert	19/12/78	ASV		
33/128	Assistance au Lesotho	19/12/78	ASV		
33/129	Assistance aux Seychelles	19/12/78	ASV		
33/130	Assistance au Botswana	19/12/78	ASV		
33/131	Assistance à la Zambie	19/12/78	ASV		
33/132	Assistance au Djibouti	19/12/78	ASV		
33/133	Réalisation du Programme de redressement et de réhabilitation à moyen et à long terme de la zone soudano-sahélienne	19/12/78	ASV		
33/134	Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement	19/12/78	ASV		
33/135	Le rôle du personnel national qualifié dans le développement social et économique des pays en développement	19/12/78	ASV		
33/136	Accélération du transfert de ressources réelles aux pays en développement	19/12/78	118	1	20*
33/137	Financement du développement	19/12/78	122	0	17*

<u>No de la Résolution</u>	<u>Titre</u>	<u>Date d'adoption à l'Assemblée générale</u>	<u>Pour</u>	<u>Vote Contre</u>	<u>Abstention</u>
33/144	Rôle du secteur public dans la promotion du développement économique des pays en développement	20/12/78	ASV		
33/145	Sixième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement et augmentation du capital de la Banque mondiale	20/12/78	ASV		
33/146	Aide à la reconstruction et au développement du Liban	20/12/78	ASV		
33/147	Assistance au peuple palestinien	20/12/78	102	5*	35
33/148	Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables	20/12/78	ASV		
33/149	Mesures spéciales en faveur des pays en développement les moins avancés	20/12/78	ASV		
33/150	Action spécifique se rapportant aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral	20/12/78	134*	0	4
33/151	Transfert inverse de technologie	20/12/78	141*	0	0
33/152	Assistance à Antigua, à Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla, à Sainte-Lucie et à Saint-Vincent	20/12/78	ASV		
33/153	Conférence des Nations Unies sur les pratiques commerciales restrictives	20/12/78	ASV		
33/154	Cinquième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	20/12/78	ASV		

<u>No de la Résolution</u>	<u>Titre</u>	<u>Date d'adoption à l'Assemblée générale</u>	<u>Pour</u>	<u>Vote Contre</u>	<u>Abstention</u>
33/155	Effets du phénomène de l'inflation mondiale sur le processus de développement	20/12/78	120	0	19*
33/156	Conférence des Nations Unies pour la négociation d'un arrangement international destiné à remplacer l'Accord international sur le blé de 1971, tel qu'il a été proposé	20/12/78	ASV		
33/157	Conférence des Nations Unies chargée d'élaborer un code international de conduite pour le transfert de technologie	20/12/78	ASV		
33/158	Conférence de négociation des Nations Unies sur un Fonds commun dans le cadre du Programme intégré pour les produits de base	20/12/78	ASV		
33/159	Problèmes d'endettement des pays en développement	20/12/78	119	0	22*
33/160	Conférence des Nations Unies pour l'élaboration d'une convention sur le transport multimodal international	20/12/78	ASV		
33/161	Transformation de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel en institution spécialisée	20/12/78	ASV		
33/192	Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement	29/1/79	ASV		
33/193	Préparatifs d'une stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement	29/1/79	ASV		
33/194	Aide multilatérale au développement de l'exploration des ressources naturelles	29/1/79	ASV		

No de la Résolution	Titre	Date d'adoption à l'Assemblée générale	Vote		
			Pour	Contre	Abstention
33/195	Coopération économique entre pays en développement	29/1/79	ASV		
33/196	Protectionnisme	29/1/79	109	1	21*
33/197	Décennie des Nations Unies des transports et des communications en Afrique	29/1/79	ASV		
33/198	Préparatifs en vue de la session extraordinaire de l'Assemblée générale en 1980	29/1/79	ASV		
33/199	Négociation commerciales multilatérales	29/1/79	110	11*	11
33/200	Participation effective et intégration des femmes au développement	29/1/79	ASV		
33/201	Examen d'ensemble des orientations des activités opérationnelles	29/1/79	ASV		
33/202	Restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies	29/1/79	ASV		
AUTRES DECISIONS					
33/419	Règlement intérieur des conférences pour les annonces de contributions	15/12/78	ASV		
33/420	Dépenses d'administration du Fonds d'équipement des Nations Unies	15/12/78	ASV		
33/421	Pollution marine	15/12/78	ASV		
33/431	Fonds spécial des Nations Unies	19/12/78	ASV		
33/436	Documents concernant le rapport du Conseil économique et social	20/12/78	ASV		
33/437	Préparatifs pour une nouvelle stratégie internationale du développement	20/12/78	ASV		

N° de la Résolution	Titre	Date d'adoption à l'Assemblée générale	Vote		
			Pour	Contre	Abstention
33/438	Examen des progrès réalisés dans l'application des mesures spéciales se rapportant aux besoins des pays en développement sans littoral et de l'action spécifique menée en leur faveur	20/12/78	ASV		
33/446	Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement	29/1/79	ASV		
33/447	Rapport du Conseil économique et social sur l'application de la résolution 32/197 de l'Assemblée générale	29/1/79	ASV		
PARTIE V RÉSOLUTIONS PROPOSÉES PAR LA TROISIÈME COMMISSION					
33/6	Courants de communication avec la jeunesse et les organisations de jeunes	3/11/78	ASV**		
33/7	Année internationale de la jeunesse	3/11/78	ASV		
33/8	Éducation physique et échanges sportifs entre jeunes	3/11/78	ASV		
33/23	Conséquences néfastes pour la jouissance des droits de l'homme et l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée aux régimes racistes et colonialistes d'Afrique australe	29/11/78	100	7	22*
33/24	Importance, pour la garantie et l'observation effectives des droits de l'homme, de la réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination et de l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux	29/11/78	92	19*	20
33/25	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	29/11/78	ASV		

* indique comment le Canada a voté.

** ASV: en langage ordinaire aux Nations Unies, adoptée par consensus.

No de la Résolution	Titre	Date d'adoption à l'Assemblée générale	Vote		
			Pour	Contre	Abstention
33/26	Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés	29/11/78	ASV		
33/47	Expérience des pays quant à la promotion du mouvement coopératif	14/12/78	ASV		
33/48	Développement social dans le monde	14/12/78	125*	0	12
33/49	Préservation et épanouissement des valeurs culturelles	14/12/78	ASV		
33/50	Protection, restitution et retour des biens culturels et artistiques dans le cadre de la préserva- tion et de l'épanouissement futur des valeurs culturelles	14/12/78	127*	0	13
33/51	Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme	14/12/78	ASV		
33/52	Assemblée mondiale du troisième âge	14/12/78	ASV		
33/53	Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique	14/12/78	83*	0	48
33/54	Examen et coordination des programmes des organisations du système des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et coopération avec d'autres programmes inter- nationaux dans le domaine des droits de l'homme	14/12/78	ASV		
33/98	Exécution du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale	16/12/78	124	0	12*
33/99	Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale	16/12/78	107	18*	11

No de la Résolution	Titre	Date d'adoption à l'Assemblée générale	Vote		
			Pour	Contre	Abstention
33/100	Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale	16/12/78	101	19*	15
33/101	État de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale	16/12/78	ASV		
33/102	Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale	16/12/78	ASV		
33/103	État de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid	16/12/78	109	0	30*
33/104	Autres méthodes et moyens qui s'offrent dans le cadre des organismes des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales	16/12/78	ASV		
33/105	Autres méthodes et moyens qui s'offrent dans le cadre des organismes des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la création d'un poste de Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme	16/12/78	ASV		
33/106	Élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse	16/12/78	118*	0	21
33/162	La main-d'oeuvre migrante en Afrique australe	20/12/78	ASV		
33/163	Mesures destinées à améliorer la situation et à faire respecter les droits de l'homme et la dignité de tous les travailleurs migrants	20/12/78	124*	0	14

No de la Résolution	Titre	Date d'adoption à l'Assemblée générale	Pour	Vote Contre	Abstention
33/164	Assistance aux étudiants réfugiés sud-africains	20/12/78	ASV		
33/165	Statut des personnes qui refusent de servir dans des forces militaires ou policières utilisées pour faire appliquer l'apartheid	20/12/78	ASV		
33/166	Question d'une Convention relative aux droits de l'enfant	20/12/78	ASV		
33/167	Dispositions à prendre au niveau régional, pour assurer la promotion et la protection des droits de l'homme	20/12/78	ASV		
33/168	Stupéfiants	20/12/78	ASV		
33/169	Protection des droits de l'homme des militants syndicalistes arrêtés ou détenus	20/12/78	ASV		
33/170	Année internationale des personnes handicapées	20/12/78	ASV		
33/171	Annuaire des droits de l'homme des Nations Unies	20/12/78	ASV		
33/172	Personnes portées disparues à Chypre	20/12/78	69	6	55*
33/173	Personnes disparues	20/12/78	ASV		
33/174	Création du Fonds des Nations Unies pour le Chili	20/12/78	98*	6	35
33/175	Protection des droits de l'homme au Chili	20/12/78	96*	7	38
33/176	Importance de l'expérience du Groupe de travail spécial chargé d'enquêter sur la situation des droits de l'homme au Chili	20/12/78	54*	17	66

* Indique comment le Canada a voté.
* ASV: en langage ordinaire aux Nations Unies, ASV signifie par consensus.

No de la Résolution	Titre	Date d'adoption à l'Assemblée générale	Pour	Vote Contre	Abstention
33/177	Projet de convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes	20/12/78	ASV		
33/178	Tortures et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	20/12/78	ASV		
33/179	Code de conduite pour les responsables de l'application des lois	20/12/78	ASV		
33/184	Importance de l'amélioration de la condition et du rôle des femmes dans le domaine de l'enseigne- ment et dans le domaine économique et social en vue de réaliser l'égalité des hommes et des femmes	29/1/79	88	0	22*
33/185	Travaux préparatoires en vue de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme: égalité développement et paix, y compris l'adoption du sous- thème "Emploi, santé et enseignement"	29/1/79	ASV		
33/186	Rationalisation du système de présentation de rapports sur la condition de la femme	29/1/79	ASV		
33/187	Institut international de recherche et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme	29/1/79	ASV		
33/188	Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme	29/1/79	ASV		
33/189	Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme: égalité, développement et paix	29/1/79	ASV		

No de la Résolution	Titre	Date d'adoption à l'Assemblée générale	Vote		Abstention
			Pour	Contre	
33/190	Préparatifs de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme: égalité, développement et paix	29/1/79	ASV		
33/191	Lieu de réunion de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme, 1980	29/1/79	ASV		
AUTRES DÉCISIONS					
33/406	Conférence des Nations Unies pour une Convention inter- nationale sur la législation en matière d'adoption	29/11/78	ASV		
PARTIE VI RÉSOLUTIONS PROPOSÉES PAR LA QUATRIÈME COMMISSION					
33/30	Question des Nouvelles- Hébrides	13/12/78	ASV**		
33/31 A-B	Question du Sahara occidental	13/12/78	A 90 B 66	10 30	39* 40*
33/32	Question des Samoa américaines	13/12/78	ASV		
33/33	Question du Guam	13/12/78	ASV		
33/34	Question des îles Vierges américaines	13/12/78	ASV		
33/35	Question des Bermudes	13/12/78	ASV		
33/36	Question du Belize	13/12/78	127*	1	12
33/37	Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e) de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies	13/12/78	138*	0	3
33/38 A-B	Question de la Rhodésie du Sud	13/12/78	A 130 B 124	0 0	11* 15*
33/39	Question du Timor oriental	13/12/78	59	31	44*

* indique comment le Canada a voté.

** ASV: en langage ordinaire aux Nations Unies, adoptée par consensus.

<u>No de la Résolution</u>	<u>Titre</u>	<u>Date d'adoption à l'Assemblée générale</u>	<u>Pour</u>	<u>Vote Contre</u>	<u>Abstention</u>
33/40	Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Rhodésie du Sud et en Namibie et dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe	13/12/78	83	14*	34
33/41	Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies	13/12/78	133	0	8*
33/42	Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe	13/12/78	ASV		
33/43	Moyens d'étude et de formation offerts par des Etats membres aux habitants des territoires non autonomes	13/12/78	ASV		
AUTRES DÉCISIONS					
33/407	Question de la Namibie	7 /12/78	ASV		
33/408	Question de Gibraltar	13/12/78	ASV		
33/409	Question des Tokélaou	13/12/78	ASV		
33/410	Question de Sainte-Hélène	13/12/78	ASV		
33/411	Question des îles Cocos (Keeling)	13/12/78	ASV		
33/412	Question du Brunéi	13/12/78	ASV		
33/413	Question de Pitcairn, des îles Falkland (Maldives) et des îles Gilbert	13/12/78	ASV		

* indique comment le Canada a voté.
 ** ASV: en langage ordinaire aux Nations Unies, adoptée par consensus.

No de la Résolution	Titre	Date d'adoption à l'Assemblée générale	Vote		
			Pour	Contre	Abstention
33/414	Question d'Antigua, de Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla, de Sainte- Lucie et de Saint-Vincent	13/12/78	ASV		
PARTIE VII RÉSOLUTIONS PROPOSÉES PAR LA CINQUIÈME COMMISSION					
33/10	Rapports financiers et comptes et rapports du Comité des commissaires aux comptes	3/11/78	ASV		
33/11	Barème des quote-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies	3/11/78	ASV		
33/12	Modification de l'article 159 du règlement intérieur de l'Assemblée générale	3/11/78	ASV		
33/13	Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient	3/11/78	A 110*	4	14
A-F		1/12/78	B 95*	3	12
		8/12/78	C 94*	3	11
		8/12/78	D 94*	3	11
		14/12/78	E 105*	9	14
		14/12/78	F 111*	9	9
33/14	Financement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban	3/11/78	114*	13	4
33/55	Plan des conférences	14/12/78	ASV		
33/56	Contrôle et limitation de la documentation	14/12/78	ASV		
33/116	Questions relatives au budget-programme de l'exercice biennal 1978-1979	19/12/78	I 116*	0	9
A, B et C			II ASV		
			III ASV		
			IV 114*	0	14
			V ASV		
			VI 118*	10	2

* indique comment le Canada a voté.

** ASV: en langage ordinaire aux Nations Unies, adoptée par consensus.

No de la Résolution	Titre	Date d'adoption à l'Assemblée générale	Vote		Abstention			
			Pour	Contre				
33/116	Questions relatives au budget-programme de l'exercice biennal 1978-1979 (suite)	21/12/78	I	ASV	B			
			II	ASV				
			III	ASV				
			IV	ASV				
			V	ASV				
			VI	ASV				
			VII	ASV				
			VIII	125*			0	9
			IX	124*			9	0
			33/117	Emploi d'experts et de consultants à l'Organisation des Nations Unies			19/12/78	I
II	ASV							
III	112*	0			11			
IV	ASV							
V	ASV							
VI	123*	0			1			
VII	99	18			7*			
VIII	ASV							
IX	ASV							
X	104*	10			8			
33/118	Plan à moyen terme pour la période 1980-1983	19/12/78	122*	0	11			
33/119	Rapport de la Commission de la fonction publique internationale	19/12/78	126*	0	10			
33/120	Régime des pensions des Nations Unies	19/12/78	129*	0	10			
33/121 A-B	Placement de la caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies dans les titres des sociétés transnationales et dans les pays en développement	19/12/78	A 115 B ASV	18*	6			
33/142	Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique	20/12/78	ASV					

<u>No de la Résolution</u>	<u>Titre</u>	<u>Date d'adoption à l'Assemblée générale</u>	<u>Pour</u>	<u>Vote Contre</u>	<u>Abstention</u>
33/143	Questions relatives au personnel	20/12/78	132*	0	10
33/180 A-C	Décision intérimaire concernant le budget- programme de l'exercice biennal 1978-1979	21/12/78	A 113 B ASV C 124*	15 9	3* 0
33/181	Locaux des Nations Unies au Centre du Donaupark à Vienne	21/12/78	126*	0	11
33/203	Mode de présentation du budget de l'Organisation des Nations Unies	29/1/79	ASV		
33/204	Détermination des activités achevées, dépassées, d'une utilité marginale ou inefficace	29/1/79	123*	0	0
33/205 A-C	Budget-programme de l'exercice biennal 1978-1979	29/1/79	A 98 B 103 C 101	15 0 14	9* 22* 8*
AUTRES DECISIONS					
33/405	Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer	10/11/78	86*	9	18
33/415	Examen du mécanisme des organes intergouvernementaux et des organes d'experts chargés de formuler, d'examiner et d'approuver les programmes et les budgets	14/12/78	ASV		
33/416	Gestion des ressources en matières de conférences	14/12/78	ASV		
33/417	Organisation des travaux des organes de l'Organisation des Nations Unies	14/12/78	ASV		
33/429	Plan à moyen terme pour la période 1980- 1983: Bureau du coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe	19/12/78	118*	8	8

<u>No de la Résolution</u>	<u>Titre</u>	<u>Date d'adoption à l'Assemblée générale</u>	<u>Pour</u>	<u>Vote Contre</u>	<u>Abstention</u>
33/430	Crise financière de l'Organisation des Nations Unies	19/12/78	ASV		
33/433	Amendement au Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies	20/12/78	ASV		
33/439	Projet de budget (dépenses d'appui au programme) de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains pour la période allant du 1er janvier au 30 juin 1979	21/12/78	116*	11	0
33/440	Dépenses nécessaires pour le Programme intégré pour les produits de base	21/12/78	125*	9	0
33/441	Locaux des Nations Unies à Nairobi	21/12/78	ASV		
33/442	Agrandissement des salles de conférence et amélioration des installations à l'usage des services de conférence et des délégués au siège de l'Organisation des Nations Unies	21/12/78	113*	13	10
33/443	Rapport du Corps commun d'inspection	21/12/78	ASV		
33/444	Chapitres du rapport du Conseil économique et social renvoyés à la cinquième Commission	21/12/78	ASV		
PARTIE VIII RÉSOLUTIONS PROPOSÉES PAR LA SIXIÈME COMMISSION					
33/19	Élaboration d'une Convention internationale contre la prise d'otages	29/11/78	ASV**		
33/92	Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international	16/12/78	ASV		

* indique comment le Canada a voté.

** ASV: en langage ordinaire aux Nations Unies, adoptée par consensus.

<u>No de la Résolution</u>	<u>Titre</u>	<u>Date d'adoption à l'Assemblée générale</u>	<u>Pour</u>	<u>Vote Contre</u>	<u>Abstention</u>
33/93	Conférence des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises	16/12/78	ASV		
33/94	Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation	16/12/78	ASV		
33/95	Rapport du Comité des relations avec les pays hôte	16/12/78	ASV		
33/96	Rapport du Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales	16/12/78	117	1	23*
33/97	Projet de code de crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité	16/12/78	116	0	23*
33/139	Rapport de la Commission du droit international	19/12/78	ASV		
33/140	Application par les États des dispositions de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961	19/12/78	ASV		
33/141 A-B	Enregistrement et publication des traités et des accords internationaux en vertu de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies	19/12/78	A ASV B ASV		

AUTRES DÉCISIONS

33/423	Résolutions adoptées par la Conférence des Nations Unies sur la représentation des États dans leurs relations avec les organisations internationales	16/12/78	ASV		
--------	--	----------	-----	--	--

<u>No de la Résolution</u>	<u>Titre</u>	<u>Date d'adoption à l'Assemblée générale</u>	<u>Vote Pour</u>	<u>Vote Contre</u>	<u>Abstention</u>
33/424	Systématisation et évolution progressive des normes et principes du droit relatif au développement économique international	16/12/78	ASV		
33/425	Rapport du Comité des Nations Unies sur les Contrats de Vente Internationaux de Marchandises				
33/426	Rapport du Comité des Nations Unies sur le Renforcement de l'efficacité du Programme de coopération à la force dans les relations internationales				
33/427	Projet de code de droit commercial des États et la sécurité de l'humanité				
33/428	Rapport de la Commission de droit international				
33/429	Application par les États des dispositions de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1978				
33/430	Élargissement et publication des traités multilatéraux en matière de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies				
AUTRES DÉCISIONS					
33/431	Résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies sur la représentation des États dans leurs relations avec les organisations internationales	16/12/78			
33/432	Rapport de la Commission des Nations Unies pour l'établissement d'un régime juridique international				

* Indiqué à l'annexe I de la Résolution 33/424. ASV.

INSTRUMENTS DE LA PARTICIPATION CANADIENNE AU CASSE
À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

BUREAU DES AFFAIRES DES NATIONS UNIES
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, OTTAWA

Le Bureau des affaires des Nations Unies (BNU) est chargé, notamment, de la politique du Canada à l'égard des activités de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées. Il est une des composantes fondamentales de la politique canadienne qui vise à continuer d'apporter et de renforcer l'Organisation des Nations Unies en tant qu'instrument efficace de coopération internationale et de promotion de l'équité et de la justice. Les Nations Unies poursuivent ces objectifs de la charte. À ces fins, le Bureau poursuit sa tâche en étroite collaboration avec les autres bureaux et les divers ministères et organismes de l'État.

III^e PARTIE

ANNEXES

UNF comprend deux directions opérationnelles. La Direction des affaires politiques et internationales des Nations Unies (DAPNU) est chargée d'évaluer la portée politique des événements qui se produisent au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale et dans d'autres organismes des Nations Unies et de coordonner les politiques et les activités du Canada dans ces domaines. La Direction s'occupe également des politiques et des activités canadiennes qui intéressent le Conseil Économique et social et ses organismes auxiliaires, ainsi que les organismes spécialisés et les institutions spécialisées des Nations Unies. La Direction des affaires sociales et humanitaires des Nations Unies (DASHU) a pour mission de coordonner les politiques et les activités canadiennes en ce qui concerne les affaires sociales, le secours aux réfugiés et l'aide d'urgence, et les droits de la personne. Par leurs activités d'orientation, de coordination et de liaison, les deux directions cherchent à tirer le meilleur parti des possibilités qu'offrent les Nations Unies et les institutions qui s'y rattachent afin de promouvoir une vaste gamme d'objectifs nationaux.

MISSION PERMANENTE DU CANADA AUX NATIONS UNIES, NEW YORK

Presque tous les membres des Nations Unies, y compris le Canada, ont jugé qu'il était indispensable et avantageux de maintenir une représentation permanente au siège des Nations Unies. La Mission permanente du Canada à New York a été établie en janvier 1945 et le général McNaughton y fut affecté à titre de premier représentant permanent du Canada aux Nations Unies. Le tableau ci-dessous, dans l'ordre, la liste de ceux qui se sont succédés à ce poste.

Général McNaughton	Janvier 1945 - décembre 1949
J.W. Holmes (suppléant)	Janvier 1950 - juin 1950
R.C. Kiddell	juin 1950 - juin 1951
D.M. Johnson	novembre 1951 - août 1952
E.A. Mackay	août 1952 - décembre 1952
C.S.A. Kirshie	Janvier 1953 - décembre 1953
P. Tremblay	Janvier 1954 - juin 1954
G. Ignatieff	juillet 1954 - février 1955
T. Beaulac	février 1955 - juin 1955
C.F. Kay	juillet 1955 - juillet 1956
H.H. Barton	août 1956 -

INSTRUMENTS DE LA PARTICIPATION OFFICIELLE DU CANADA
À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

BUREAU DES AFFAIRES DES NATIONS UNIES
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES, OTTAWA

Le Bureau des Affaires des Nations Unies (UNP) est chargé principalement de la politique du Canada à l'égard des activités de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées. L'un des principes fondamentaux de la politique canadienne est de continuer activement à renforcer l'Organisation des Nations Unies en tant qu'instrument efficace de coopération internationale et notamment de façon à ce que les Nations Unies puissent mieux réaliser les objectifs de la Charte. A ces fins, le Bureau poursuit sa tâche en étroite collaboration avec les autres bureaux et les divers ministères et organismes de l'État.

UNP comprend deux directions opérationnelles. La Direction des affaires politiques et institutionnelles de Nations Unies (UNO) est chargée d'évaluer la portée politique des événements qui se produisent au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale et dans d'autres organismes des Nations Unies et de coordonner les politiques et les activités du Canada dans ces domaines. La Direction s'occupe également des politiques et des activités canadiennes qui intéressent le Conseil économique et social et ses organismes auxiliaires, ainsi que les organismes spéciaux et les institutions spécialisées des Nations Unies. La Direction des affaires sociales et humanitaires des Nations Unies (UNS) a pour mission de coordonner les politiques et les activités canadiennes en ce qui concerne les affaires sociales, le secours aux réfugiés et l'aide d'urgence, et les droits de la personne. Par leurs activités d'orientation, de coordination et de liaison, les deux directions cherchent à tirer le meilleur parti des possibilités qu'offrent les Nations Unies et les institutions qui s'y rattachent afin de promouvoir une vaste gamme d'objectifs nationaux.

MISSION PERMANENTE DU CANADA AUX NATIONS UNIES, NEW YORK

Presque tous les membres des Nations Unies, y compris le Canada, ont jugé qu'il était indispensable et avantageux de maintenir une représentation permanente au siège des Nations Unies. La Mission permanente du Canada à New York a été établie en janvier 1948 et le général McNaughton y fut affecté à titre de premier Représentant permanent du Canada aux Nations Unies. Le tableau suivant donne, dans l'ordre, la liste de ceux qui se sont succédés à ce poste.

Général McNaughton	janvier 1948 - décembre 1949
J.W. Holmes (suppléant)	janvier 1950 - juin 1950
R.G. Riddell	juin 1950 - juin 1951
D.M. Johnson	novembre 1951 - août 1955
R.A. MacKay	août 1955 - novembre 1957
C.S.A. Ritchie	janvier 1958 - février 1962
P. Tremblay	juillet 1962 - juin 1966
G. Ignatieff	juillet 1966 - février 1969
Y. Beaulne	février 1969 - juin 1972
S.F. Rae	juillet 1972 - juillet 1976
W.H. Barton	août 1976 -

DELEGATION DU CANADA À L'ASSEMBLEE GENERALE

"La délégation d'un membre comprend cinq représentants et cinq suppléants au plus, et autant de conseillers, de conseillers techniques, d'experts et de personnes de catégorie analogue qu'elle juge nécessaire". (Article 25 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale).

"Un représentant suppléant peut agir en qualité de représentant sur désignation du chef de la délégation intéressée". (Article 26 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale.)

Dans la pratique, on ne fait aucune distinction entre un délégué et un délégué suppléant (représentant). La délégation du Canada à toute session de l'Assemblée générale des Nations Unies est nommée par le Cabinet sur la recommandation du secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures. La délégation comprend habituellement dix membres: cinq représentants et cinq représentants suppléants. Le président de la délégation est habituellement le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures et le vice-président, le représentant permanent du Canada auprès des Nations Unies. Les autres membres de la délégation se voient confier des responsabilités à l'égard de l'une ou l'autre des sept grandes commissions. Invariablement, le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures retourne à Ottawa au cours de la session pour des périodes assez longues; en son absence, la direction de la délégation incombe au vice-président.

En plus des délégués eux-mêmes, on nomme un certain nombre de conseillers, au moins un pour chacune des grandes commissions. La Mission permanente à New York et le Bureau des affaires des Nations Unies à Ottawa fournissent le noyau des conseillers, mais d'autres missions, d'autres directions à Ottawa et d'autres ministères du Gouvernement envoient aussi, souvent pour de courtes périodes des agents chargés de questions précises inscrites à l'ordre du jour.

OBSERVATEURS AU SEIN DE LA DELEGATION DU CANADA

Depuis un certain nombre d'années, le gouvernement du Canada désigne à titre d'observateurs parlementaires des représentants des divers partis politiques fédéraux. Ces observateurs qui accompagnent la délégation du Canada à l'Assemblée générale sont choisis au Sénat et à la Chambre des communes en nombre relativement proportionnel au nombre de sièges détenus par chaque parti. A l'occasion, des Canadiens s'intéressant, de par leur profession, aux affaires des Nations Unies ont aussi été nommés observateurs à divers titres.

Une conscience accrue des possibilités et des limites de l'Organisation des Nations Unies est susceptible d'améliorer l'aptitude de chacun à percevoir et à évaluer les solutions possibles aux problèmes internationaux. De plus, si les problèmes étudiés aux Nations Unies ne sont pas, en général, étrangers aux parlementaires, il n'en est pas moins vrai que, dans leur rôle d'observateur, ceux-ci pourront acquérir une connaissance plus approfondie des questions qui préoccupent la communauté mondiale et des répercussions qu'elles peuvent avoir sur le Canada.

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

LES ETATS MEMBRES

L'Assemblée générale est composée des représentants des 151 Etats membres de l'Organisation des Nations Unies, chacun ayant droit à cinq représentants.

	Date d'admission		Date d'admission
Afghanistan	19/11/46	* Équateur	
* Afrique du Sud		Espagne	14/12/55
Albanie	14/12/55	* États-Unis d'Amérique	
Algérie	8/10/62	* Éthiopie	
Angola	1/12/76	Fidji	13/10/70
* Arabie Saoudite		Finlande	14/12/55
* Argentine		* France	
* Australie		Gabon	20/09/60
Autriche	14/12/55	Gambie	21/09/65
Bahamas	18/09/73	Ghana	8/03/57
Bahreïn	21/09/71	* Grèce	
Bangladesh	17/09/74	Grenade	17/09/74
Barbade	9/12/66	* Guatemala	
* Belgique		Guinée	12/12/58
Bénin	20/09/60	Guinée-Bissau	17/09/74
Bhoutan	21/09/71	Guinée équatoriale	12/11/68
Birmanie	19/04/48	Guyane	20/09/66
* Bolivie		* Haïti	
Botswana	17/10/66	Haute-Volta	20/09/60
* Brésil		* Honduras	
Bulgarie	14/12/55	Hongrie	14/12/55
Burundi	18/09/62	Îles Salomon	19/09/78
Cameroun	20/09/60	* Inde	
* Canada		Indonésie	28/09/50
Cap-Vert	16/09/75	* Irak	
* Chili		* Iran	
* Chine		Irlande	14/12/55
Chypre	20/09/60	Islande	19/11/46
* Colombie		Israël	11/05/49
Comores	12/11/75	Italie	14/12/55
Congo	20/09/60	Jamaïque	18/09/62
* Costa Rica		Japon	18/12/56
Côte d'Ivoire	20/09/60	Jordanie	14/12/55
* Cuba		Kampuchea	14/12/55
* Danemark		démocratique	
Djibouti	20/09/77	Kenya	16/12/63
Dominique	18/12/78	Koweït	14/05/63
* Égypte		Laos	14/12/55
* El Salvador		Lesotho	17/10/66
Émirats arabes unis	9/12/71	* Liban	
Empire centrafricain	20/09/60	* Libéria	

* Membres originaires, c'est-à-dire les États qui ont participé à la Conférence des Nations Unies sur l'organisation internationale, tenue à San Francisco en 1945 ou qui avaient signé la "Déclaration des Nations Unies" du 1er janvier 1942 et qui ont signé et ratifié la Charte, le 26 juin 1945.

	Date d'admission		Date d'admission
Libye	14/12/55	* République socialiste soviétique de Biélorussie	
* Luxembourg		* République socialiste soviétique d'Ukraine	
Madagascar	20/09/60	Roumanie	14/12/55
Malaisie	17/09/57	* Royaume-Uni	
Malawi	1/12/64	Rwanda	18/09/62
Maldives	21/09/65	Samoa	15/12/76
Mali	28/09/60	Sao Tomé-et- Principe	16/09/75
Malte	1/12/64	Sénégal	28/09/60
Maroc	12/11/56	Seychelles	21/09/76
Maurice	24/04/68	Sierra Leone	27/09/61
Mauritanie	27/10/61	Singapour	21/09/65
* Mexique		Somalie	20/09/60
Mongolie	27/10/61	Souaziland	24/09/68
Mozambique	12/09/75	Soudan	12/11/56
Népal	14/12/55	Sri Lanka	14/12/55
* Nicaragua		Suède	19/11/46
Niger	20/09/60	Surinam	4/12/75
Nigéria	7/10/60	* Syrie	
* Norvège		Tanzanie	14/12/61
* Nouvelle-Zélande		Tchad	20/09/60
Oman	7/10/71	* Tchécoslovaquie	
Ouganda	25/10/62	Thaïlande	16/12/46
Pakistan	30/09/60	Togo	20/09/60
* Panama		Trinité et Tobago	18/09/62
Papouasie - Nouvelle-Guinée	10/10/75	Tunisie	12/11/56
* Paraguay		* Turquie	
* Pays-Bas		* URSS	
* Pérou		* Uruguay	
* Philippines		* Venezuela	
* Pologne		Viet Nam	20/09/77
Portugal	14/12/55	Yémen	30/09/47
Qatar	21/09/71	Yémen démocratique	14/12/67
République démo- cratique allemande	18/09/73	* Yougoslavie	
* République Domini- caine		Zaïre	20/09/60
République fédé- rale d'Allemagne	18/09/73	Zambie	1/12/64

LES OBSERVATEURS

Le statut d'observateur n'est pas prévu dans la Charte des Nations Unies. Au cours des années, cependant, le Secrétaire général l'a accordé à des États non membres qui entretenaient quelque rapport avec l'Organisation, par exemple à titre de membre d'une institution spécialisée. Cinq pays ont actuellement une mission d'observation à New York: la Suisse, Monaco, le Saint-Siège, la République de Corée et la République populaire démocratique de Corée.

Par des résolutions spéciales, l'Assemblée générale a également accordé le statut d'observateur à six associations de pays: l'OEA, la Ligue arabe, l'OUA, la CEE, le COMECON et la Conférence islamique. En 1974, elle a fait de même pour l'Organisation de libération de la Palestine. À la trente-et-unième session, elle a acquiescé à la demande du Secrétariat du Commonwealth, qui était coparrainée par le Canada. Le statut d'observateur a également été accordé à la SWAPO (l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain).

LES REGROUPEMENTS RÉGIONAUX D'ÉTATS AU SEIN DES NATIONS UNIES

LES MEMBRES PERMANENTS DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Chine	France	URSS
États-Unis	Royaume-Uni	

EUROPE DE L'OUEST ET LES AUTRES **

Australie	Islande	Portugal
Autriche	Irlande	République fédérale d'Allemagne
Belgique	Italie	Suède
Canada	Luxembourg	Turquie
Danemark	Malte	
Espagne	Nouvelle-Zélande	
Finlande	Norvège	
Grèce	Pays-Bas	

EUROPE DE L'EST

Albanie	République démocra- tique allemande	Roumanie
Bulgarie	RSS de Biélorussie	Tchécoslovaquie
Hongrie	RSS d'Ukraine	Yougoslavie
Pologne		

* Ces regroupements officiels ont été établis pour répondre aux résolutions 1990 et 1991 de la 18^e session de l'Assemblée générale.

** La France et le Royaume-Uni sont membres du "groupe des pays de l'Europe de l'Ouest", les États-Unis s'abstiennent. Cependant, ceux-ci et le Japon assistent à certaines réunions du groupe, en particulier aux réunions régionales des Deuxième et Cinquième Commissions. Lors de la tenue d'élection aux organes auxiliaires (économiques et sociaux surtout), les observateurs sont considérés comme faisant partie du groupe et occupent les sièges qui leur sont attribués.

AFRIQUE ET ASIE

AFRIQUE

Afrique du Sud	Ghana	Nigéria
Algérie	Guinée	Ouganda
Angola	Guinée-Bissau	Rwanda
Bénin	Guinée équatoriale	Sao Tomé-et-Principe
Botswana	Haute-Volta	Sénégal
Burundi	Kenya	Seychelles
Cameroun	Lesotho	Sierra Leone
Cap-Vert	Libéria	Somalie
Comores	Libye	Souaziland
Congo	Madagascar	Soudan
Côte d'Ivoire	Malawi	Tanzanie
Djibouti	Mali	Tchad
Égypte	Maroc	Togo
Empire centrafricain	Maurice	Tunisie
Éthiopie	Mauritanie	Zaïre
Gabon	Mozambique	Zambie
Gambie	Niger	

ASIE

Afghanistan	Iran	Pakistan
Arabie Saoudite	Israël	Papouasie - Nouvelle-Guinée
Bahreïn	Japon	Philippines
Bangladesh	Jordanie	Qatar
Bhoutan	Kampuchea démocratique	République démocratique du Yémen
Birmanie	Koweït	Samoa
Chypre	Laos	Singapour
Émirats arabes unis	Liban	Sri Lanka
Fidji	Malaisie	Syrie
Îles Salomon	Maldives	Thaïlande
Inde	Mongolie	Viet Nam
Indonésie	Népal	Yémen
Irak	Oman	
Iran		

AMÉRIQUE LATINE

Argentine	El Salvador	Nicaragua
Bahamas	Équateur	Panama
Barbade	Grenade	Paraguay
Bolivie	Guatemala	Pérou
Brésil	Guyane	République Dominicaine
Chili	Haïti	Surinam
Colombie	Honduras	Trinité et Tobago
Costa Rica	Jamaïque	Uruguay
Cuba	Mexique	Venezuela
Dominique		

LES PAYS NON-ALIGNÉS

Les 85 pays qui, en sus de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), ont assisté à la Conférence des ministres des Affaires étrangères des pays non-alignés tenue à Belgrade du 25 au 30 juillet 1978, comme membres de plein droit, étaient les suivants: Afghanistan, Algérie, Angola, Arabie Saoudite, Argentine, Bahrein, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Botswana, Burundi, Cambodge, Cameroun, Cap-Vert, Chypre, Congo, Corée (RPD), Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Egypte, Émirats arabes unis, Empire centrafricain, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyane, Inde, Indonésie, Irak, Haute-Volta, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Laos, Lesotho, Liban, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Népal, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Panama, Pérou, Qatar, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Souaziland, Soudan, Sri Lanka, Syrie, Tanzanie, Tchad, Togo, Trinité et Tobago, Tunisie, Viet Nam, Yémen (RDP), Yémen (RA), Yougoslavie, Zaïre et Zambie. Bélize a également assisté à cette conférence en vertu d'un statut particulier.

En outre, dix États étaient présents en tant qu'observateurs: Barbade, Bolivie, Brésil, Colombie, Equateur, El Salvador, Grenade, Mexique, Uruguay, Vénézuela. Les pays invités étaient: Pakistan, San Marino, Autriche, Finlande, Philippines, Portugal, Roumanie, Suède et Suisse. Certains mouvements de libération et certaines organisations internationales (tous comme observateurs) étaient également représentés dont les deux ailes du Front patriotique du Zimbabwe - i.e. l'Union nationale africaine pour le Zimbabwe (ZANU) et l'Union populaire africaine pour le Zimbabwe (ZAPU) - ainsi que la SWAPO (l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), le Congrès national africain de l'Afrique du Sud, le Premier Congrès panafricain de l'Azanie (l'Afrique du Sud), la Ligue arabe, la Conférence islamique, l'Organisation de l'unité africaine et les Nations Unies.

LE COMMONWEALTH

Le Commonwealth compte maintenant 39 membres: Australie (1901)*, Bahamas (1973), Bangladesh (1972), Barbade (1966), Botswana (1966), Canada (1867), Chypre (1961), Dominique, Fidji (1970), Gambie (1965), Ghana (1957), Grande-Bretagne, Grenade (1974), Guyane (1966), Îles Salomon (1978), Inde (1947), Jamaïque (1962), Kenya (1963), Lesotho (1966), Malaisie (1964), Malte (1964), Maurice (1968), Nauru (1968)**, Nigéria (1960), Nouvelle-Zélande (1907), Ouganda (1962), Papouasie - Nouvelle-Guinée (1975), Samoa occidentales (1970), Seychelles (1976), Sierra Leone (1961), Singapour (1965), Souaziland (1968), Sri Lanka (1948), Tuvalu (1978), Tanzanie (1961), Togo (1970), Trinité et Tobago (1962), Zambie (1964).

* Date d'admission

** Nauru possède le statut de membre-associé. Il a le droit de participer à toutes les réunions fonctionnelles et activités du Commonwealth mais non le droit d'assister aux réunions des chefs de gouvernement du Commonwealth.

LE GROUPE DES 77

Le Groupe des 77, composé à l'origine des 77 membres qui avaient signé la Déclaration commune des pays en voie de développement à la fin de la Première Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) tenue à Genève en 1964, compte maintenant 117 membres. La Tunisie, qui préside au Groupe des 77 depuis octobre 1978, terminera son mandat en octobre 1979. La composition du Groupe des 77 est la suivante: 49 membres de l'Afrique: Algérie*, Angola, Bénin, Botswana, Burundi*, Cameroun*, Cap-Vert, Comores, Congo*, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte*, Empire centrafricain*, Ethiopie*, Gabon*, Gambie*, Ghana*, Guinée*, Guinée-Bissau*, Guinée équatoriale, Haute-Volta*, Kenya*, Lesotho, Libéria*, Libye*, Madagascar*, Malawi, Mali*, Mauritanie*, Maurice, Maroc, Mozambique, Niger*, Nigéria*, Rwanda*, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal*, Seychelles, Sierra Leone*, Somalie*, Soudan*, Souaziland, Tanzanie*, Tchad*, Togo, Tunisie*, Ouganda*, Zaire*, Zambie; 37 membres de l'Asie: Afganistan*, Arabie Saoudite*, Bahrein, Bangladesh, Bhoutan, Birmanie*, Kampuchea démocratique, Corée*, Corée (RPD), Fidji, Inde*, Indonésie*, Iran*, Irak*, Jordanie*, Koweït*, Laos*, Liban*, Malaisie*, Maldives, Népal*, Oman, Pakistan*, Organisation de libération de la Palestine, Papouasie Nouvelle-Guinée, Philippines*, Qatar, Singapour, Viet Nam*, Samoa, Îles Salomon, Sri Lanka*, Syrie*, Thaïlande*, Émirats arabes unis, Yémen*, Yémen (RPD); 27 membres de l'Amérique latine et des Caraïbes: Argentine*, Bahamas, Barbade, Bolivie*, Brésil*, Chili*, Colombie*, Costa Rica*, Cuba, Équateur*, El Salvador*, Grenade, Guatemala*, Guyane, Haïti*, Honduras*, Jamaïque*, Mexique*, Nicaragua*, Panama*, Paraguay*, Pérou*, République Dominicaine, Surinam, Trinité et Tobago*, Uruguay*, Venezuela*; 2 États de l'Europe occidentale: Chypre* et Malte; 2 de l'Europe orientale: Roumanie et Yougoslavie*.

* membres originaires

LE COMMONWEALTH

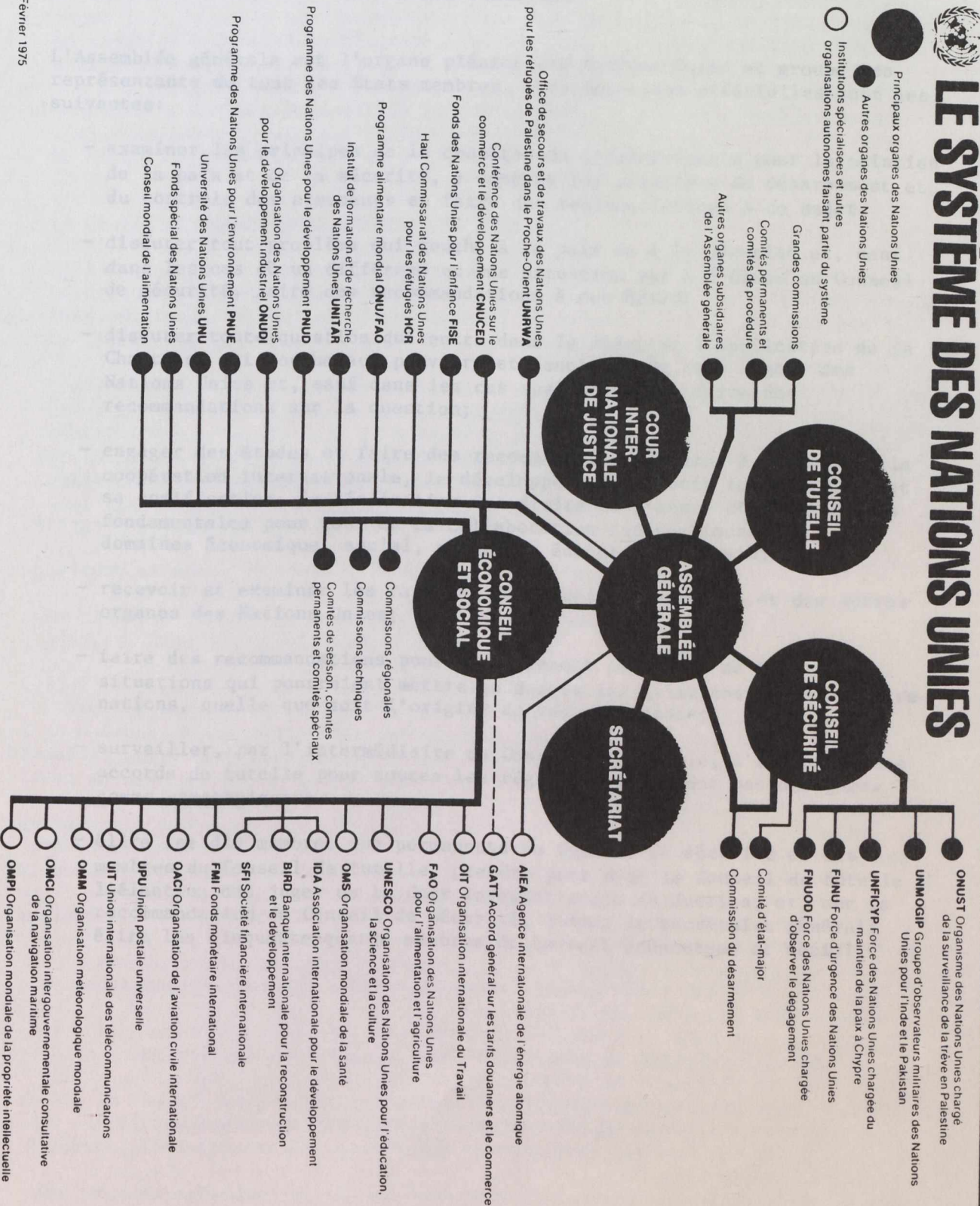
La Commission compte maintenant 37 membres: Australie (1901)*, Bahamas (1973), Bangladesh (1973), Barbade (1966), Botswana (1966), Canada (1867), Guyane (1974), Jamaïque (1962), Kenya (1962), Libéria (1960), Malaisie (1964), Malte (1964), Maurice (1968), Mexique (1968), Nouvelle-Zélande (1907), Ouganda (1962), Papouasie-Nouvelle-Guinée (1975), Samoa occidentales (1978), Singapour (1958), Sierra Leone (1961), Togo (1970), Trinité et Tobago (1962), Zambie (1963).

Argentine
Bahamas
Barbade
Bolivie
Brésil
Chili
Colombie
Costa Rica
Cuba
Équateur
El Salvador
Grenade
Guatemala
Guyane
Haïti
Honduras
Jamaïque
Mexique
Nicaragua
Panama
Paraguay
Pérou
République Dominicaine
Surinam
Trinité et Tobago
Uruguay
Venezuela

* membres originaires



LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES



L'ASSEMBLEE GENERALE

SES FONCTIONS

L'Assemblée générale est l'organe plénier des Nations Unies et groupe les représentants de tous les États membres. Ses fonctions officielles sont les suivantes:

- examiner les principes de la coopération internationale pour le maintien de la paix et de la sécurité, y compris les principes du désarmement et du contrôle des armements et faire des recommandations à ce sujet;
- discuter tout problème qui touche à la paix et à la sécurité et, sauf dans les cas où un différend ou une situation est à l'étude au Conseil de sécurité, faire des recommandations à cet égard;
- discuter toute question qui entre dans le cadre de l'application de la Charte ou qui touche aux pouvoirs et fonctions de tout organe des Nations Unies et, sauf dans les cas susmentionnés, faire des recommandations sur la question;
- engager des études et faire des recommandations visant à promouvoir la coopération internationale, le développement du droit international et sa codification, la réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous et la collaboration internationale dans les domaines économique, social, culturel, éducatif et sanitaire;
- recevoir et examiner les rapports du Conseil de sécurité et des autres organes des Nations Unies;
- faire des recommandations pour le règlement pacifique de toutes situations qui pourraient mettre en danger les relations amicales entre nations, quelle que soit l'origine de ces situations;
- surveiller, par l'intermédiaire du Conseil de tutelle, l'exécution des accords de tutelle pour toutes les régions qui ne sont pas désignées comme stratégiques;
- élire les dix membres non permanents du Conseil de sécurité et les membres du Conseil de tutelle; prendre part avec le Conseil de tutelle à l'élection des juges de la Cour internationale de Justice; et, sur la recommandation du Conseil de sécurité, nommer le secrétaire général; élire les cinquante-quatre membres du Conseil économique et social.

LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'Assemblée générale est dirigée par le président, qui est élu au début de chaque session et qui assume ses fonctions jusqu'à la clôture. Les pouvoirs généraux du président consistent à prononcer l'ouverture et la clôture de chaque séance plénière de la session, à diriger les discussions en séance plénière, à assurer l'application du règlement, à donner la parole, à mettre les questions aux voix et à proclamer les décisions. Lors de l'élection du président, on tient compte du principe voulant que des représentants des diverses régions doivent occuper ce poste à tour de rôle.

LES VICE-PRÉSIDENTS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'Assemblée générale élit aussi dix-sept vice-présidents. Si le président est obligé de s'absenter pendant une séance ou une partie de séance, il charge un des vice-présidents de le remplacer. En 1963, l'Assemblée générale a décidé que les vice-présidents seraient élus suivant la répartition suivante:

- a) sept du groupe afro-asiatique
- b) un du groupe de l'Europe orientale
- c) trois du groupe de l'Amérique latine
- d) deux du groupe de l'Europe occidentale et des autres pays (qui comprend le Canada)
- e) cinq des États qui sont membres permanents du Conseil de sécurité.

L'élection du président a pour effet de réduire d'une personne le nombre des vice-présidents de la région à laquelle il appartient.

LES GRANDES COMMISSIONS

L'Assemblée générale accomplit la plus grande partie de son travail par l'intermédiaire de sept grandes commissions auprès desquelles tous les membres ont le droit d'être représentés. Chaque membre peut être représenté seulement par une personne à chacune des grandes commissions, mais, il peut aussi affecter des conseillers et des experts à ces commissions. Sur désignation du président de la délégation intéressée, ces conseillers et ces experts peuvent agir en qualité de membres des commissions. Le quorum est constitué par un quart des membres de la commission, mais la présence de la majorité des membres est requise pour la mise aux voix d'une question. Les décisions sont prises à la majorité des voix. (Voir le Règlement intérieur de l'Assemblée générale, article 98-134.)

Les sept présidents des grandes commissions sont élus en respectant la répartition géographique suivante:

- a) trois du groupe afro-asiatique
- b) un du groupe de l'Europe orientale
- c) un du groupe de l'Amérique latine
- d) un du groupe de l'Europe occidentale et des autres pays
- e) un de l'un des deux groupes précédents, alternativement, chaque année.

Les Grandes Commissions sont les suivantes:

LA PREMIERE COMMISSION	- questions politiques et de sécurité (notamment le désarmement)
LA COMMISSION POLITIQUE SPECIALE	- questions politiques non examinées par la Première Commission
LA DEUXIEME COMMISSION	- questions économiques et financières
LA TROISIEME COMMISSION	- questions sociales, humanitaires et culturelles
LA QUATRIEME COMMISSION	- Commission de tutelle (y compris les territoires non autonomes)
LA CINQUIEME COMMISSION	- questions administratives et budgétaires
LA SIXIEME COMMISSION	- questions juridiques

L'Assemblée, en règle générale, renvoie toutes les questions inscrites à son ordre du jour à l'une des grandes commissions, à un comité mixte ou à un comité spécial établi pour la circonstance. Ces organes soumettent leurs propositions à l'approbation de l'Assemblée réunie en séance plénière. Les questions dont l'étude n'a pas été confiée à l'une des grandes commissions sont traitées par l'Assemblée elle-même en séance plénière.

AUTRES ORGANES

En plus des grandes commissions, différents organes aident l'Assemblée générale dans l'accomplissement de sa tâche:

- 1) Le Bureau, qui se compose du président, des dix-sept vice-présidents de l'Assemblée, et des présidents des sept grandes commissions, est un organe de direction qui se réunit pendant la première semaine de la session pour recommander l'inscription de points à l'ordre du jour, l'attribution de points de l'ordre du jour aux commissions et pour surveiller le bon fonctionnement du travail de l'Assemblée;
- 2) Le Comité de vérification des pouvoirs, nommé par le président à chaque session, vérifie les pouvoirs des représentants (l'URSS et les États-Unis sont traditionnellement membres du Comité);
- 3) Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, qui comprend des experts financiers, est chargé de l'examen du budget des Nations Unies;
- 4) Le Comité des contributions conseille l'Assemblée générale au sujet de la répartition des dépenses de l'Organisation parmi les membres;
- 5) Le Comité des conférences conseille l'Assemblée générale quant au programme des conférences et, entre les sessions, agit au nom de celle-ci.

Des organes subsidiaires et spéciaux sont également constitués s'il y a lieu.

LE VOTE

Le vote sur des questions importantes (recommandations sur la paix et la sécurité, élection de membres des organismes, admission, suspension et expulsion des membres, questions de tutelle et questions budgétaires) se fait à la majorité des deux tiers des membres présents et votants. Le vote sur les autres questions se fait à la majorité simple des voix. Chaque membre de l'Assemblée générale dispose d'une voix.

Pour déterminer les majorités des deux-tiers ou les majorités simples, seuls les "oui" et les "non" sont comptés, non les abstentions. Toutefois, dans la pratique des Nations Unies, l'abstention est devenue un moyen respecté et largement utilisé d'indiquer la position d'un gouvernement sur les questions à l'égard desquelles divers éléments contradictoires entrent en jeu et dans les cas où un simple vote par "oui" ou par "non" ne serait pas une expression exacte de son attitude. Il y a très souvent des explications de vote, avant ou après la mise aux voix.

LA SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'Assemblée générale se réunit en session ordinaire, chaque année, le troisième mardi de septembre. Cette session dure environ trois mois. Des sessions extraordinaires peuvent également être convoquées à la demande du Conseil de sécurité, d'une majorité des membres des Nations Unies, ou d'un membre (si la majorité des membres l'approuve). Une session extraordinaire d'urgence peut aussi être convoquée dans un délai de vingt-quatre heures après réception d'une demande à cet effet émanant soit du Conseil de sécurité à la suite d'un vote affirmatif de neuf membres de ce Conseil, soit de la majorité des membres des Nations Unies ou d'un membre (si la majorité l'approuve).

Les sessions sont ouvertes par le président de la session antérieure (ou par le président de la délégation de son pays) et la première tâche à l'ordre du jour, après la nomination du Comité de vérification des pouvoirs, est l'élection d'un nouveau président pour les douze mois à venir. Une tradition bien établie veut que le président ne soit pas le représentant d'une grande puissance. Il est élu par scrutin secret, mais normalement des arrangements privés sont faits avant l'ouverture de la session pour qu'on trouve un candidat qui puisse obtenir une forte majorité. Les pouvoirs du président sont limités, mais un haut fonctionnaire compétent peut faire beaucoup par son influence personnelle pour aplanir les difficultés d'une session et pour sauvegarder les intérêts de l'Organisation en dépit des pressions des divers groupes d'États. À côté du nouveau président sont assis le secrétaire général des Nations Unies et le sous-secrétaire général aux affaires de l'Assemblée qui, en qualité de secrétaire de l'Assemblée générale, joue un rôle analogue à celui du greffier du parlement par rapport à l'orateur de la Chambre des communes.

Après l'élection des vice-présidents et des présidents de Commissions (points suivants de l'ordre du jour), le secrétaire général signale à l'Assemblée générale "toutes questions relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales dont le Conseil de sécurité a été saisi". Une fois l'ordre du jour adopté, il y a une discussion générale qui dure souvent plus de trois semaines; à cette occasion, presque tous les États membres présentent les principaux objectifs de la politique de leurs gouvernements sous la forme d'un tour d'horizon des grandes affaires mondiales. La discussion générale est suivie de la présentation des rapports du secrétaire général, du Conseil de sécurité, du Conseil économique et social (ECOSOC), du Conseil de tutelle, de la Cour internationale de Justice (CIJ) et de l'Agence internationale de

l'énergie atomique (AIFA). Viennent ensuite les élections des membres de divers conseils, comités et commissions de l'ONU.

Tous les autres points de l'ordre du jour ont trait à des questions déterminées. Certaines sont connues de longue date et sont reportées d'une session à l'autre. D'autres traduisent le souci qu'ont les Nations Unies d'aborder les problèmes de l'heure et sont ajoutées à l'ordre du jour à la demande du secrétaire général, d'un des organes principaux des Nations Unies ou d'un État membre.

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ

Le Conseil de sécurité est le principal organe de l'ONU chargé du maintien de la paix et de la sécurité. Il est composé de quinze membres, dont cinq sont permanents et jouissent chacun d'un droit de veto. Les dix membres non permanents sont élus pour une période de deux ans par l'Assemblée générale qui, pour ce faire, "tient spécialement compte, en premier lieu, de la contribution des Membres de l'Organisation au maintien de la paix et de la sécurité internationales et aux autres fins de l'Organisation, et aussi d'une répartition géographique équitable" (Charte des Nations Unies). Pour sa part, le Canada a fait partie du Conseil de sécurité en 1948 et 1949, en 1958 et 1959, et en 1967 et 1968. Lors de la 31^e session de l'Assemblée générale, il a été réélu pour les années 1977 et 1978. La composition du Conseil de sécurité pour 1978 était la suivante:

	1978
Membres permanents	Chine États-Unis France Royaume-Uni URSS
Afrique	Gabon Maurice Nigéria
Asie	Inde Koweït
Amérique latine	Bolivie Venezuela
Europe occidentale et autres	Canada République fédérale d'Allemagne
Europe orientale	Tchécoslovaquie

LES HAUTS FONCTIONNAIRES DES ORGANISMES SPÉCIAUX ET DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES

Waldheim, Kurt (Autriche) Secrétaire général de l'ONU

Hauts fonctionnaires des organismes spéciaux des Nations Unies de rang équivalent

Corea, Gamani (Sri Lanka) Secrétaire général de la Conférence sur le commerce et le développement (CNUCED)

Labouisse, Henry R. (E-U)	Directeur général du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE/UNICEF)
Hartling, Poul (Danemark)	Haut Commissaire pour les réfugiés (HCR)
McElhiney, Thomas W. (E-U)	Commissaire général de l'Office de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)
Morse, Bradford (E-U)	Administrateur des Programmes des Nations Unies pour le développement (PNUD)
Nicol, Davidson (Sierra Leone)	Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
Khane, Abderrahmane (Algérie)	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)
Tolba, Dr. Mostafa (Égypte)	Directeur général du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES, AIEA ET GATT

Blanchard, Francis (France)	Directeur général de l'OIT
Saouma, Edouard (Liban)	Directeur général de la FAO
M'Bow, Amadou M. (Sénégal)	Directeur général de l'UNESCO
McNamara Robert S. (E-U)	Président de la Banque mondiale (BIRD, IDA, SFI)
Witteveen, H. Johannes (Pays-Bas)	Président du Conseil d'administration du FMI
Lambert, Yves (France)	Secrétaire général de l'OACI
Sobhi, Mohamed Ibrahim (Égypte)	Directeur général de l'UPU
Milli, Mohamed (Tunisie)	Secrétaire général de l'UIT
Davies, David (R-U)	Secrétaire général de l'OMM
Srivastava, C.P. (Inde)	Secrétaire générale de l'OMCI
Bogsch, Dr. Arpad (E-U)	Directeur général de l'OMPI

AIEA

La constitution de l'Agence internationale de l'Énergie atomique est entrée en vigueur le 29 juillet 1957. Cette agence n'est pas une institution spécialisée de l'ONU mais plutôt une organisation intergouvernementale indépendante, sous l'égide des Nations Unies. Le but de cette agence, tel que défini par sa constitution, est d'accélérer et de renforcer les effets de l'emploi de l'énergie atomique sur le plan de la paix, de la santé et de la prospérité dans le monde. M. Sigvard Eklund (Suède) est le directeur général de l'AIEA.

GATT

En théorie, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) constitue un palier intermédiaire vers une organisation internationale commerciale plus complète. En pratique, toutefois, cette organisation existe depuis trente ans en tant qu'organe virtuellement autonome, administré par son propre secrétariat et régi par les parties contractantes de l'Accord, notamment par le Canada. Actuellement, 84 pays sont membres du GATT et les principales négociations commerciales multilatérales ont été conduites sous ses auspices. Le directeur général de l'Accord est M. Olivier Long (Suisse).

LE CANADA AU SYSTEME DES NATIONS UNIES POLITIQUES ET OBJECTIFS DU CANADA

Comme les activités des Nations Unies touchent plusieurs sinon tous les objectifs et politiques que le Canada s'est fixés à l'échelle nationale, ce dernier considère l'Organisation des Nations Unies comme un instrument important en ce qui concerne la réalisation de ces objectifs et politiques dans leur contexte international. Depuis la révision de sa politique étrangère, le Canada a surtout mis l'accent à l'ONU sur les thèmes suivants: croissance économique, justice sociale, qualité de la vie et paix et sécurité.

L'attitude du Canada se fonde sur le principe que sa participation active pourra aider les Nations Unies à devenir un instrument efficace de coopération internationale et sur la conviction qu'il importe d'appuyer l'Organisation de façon à ce qu'elle puisse mieux réaliser les objectifs de sa Charte.

Le Canada poursuit à l'ONU les objectifs suivants, dont on trouvera une description détaillée dans le document intitulé Politique étrangère au service des Canadiens: Nations Unies (publié en 1970):

- contribuer au développement économique et social
- s'efforcer de freiner la course aux armements
- contribuer à l'établissement et au maintien de la paix au sein des Nations Unies
- concilier les objectifs du Canada en Afrique australe
- collaborer à l'assainissement du milieu humain
- encourager la coopération dans l'usage pacifique du réseau de satellites internationaux
- développer la coopération internationale dans l'usage des fonds marins au delà des limites de la juridiction nationale
- promouvoir le respect des droits de l'homme, l'adhésion aux conventions des Nations Unies et leur observance
- contribuer au développement et à la codification du droit international
- exprimer la dualité linguistique du Canada aux Nations Unies
- participer au développement des institutions de l'ONU, lieu où s'harmonisent les politiques nationales.

Des progrès ont été réalisés dans la poursuite de ces objectifs depuis qu'ils ont été formulés, et les visées canadiennes ont été définies avec plus de clarté en ce qui a trait, par exemple, à la réalisation de l'égalité raciale en Afrique australe et aux négociations sur l'élaboration d'un nouveau droit de la mer.

BUDGET ORDINAIRE DES NATIONS UNIES

La trente-deuxième session de l'Assemblée générale a voté des crédits budgétaires de 985,913,300 (\$EU) pour l'exercice financier biennal 1978-1979. La trente-troisième session a voté des crédits budgétaires supplémentaires qui a eu pour effet d'augmenter le budget biennal net par près de 39 pour cent par comparaison avec les dépenses nettes encourues pour l'exercice 1976-1977. C'était ainsi la première fois que le budget des Nations Unies excède un milliard de dollars. A l'occasion de ce vote, les pays dont la contribution compte pour environ 75 pour cent du budget onusien, y compris le Canada, se sont abstenus ou ont voté contre le projet de dépenses budgétaires supplémentaires.

CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES DU CANADA À L'ENSEMBLE
DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES - 1960 - 1979

Année financière (se termine le 31 mars)	Budget ordinaire de l'ONU (\$000 CDN)	Quote-part (pour cent)
1960	1,536	3.11
1961	1,860	3.11
1962	2,181	3.12
1963	2,356	3.12
1964	3,115	3.12
1965	2,774	3.17
1966	3,481	3.17
1967	3,588	3.17
1968	3,795	3.02
1969	4,049	3.02
1970	4,557	3.02
1971	4,891	3.08
1972	5,490	3.08
1973	5,770	3.08
1974	7,169	3.18
1975	8,838	3.18
1976	9,856	3.18
1977	9,593	2.96
1978	13,470	3.04
1979	17,171	3.04

CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES DU CANADA
 À L'ENSEMBLE DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES*
 (\$000 CDN)

	Année financière se terminant le 31 mars 1979	Année financière se terminant le 31 mars 1978	Année financière se terminant le 31 mars 1977
I Budget ordinaire de l'ONU	17,171	13,478	9,593
II Maintien de la paix			
FUNU FNUOD		3,589	2,803
FINUL	3,682		
III Programmes économiques et sociaux			
PNUD	39,000	34,000	29,000
HCR	1,000	850	750
FISE (UNICEF)	7,500	8,600	6,500
UNRWA**	5,150	4,000	3,550
UNITAR	80	80	70
UNEPTSA	270	250	225
PAM**	95,000	95,000	101,400
FNUAP	7,000	7,000	5,000
Sous-commission sur la discrimination	5	5	-
Fonds d'affectation spécial pour l'Afrique du Sud	20	20	10
Fonds pour la lutte contre l'abus des drogues	100	200	200
Fonds bénévole pour l'environnement	1,109	2,618	-
IV Institutions spécialisées et AIEA			
OIT		3,288	2,386
FAO		5,015	2,928
OMS		5,206	4,084
UNESCO		3,484	3,403
OACI		578	498
OMCI		53	47
UIT		1,229	928
OMM		291	286
UPU		365	291
AIEA		1,648	1,236
GATT		805	697
OMPI		180	-
V Association des Nations Unies au Canada	55	55	55

* Le Canada se range généralement au sixième, septième ou huitième rang des pays contributeurs.

** Les apports à l'UNRWA et au PAM comprennent une partie en argent liquide et une partie en espèces comme les céréales.

PARTICIPATION DU CANADA AUX ORGANISMES DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

1. Le 1^{er} janvier 1977, le Canada est devenu membre du Conseil de sécurité pour une période de deux ans se terminant le 31 décembre 1978. Il s'agit de son quatrième mandat. De ce fait, le Canada était membre des organismes du Conseil de sécurité suivants:

Comité d'experts sur le Règlement intérieur
Comité d'admission de nouveaux membres
Comité sur la Rhodésie du Sud

2. En tant que membre des Nations Unies, le Canada est représenté à chaque session de l'Assemblée générale des Nations Unies, ainsi qu'auprès de chacune des sept grandes commissions:

Première Commission (questions politiques et de sécurité)
Commission politique spéciale (questions politiques qui ne sont pas examinées par la Première Commission)
Deuxième Commission (questions économiques et financières)
Troisième Commission (questions sociales, humanitaires et culturelles)
Quatrième Commission (questions se rapportant aux territoires sous tutelle et aux territoires non autonomes)
Cinquième Commission (questions administratives et budgétaires)
Sixième Commission (questions juridiques)

3. Le Canada participe aussi aux travaux des organismes subsidiaires ou spéciaux suivants de l'Assemblée générale des Nations Unies:

Comité spécial des opérations de maintien de la paix (Comité des 33)
Comité spécial chargé d'étudier la situation financière des Nations Unies
Comité des relations avec le pays hôte
Comité des commissaires aux comptes
Comité des contributions
Comité des mesures collectives
Comité des conférences
Commission du désarmement
Comité consultatif scientifique des Nations Unies
Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants
Comité consultatif pour le cimetière commémoratif des Nations Unies en Corée
Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique
Conférence du Comité du désarmement
Comité spécial des fonds extra-budgétaire
Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre États
Comité spécial pour la question de la définition de l'agression
Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale
Comité consultatif du Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe

4. Le Canada fournit une partie de l'effectif nécessaire aux opérations suivantes de maintien de la paix, mises sur pied par le Conseil de sécurité:

UNMOGIP - Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan

ONUST - Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine

UNFICYP - Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

FUNU - Force d'urgence des Nations Unies chargée du maintien de la paix au Moyen Orient

FNUOD - Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement

5. Le Canada était membre du Conseil économique et social (ECOSOC) jusqu'à la fin de 1977; il est représenté dans les organes suivants de cet organisme:

A. Commissions techniques

Commission de statistiques

Commission des droits de l'homme

Commission sur les sociétés multinationales

B. Commissions régionales

Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL)

Commission économique pour l'Europe (CEE)

C. Comités permanents

Comité exécutif du Programme du haut commissaire pour les réfugiés

Comité de la science et de la technique pour le développement

Comité de l'examen et de l'évaluation

Comité des ressources naturelles

Comité des droits de l'homme

6. Le Canada est membre des organes spéciaux suivants:

UNICEF - Fonds des Nations Unies pour l'enfance (membre du conseil d'administration)

UNHCR - Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

CNUCED - Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

PNUD - Programme des Nations Unies pour le développement

PNUE - Programme des Nations Unies pour l'environnement (membre du conseil d'administration)

7. Le Canada est membre des institutions spécialisées et des organisations intergouvernementales suivantes:

AIEA - Agence internationale de l'énergie atomique (membre du conseil des gouverneurs)

GATT - Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

BASD - Banque asiatique de développement (membre non régional)

BID - Banque interaméricaine de développement

OIT - Organisation internationale du travail (membre du conseil d'administration)

FAO - Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (membre du conseil)

PAM - Programme alimentaire mondiale ONU/FAO (membre du conseil)

UNESCO - Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

- OMS - Organisation mondiale de la santé (membre du conseil d'administration)
- BIRD - Banque internationale pour la reconstruction et le développement (membre du conseil des gouverneurs)
- SFI - Société financière internationale (membre du conseil des gouverneurs)
- AID - Association internationale de développement (membre du conseil des gouverneurs)
- FMI - Fonds monétaire international (membre du conseil des gouverneurs)
- OACI - Organisation de l'aviation civile internationale (membre du conseil)
- UPU - Union postale universelle (membre du conseil d'administration)
- UIT - Union internationale des télécommunications (membre du conseil d'administration)
- OMM - Organisation météorologique mondiale (membre du conseil d'administration)
- OMCI - Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime
- OMPI - Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

SIGLES ET ABREVIATIONS

- ACAST - Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement
- AID - Association internationale de développement
- AIEA - Agence internationale de l'énergie atomique
- ACNU - Association canadienne pour les Nations Unies
- BIRD - Banque internationale pour la reconstructions et le développement
- CCD - Conférence de la Commission du désarmement
- CEE - Communauté économique européenne
- CEPAL
- CIJ - Cour internationale de Justice
- CNUCED - Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
- ECOSOC - Conseil économique et social
- FAO - Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
- FISE - Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
- FINUL - Force intérimaire des Nations Unies au Liban
- FMI - Fonds monétaire international
- FNUAP - Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population
- FNUOD - Force des Nations Unies chargée d'observer le dégage ment
- FUNU - Force d'urgence des Nations Unies
- GATT - Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
- OACI - Organisation de l'aviation civile internationale
- OEA - Organisation des États américains
- OIT - Organisation internationale du travail
- OLP - Organisation pour la libération de la Palestine
- OMCI - Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime
- OMM - Organisation météorologique mondiale
- OMPI - Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
- OMS - Organisation mondiale de la santé
- ONG - Organisation non gouvernementale
- ONU - Organisation des Nations Unies
- ONUDI - Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
- ONUST - Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve
- OUA - Organisation de l'unité africaine
- PAM - Programme alimentaire mondial
- PNUD - Programme des Nations Unies pour le développement
- PNUE - Programme des Nations Unies pour l'environnement
- RDS - Radiodiffusion directe par satellite
- SFI - Société financière internationale
- SALT - Les pourparlers sur la limitation des armements stratégiques
- SEAE - Le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures
- SWAPO - Organisation du peuple du Sud-Ouest africain
- UNESCO - Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
- UNETPSA - Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe
- UNFICYP - Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
- UNHCR - Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
- UNITAR - Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
- UNMOGIP - Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan
- UNP - Bureau des Affaires des Nations Unies, ministère des Affaires extérieures, Ottawa

UNRWA	- Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	
UNSCEAR	- Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants	
UIT	- Union internationale des télécommunications	AID
UPU	- Union postale universelle	AISA
WEOG	- Groupe des pays de l'Europe de l'Ouest et les autres	ACNU
		BIRD
		CCF
		CEP
		CEPAL
		CIJ
		CMUCD
		ECOSOC
		FAO
		FISE
		FINUJ
		FMI
		FRUAF
		FRUOD
		FUUNU
		GAFT
		OACI
		OEA
		OIT
		OLS
		ONCI
		OMM
		OMI
		OMS
		ONG
		ONU
		ONUDI
		ONUST
		OUA
		YAM
		PNUD
		PNUE
		RDS
		SEI
		SALT
		SEAP
		SWAPO
		UNESCO
		UNETSA
		UNFICYP
		UNHCR
		UNITAR
		UNMOGIP
		UNP

CA1
EA71
C16
EXF
1978-1979
DOCS

Canada at the 33rd Regular Session of the United Nations General Assembly



External Affairs
Canada

Affaires extérieures
Canada

Prepared by
the United Nations Political and Institutional Division,
Ottawa, August 1979

NOTE

This booklet provides the public with a compact reference on Canada's activities and policies at the 33rd Session of the UN General Assembly. It contains extracts from important Canadian statements and other information about Canada and the United Nations. A short introductory and summary paragraph normally precedes the extracts. Complete texts of several of the Canadian statements and more information about Canada at the UN may be obtained from the Domestic Information Programs Division (FID), Department of External Affairs, Lester B. Pearson Building, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0G2.

Canada at the 33rd Regular Session of the United Nations General Assembly

United Nations Day 1978

111

1. **OPENING OF THE 33rd SESSION OF THE GENERAL ASSEMBLY**
A. **Speech of the Secretary of State for External Affairs**

B. POLITICAL AND SECURITY QUESTIONS

- 1. Disarmament 9
- 2. Peacekeeping 11
- 3. Cyprus 14
- 4. Middle East 16
- 5. Rhodesia 17
- 6. United Nations Education and Training Programme for Southern Africa 18
- 7. Peaceful Uses of Outer Space 19

C. INTERNATIONAL ECONOMIC COOPERATION

- 1. North/South Dialogue 22
- 2. UN Assistance to Developing Countries 23

D. HUMAN RIGHTS

- 1. Thirtieth Anniversary of the Declaration of Human Rights 27
- 2. Canada's Position 28
- 3. Alternative Approaches to Human Rights 31
- 4. High Commissioner for Refugees 33
- 5. Rights of Women 35

E. ADMINISTRATIVE AND BUDGETARY QUESTIONS

- 1. UN Regular Budget 36
- 2. Financing UNEP and UNDP 37

F. LEGAL QUESTIONS

- 1. Charter Review 38
- 2. Hostage-Taking 40
- 3. Non-Use of Force 41

III. CANADA'S VOTING RECORD AT THE 33rd SESSION OF THE 38th GENERAL ASSEMBLY (UNGA) 44

IV. REFERENCES

© Minister of Supply and Services Canada 1979

V. STATEMENTS OF OFFICIAL CANADIAN PARTICIPATION IN THE GENERAL ASSEMBLY

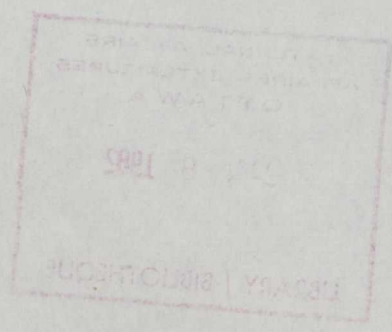
- 1. Canadian Delegation 45
- 2. Observers of the Canadian Delegation 45

EXTERNAL AFFAIRS
AFFAIRES EXTERIEURES
OTTAWA
JAN 8 1982
LIBRARY / BIBLIOTHÈQUE



Ca No 5-281978
44
2-17800-135-0 00021

Canada at the
83rd Regular Session of
the United Nations
General Assembly



© Minister of Supply and Services Canada 1979

Cat. No. E 2-89/1979

ISBN 0-662-50511-5

TABLE OF CONTENTS

	<u>PAGE</u>
FOREWARD: United Nations Day 1978	iii
I. CANADA AT THE 33rd SESSION OF THE UN GENERAL ASSEMBLY (UNGA)	
A. GENERAL DEBATE: UN Speech of the Secretary of State for External Affairs	1
B. POLITICAL AND SECURITY QUESTIONS	
1. Disarmament	9
2. Peacekeeping	11
3. Cyprus	14
4. Middle East	16
5. Rhodesia	17
6. United Nations Education and Training Programme for Southern Africa	18
7. Peaceful Uses of Outer Space	19
C. INTERNATIONAL ECONOMIC COOPERATION	
1. North/South Dialogue	22
2. UN Assistance to Developing Countries	23
D. HUMAN RIGHTS	
1. Thirtieth Anniversary of the Universal Declaration of Human Rights	27
2. Canada's Position	28
3. Alternative Approaches to Promote Human Rights	31
4. High Commissioner for Refugees	33
5. Rights of Women	35
E. ADMINISTRATIVE AND BUDGETARY MATTERS	
1. UN Regular Budget	36
2. Financing UNEF and UNDOF	37
F. LEGAL QUESTIONS	
1. Charter Review	38
2. Hostage-Taking	40
3. Non-Use of Force	41
II. CANADA'S VOTING RECORD AT THE 33rd SESSION OF THE UN GENERAL ASSEMBLY (UNGA)	44
III. APPENDICES	
A. INSTRUMENTS OF OFFICIAL CANADIAN PARTICIPATION IN THE GENERAL ASSEMBLY SESSION	
1. Bureau of UN Affairs, Ottawa	64
2. Canadian Permanent Mission, New York	64
3. Canadian Delegation	65
4. Observers on the Canadian Delegation	65

B. UNITED NATIONS SYSTEM

1.	Member States	66
2.	Observers	67
3.	UN Regional Groupings	68
4.	Non-Aligned Countries	69
5.	The Commonwealth	70
6.	Group of 77	70
7.	Chart of the UN System	71
8.	General Assembly	72
	(a) Functions	72
	(b) President	72
	(c) Vice-Presidents	72
	(d) Main Committees	73
	(e) Other Bodies	74
	(f) Voting	74
	(g) General Assembly Session	74
	(h) Security Council	75
9.	Senior Officials of Special Bodies and Specialized Agencies	76

C. CANADA IN THE UN SYSTEM

1.	Canada's Policies and Goals	77
2.	Regular Budget of the United Nations	77
3.	Canada's Financial Contribution 1960-78	78
4.	Canadian Participation	79

D. ACRONYMS AND SHORT FORMS

82

FOREWARD

UNITED NATIONS DAY 1978

In his United Nations Day message to Secretary-General Kurt Waldheim on October 24, 1978, the Secretary of State for External Affairs, the Honourable Don Jamieson, spoke about Canada's interest in disarmament, Namibia, UN effectiveness and adaptability, human rights and development. Here is part of Mr. Jamieson's UN Day message:

The Special Session of the General Assembly on Disarmament proclaimed the week of October 24th as "one devoted to fostering the objectives of disarmament". You, yourself, have reminded us that "no other forum can fulfil the requirement of universal involvement that the present situation demands".

The Government and people of Canada have found a basis for renewed faith in and optimism about the workings of the United Nations this past year as a result of the outcome of the attention devoted to disarmament. We view with satisfaction the fact that world leaders and other representatives used this occasion to transcend their own particular interests in order to join together to pursue effective measures of disarmament through negotiations and agreement. With other member states, Canada will participate with new hope in the negotiation of multilateral disarmament agreements, based on the program of action approved by the United Nations Special Session on Disarmament.

We are about to conclude our fourth term on the Security Council. We have sought, during our tenure on the Council, to help the United Nations to deal with conflicts in many parts of the world and we look forward, in particular, to positive results that may be achieved in Namibia. I was very pleased to have had the opportunity to meet with you on October 20, on behalf of my Western colleagues, in order to bring you up to date on the results of our talks in Pretoria on the question of Namibia.

Canada also shares the concern described in your report that the UN must make an effort "to find new procedures to match the speed, diversity and sheer complexity of modern life". It is important that the operations of the UN be understood and respected in member states. Our current procedures do not always help to encourage such understanding. In addition, Canada will continue to give close attention to the efforts in the United Nations to improve the rights of ordinary people throughout the world, and to narrow the gap between the standards of living enjoyed by those who live in developed and developing countries.

The Secretary of State for External Affairs, the Honourable Don Jamieson, addressed the first regular session of the General Assembly on September 26, 1973. He first discussed three key international issues: problems in Southern Africa, the Middle East dispute and violation of human rights. Mr. Jamieson reviewed recent developments concerning an internationally acceptable settlement of the Namibian question, and urged the South African government and Namibian leaders to reconsider the South African decision to proceed unilaterally with elections in Namibia. He mentioned Security Council actions and related Canadian policy towards South Africa. He also discussed Canada's position regarding the situation in Rhodesia. Here is what he said about the problems in southern Africa.

PART I

CANADA AT UNGA XXXIII

Eighteen months ago, the UK, France and the Federal Republic of Germany in a concerted effort to bring about an internationally acceptable settlement in Namibia. Since that day a great deal of progress has been made. Painstaking negotiations, and the personal participation of foreign ministers at key junctures in the negotiation process, have demonstrated what can be achieved when political will and a determination to succeed are brought to bear upon seemingly intractable problems. The Western Five members of the Security Council were able to draw up a compromise proposal which I was privileged to introduce on April 25 to the Assembly's Special Session. At that same time, I was able to announce South Africa's acceptance of the plan. In July, the South West Africa People's Organisation (SWAPO) also accepted the Western plan and we were thus able with the full cooperation of the parties and the active support of the African front-line States to take in the Security Council the first step towards the full implementation of our proposals. It was, therefore, with considerable optimism and satisfaction that we followed the progress of the Special Norway Mission which the Secretary-General dispatched to Namibia, under the leadership of his Special Representative, Mr. Hartfi Ahlswart.

When, on the basis of the findings of this Mission, the Secretary-General published his report and his recommendations as to how best we could discharge the mandate given to him by the Security Council, we had every reason to believe that the United Nations finally had in its hands the instrument capable of putting an end to 30 years of controversy and of bringing Namibia to independence in an internationally-acceptable manner. It was, therefore, with shock and dismay that we heard last week of the South African Government's decision to proceed unilaterally with elections in the territory.

Neither of the reasons invoked by the South African Government is valid. First, I wish to declare most categorically that the Secretary-General's report is fully in line with the original Western proposal. That report is a professional assessment of the human and financial means required to perform the tasks which our proposal calls for. Secondly, apart from a few extreme elements, all of those who have a claim to represent sectors of the Namibian population have already expressed their acceptance of UN involvement in the independence process. We simply cannot accept that there is now a need for some form of further consultation

**A. GENERAL DEBATE: UN SPEECH OF THE SECRETARY OF STATE
FOR EXTERNAL AFFAIRS**

The Secretary of State for External Affairs, the Honourable Don Jamieson, addressed the 33rd regular session of the General Assembly on September 26, 1978. He first stressed three key international issues: problems in Southern Africa, the Middle East dispute and violations of human rights. Mr. Jamieson reviewed recent developments concerning an internationally acceptable settlement of the Namibian question, and urged the South African government and Namibian leaders to reconsider the South African decision to proceed unilaterally with elections in Namibia. He mentioned Security Council actions and related Canadian policy towards South Africa. Mr. Jamieson also discussed Canada's position regarding the situation in Zimbabwe (Rhodesia). Here is what he said about the problems in southern Africa.

Eighteen months ago I joined my colleagues from the USA, the UK, France and the Federal Republic of Germany in a concerted effort to bring about an internationally acceptable settlement in Namibia. Since that day a great deal of progress has been made. Painstaking negotiations, and the personal participation of foreign ministers at key junctures in the negotiating process, have demonstrated what can be achieved when political will and a determination to succeed are brought to bear upon seemingly intractable problems. The Western Five members of the Security Council were able to draw up a compromise proposal which I was privileged to introduce on April 25 to the Assembly's Special Session. At that same time, I was able to announce South Africa's acceptance of the plan. In July, the South West Africa People's Organization (SWAPO) also accepted the Western plan and we were thus able with the full cooperation of the parties and the active support of the African Front-line States to take in the Security Council the first step towards the full implementation of our proposals. It was, therefore, with considerable optimism and satisfaction that we followed the progress of the Special Survey Mission which the Secretary-General dispatched to Namibia, under the leadership of his Special Representative, Mr. Martti Ahtisaari.

When, on the basis of the findings of that Mission, the Secretary-General published his report and his recommendations as to how best he could discharge the mandate given to him by the Security Council, we had every reason to believe that the United Nations finally had in its hands the instrument capable of putting an end to 30 years of controversy and of bringing Namibia to independence in an internationally acceptable manner. It was, therefore, with shock and dismay that we heard last week of the South African Government's decision to proceed unilaterally with elections in the territory.

Neither of the reasons invoked by the South African Government is valid. First, I wish to declare most categorically that the Secretary-General's report is fully in line with the original Western proposal. That report is a professional assessment of the human and financial means required to perform the tasks which our proposal calls for. Secondly, apart from a few extreme elements, all of those who have a claim to represent sectors of the Namibian population have clearly expressed their acceptance of UN involvement in the independence process. We simply cannot accept that there is now a need for some form of further consultation.

Mr. President, we are once more facing a grave situation. Our organization is now in a position to undertake the task of bringing to independence, through peaceful means, a new nation. We must urge those who wish to stand in the way of such a noble enterprise to reconsider their decision. The South African government must realize that its defiance of the will of the international community, particularly when that Government has been so closely involved in a long negotiations process, cannot be tolerated. To those leaders inside Namibia who are being led to believe that they can solve their problems through some sham electoral procedure, I can only say: think of the future of your country. Make no mistake: a so-called government chosen through the so-called elections currently envisaged by the Administrator General will never be recognized internationally. It is not too late and I sincerely hope that all concerned will reconsider their course of action.

South Africa

In November 1977, the Security Council imposed a mandatory arms embargo on South Africa, the first time the provisions of Chapter VII of the UN Charter had been invoked against a Member State. This step confirmed a policy voluntarily observed by Canada since 1963. The invocation of Chapter VII of the Charter has rightly been regarded as a grave decision, taken only after the most serious consideration and a careful weighing of the implications. This decision therefore reflects our belief that the perpetuation of the apartheid system will result in a continuing deterioration of peace and stability in southern Africa.

Canada has also expressed its support for a call to governments to review their economic relations with South Africa. Although this element was not incorporated into a Security Council resolution, the Canadian Government nevertheless decided to take certain steps. On December 19, 1977, for example, I announced that Canada was phasing out Government involvement in commercial relations with South Africa and would issue a code of conduct to govern the behaviour of Canadian companies with operations in South Africa. The Canadian Government will continue to keep its general relations with South Africa under review.

Zimbabwe

Mr. President, my government is much concerned too with the situation in Zimbabwe. We had hoped that the Anglo/American proposals and subsequent action by the Security Council would lead to general agreement. The attempt to follow a different path has had no success, and the country now faces increasing bloodshed and uncertainty. A continuation of the war would also have the gravest consequences for the stability of the region as a whole.

Clearly, an early meeting of all parties to the conflict is essential if there is to be any hope of securing a peaceful settlement on the basis of the generally accepted Anglo/American plan. Canada continues to hope that the plan might still be successful and would be willing, in such circumstances, to offer appropriate assistance.

* * * * *

Next, the Secretary of State for External Affairs talked about recent events in the Middle East. He urged the member states of the UN to promote the goal of peace in the Middle East and mentioned possible Canadian contributions in the future.

Middle East

All of us must be heartened by the remarkable progress achieved over the past year towards a just solution to the Middle East conflict. President Sadat's historic visit to Jerusalem less than a year ago and the warm reception given to him by Prime Minister Begin and the Israeli people have had a dramatic sequel in the accords at Camp David. The Government of Canada has sent its congratulations to President Carter, President Sadat and Prime Minister Begin for this act of statesmanship. The prospect of a real and durable peace is now much closer, although serious issues remain to be resolved.

Canada supported and encouraged the negotiating process begun in Jerusalem. We welcomed the bold initiative of President Carter in again bringing the heads of government of Israel and Egypt together at Camp David and we endorse the agreements reached there. They are a milestone on the long road to peace, a road which Canadian soldiers have watched over for more than twenty years.

The deliberations of this Assembly should serve to bolster confidence between the parties and to facilitate their negotiations. We must try to avoid recriminations and polemics, now that serious negotiations are under way. My plea is that we make an effort to moderate passions, to encourage constructive action in the area, and to strengthen the prestige and competence of the UN in the search for solutions. We do not know what the ultimate shape of a peace settlement might be. It might make provision for international involvement to assist in the implementation of its terms. Canada would consider very seriously a request to make an appropriate contribution to such an enterprise. Canada also hopes that other aspects of the problem will be addressed in the context of resolutions adopted by the Security Council. It may well be that generous financial contributions from the international community will be required; here too, Canada will certainly be prepared to assist within the limits of its capacity.

* * * * *

Mr. Jamieson also emphasized the need for all governments to observe their commitment to fundamental human rights. He called on the UN to investigate the human rights situation in Democratic Kampuchea and urged all states to alleviate the plight of Indochinese refugees. With respect to human rights, he also discussed international terrorism and the Bonn Declaration on Hijacking. Extracts from Mr. Jamieson's UN speech continue:

Human Rights

A third question demanding immediate attention, and action, is the lack of progress we have made in the United Nations in the protection of human rights throughout the world. A tragic example of this is the situation in Democratic Kampuchea. On September 8 my government brought to the attention of the Commission on Human Rights a detailed public report which was based on a series of voluntary statements made to Canadian representatives by individual Kampuchean refugees, a great many of whom had left Democratic Kampuchea recently. The testimony of the refugees clearly supports allegations from a variety of other sources that the Government of Democratic Kampuchea has systematically violated the fundamental human rights of its citizens, and that the repression and the killing are continuing. This situation cries out for the kind of effective action that this organization should be able to provide.

The Canadian government considers that an immediate investigation of the human rights situation in Democratic Kampuchea should take place. I urge members of this Assembly to support our recommendation to the Commission on Human Rights to take such action. I also ask members of the Assembly to consider their obligations to the increasing numbers of refugees from Vietnam, Laos and Kampuchea that are now under the care of the United Nations High Commissioner for Refugees.

Human rights is a problem of international dimensions. Their recognition and promotion, as the Secretary General reminds us, "is a legitimate concern of the world community". The new prominence that human rights has acquired is part of the natural evolution of an international system. Like so many other concerns, the concern about human rights can no longer be contained behind national boundaries. It is not a matter of laying down to governments how they should fashion their political or economic systems. It is simply a matter of making certain that governments observe the fundamental decencies of civilized life to which they have all pledged allegiance.

The issue of human rights will not go away. We have a clear choice. We can decide that the United Nations must face the issue squarely, or we will be forced to go elsewhere to seek a tolerable international consensus. In the view of the Canadian government the choice is clear. We believe that the United Nations is ideally equipped to evaluate objectively, dispassionately and impartially allegations of human rights violations. The better it is seen to function, the more confidence this Organization will command and the less individual governments will feel bound to call for action against others for gross and persistent violations of human rights.

Human rights can be violated in many ways, but surely one of the most despicable is international terrorism. Resolution 32/8 adopted by consensus at the last session of the General Assembly dealt with a specific aspect of terrorism -- hijacking. That resolution called on governments to take joint and separate action to ensure the safety of civil aviation and it was strongly endorsed by the Canadian delegation. We have continued to stress the need for further international action to combat terrorism in all its manifestations. Prime Minister Trudeau's initiative in developing and presenting a declaration on hijacking at the Bonn Summit in July clearly underlined Canada's commitment to take action to deal with this problem. The declaration commits the seven governments to suspend air links with countries which do not extradite or prosecute hijackers who come within their jurisdictions. Participants at the Bonn meeting urged other governments to associate themselves with this commitment. Many governments have indicated that they are prepared to do so. We urge all other members of the international community to follow this course as well.

* * * * *

Canada was elected to its fourth term (1977-78) as a member of the Security Council. Previous Canadian membership was in 1948-49, 1958-59 and 1967-68. The Secretary of State for External Affairs continued his speech by criticizing the passivity of the Security Council. He proposed periodic meetings of the Security Council at the ministerial level and suggested the size of the Council be reconsidered. Mr. Jamieson's remarks follow.

Security Council

The Council is too passive. All too frequently it turns a blind eye to situations which clearly constitute a threat to international peace and security. It continues to ignore its responsibility under the Charter to try to head off such threats before they arise. In my statement before this Assembly a year ago, I expressed the belief that informal and private exchanges between political leaders represented on the Council would help it to fulfil its responsibilities. In all candour I must report that we found that some of our colleagues were opposed to this approach. However, I continue to be convinced of the value of the concept of periodic meetings of the Council at ministerial level. Such meetings could give the Council the high-level political direction that is essential if it is to take the initiative in preserving peace when conflict is anticipated, as well as restoring it when conflict has occurred. Mr. President, I know that I am not alone in expressing these views, and I urge those members of the Council, present and future, who share them, not to give up their efforts to have the Council fulfil its role as envisioned in the Charter.

I also think that it is time to consider again the size of the Council. In 1965, when the membership was increased from 11 to 15, there were 118 members of the UN. Now there are 150. Many states which would contribute well to the work of the Council must wait a generation before they can hope to serve.

* * * * *

The Secretary of State for External Affairs also reviewed the Special Session on Disarmament, peacekeeping and peacemaking, economic and social questions and the Law of the Sea. The following paragraphs are portions of Mr. Jamieson's UN speech on the various topics.

Disarmament

The Disarmament Session adopted by consensus a program of action that clearly identified the most urgent negotiating tasks, including vigorous pursuit of measures to curb the nuclear arms race, the conclusion of a nuclear test ban treaty, and negotiation of an effective agreement on chemical weapons. Proposals made by my Prime Minister, and by other leaders, are under active discussion in many capitals. The Session's final document is the most authoritative statement of views, aspirations and objectives ever produced on the subject of arms limitation and reduction.

Peacekeeping and Peacemaking

Over the years, Canada has joined many other countries in supporting UN peacekeeping missions. We have supplied military or other personnel for every UN peacekeeping force which has taken the field, including the United Nations Interim Force in Lebanon (UNIFIL) established last March. The Council acted promptly and wisely in deciding to insert a UN force into the troubled situation which has prevailed in Southern Lebanon. The organization and subsequent conduct of UNIFIL is a tribute not only to the skilful diplomacy of the Secretary-General and his staff but to the readiness of member states from most regions of the world to help with UN peacekeeping. We cannot overlook, however, that UNIFIL has encountered problems in fulfilling all the terms of its mandate, and that the Lebanese Government has not yet been able fully to restore its sovereignty. The future success of UNIFIL will depend on the

forebearance and goodwill of all the parties involved, as indeed on the extent to which current and potential contributors to UNIFIL can plan their participation.

States which contribute contingents to peacekeeping forces are bound to be influenced by their perceptions of the kind of cooperation these troops receive from the parties. They will be influenced too by the kind of support which these operations receive from the rest of the membership, especially the permanent members of the Security Council. I note with regret that two permanent members have said they will not help pay for UNIFIL.

My country is unusually sensitive to the need for the UN to improve its advance planning arrangements for peacekeeping. It was only with considerable dislocation of our own requirements that we were able to supply specialized personnel for UNIFIL, and then only for six months. I urge all member states to consider again the earmarking of personnel, services and equipment for this kind of contingency. If the Secretary-General is to carry out the instructions given to him by the Security Council, which are usually based on the principle of equitable geographical distribution, he must have the widest possible freedom to select the resources required. The lack of readily available communications and logistics personnel is particularly regrettable. It is more than time, Mr. President, that the Special Committee on Peacekeeping Operations make firm recommendations on these questions.

Canada has a direct interest in a solution of the Cyprus problem. Canadian contingents have been in Cyprus, as part of the UN force, for fourteen years. Some of our soldiers are now doing their fourth tour of duty on the island. Many Canadians are beginning to feel that the continued presence of the force, instead of paving the way for a solution, may be a factor impeding it.

The history of Cyprus, as an independent and sovereign member of the international community, has been troubled. I believe that no useful purpose would be served in drawing up a ledger of responsibility for events that now lie in the past. What the international community has a right to expect of the people of Cyprus is that they use the resourcefulness and resilience they share with their Mediterranean neighbours, and such goodwill as still obtains, to draw up a new blueprint for their national existence in which all the parties will see their interests tolerably guaranteed. Given the legacy of the past, this will not be an easy enterprise. Nor will it, in my judgment, be achievable at all unless the process of negotiation between the two communities is made continuous. Otherwise, the momentum that has at one point or another been built up will inevitably be dissipated. The good offices of the Secretary-General are available to the parties. I would urge them to take full and prompt advantage of them.

Economic and Social Questions

We also expect this Assembly to address and influence those economic and social questions which are so vital to the welfare of our peoples. Peace and security will remain distant goals unless the basic economic and social needs of mankind receive adequate attention.

The industrialized countries account for a major share of international economic activity and their policies, therefore, have a particular impact upon the health of the world economy. We know that the recent performance of our industrial economies has not been good enough. The

leaders of seven major industrialized countries met just over two months ago and agreed on measures which they would take, individually and collectively, to improve this performance. My own government has since announced a series of measures designed to strengthen the growth of the Canadian economy. These efforts to improve our national economic performance are not inward-looking. On the contrary, my government remains convinced that a truly open world trading system provides the best framework for sustained economic growth for all of us. It also remains convinced that the problems of the industrialized world can best be solved by means which benefit all countries, developed and developing alike.

There is no quick or easy solution to current domestic or international economic difficulties, particularly those of the world's poorest countries, but some of the imperatives are clear. We must improve economic growth to enhance the international economy's ability to help meet the aspirations of developing countries for a more just economic order. We must resist pressures for self-defeating protectionism. We must bend every effort to a successful conclusion of the Multilateral Trade Negotiations, including satisfactory benefits for developing countries as well as for the world's principal traders.

Mr. President, frank and open exchanges on vital problems affecting the world economy must take place here. But if the General Assembly is to play its proper role in the process of working out equitable solutions to these problems, we need to clarify the mandate of the Committee of the Whole established under Resolution 32/174 and to make that Committee work.

The dialogue on economic issues continues on many fronts. Some progress is apparent. Prospects for a new Food Aid Convention have improved. Canada will participate actively and constructively in the resumed negotiations on a Common Fund for Commodities and we are confident progress can be made there as well. The calendar for 1979 is very challenging: the UN Conference on Trade and Development (UNCTAD V) in Manila, the World Conference on Science and Technology for Development in Vienna, the need to develop a new International Development Strategy for the 1980's and beyond. Canada has a deep interest in each of these events. This General Assembly session should contribute to their preparation as well as to the preparation of such events as the proposed World Conference on Renewable Sources of Energy. I invite delegations to help to keep us on the path of consensus in this process. Progress on all of these issues is at times frustratingly slow, but we must persist in our efforts until we succeed.

Law of the Sea

Over the past year the Third United Nations Conference on the Law of the Sea has made important progress towards adoption of a comprehensive oceans treaty. I am particularly encouraged by the improvements in the Informal Composite Negotiating Text on the prevention and control of vessel source pollution. The new text does not yet fully meet my government's objectives in this field. Nevertheless, it reflects an increasing awareness by the international community of the need for a more balanced sharing of coastal and flag state rights and duties. Most of the major elements of a global oceans treaty are now virtually

agreed. What remain are the most difficult "hard-core" issues relating primarily to an international system for deep seabed mining, and the translation of the common heritage concept into an equitable system for extracting the minerals of the deep ocean bed. We cannot afford to let the Conference fail, particularly now that it has accomplished so much and homeport is within sight.

Canada agrees however that the Conference must be brought to a conclusion as soon as possible. While an arbitrary deadline could impede, rather than expedite, the work of the Conference, we believe that the negotiations should end during the course of 1979. This would lead, we hope, to the adoption of a draft treaty in the early part of 1980. Canada will give its full support to the attainment of this objective.

* * * * *

The Secretary of State concluded his speech by touching on the challenge of UN member states to ensure the effectiveness of the Organization's activities. Mr. Jamieson said:

Despite its flaws and failures, the United Nations binds us to certain basic principles which are as valid now as they were in 1945. This organization has stood for a third of a century as witness to the ideal of the common accountability of every nation for enlarging the security prosperity and dignity of all mankind.

The challenge is to ensure that the UN system responds to the complex and changing environment in which we live. Our basic principles must not be encrusted with bureaucratic procedure. The momentum of this institution must be towards the issues of the day, not away from them. I am confident we will meet this challenge.

B. POLITICAL AND SECURITY QUESTIONS

1. DISARMAMENT

On November 21, 1978 before the First Committee of the General Assembly, Mr. G.A.H. Pearson, Adviser on Disarmament and Arms Control Affairs commented briefly on, among others, the following subjects: the Strategic Arms Limitation Talks (SALT), the Comprehensive Test Ban, the cessation of the production of fissionable material, studies on questions related to disarmament, the reduction of military spending and chemical weapons. He also mentioned the "strategy of suffocation" outlined by Prime Minister Trudeau during the Special Session on Disarmament. The following paragraphs were extracted from Mr. Pearson's statement.

To prevent war and to maintain international stability, most members of the United Nations believe that they must be prepared to defend themselves, either singly or collectively. This means that unless and until there is a radical change of attitudes amongst peoples and governments, which we cannot realistically anticipate soon, the goal of general and complete disarmament is bound to continue to seem a distant one.

Deterrence has been an important, perhaps decisive, factor in preventing a global war during the past three decades, but there is no assurance that deterrence will continue indefinitely to provide stability if the nuclear arms race continues. The appearance of new, more accurate and more efficient systems of weapons may upset the present balance or create perceptions and fears that it will do so. At the same time, the proliferation of nuclear weapons could increase the risk of war by accident or miscalculation, as well as making arms control agreements more difficult to achieve and verify. In addition, new weapons can erode the viability of, and confidence in, existing arms control treaties. Continuing development and production of nuclear weapons is fraught with such dangers that at some point in the near future the factors weighing against the use of nuclear weapons may be undermined.

We believe there cannot be any long-term solution to the problem of horizontal proliferation unless the two major nuclear powers succeed in halting and reversing vertical proliferation, as they are pledged to do by Article VI of the Non-Proliferation Treaty. Even in the short term, failure by the USA and the USSR to reach agreement to curb substantially their strategic nuclear weapons systems can seriously jeopardize the strengthening of the non-proliferation regime. We know that the two major nuclear weapons powers are conscious of these realities; otherwise they would not be committed to seeking agreement in the Strategic Arms Limitation Talks. We understand, too, that the SALT negotiations deal with the vital security interests of the USA and the USSR and their allies, and that in these circumstances progress cannot easily be made. However, we must confess that we find the pace of these negotiations very slow in view of the vital interest that we all have in their successful conclusion. Canada reiterates its earnest hope that the talks will soon lead to agreement.

I wish to repeat here the views of my government on the Comprehensive Test Ban, which was the first of the four points outlined by my Prime Minister in his "strategy of suffocation" to arrest the dynamic of the nuclear arms race:

- a treaty prohibition of nuclear tests, with effective verification to provide adequate assurance of compliance, would be an additional qualitative restraint on the nuclear weapons development process and thus have an impact on vertical proliferation;
- as a multilateral treaty to which non-nuclear weapons states as well as nuclear weapons states might adhere, it would also have value in reinforcing the international system to prevent horizontal proliferation,
- Canada believes that a comprehensive test ban should be pursued as a matter of urgency as stipulated in paragraph 51 of the final document of the Special Session. We understand that the negotiations now being pursued by the USA, the UK and the USSR are close to conclusion and we can look forward to early consideration of the results in the Committee on Disarmament.

On many occasions, and most recently during the Special Session, Canada and many other states have drawn attention to the fact that agreement on the cessation of the production of fissionable material for weapons purposes would also contribute to the ending of the nuclear arms race. We welcome the explicit recognition of this approach in paragraph 50 of the final document of the Special Session on Disarmament. Obviously, as is the case with many other measures in the disarmament field, the usefulness of such an agreement would depend on the application of effective verification measures, which in this instance should include acceptance of full-scope or comprehensive safeguards under the IAEA (International Atomic Energy Agency) or some equivalent system.

The objective, in our opinion, should be the elaboration by the Committee on Disarmament of a multilateral treaty, to which both non-nuclear and nuclear weapon states might adhere, prohibiting the production of fissionable material for nuclear weapons or other nuclear explosive devices, and prohibiting the diversion for nuclear weapons or other nuclear explosive devices of any fissionable material produced in connection with peaceful uses of nuclear energy. Such a measure would have the advantage of focussing in the same instrument on both the vertical and horizontal dimensions of the proliferation of nuclear weapons. However, before negotiations could proceed very far in the multilateral phase, it would be desirable for the two major nuclear powers, and any other nuclear weapons states willing to participate, to explore the "cut-off" aspects, including the verification aspects applying particularly to nuclear weapons states. Verification backed up by full-scope safeguards would ensure that all parties to such an eventual treaty would be bound essentially to the safeguards accepted by the non-nuclear weapons states party to the Non-Proliferation Treaty. Canada therefore believes that it would be appropriate, especially in view of the renewed interest shown in this subject, that this question be given early consideration in the Committee on Disarmament.

Two other elements of the "strategy of suffocation" would be agreements to stop flight-testing of all new strategic delivery vehicles, and to

limit and then progressively to reduce military spending on all new strategic nuclear weapons systems, subject to the proper verification procedures. Even if at the present moment concrete steps toward implementation of the whole strategy may be premature, nevertheless they can and should be studied, either individually or as a part of a concerted approach. The Special Session has already commissioned a somewhat similar study on disarmament and international security. We are also looking forward to the recommendations of the Secretary-General's Advisory Board concerning a United Nations studies program. We would expect that a part of this program would include the constructive proposal by Sweden for a study of nuclear weapons systems. Such a study would provide a further opportunity to examine the kind of approach proposed by Canada.

Clearly, balanced reductions of military expenditures in a bilateral, regional or even worldwide context would also have considerable benefits. The development of a standardized system of reporting could open the way to the possibility of creating measures for the reduction of military expenditures. We ought to consider the possibility of multilateral discussions on how and in what fields of military spending these reductions could be implemented. Necessary conditions for progress would be greater willingness to make information available and the need for adequate verification. I must here express disappointment that support for a pilot study of a standardized reporting system has been limited so far to a very small number of countries. Without the participation of countries from different geopolitical groups, including all nuclear weapons states, any such test will be of limited value.

The negotiation of a treaty on chemical weapons has been given high priority by this Assembly for many years. Intensive bilateral discussions are going on between the USSR and the USA to produce, as requested, a joint initiative for submission to the Conference on Disarmament. We understand that progress is being made, but that it may take some time before the key elements of a treaty can be tabled in the Committee on Disarmament by their two co-sponsors. We would like to express here the strong hope that, when the Committee meets, it will start work on areas where there is already a large measure of agreement, such as the scope of a future treaty, whether or not the bilateral negotiations are complete. It is obvious that there will be considerable work to be done before we begin the negotiation of a multilateral treaty on chemical weapons. We believe that the Committee on Disarmament could usefully begin this task by establishing a working group that, for example, could deal with the definition of chemical agents.

2. PEACEKEEPING

On November 30, 1978 the Representative of Canada, Mr. Maurice Dupras, M.P., delivered the Canadian statement in the Special Political Committee of the General Assembly on "the comprehensive review of the whole question of peacekeeping operations in all their aspects". He spoke about the work of the Special Committee on Peacekeeping Operations and the peacekeeping and "peacemaking" process. Mr. Dupras also touched on the relatively limited number of countries in the peacekeeping club, the question of financing, other practical measures to improve peacekeeping operations and a draft resolution supported by Canada. Portions of the Canadian Representative's statement follow:

United Nations peacekeeping operations have served this Organization well in its task of maintaining international peace and security. Since 1956, when the first UN peacekeeping force was established, the presence of blue berets has helped reduce tensions in crises with the ultimate intent of creating the right climate for a negotiated settlement of the conflict in question. Since 1973, three new peacekeeping forces have taken the field. In March of this year, the Security Council established the United Nations Interim Force in Lebanon (UNIFIL). In September, the Council authorized the creation of a United Nations Transition Assistance Group (UNTAG) to serve in Namibia. Other UN peacekeeping operations and observer missions continue in the Middle East, Cyprus and elsewhere. Despite this demonstration of the continuing importance of UN peacekeeping, political differences continue to inhibit the Organization from making full use of previous peacekeeping experience. The Special Committee on Peacekeeping Operations continues its search for agreed guidelines on the establishment, command, control and financing of peacekeeping missions. The practical aspects of peacekeeping remain under discussion. However, during this past year, there has been little examination of or progress on these matters in that Committee. While this situation persists, UN forces are still being set up on an ad hoc basis and this obviously is unsatisfactory.

The events of the last year have tended to confirm the lessons which Canada has drawn from its participation in peacekeeping. First, both the peacekeeping and "peacemaking" process must be tackled concurrently if a negotiated solution to a dispute is ever to be found. Provision should be made wherever possible, when the Security Council is establishing a new force, that its mandate be of a limited duration and that means to settle the dispute be envisaged. In Cyprus, the simple presence of UNFICYP has not sufficed to solve the problems of that island. What is needed is the resumption of negotiations on a continuous basis between the two communities under UN auspices. In the Middle East, by contrast, the Camp David agreements between Egypt and Israel appear to have successfully advanced the "peacemaking" process and this process has unquestionably been facilitated by the presence of UNEF in the Sinai peninsula. A crucial prerequisite for the success of a peacekeeping mission is that the parties concerned accept the presence of the force and agree to maintain a ceasefire. The importance of this has been underlined in southern Lebanon since UNIFIL was created. Despite the force's accomplishments to date, we cannot overlook the problems it has encountered in fulfilling all the terms of its mandate. If UNIFIL is to achieve complete success, it must have the full co-operation and backing of all those in the region.

The respective roles of the Security Council and the Secretary-General in the command, control and supervision of peacekeeping operations remain in dispute in the Committee of 33. While there can be no doubt of the primacy of the Security Council in the establishment of peacekeeping operations, we continue to believe that the Secretary-General must have clear authority to direct the day-to-day operations of any peacekeeping force. Otherwise the Organization will not be able to respond adequately and expeditiously to the urgent and unforeseen problems that inevitably occur in the course of an operation. The Secretary-General should also nominate the force commander, as he is in the best position to select a qualified commander acceptable to the parties concerned and to the Security Council.

The number of countries participating in UN peacekeeping operations has remained comparatively limited. Only nineteen states have joined in two or more of the major peacekeeping operations. We are pleased to note that this year there has been a new addition to the "peacekeepers' club" with the decision of the Government of Fiji to contribute troops to UNIFIL. We would encourage other members to give serious consideration in future to participating in peacekeeping operations.

The financing of UN peacekeeping operations remains an area of serious concern to my government. A number of forces are accumulating deficits which, if left unchecked, may lead to serious budgetary problems for the United Nations. The cost of peacekeeping operations should be borne by members in accordance with article 17, paragraph 2 of the Charter. The special scales of assessment as applied to UNEF II, UNDOF and UNIFIL appear broadly acceptable to the membership of the Organization. We would urge all those who have been withholding part or all of their assessments to pay them promptly. A selective approach to financial support for assessed UN activities can only provide an unfortunate precedent which other member states may then apply elsewhere in the UN system.

Canada is equally concerned with the practical implementation of peacekeeping operations. As a long-standing participant in UN peacekeeping operations, we consider that much can be done to improve the capacity of the United Nations and its member states to prepare to send forces into the field. These measures need not wait for the Special Committee on Peacekeeping Operations to agree on guidelines for peacekeeping missions. We are pleased to note that a number of those practical measures are mentioned in the draft resolution which is now before this Committee. The Canadian Delegation has been pleased to join the ranks of the co-sponsors of the draft resolution which has been prepared on the initiative of the members of the European Community. We realize that it is a compromise draft, but we believe that it nonetheless has much to offer. This draft resolution also makes positive references to peacekeeping training which my Delegation supports wholeheartedly. This is the first time that such an element has appeared in a draft resolution of the General Assembly and Canada welcomes this development. We believe that training for peacekeeping would have a beneficial effect on the implementation of any United Nations peacekeeping operation and increase the effectiveness of such a force in the field. The types of training we have in mind would include the following: the "topping up" of national military training programs with special courses on UN peacekeeping operations and observer missions; the sharing of experiences gained in peacekeeping roles, leading eventually to the evolution of internationally-agreed standards and a common training manual for United Nations peacekeeping assignments; prior training for officers designated to senior command or staff positions, under United Nations auspices and/or coordination; and the convening of regional or international seminars on peacekeeping.

Canada remains concerned to see that peacekeeping continues to play its role in the maintenance of international peace and security. We fully intend to maintain our active participation in the work of the Special Committee on Peacekeeping Operations in the coming year and we consider that the adoption of this draft resolution by the General Assembly will encourage the Committee to pursue its efforts with renewed vigour and

dedication. We believe that both practical measures and guidelines will have to be dealt with on an equal-priority basis by the Special Committee and its working group. Both are of importance to the efficient and effective functioning of United Nations peacekeeping forces. At a time when peacekeeping is so much in the public eye, this Organization must make an especial effort to resolve many of those problems which, in the past, have complicated the implementation of United Nations peacekeeping operations.

3. CYPRUS

Ambassador William H. Barton, Permanent Representative of Canada at the United Nations, outlined the Canadian position on the question of Cyprus. In his statement to the Plenary of the General Assembly on November 9, 1977, he touched on the steady interest of the Secretary-General in the problems of Cyprus and the important participation of Canada in the United Nations Force in Cyprus (UNFICYP). Referring to the visit by the Secretary of State for External Affairs to Greece, Cyprus and Turkey as well as recent discussions in Ottawa between Mr. Jamieson and Mr. Okcum, Foreign Minister of Turkey, Ambassador Barton stressed the desire that renewed intercommunal talks would soon occur through the good offices of the Secretary-General. Parts of the Canadian statement follow:

The Canadian Delegation, while sometimes disheartened by the seeming intractability of the problems in Cyprus, has been encouraged by at least one consideration. This is that both sides seem to be agreed that the United Nations can usefully be involved in the process of finding an accommodation. In this connection, we have noted that the Secretary-General continues to take a close personal interest in the problems of Cyprus. Canada's interest in the Cyprus question stems partly from general concern with the maintenance of peace and security in the eastern Mediterranean. It stems also from concern for the plight of a fellow member of the Commonwealth. The principal focus of Canada's involvement remains, however, the presence on the island, for the fifteenth consecutive year, of a Canadian contingent as part of the United Nations Force in Cyprus. A total of over 20,000 Canadian soldiers have now served in Cyprus and many have served several tours of duty there.

In the Security Council debate last June on the renewal of the mandate for UNFICYP, the Canadian representative made reference to two aspects of the Cyprus question on which some movement might be possible. The first was the possibility that the Nicosia International Airport might be reopened for normal traffic. The second was the possibility that Varosha might once again be resettled. We have been pleased to note that references to such a possible resettlement have been included in speeches at this General Assembly by representatives of both Cypriot communities.

Mr. President, in their contributions to this debate, representatives of both communities have referred to the underlying problems of their troubled land. Foreign Minister Rolandis has rightly evoked the Turkish military intervention of 1974 and the suffering which has been caused thereby. In this connection, the question of "disappeared persons" is a matter of great concern to the Canadian Delegation and, indeed, to the Canadian people. In turn, Mr. Denktash has referred - equally

pertinently - to the desperate situation prevailing to Cyprus prior to 1974 and the Turkish intervention. These two differing but complementary viewpoints illustrate once again the necessity of recommencing, in the words of Mr. Rolandis, the intercommunal negotiations on a meaningful basis. A basis has, of course, already been laid out in the joint communiqué issued by the late Archbishop Makarios and Mr. Denktash in February 1977 and the four points contained therein. In this context, we have noted with satisfaction that Messrs. Denktash and Michaelides were in agreement that those 1977 guidelines remained valid as a framework for any resumed intercommunal negotiations. We also recognize that for those negotiations to be meaningful there will have to be, at least implicitly, mutual recognition of the realities. These include the need for the Turkish-Cypriot community to be flexible on the issue of territory. They include also the necessity for the Greek-Cypriots to satisfy some essential requirements of the Turkish-Cypriot community with respect to constitutional arrangements. We were heartened to hear that representatives of both communities had reaffirmed their dedication to the principles of sovereignty, independence and territorial integrity as applicable to the Republic of Cyprus.

Canadian spokesmen at the United Nations have been reiterating on every possible occasion that the process of peacekeeping, in which Canada is engaged in Cyprus, should be accompanied by peacemaking. Canada, as a contributor to UNFICYP, would like to be assured that this is indeed the case. We need to be reassured by the actions of the parties concerned that the search for a mutually tolerable accommodation is in fact being pursued earnestly and with determination. We think it reasonable to expect that the parties will bend their efforts to find an accommodation that enables the UN peacekeeping force to leave Cyprus rather than keep the peacekeeping force as guardian of the status quo. We have made our views known on the lack of financial support for this operation and I do not propose to repeat them. I would say now that the Canadian Government cannot contemplate an indefinite peacekeeping presence in Cyprus. We are finding it increasingly difficult, before our public opinion, to justify Canadian participation in peacekeeping operations when they show little sign of contributing to the process of peacemaking.

The Canadian Government has been actively considering various aspects of the Cyprus problem in the past year. For instance, in the last twelve months, the Secretary of State for External Affairs, Mr. Jamieson, has visited Greece, Cyprus and Turkey and had useful discussions with the political leaders in those countries. Additionally, the Turkish Foreign Minister, Mr. Okcun, has just been in Ottawa. Through these various encounters we are convinced that a useful dialogue can and must be maintained both here in the United Nations and elsewhere. We hope and pray that the intercommunal negotiations, through the good offices of the United Nations Secretary-General, will recommence shortly. To encourage this development, the Canadian Delegation believes that it is incumbent upon the General Assembly to adopt resolutions which all delegations can support and implement and to eschew language which would merely exacerbate the political tensions which unfortunately still exist on the island of Cyprus.

4. MIDDLE EAST

In a statement on October 30, 1978 in the Special Political Committee, Mr. Maurice Dupras, M.P., Representative of Canada, disclosed Canada's policy with respect to the Middle East and the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees to the Near East (UNRWA). Mr. Dupras spoke about the future of the Palestinian people, the "Framework for Peace in the Middle East" adopted at Camp David and Israeli policy on providing shelter for Palestinian refugees. He also urged the member states of the United Nations to support the humanitarian work of the UNRWA. The following paragraphs are extracts from Mr. Dupras' statement.

The central element of the Middle Eastern problem is the future of the Palestinian people. My government considers that their legitimate concerns must be taken into account in any peace settlement and that they have the right to participate in any negotiations to determine their future. The Canadian Government further believes that there should be an appropriate territorial foundation for the political self expression of the Palestinians and that this should be implemented as part of an overall settlement. We consider that all other elements for a just and equitable peace in the Middle East, beyond those which I have just given, are contained in Security Council Resolutions 242 and 338.

We think that the "framework for peace in the Middle East" agreed at Camp David contains a good basis from which a just and equitable solution could be achieved. This framework was never intended to solve all outstanding questions, instead it provides the means for the parties concerned to reach agreement through further negotiations. With goodwill we expect that difficult problems can be surmounted and that peace for which we have longed can be achieved. We hope that our confidence is well placed and that a solution which does meet the concerns of the Palestinian people will be reached.

One of the resolutions with which we will be dealing will, we expect, be similar to resolution 32/90/C "Palestine Refugees in the Gaza Strip". Delegations will recall that my delegation changed its vote last year on that resolution. We had previously voted in favour but last year we detected a slight change in the Israeli position. In order to encourage what we hoped would be a change in their policy on providing shelter for the families whose homes were destroyed by demolition in July and August 1971, we changed our vote. Nations will recall that, in 1971, the Israeli occupying authorities demolished the shelters of 2554 families to provide access roads within the camps giving rise to the motion which calls, inter alia, for the return of the refugees concerned to the camps from which they were removed and for the provision of adequate shelters for their accomodation. Last year Israel was reported to have provided housing free of charge for the first time to some of the families on the hardship list. This year we see from the report of the Secretary-General in document A/33/285 that the offer of free housing was extended to additional families on the list. We hope Israel will continue to extend this policy. We will therefore continue to abstain on resolutions similar to 32/90/C so long as there is specific evidence of progress.

That having been said, UNRWA itself is apolitical, an organization which gives substance to the humanitarian concerns of the world community for

the plight of the Palestinian people. It would like, therefore, to leave behind the political aspects of the problem and to concentrate on its humanitarian side.

There are almost 1,800,000 registered refugees for whom UNRWA provides services though, as the Commissioner General points out in his report, the eligibility to receive services varies and less than 17.5% of those registered are authorized to receive all services. Those services which are provided - education, relief and health - are, in the words used by the Commissioner-General, quote one of the clearest practical examples of what international cooperation can achieve in pursuit of the United Nations' goal of improving the human condition unquote. I urge those who contribute generously to UNRWA to continue to do so, those who can contribute more to be generous and those who do not contribute at all to be compassionate and contribute. But most of all, I urge those who can do something to solve the underlying problem to spare no efforts in the search for a solution.

5. RHODESIA

Mr. P.A. Lapointe, Minister and Deputy Permanent Representative, stated Canada's position on the question of Rhodesia in the Fourth Committee of the General Assembly on November 6, 1978. He discussed the worsening situation in Rhodesia, the effective enforcement of sanctions and the Anglo-American proposals to bring about an internationally acceptable peace in Zimbabwe. Here are some of Mr. Lapointe's comments on the subject:

The climate in which we again consider the question of Southern Rhodesia is not good. In a number of respects, the situation has worsened during the past year. We have listened with interest to the statement of the delegate of the United Kingdom and welcome the continuing efforts of his government along with that of the United States to bring about a solution to this continuing tragedy. In doing so, however, we do not minimize the very real difficulties that lie ahead in the immediate future.

Canada still considers that effective enforcement of sanctions against Rhodesia is a key element in bringing the full weight of international pressure to bear on the illegal regime. We are, therefore, deeply concerned at recent information which suggests that sanctions are not being implied with the vigilance and sense of purpose which was intended when comprehensive measures were first introduced. We are gratified that the United States of America, in March last year, saw fit to enact legislation nullifying the so-called Byrd Amendment and, thereby, closing one of the most important loopholes which, since 1971, had prevented the implementation of a fully effective sanctions program. We are concerned, however, by the type of sanctions evasion suggested in the recently-published Bingham Report on the Supply of Petroleum and Petroleum Products to Rhodesia. The Government of the United Kingdom is studying the Bingham Report with a view to determining what legal action may be appropriate, and it may be that their findings will shed more light on the scope of the breach. Of course, as long as South Africa refuses to cooperate in the enforcement of sanctions against the illegal regime, economic measures cannot have their desired effect. Canadian authorities would be prepared to give careful examination to suggestions for the tightening of the implementation of oil sanctions in order to ensure that their purpose can be achieved.

Mr. Chairman, Canada has been steadfast in its support for the Anglo-American initiative to bring peace to Zimbabwe through an internationally supervised transition to majority rule which would allow the participation of all Zimbabweans in the process. While our support continues unabated, we are somewhat disheartened by what appears to be double-talk on the part of the internal leaders and by the ambiguity with which they approach the prospect of an all-party meeting at which genuine negotiations would be opened with a view to early implementation of the Anglo-American plan. We, like most others in this committee, are frustrated by the incessant delays in the beginning of realistic negotiations and are angered by the viciousness with which military solutions are pursued while the pretence of openness to peaceful approaches is maintained.

The international resolve to see the violence, aggression, torture and killing stopped must be maintained and strengthened; the Patriotic Front must be encouraged to cooperate within the framework of the Anglo-American formula and the internal leaders must be made to understand that continued violence borne of desperation can only seal their fate. Smith and his colleagues must be made to see that only through the negotiations envisioned in the Anglo-American plan can there be any hope for his people, even in the short term.

6. UNITED NATIONS EDUCATIONAL AND TRAINING PROGRAMME FOR SOUTHERN AFRICA.

Mr. William H. Barton, Ambassador and Canadian Permanent Representative to the United Nations, delivered a statement to the Fourth Committee of the General Assembly on November 21, 1978 about the United Nations Educational and Training Programme for Southern Africa (UNETPSA). As Chairman of its Advisory Committee, he discussed UNETPSA since its beginning in 1968. Despite some encouraging results recently, UNETPSA continues to suffer from difficult financial problems. Mr. Barton also discussed two proposals of the Advisory Committee to strengthen UNETPSA's activities. This is what Mr. Barton actually said about the Programme:

Since the Programme began in 1968 it has made available individual awards for young people living under colonial or minority régimes in southern Africa. The participants in the Programme have included students from Namibia, Rhodesia and South Africa as well as from the newly independent countries of Angola, Cape Verde, Guinea-Bissau. Since the Programme began, 21 states have made available scholarships for students from southern Africa for training in their own countries. Fifty-six per cent of the recipients of UNETPSA awards are attending courses in African universities. The remainder are attending institutions in Asia, Europe and North America, due to the limitations on the intake of foreign students in many African institutions and also because of the need for training in fields not available in African universities.

But I would be quite incomplete, Mr. Chairman, if I did not outline the financial problems that the Programme continues to face as a result of the continuing flow of young people from southern Africa who are seeking political asylum and educational opportunity in neighbouring states. As a result of the political situation in South Africa, Southern Rhodesia and Namibia, the Programme has received 3,082 applications from qualified candidates in 1977-78. This represents a 53% increase in

applications over the previous year. In addition, the average cost of a scholarship award in some countries has almost doubled and this has placed heavy financial burdens on the Programme which was obliged, at times, to provide partial awards instead of full awards in order to accommodate as many candidates as possible. While I do not mean to imply here, Mr. Chairman, that the programs should expand indefinitely, I do suggest that increased efforts on the part of all concerned governments must be made if the Programme is to carry out successfully its mission of permitting young people from southern Africa to enjoy training and educational opportunities which would otherwise be denied them.

Mr. Chairman, the Advisory Committee on the United Nations Educational and Training Programme for Southern Africa at its 26th meeting held on October 30, 1978 decided that, in view of the outflow of numerous young student refugees from southern Africa into neighbouring states and the increase in the size and scope of the Programme, it would be desirable to strengthen the Programme by the addition to the Advisory Committee of a limited number of new members to be appointed by the President of the General Assembly. In this regard, it would seem appropriate to add new members from the major donor countries as well as from countries which host students under this Programme.

The Advisory Committee has also decided that given the changes in the situation throughout southern Africa since 1975 when the first field evaluation of the Programme was conducted, the General Assembly should appoint a team of four or five people to undertake a second field evaluation of the Programme in consultation with the Secretary-General in order to find ways and means to improve and expand the Programme and to provide better educational opportunities to meet the increasing demands on the resources of the Programme. The team might be expected to visit the headquarters of specialized agencies and other relevant international organizations in Europe as well as certain donor countries and a number of host countries in Africa.

7. PEACEFUL USES OF OUTER SPACE

Mr. Maurice Dupras, M.P., Representative of Canada, gave the Canadian statement in the Special Political Committee of the General Assembly on October 17, 1978 concerning peaceful uses of outer space. First he described Canada's space program and touched on Canadian participation in international collaboration for peaceful use and application of satellites. Next, Mr. Dupras discussed the report of the Committee on the Peaceful Uses of Outer Space, raised the question of the nuclear-powered satellite COSMOS 954, which had crashed on Canadian territory, and mentioned the lack of progress on the issue of direct broadcasting by satellite. Lastly, he stated that Canada would cosponsor a resolution introduced by Austria on peaceful uses of outer space. Here are Mr. Dupras' remarks on behalf of Canada.

Our primary interest has been in the development of communications by satellite. There are now three Canadian ANIK satellites providing communications services to remote Canadian communities. An ANIK B satellite, the first of a new generation, is due to be launched next month. The joint Canadian-American Communications Technology Satellite, known as Hermes, has proved successful: numerous experiments have been

conducted and a third year of operation is now being planned. Another main area of activity has been remote sensing of the earth's resources. The Landsat program has been of great value to Canada and to many countries of the world. We have recently concluded an agreement with the United States on cooperative experiments to be carried out in Canada using the Proof-of-Concept Radar Satellite, SEASAT. The satellite receiving station at Shoe Cove, Newfoundland, has been modified to acquire sensor data over the northwest Atlantic and eastern Canada.

On the international level, Canada is actively involved in expanding cooperation in the peaceful use and application of satellites. We are seeking to upgrade and augment our status vis-à-vis the European Space Agency; we are discussing means of international cooperation in search and rescue; we are participating in projects of international development assistance. It is our firm belief that the further development of space technology will best be achieved through international cooperation.

I would like now to refer to the report of the Committee on the Peaceful Uses of Outer Space, which is before this Committee. From our point of view, the 21st session of the Committee was most productive. As members are aware, Canada raised the question of the use of nuclear power sources in outer space in the United Nations at the February meeting of the Scientific and Technical Sub-Committee, which took place shortly after the nuclear-powered satellite COSMOS 954 fell on Canadian territory, scattering debris, some of which was radioactive, over a wide area of the Canadian north. Our purpose in raising the issue at that time, and later in the Legal Sub-Committee, was to draw attention to the international implications of the incident as a matter of concern to all countries, and to propose measures for the development of an international regime of safety standards to govern the use of nuclear power sources in outer space. To this end, we have made a number of proposals.

We are pleased to note that many of these proposals gained widespread support in the Outer Space Committee and that at its 21st session Committee members agreed to establish a working group of experts under the Scientific and Technical Sub-Committee to consider "technical aspects and safety measures relating to the use of nuclear power sources in outer space". In view of the consensus obtained in the Outer Space Committee, we hope that this body will approve this decision so that the Working Group of Experts could meet next February, during the 16th session of the S&T Sub-Committee. The report of the Outer Space Committee also contains a request that launching states notify states concerned in the event that a space object with nuclear power sources on board is malfunctioning with a risk of re-entry. We consider that these consensus recommendations of the Outer Space Committee represent a recognition by the UN of an important international issue and that they provide for a program of constructive action which will benefit all countries. We strongly support these recommendations and hope that all member states will join in this cooperative effort to minimize the risk of harm to mankind and the environment from the use of nuclear power sources in outer space.

There is one area in particular, where we regret the lack of progress that has been made. This concerns the stalemate which has developed on the issue of direct broadcasting by satellite (DBS). For a number of

years the Canadian Delegation, in cooperation with other delegations, has been active in the development of principles to govern DBS. However, no further progress on the completion of these principles was possible at the 1978 sessions of either the Legal Sub-Committee or the parent committee. We would hope that this would not continue to be the case next year.

In conclusion, Mr. Chairman, I should like to state that my delegation will be very pleased to co-sponsor the omnibus resolution on the Peaceful Uses of Outer Space which is to be introduced in this Committee by my distinguished colleague from the Delegation of Austria. With the clear guidance provided by this resolution, progress will be made during the next year and in this collective effort I pledge Canada's full support and cooperation.

C. INTERNATIONAL ECONOMIC COOPERATION

1. NORTH/SOUTH DIALOGUE

The Canadian Delegate to the Second (Economic and Financial) Committee of the General Assembly, Mr. Roger Rousseau, currently Canadian Ambassador to Venezuela, spoke on October 27, 1978 about Canada's perception of international economic cooperation and the ongoing North/South dialogue. He stressed the need to accelerate the growth of developing countries by taking action in such areas as trade, aid, transfer of technology, energy and the elaboration of a new international development strategy. Portions of the Canadian Delegate's statement follow.

According to the last report on world development which has just been published by the World Bank, there are still numerous problems which will require unprecedented co-operation if we wish to bring about changes of benefit to the poorest populations.

Many speakers have stressed the lack of progress in resolving the problems of the developing countries. In the ongoing process of political development, we must not miss the opportunities given us to make real progress in a spirit of co-operation. Improvement of the international economic climate will promote these opportunities. A more solid economic foundation will encourage us further to carry out the structural changes necessary to promoting a more rational distribution of economic activities among the nations. The industrialized countries, which are devoting a great deal of energy to improving their economic performance, see a few encouraging signs. It is true that changes are necessary in the international economic system, and that progress must be made in this area, but it is equally true that change which at times may be difficult is necessary in the domestic economic policies of both the industrialized and the developing countries. We must continue our efforts at increasing international trade, putting particular emphasis on the needs of the developing world. As numerous delegates have reminded us, it is important that the industrialized countries adopt national transitional aid measures that will become ever more useful as international trade develops. In another connection, it should be noted that the industrialized countries are rapidly increasing their exports to the Third World, notably in the sector of manufactured products.

Not all the developing countries are benefiting by wider access to the markets. Some of them have problems of a different nature which cannot be solved by strategies based primarily on exports but rather must be helped through aid grants. We are still aiming at the 0.7 per cent objective. Once again we urge those countries in a surplus position to redouble their efforts and we are pleased that certain measures have recently been taken in this direction. With regard to liberalization of development assistance, Canada has converted the amounts owing to it by the least developed countries into subsidies, and it is this form of assistance that they will receive from now on. We are happy that other donor countries have done the same. We join them in urging those industrialized countries which have not yet done so to retroactively adjust the terms and conditions of their assistance to the developing countries.

Food and agricultural development

For many developing countries, dynamic expansion of productivity in the agricultural sector is a priority. Stagnation of agricultural production has seriously hindered the economic and social development of these countries. As a large producer and exporter of foodstuffs, Canada has been in the vanguard of efforts aimed at improving the world food situation. These efforts will be given a new impetus at the fifth session of the World Food Council which Canada will have the honour of hosting next year.

Development of energy resources

The essential role energy has played in the last few years in all national economies has directed attention to the advantages the developing countries could derive from a more rapid development of their own energy resources. More rational use of these resources would have the effect of reducing imports and would immediately make it possible for numerous developing countries to save on currency. It becomes clearer each day that closer international co-operation is necessary in order to facilitate research, exploration and exploitation of conventional and unconventional energy resources. At a recent meeting of the Joint Development Committee of the International Monetary Fund and of the World Bank, Canada took some initiatives in order to bring further progress in this important area. Canada is also in favour of the holding of a United Nations conference on new and renewable energy sources. Emphasis should be placed on energy techniques susceptible of practical and rapid application in the developing countries.

New international development strategy

Formulation of a new international development strategy is of prime importance in that it defines the framework within which the international community makes its co-operation efforts. The goal is to set down acceptable objectives in connection with finding solutions to development problems. Canada recommends a different approach from that adopted in the previous decades. We must ask ourselves what policy and strategy changes could have the best results worldwide. There may be advantages in adopting a more long-term perspective that could be modified according to the economic situation as well as to technical and social innovations.

There is need to concentrate on development of sectors such as agriculture, raw materials, energy resources and essential services. The strategy should take into consideration the environment and the capacity for continual expansion of resource transfers, as well as the limits and constraints that must be put on such transfers. Further, we must make sure that the strategy is written in such a way as to obtain the support of public opinion. Such support in all countries is necessary so that governments can allocate the resources and bring about the policy changes required for carrying out the strategy.

2. UN ASSISTANCE TO DEVELOPING COUNTRIES

Ambassador Roger Rousseau spoke to the Second (Economic and Financial) Committee of the General Assembly on November 14, 1978. As a major

donor to UNDP, UNICEF, WFP and other UN bodies that provide technical assistance to developing countries, Canada is concerned that these programs function as effectively as possible. In addition, Mr. Rousseau spoke about the work of the World Food Council which will hold its next meeting in Ottawa in September 1979. Here are extracts from Ambassador Rousseau's statement.

Canada is continuing to give energetic support to the operational activities for development within the United Nations system, because they constitute one of the most direct ways of putting the ideas and principles expressed in this chamber into decisive and realistic action. The annual debate on this item should always constitute a new milestone in our struggle to establish world standards of human dignity.

UNDP

The Twenty-fifth Session of the United Nations Development Program (UNDP) Governing Council reflected the period of consolidation which has taken place since the financial crises. At the beginning of this speech, my delegation wishes to express its satisfaction with the numerous measures adopted by the Administrator in order to reinforce the Program. My government considers the issue of program quality and efficient use of resources to be fundamental; that is why we hope that a serious and sweeping document will be produced on this subject, so that the Council and the member governments can: (a) satisfactorily carry out their responsibilities relating to resources and UNDP development objectives; (b) reinforce the key role played by the UNDP as a co-ordinator of technical assistance, both within the United Nations development system and through contacts with other multilateral and bilateral aid organizations; (c) benefit from the experience of the UNDP in development assistance and improve their own development programs, whether as donor or recipient countries.

UNICEF

The United Nations Children's Fund (UNICEF) has a special place in Canadian hearts. Besides carrying out efficiently development aid projects of direct benefit to children, UNICEF has, both within the United Nations system and throughout the world, been a promoter of the necessity of putting children first in our development efforts. In another connection, the contribution made by this organization to the preparation and follow-up of the International Conference on Primary Health Care held in the Soviet Union in September, is first-hand evidence of this leadership role. The conference was an opportunity for the international community to better grasp the concept of primary health care and to become more aware of the necessity of supporting national programs in this field on a world scale. We also wish to express our gratitude to UNICEF for the support given to non-governmental organizations, and more especially to the Canadian Public Health Association as well as to the World Federation of Public Health Associations. The work of UNICEF as a "guiding spirit" of the International Year of the Child is further evidence of the dynamic role it assumes in helping children. Certainly the International Year of the Child will have significant consequences for all countries, but it should also serve to focus the attention of the international community on the ways of significantly improving the basic services offered to children.

World Food Program

Canada is an ardent defender of the World Food Program (WFP). We consider it one of the most outstanding successes within the United Nations system. We believe that many countries share our confidence in the program, and the significant increase in contributions which has come with the WFP's development over the years supports this conviction. It is noteworthy that the program has always, whether in periods of abundance or in periods of want, been able to handle commodities in a constructive manner to benefit the poorer people in the developing countries. We know that, while providing this assistance to the most deprived, the program has been also encouraged direct participation by the recipients in the efforts aimed at improving their own situation. The incentives provided by the WFP to that end are valuable, and the motivation generated by its activities in the areas of food for work and of food for the vulnerable groups, merits special recognition. We are also happy that the WFP has worked to develop and implement evaluation techniques, and that it co-operates in constructive fashion with other United Nations institutions.

Food Problems: Report of the World Food Council

I will now discuss the World Food Council report on the deliberations of its fourth session. My government attaches very special importance to the work carried out by the Council in its capacity as a higher committee for review of food policies. For this reason Canada will be very happy to host the next session of the Council in 1979.

Food Production

We are doing our part to help increase food production in the poorest countries, by increasing the proportion of our bilateral aid programs devoted to agriculture, and by pledging \$33 million to the International Fund for Agricultural Development during its first three years of existence. We are aware of the importance of increasing food production in the less developed countries, and we have accordingly given high priority to agricultural and rural development in our development assistance program, both bilaterally and multilaterally. Nevertheless, Canada still has reservations regarding the suitability and usefulness of setting external aid targets, such as the 8.3 billion dollars. In another connection, Canada considers that the first responsibility for increasing food production falls to each of the countries affected. They must be prepared to give the necessary priority to agriculture in their development plans and in their requests for assistance.

Food security

Canada supports the objective of world food security and the related principle of maintaining cereal reserves. We believe that reserve stock arrangements should be concluded within the framework of a new international wheat agreement; in this way food security needs and market stability could be brought into harmony to a large extent. We consider that if the benefits are shared by all, so should the costs be shared. At present, it is the exporters who must bear the costs of building reserve stocks; in all fairness, importers, especially those in the developing countries, should assume some of these costs. It is

impossible to ensure food security without maintaining high production levels continuously. Farmers are sensitive to trade stimuli and, if increased production and improved food security are desired, it is essential that the producers receive adequate returns.

Food aid and international emergency food reserves

Canada supports the annual minimum figure of 10 million tons of cereals as an objective for a food aid agreement which would be incorporated into a new international wheat agreement, on the understanding that new donors should be encouraged to contribute to the pursuit of this objective and traditional donors should be prepared to increase their commitments. We have also accepted the recommendations of the World Food Council with regard to the establishment of a permanent International Emergency Reserve. Canada has already provided substantial assistance to the reserve, of which the 500,000 ton objective has almost been reached at this time.

D. HUMAN RIGHTS

I. THIRTIETH ANNIVERSARY OF THE UNIVERSAL DECLARATION OF HUMAN RIGHTS

On the occasion of the thirtieth anniversary of the Universal Declaration of Human Rights, December 11, 1978, Professor John P. Humphrey, O.C., Special Adviser to the Canadian Delegation, delivered a statement in Plenary of the General Assembly. He spoke about the adoption and evolution of the Universal Declaration of Human Rights, having been Director of the Division of Human Rights in the UN Secretariat when the Declaration was adopted. Professor Humphrey also discussed the Declaration's impact on international law as well as the revolutionary aspect of the Declaration at its adoption and today. Finally he stressed the importance of the Declaration as an instrument to judge the conduct of states towards their citizens and to interpret human rights provisions of the UN Charter. Portions of Professor Humphrey's statement follow:

Thank you for giving me the floor. And may I also thank the Canadian Government for inviting me to be part of its delegation long enough for me to make this speech. I owe this privilege to the fact that I was a member of the Division of Human Rights in the Secretariat of this Organization when the Universal Declaration was adopted and to the further fact that I have survived these thirty years which is something for which I thank the genes I inherited from my ancestors. I may well be the only person in this hall who was also present in the Palais de Chaillot when this Assembly adopted the Declaration in the night of 10 December 1948.

The Universal Declaration has been an important, perhaps the most important factor, in the revolution in the nature of international law that has taken place since the Second World War. Whatever jus inter gentes may have been at the outbreak of the Second World War it is certainly no longer a legal order governing only the relations of states - witness the fact that this Organization, which is not a state, is now recognized as a person in international law. The changes in the scope and character of international law in the last three or four decades have been so fundamental that the name, international law, is no longer an appropriate description of a discipline which should now be called world law. There has never been a more profound revolution in the history of ideas than this revolution in the nature of traditional international law. The Declaration is also, whatever the intentions of its authors may have been, a revolutionary document in the sense that it provides succour and encouragement wherever and whenever individual men and women are fighting for their freedoms in the face of oppression. There is revolutionary dynamite in the Declaration; and there has probably been no social or political conflict anywhere since it was adopted in which it has not been invoked or played some role. It is in the Universal Declaration that for the first time the existence of certain economic and social rights are recognized and proclaimed, rights which because they are just as important, the Declaration puts on the same footing as the traditional civil and political rights, something which, in the context of 1948, was revolutionary indeed. That alone is enough to ensure for it a place in history.

Thirty years after its adoption, the Universal Declaration of Human Rights possesses a moral and political authority which is unequalled by

any other international instrument with the possible exception of the Charter itself. The adoption of the Declaration, as were the inclusion of the Human Rights provisions in the Charter and the subsequent drafting and coming into force of the covenants, was a reaction of the world community to unspeakable violations of the most fundamental rights during and immediately before the Second World War. That was the catalyst that prepared world public opinion and made it possible for the United Nations to undertake its revolutionary Human Rights Programme. There is now in most parts of the world an awareness in these matters for which there is no precedent even though human rights may not always be respected. Let me mention only the three most obvious examples: current attitudes towards racial discrimination and discrimination against women and the general acceptance of the proposition that economic and social rights are as important as the traditional civil and political rights. There is now general acceptance everywhere of this new morality which has also become an international morality. Human rights have even become a factor in the foreign policy of certain states. These changes in attitudes didn't just happen and they are probably the result of more than one social cause; but one of them was undoubtedly the adoption of the Universal Declaration of Human Rights and this Assembly can claim some credit for what has happened. The educational and moral impact of the Declaration has been immense, and in the final analysis that may be more important than anything else that has happened as a result of the decision taken by the Assembly on 10 December 1948.

The Declaration was meant to become and has become all these things. It may have become something more. The General Assembly and other bodies began to use the Declaration as a standard for judging the conduct of states in their relations with individual men and women and groups of individuals. In resolution after resolution the Assembly either asserted that the Declaration must be strictly observed or invoked the Declaration when condemning a state for violating its obligations under the human rights provisions of the Charter. The Declaration is now being used and has been used for many years to interpret the human rights provisions of the Charter - so much so indeed that it is now possible to suggest that, whatever the intentions of its authors may have been in 1948, the Universal Declaration or in any event the justiciable parts of it, have now become part of the customary law of nations and are therefore binding on all states. If that is so, the achievement we are celebrating today was a much greater one and, I suggest, a more revolutionary achievement than anyone could have imagined on the night of 10 December 1948. But whether that is so or not - and it seems to me that there is a kind of logical necessity about the proposition that it is so - the Universal Declaration remains an instrument of the greatest moral and political authority which unequivocally states the necessary conditions of human dignity and of human aspirations and which is both a common standard of achievement for all peoples and all nations and a hope for the future.

2. CANADA'S HUMAN RIGHTS POSITION

Ambassador Roger Rousseau outlined Canada's human rights position on December 7, 1978 in the Third Committee of the General Assembly. Mr. Rousseau dealt with the prerogative of states to concern themselves with human rights violations elsewhere. He also referred to the human rights situation in Chile and in Democratic Kampuchea and discussed the problem of Indochinese refugees. Ambassador Rousseau pledged Canada's full and

continued support for UN action to promote respect for human rights and called for further measures to improve UN machinery to ensure decency and freedom for all people. The following paragraphs are extracts from the Canadian statement on the subject.

The Canadian position with respect to human rights as an element of international relations is clear and unequivocal. The Charter of the United Nations establishes as one of its key purposes the promotion and encouragement of respect for human rights. In adhering to the Charter, therefore, Canada and all other member states have accepted a solemn charge to support these objectives. Accordingly, we continue to reject any contention that human rights are matters solely of domestic jurisdiction beyond the competence of international action. Canada has actively promoted both the standards contained in the major international human rights instruments and the monitoring machinery which promises to make them truly effective. Our support for the principle of respect for human rights acts in two mutually reinforcing directions: while we urge greater respect for human rights internationally, we freely assume obligations legally binding upon ourselves to pursue domestic efforts as diligently as possible.

Over the past three decades, the performance of the United Nations in the area of human rights has not lived up to the expectations of the drafters of the Universal Declaration of Human Rights. Despite the elaboration of numerous instruments, the gap between theoretical standards and concrete achievement is large. This criticism is especially true in the case of gross and persistent violations of human rights. In the view of the Canadian Government, all serious abrogations of human rights--whether they be economic, social and cultural, or civil and political--merit our attention. But special efforts should and must be focussed on those situations in which there have been reliable attested allegations of gross and persistent violations.

While we must conclude that the picture regarding human rights in Chile is mixed, the Government of Chile should be commended for having permitted the entry of the Ad Hoc Working Group and facilitated its work. This action constitutes an important precedent for the human rights efforts of the UN and is another step towards establishing more uniform, non-partisan reporting, investigating and fact-finding procedures. The Canadian Delegation hopes that similar steps of a humanitarian nature can be taken to remedy the human rights situation which exists at present in Democratic Kampuchea. Documentation of violations of human rights has been compiled by a number of states and organizations, including Canada, and has been presented to the Commission on Human Rights. We welcome the announcement that the Government of Democratic Kampuchea has invited the Secretary-General to make an official visit, and that the Secretary-General has accepted in principle. When the Secretary of State for External Affairs for Canada raised the question of human rights in Democratic Kampuchea in the course of the General Debate in Plenary early in the session, in a right-of-reply statement the Kampuchean Delegation suggested that our motives were politically motivated and partisan. Let me state for the record, should there be any ambiguity, that we have been led to the submission of a report to the Commission on Human Rights and to raising this issue in public fora, by expressions of humanitarian concern,

widely shared by numerous Canadians of all political affiliations, that gross violations have been occurring in Democratic Kampuchea. In voicing our concerns on these violations of human rights, we take no stand on any other aspect of Democratic Kampuchea's internal or external relations, nor do we deny the existence of serious human rights violations in other parts of the world.

In the past few months, the refugee outflow from Vietnam, Cambodia and Laos has reached over 10,000 persons per month. These dramatic and tragic movements of human beings, which have international implications of the gravest nature, cannot be divorced from domestic conditions, including human rights and social development considerations, in the countries of exodus. The refugee situation now confronts the international community with a problem of great urgency, magnitude and conscience. If the international community is obliged to respond to these problems, we must surely also have the right to seek solutions to the root causes of these problems. Many countries of the region are being presented with virtually insoluble situations which are not of their own making but are rather the results of the internal actions or policies of some neighbouring countries of exodus. Receiving countries of the area, and other states such as Canada which have responded to the plight of refugees, have a right to urge, and indeed demand, that the fundamental rights of individuals be fully respected in states which are the source of exodus.

Far too many states ignore their Charter obligation to ensure respect for the human rights of all persons within their borders. The human rights standards set out by the Charter and other UN instruments are rigorous; but regardless of the economic and social policies which these governments are free to pursue, they cannot flout human rights standards which they are obligated as UN member states to uphold. Indeed it would seem that the international voices raised against gross and persistent human rights violations are beginning to have some positive effect. Increased publicity has highlighted the problems of dissident groups and individuals in a number of states, thus discouraging private reprisals by governments long accustomed to brutal and swift retaliation against those who speak out according to their consciences. The problem of political prisoners has been recognized as one of legitimate UN concern, and international attention has now been focused on one aspect of this problem, that of trade union political prisoners. We have also been pursuing efforts to eliminate torture, and to promote freedom of religion and belief. In many of these endeavours to publicize violations and to work towards more stringent standards, non-governmental organizations (NGO's) have been in the forefront. We therefore congratulate those NGO's involved, and are pleased that the value of such efforts will be recognized shortly by the award of a United Nations Human Rights Prize to Amnesty International, Union Nationale des Femmes de Tunisie, the International Committee of the Red Cross, and the Vicaria de la Solidaridad.

The Canadian Delegation is convinced that enhanced UN machinery will go far towards achieving compliance with accepted international standards on human rights. The efforts undertaken by this Organization in recent years bear witness to a renewed sense of solidarity among peoples in the fight to ensure decency and freedom for all. My delegation pledges its full and continuing support for UN action to ensure respect for human rights and fundamental human dignity for all persons.

3. ALTERNATIVE APPROACHES TO PROMOTE HUMAN RIGHTS

The Canadian Delegate, Miss Sylva Gelber, delivered a statement to the Third Committee of the General Assembly on "alternative approaches to the promotion and encouragement of human rights and fundamental freedoms". First, she touched on the right and obligation of all member states to be concerned about human rights violations and fundamental freedoms. The Canadian Delegate then suggested three ways that the United Nations could ensure compliance with international human rights standards. Miss Gelber also spoke about Canada's support for the Human Rights Committee and Canada's interest in several proposals to improve the ability of the United Nations system to intercede on behalf of victims of human rights violations. She next mentioned the importance of the national level for the promotion and protection of human rights as well as the need for more states to participate in existing human rights instruments. In conclusion, promising Canada's continued support of all serious efforts to advance human rights and fundamental freedoms, the Canadian Delegate again stressed the obligations of the international community based on the Charter. Miss Gelber made the following remarks on behalf of Canada:

Thirty-three years ago, at the creation of the United Nations Organization, the issue of human rights was deemed to be one of such great concern that it was inscribed no less than seven times in the Charter of the new organization. Convinced that the rights of the person were an essential and legitimate concern of the international community, the delegates who drafted the UN Charter included in Article 1, as one of the fundamental purposes of the Organization, the promotion of respect for human rights and fundamental freedoms.

My delegation and my government have over the years noted with concern that some states whose representatives have been heard here this morning continue to insist that international concern for human rights violations constitutes interference in the internal affairs of those states in which these violations take place. Through their adherence to the Charter and its fundamental objectives, however, all members of this Organization have recognized a right and obligation to be concerned about violations of human rights and fundamental freedoms, wherever they may occur. Indeed, those states which commit or permit gross violations of human rights within their borders, provoke response from the international community. Other states must react not only because of their Charter obligations, but also because of the frequent need to provide humanitarian relief to refugees and victims of human rights violations fleeing the countries guilty of such violations.

There are essentially three approaches open to the United Nations in its efforts to ensure compliance with international human rights standards. First, it can monitor and draw international attention to human rights violations. Second, the UN can play a mediating role and intercede on behalf of the victims of violations. And third, it can encourage respect for human rights through information and education programs. The current examination of alternative approaches to improving the effectiveness of the United Nations in the human rights field should have as its objective increasing the capacity of the Organization to effectively perform these three functions. My government has made a number of recommendations for action to improve the effectiveness of the Human Rights Commission in promoting respect for human rights and

fundamental freedoms. These have been submitted to the Secretary-General for his consideration. The Canadian Government regards the Human Rights Committee, established under the Covenant on Civil and Political Rights, as potentially one of the most effective instruments the United Nations possesses for the promotion of respect for human rights and fundamental freedoms.

The Canadian Government is of the opinion that careful consideration should be given to possible methods of increasing the ability of the United Nations system to intercede on behalf of those persons victimized through violations of human rights. My delegation regards with particular interest proposals for the creation of a UN High Commissioner for Human Rights, who might be directed to perform a good offices function with relation to human rights violations. Another possibility would be to encourage the Secretary-General to use his good offices, either personally or through emissaries, to contact states on a confidential basis when allegations arise of gross or persistent violations of human rights. Alternatively, perhaps there might be designated an Under-Secretary-General or Assistant Under-Secretary-General to perform such emissary functions. A panel of individual experts familiar with a broad range of cultures and legal systems might be made available to advise the Secretary-General or alternate emissary on the advisability, timing, and form of such intercessions.

The Canadian Government recognizes that the promotion and protection of human rights can be most effective at the national level. It is the responsibility of national governments to promote education in human rights for all and access to appropriate human rights materials, so that citizens may better know and act upon their rights. Moreover, the Canadian Government supports efforts by the UN Office of Public Information to produce publications outlining UN instruments and activities in the field of human rights, and my delegation would encourage the widest possible dissemination of these materials. My delegation believes that respect for human rights would be enhanced by more widespread ratification of existing human rights instruments. However, all of us here are aware that acceptance of international standards in theory does not automatically ensure that they are respected in practice. The UN should encourage all states who have not done so to adhere to the optional elements of the two covenants on human rights as well as the Optional Protocol. These instruments provide a means of monitoring the extent to which states respect in practice their obligations to promote human rights and fundamental freedoms. The United Nations should also encourage states to create national institutions on human rights. Particularly useful are those which are independent of governments, and which provide citizens with a means to see their grievances redressed.

It is distressing to my delegation to note that today, more than three decades after the United Nations declared the promotion of human rights as one of its primary goals, so little substantive progress has been made. Inherent in these concerns is an implicit criticism of the United Nations, and its seeming inability to come to grips with the problem of gross and persistent violations of human rights. The Government of Canada welcomes the intention of the United Nations to renew its efforts to promote human rights and to review its human rights machinery and activities. My country will continue to support efforts to identify

human rights problems--whether economic, social, cultural, civil, or political--and to prescribe appropriate solutions. The Government of Canada will continue to support all serious efforts to advance the cause of basic human rights and fundamental freedoms throughout the world, and to insist upon the responsibility of the international community to monitor the global human rights situation according to the obligations of states under the United Nations Charter.

4. HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES

Giving a statement to the Third Committee on November 13, 1978, the Canadian Delegate Sylva Gelber, O.C., congratulated the UN High Commissioner for Refugees (UNHCR) for his humanitarian efforts. She also expressed Canada's dismay over the increase in the number of refugees for which the High Commissioner was responsible. Next the Canadian Delegate stressed that many more countries must contribute in financial and resettlement terms to avoid cutbacks in the UNHCR's vital humanitarian activities. Finally she set out Canada's support for the UNHCR as well as Canada's financial contribution to the program for relief operations of Indo-Chinese refugees. Here are some extracts from the Canadian Delegate's statement:

It is with considerable interest that my government has, during the past year, been following the activities of the United Nations High Commissioner for Refugees on behalf of individuals who have been displaced, due to war, civil strife, or persecution in their homelands. My delegation would like to commend the High Commissioner for the dedication with which he has pursued his efforts to alleviate the suffering experienced by these uprooted people and to bring about their resettlement. We are dismayed to note the High Commissioner's estimation that the world refugee population now stands at some ten million, the highest level seen since the great displacements of humanity which followed the Second World War. As we survey the current political situation in the world around us, we are aware that the problem is not likely to decrease in magnitude in the immediate future.

My government was pleased to note at the recent Executive Committee meeting of the UNHCR in Geneva that the High Commissioner had managed to raise funds to meet the needs of his programs for 1978. Nevertheless there is still a relatively limited number of governments who bear the financial burden for the High Commissioner's programs and a much smaller number who participate meaningfully in resettlement efforts. The cost and scope of the High Commissioner's programs have quadrupled in the past five years as a result of dramatic upheavals and their resultant refugee problems. If commensurate support is not forthcoming, both from traditional donors and new donors, the result could be the cutting back of vital programs of humanitarian assistance to refugees in many parts of the globe.

Canada has been a consistently active supporter of the efforts of the UNHCR, both as a major financial donor, and as a principal country of settlement. Since the end of the Second World War, the Canadian Government has welcomed over 350,000 refugees for resettlement, and has spent millions of dollars to provide services to these new residents to facilitate their integration into the mainstream of Canadian life. Last year, a new Immigration Act came into effect which underlines Canada's international commitment, undertaken through the humanitarian and refugee conventions to which Canada is a party, to regard the refugee as

an individual demanding special concern. In addition to its ongoing refugee admission policy, designed to select convention refugees on a continuing basis without geographical restrictions, Canada in 1978 undertook a number of special refugee acceptance programs in response to humanitarian needs in Southeast Asia, Latin America, and Eastern Europe. The Canadian Government sees its refugee resettlement plans as a very significant contribution to the work of the UN High Commissioner for Refugees. Nonetheless, Canada has in addition made direct contributions to the UNHCR in 1978 totalling 2.5 million Canadian dollars, including a \$500,000 contribution to the UNHCR's program for relief operations for Indo-Chinese refugees in Thailand. We are looking forward to continuing close cooperation between the Government of Canada and the High Commissioner, and I should again like to repeat our hope that the international community as a whole will increasingly share in efforts to bring relief to the sufferings of those most victimized by political turbulence.

5. RIGHTS OF WOMEN

During her address to the Third Committee of the General Assembly on November 15, 1978, the Canadian Delegate, Sylvia Gelber, O.C., discussed the body of Canadian law designed to guarantee fairer and more just conditions for women. She also described briefly the present situation for Canadian women in the working environment and in higher education. Canada supported the World Plan of Action for women and expressed its willingness to contribute multilaterally and bilaterally toward improving the conditions of society both for women and people in general. The Canadian Delegate made the following comments on the subject:

The stated policy of the Government of Canada, and indeed of the governments of all the jurisdictions in the Canadian confederation, is one of commitment to the principle of full equality for women and men in all spheres of Canadian life. If there is still a wide gap between the policy as stated and the condition as practiced, then it is due in no small part to the persistence in these latter days of the twentieth century, of customs and traditions not yet attuned to a society transformed by science and technology. Our world has changed but our old attitudes too often still linger. Canada of course is not unique in this regard.

The unprecedented influx of women into the labour force, particularly during the last decade, has brought into clear focus the reluctance of contemporary society not only fully to utilize the potential of women but also the reluctance to provide for them a fair and just environment. In an effort to remedy these deficiencies, Canada has placed on the statute books a body of law designed to expedite the achievement of greater equity in society. The law is not in itself the single tool which can immediately bring about changes in communal attitudes. This is particularly relevant with regard to matters pertaining to the changing status of women in contemporary society.

As in other industrial countries, women are generally employed in some five or six occupations generally if not always in the low-paying and unorganized sectors of the workforce. Nevertheless, there has recently been visible in Canada substantial change in the area of higher

education, particularly in fields of professional education. More and more young women are enrolling in such professions as law and medicine. There has also been a noticeable increase in the numbers of young women entering such faculties as business administration, commerce and finance, fields which until recently were sadly lacking insofar as women students were concerned.

The Government of Canada has been in full accord with the World Plan of Action first devised during International Women's Year at the United Nations Conference in Mexico. Consistent with its support of the World Plan of Action, a new Canadian Plan of Action is about to be submitted for Cabinet approval which will be designed to cover the remaining years of the Decade, and the years beyond. The new national Plan will be less concerned with the enactment of new laws, since this program is by now almost complete. It will be more concerned to ensure that the effects of existing law do not discriminate against women, particularly in this time of economic difficulty. In the international field, Canada has always endeavoured to make her contribution. Canada stands ready to support others who are determined to ensure that international economic policies are pursued in such a way as to advance the well-being of total populations, to be sure that economic progress has an equitable impact on both men and women alike. The Canadian Government maintains a keen interest in promoting on a multilateral and bilateral basis, programs which will not only meet the development needs of all peoples in general, but will ensure for women an economic and social position which the international community has come to recognize. The role of women in the economy and in society has been recognized, as witnessed by the United Nations Decade for Women, and it is the hope of the Canadian Delegation that such constructive efforts should be continued. We will have an opportunity to assess the programs anew at the World Conference to be held in 1980.

E. ADMINISTRATIVE AND BUDGETARY MATTERS

1. UN REGULAR BUDGET

Mr. William H. Barton, Ambassador and Permanent Representative of Canada to the United Nations, delivered a statement in plenary of the General Assembly on January 29, 1979 about the revised estimates of income and expenditure for the biennium 1978/79. He criticized the ability of the General Assembly to control the budget and management of United Nations' programs and expressed the importance Canada places on measures to remedy the financial problems of the Organization. The following is Mr. Barton's statement:

We are about to pass on supplementary budget proposals which will have the effect of increasing our net biennial budget after only one year by almost 39 percent as compared with net expenses for 1976/77. Furthermore, the Secretary-General has indicated that we should expect further demands by the end of 1979. In approving these proposals we are not simply approving some expenditures, we are adopting a testament to the inability of this Assembly to control the budget and management of the programs of the United Nations. This would be a dangerously unhealthy situation in the best of times. But when many member states are experiencing serious economic difficulties at home and have had to apply severe politically difficult restraints to their own programs, it is an intolerable situation.

Both you, Mr. President, and the Secretary-General have repeatedly drawn attention to the need for the Assembly to improve its procedures for the effective conduct of its business, and the Secretary-General informed us just before Christmas that he intends to submit his views to us in time for consideration at the next session. I hope and trust that the question of control over the program and budget will form an important part of the study. I put it to you that we must give urgent attention to this question, including a mechanism for adopting at the outset of each biennium a target figure which must not be exceeded, and a firm decision that every subsequent change in the program must be financed within established budgetary limits, if necessary by deferring lower priority projects. Governments have to do this in the conduct of their own affairs. Failure to do it here is eroding public support for the United Nations and ultimately could jeopardize its very existence.

The Charter imposes on each member government the obligation to pay its share of the costs of the organization as determined by the General Assembly. This is a principle of crucial importance to the integrity of the United Nations, and Canada, for one, would be most reluctant to see any action taken to erode it. But if we persist in demonstrating that we cannot control the budgetary process collectively, then there can be no doubt that some governments will come to the conclusion that they will have to act individually. If that happens the end result will be the emasculation of the Assembly's capacity to manage its own affairs. In this regard, it is surely worthy of note that in the Fifth Committee, member governments whose share of the assessment totals over 50 percent voted against these supplementaries, and if one takes into account those who abstained, the total is over 75 percent. Mr. President, Canada will abstain in the vote on the supplementary estimates.

2. FINANCING UNEF AND UNDOF

In the Fifth Committee Mr. Carl Pedersen, the Canadian Representative, introduced a draft resolution on behalf of its sponsors. The draft resolution was to enable the General Assembly to take the necessary decisions for the financing of the United Nations peacekeeping forces in the Middle East: the UN Emergency Force (UNEF) and the UN Disengagement Observer Force (UNDOF). Urging all member states to support the draft resolution, Mr. Pedersen said United Nations peacekeeping operations could be counted among the most successful activities of the Organization. The stationing of UN contingents in sensitive areas had proved to be a major stabilizing factor, which had prevented the renewal of hostilities and enhanced the prospects for peaceful settlements. The Canadian Delegation believed the peacekeeping operations were the collective responsibility of all 150 member states and it viewed with concern the withholding by several member states of all or part of their assessed contributions. That not only had the effect of placing a heavier financial burden on those countries which provided contingents and jeopardizing the participation of developing countries in such operations, but also threatened the continued existence of those forces. If the United Nations did not manage to find a solution to the problem urgently, the day might come when it would no longer be able to interpose a peacekeeping force, even if the member states wished to do so. Here are some of the Canadian Representative's comments on this subject:

This resolution is tabled in response to the growing difficulties faced by the Secretary-General in meeting the financial obligations of the forces on a current basis, particularly those due to the troop contributors. The consolidated status of the fund for UNEF and UNDOF shows an excess of income over expenditure of approximately 17.7 million dollars for the periods October 25, 1973 to October 24, 1977. Under the provisions of the financial regulations of the UN, this amount has to be credited against member states' assessments. As members will appreciate, however, this surplus is only a book surplus in that UNEF/UNDOF operations incur a deficit in real terms since some member states refuse to pay their assessed contributions. As the Secretary-General has indicated, the financial situation of the forces will soon be reaching a critical stage. Recrediting this amount at this time therefore will worsen the UN's cash flow situation and make it more difficult for the controller to pay the UN's bills for these peacekeeping operations.

It therefore becomes essential both in keeping the forces solvent and in paying those countries which have provided troops, that we avoid exacerbating an already difficult situation. In this connection, we can ameliorate the cash flow situation by suspending the relevant provisions of the financial regulations as concerns the amount in question and enter it under a separately identified UN account. Passage of this measure would not in any way serve as a precedent nor would it prejudice the action to be taken by the Thirty-Fourth General Assembly, including the possible crediting of this amount back to member states. Mr. Chairman, surely therefore to take no action would be irresponsible both in terms of maintaining the viability of the forces and in meeting the very real needs and concerns of those member states who have contributed troops and material. My delegation would hope that this measure, which we believe meets the criteria of fiscal responsibility and the political principles involved, would commend itself to this Committee.

F. LEGAL QUESTIONS

1. CHARTER REVIEW

In a statement on October 19, 1978 the Canadian Representative, Mr. M.D. Copithorne, noted the progress made by the Special Committee on the Charter of the United Nations and on the Strengthening of the Role of the Organization. He pointed out however that this Committee could further improve its work methods. Concerning the peaceful settlement of disputes, Mr. Copithorne stated Canada's preference for proposals advocating the enhancement or greater utilization of existing mechanisms; as opposed to proposals for the establishment of new procedures under a new legal framework, which involve amendments to the Charter or the adoption of new international legal instruments. With respect to the rationalization of procedures, the Canadian Representative urged the Sixth Committee to concentrate on measures to avoid the multiplication of items on the General Assembly's agenda and to improve their allocation. Mr. Copithorne also spoke in favour of the renewal of the Special Committee's mandate and hoped that the Committee could at least complete the lists of proposals for the subjects on the agenda at its next session. The following are portions of Mr. Copithorne's statement:

Canada has carefully reviewed the report of the Committee on its last session and welcomes the improved methods of work and the progress accomplished. The Committee's decision to establish an open-ended working group to concentrate on various topics in a systematic fashion has clearly proved worthwhile. We have noted the progress made towards the elaboration of a list of proposals on the question of peaceful settlement of disputes, as well as the proposals made by various delegations on rationalization of procedures and maintenance of international peace and security.

We believe however that the Committee could further improve its work methods. Several delegations have already pointed out that the "compilation" of 51 proposals on peaceful settlement of disputes, by the informal working group, the only tangible result of the Committee's one-month session, does not appear to be much more than a fairly routine listing of national proposals. When it is further specified that it was not the intention of the participants in the working group to make final statements on the substance of the proposals, one might wonder why 9 meetings were required to produce this compilation. It is the hope of my delegation that the Committee will benefit from its experience this year and adopt procedures which will enable it to improve the use of its time.

The Committee at its 1978 session has devoted most of its time to the question of the peaceful settlement of disputes. We have noted that the proposals advanced by states can be divided generally into two categories: those advocating enhancement or greater utilization of existing mechanisms, and those proposing the establishment of new procedures under a new legal framework, either by amendments to the Charter or the adoption of new international legal instruments. Generally speaking, our preference would be that the Committee give priority to the first category of proposals. This approach necessarily involves an examination of the effectiveness of existing mechanisms and

of the reasons which militate against their full utilization. It should be highly instructive to conclude this examination before new initiatives involving the creation of additional legal obligations are undertaken. Secondly, the elaboration of new legal regimes may tend to undermine the effectiveness, or potential effectiveness of existing dispute settlement mechanisms before that effectiveness had been adequately tested. Finally, peaceful settlement of disputes is a concept that is inseparable from the concept of non-use of force being considered in another committee. If a new legal regime on peaceful settlement of disputes were to be elaborated, the Non-Use of Force Committee would seem to us to be a more appropriate forum.

Some interesting suggestions have been made in the Special Committee on the question of rationalization of procedures. We are aware that most of the proposals made, if they were to be accepted, would improve the efficiency of the UN and particularly the General Assembly. It is clear, however, that among those proposals, there are some that demand of member states a degree of self-discipline and preparedness which is not always evident at the present time. For that reason, they are probably impractical at this stage. We hope the Committee will concentrate on those proposals which appear generally acceptable and will go on to produce concrete suggestions in the near future.

We fully endorse the observations made by the Secretary-General in his report to the General Assembly to improve and streamline the workings of the General Assembly. The agenda of the General Assembly is in danger of being overloaded. We hope that it will be possible to devise at an early stage, procedures which would ensure firstly that the number of items before the General Assembly remains manageable and secondly that items normally only come to Plenary for final disposition after a full discussion in the committees. We fully agree with the Secretary-General's assessment that the practice of arbitrarily selecting certain items for discussion in the Plenary meetings is likely to result in duplication, loss of impact and confusion in the Assembly's program of work. In our view, the General Committee has a fundamental role to play in working toward a reduction of the number of items by elimination or combination, in order to reduce overlapping and the lack of balance in workload. We fully support those delegations which have proposed that the General Assembly might properly and profitably invest the General Committee with the power of meeting before the next General Assembly to discuss such questions with more time than is available at present.

Mr. Chairman, I turn now to the maintenance of international peace and security. Like many other delegations, we believe that this is an area of fundamental importance and one on which the Committee could play a very constructive role. My delegation hopes the Committee will discuss the proposals before it in a systematic and positive way and will focus initially, in accordance with its mandate, on those where general agreement is likely to be possible. A more successful course for the Committee would be to focus primarily on the modalities for the more effective pursuit of international peace and security, rather than seeking to discuss and perhaps re-open basic decisions taken at the time the Charter was drafted.

Canada supports the renewal of the mandate of the Special Committee on the UN Charter and Strengthening of the Role of the Organization. The Committee has now reached a point from which it should be possible to make relatively quick progress to accomplish its mandate. We would expect it to be able to complete its list of proposals on peaceful settlement of disputes at its next session. We also hope the Committee will complete at its next session a comparable listing of proposals for the rationalization of procedures and for the maintenance of international peace and security. This should be facilitated by the fact that general debates have already taken place on two of these three questions and that members of the Committee have already had an opportunity to examine the proposals made on the rationalization of procedures.

2. HOSTAGE TAKING

In a statement to the Sixth Committee of the General Assembly on November 16, 1978, the Canadian Representative, Mr. Philippe Kirsch, praised the Ad Hoc Committee on the Drafting of an International Convention against the Taking of Hostages for its progress during the last session and commented briefly on two questions. First, he pointed out that the Canadian Delegation thought the Committee should avoid complicated formulations concerning the relationship between the proposed convention and other areas of international law, particularly the 1949 Geneva Conventions and the two additional protocols adopted in 1977. Different instruments dealing with the taking of hostages should in effect be consistent with and complement each other. Second, he stressed that the Committee was not in an effective position to deal with certain problems relating to state conduct, and should concentrate on the elimination of specific individual terrorist or criminal acts. The following are some of Mr. Kirsch's comments:

At its second session, the Ad Hoc Committee on the Drafting of an International Convention against the Taking of Hostages, of which Canada is a member, has made considerable progress in the accomplishment of its mandate. One of the most difficult problems the Committee had to deal with, however, was the definition of the relationship of the proposed convention with relevant areas of international law, particularly the Geneva Conventions of 1949 and their two recently adopted additional protocols. In the view of my delegation, the Committee should avoid complicated formulations which, in that area, are more likely to become a factor of uncertainty than of clarification. Hostage-taking is a factor of uncertainty, regardless of whatever instrument one happens to be reading at the time. We should avoid setting up difficulties between different agreements but rather assume that they should be consistent with and supplementary to one another, particularly when their objectives are of a humanitarian nature. Whatever formulation is ultimately reached, however, the fact that the gap has narrowed between negotiating groups on such questions reflects the determination of the international community to ensure the successful outcome of the Committee's work.

Mr. Chairman, the Ad Hoc Committee has before it several other difficult questions which for the most part are yet to be discussed. The position of principle of many delegations on these subjects has been stated in the course of the past session of the Sixth Committee. It is clear, however, that the Committee is not and cannot be in a position to deal effectively with certain problems of a global nature. This does not amount to a denial of their existence, but is merely recognition that the elimination of specific individual terrorist or criminal acts, on the one hand, and the handling of problems related to state conduct on the other hand, could not logically or practically be dealt with in the same instrument. We hope that efforts made by the international community in addressing problems such as racism and other violations of human rights will yield results, just as we hope that a new convention on hostage-taking will be effective in suppressing that particular type of terrorism.

Mr. Chairman, the progress that the Ad Hoc Committee has so far achieved encourages us to believe that the general spirit of cooperation and the genuine desire to achieve results, which have been demonstrated in the past, will continue to prevail. It is of course necessary that the mandate of the Committee be renewed, in the expectation that it can complete its work next year.

3. NON-USE OF FORCE

Regarding the agenda item on the Report of the Special Committee on Enhancing the Effectiveness of the Principle of Non-Use of Force in International Relations, Canada shares the reservations of other western delegations and particularly NATO countries. It attaches importance to ensuring that the treaty elaborated is in complete conformity with the UN Charter, and to linking the concept of non-use of force to that of the peaceful settlement of disputes.

On November 22, 1978 the Canadian Representative, Mr. Philippe Kirsch, spoke to the Sixth Committee and expressed reservations as to the prospects of success of the Special Committee in light of the absence of agreement even on broad lines of the future work. He stressed that it was essential that the mandate of the Committee remain flexible, because a draft treaty would make sense only if it enjoyed the support of all delegations, and because the non-use of force and the peaceful settlement of disputes were concepts which could not be dissociated. The Canadian Representative also underlined the basic flaws of the Soviet draft treaty, i.e., the vague character of its provisions and the unescapable difficulties in trying to make the draft treaty compatible with the Charter. Finally, Mr. Kirsch suggested that a simple solution to the overlapping problem might be to transfer the question of the peaceful settlement of disputes from the Charter Committee to the Non-Use of Force Committee. The following paragraphs constitute part of the Canadian Representative's remarks.

It is certainly possible to bring out several very positive elements from this session of the Special Committee. Generally, the delegations have studied the problems put before them in a serious and constructive manner. Furthermore, many delegations have seen the necessity of making the essential links between non-use of force and other aspects of the

more general question of peacekeeping and international security. If one of the objectives of this session was to define the problems and the positions held here, then it has had a measure of success. But to the extent this objective has been reached, we can only concur with the remark of the Chairman of the Committee that the report reflects the deep divisions which had already been seen at the 31st and 32nd sessions of the General Assembly. We can therefore wonder how the discussion can proceed beyond the general debate stage, given the lack of agreement on the broad outlines of the Special Committee's future work.

Mr. Chairman, my delegation cannot share the opinion of those who would like to reduce the mandate of the Special Committee to the task of formulating a draft treaty on the non-use of force. We also doubt the wisdom of considering the separation of the question of peaceful settlement of disputes and other questions related to the non-use of force. Many very interesting ideas have been submitted to the Committee, dealing in particular with the strengthening of the Security Council's powers, Chapter VII of the Charter, the role of the Secretary-General, the possibility of establishing international inquiry machinery and the importance of the role of the International Court of Justice. If the mandate of the Committee is extended, such ideas will have to be developed further and put into the form of proposals in working documents.

It appears to us that the Soviet Delegation has based its presentation of its draft treaty on two premises. The first is that such a treaty would ensure the future respect of the principle of the non-use of force. The second is that the draft treaty would have no negative impact on the United Nations Charter. I must say that this session of the Special Committee has not convinced us of the validity of these two premises.

With regard to the possible positive impact of the treaty, it seems clear to us that its provisions are really too general to have any appreciable, practical effect. It cannot be said too often that prohibition of the use of force is virtually universally accepted, and that the addition to this principle of a few articles which have no concrete applicative measures will not settle those cases wherein some states feel obliged to resort to force despite the prohibition. My delegation has frequently heard the list of the beneficial effects of a treaty on the non-use of force: from disarmament to economic, social and technical progress. But what is missing from this description, Mr. Chairman, is the relationship of cause and effect. It is not sufficient to say, for example, that one result of the treaty would be the facilitation of settlement of conflicts. We would like to hear how the treaty, without any measures aimed at reducing the causes of tension, could have any greater effect than the general obligations already accepted. We are not denying that rules of law are binding in nature but wondering whether such a concise treaty, which could be contravened in the absence of application measures, might not weaken the force of the rules contained therein. My delegation would like to have clarifications on this matter.

With regard to the relationship of the draft treaty to the Charter, and the danger that the Charter could be affected by it, the problem is somewhat similar to the one that I have just described. When the question was asked, the Soviet delegation replied by a statement of principle: the purpose of the treaty, it said, was to give specific form to the principles defined in the Charter, not to create new obligations; the treaty could therefore have no negative effect on the legal force of the Charter. This is a fine formula, but it does not in any way resolve the dilemma which has been put forth by a number of delegations. If the treaty reaffirms the provisions of the Charter, it is unnecessary and gives the impression that these provisions have eroded or weakened. If the treaty diverges from the Charter (a very real danger in an effort at "concretization" of its provisions), it could create confusion, particularly if the conflict between the two instruments is not immediately evident, that is, if Article 103 of the Charter does not come into play. It is clear that the power of the Security Council to interpret the provisions of the Charter would be affected and that the treaty itself could constitute in practice a disguised amendment. The problem becomes even more serious, of course, in the very probable case that the signatories of the treaty do not include all members of the United Nations. A solemn declaration by the General Assembly, however, would not entail the same dangers and would on the contrary help the Security Council in its task. It would be interesting if the delegation of the Soviet Union would tackle this problem as it has been posed on several occasions in the Special Committee and elsewhere.

Mr. Chairman, having observed the difficulties in which the Special Committee could become entangled, my delegation really wonders whether the differences of opinion are not so deep that they jeopardize its chances for success, particularly in view of the practical impossibility and the inadvisability of imposing ready-made solutions on one or another of the groups in attendance here. We must still consider the hypothesis that the Special Committee could be called upon to continue its deliberations in 1979, and in particular we must consider how the Committee could solve the problem posed by the fact that the question of peaceful settlement of disputes is being dealt with by two separate committees, the Special Committee on the Charter and the Special Committee on the Non-Use of Force. This situation should be corrected. However, we do not see why the peaceful settlement of disputes question should be dealt with only by the Special Committee on the Charter, particularly since that committee will soon be taking up other questions as requested by the majority of its members. A simple solution to the problem of overlapping would probably be to turn over to the Special Committee on the Non-Use of Force the results of consideration of the peaceful settlement of disputes question by the Special Committee on the Charter at its next session, whether these results take the form of recommendations or simply a list of proposals. The Special Committee on the Non-Use of Force would thus have two working papers, one on each of the two main aspects of its mandate, and could proceed to study them at leisure. However, whether or not there is a solution to the overlapping problem, my delegation considers it essential that the Committee continue studying all the proposals submitted to it concerning all aspects of its mandate. In particular, it must not dissociate the question of non-use of force from that of peaceful settlement of disputes, and it must remain faithful to the spirit of the United Nations Charter.

CANADA'S VOTING RECORD IN THE GENERAL ASSEMBLY

The 33rd regular session of the General Assembly of the United Nations opened on 24 September 1978. There were 113 resolutions or parts of resolutions adopted by the Assembly. Of these recorded votes, Canada voted in favour of 73 (approximately 65 per cent), against 19 (17 per cent) and abstained on 21 (18 per cent).

Resolutions and Decisions adopted by the General Assembly during its 33rd regular session, Department of Public Information, Press Section, United Nations, New York, Press Release GA/33/1, 2 Feb. 1979.

PART II

CANADA'S VOTING RECORD AT UNGA XXXIII

Resolution No.	Title	AWA	Y	N	Abst.	Other
33/1	Admission of Mongolia to membership in the United Nations					
33/2	Report of the Committee of the Whole established under General Assembly Resolution 33/17					
33/3	Report of the International Atomic Energy Agency					
33/4	Peaceful use of nuclear energy for economic and social development					
33/5	Essentials of representative to the thirty-third session of the General Assembly					
33/6	Question of Cyprus					
33/7	Third United Nations Conference on the Law of the Sea					
33/8	Operative status for the Agency for Cultural and Technical Co-operation in the General Assembly					
33/9	Co-operation between the Organisation of African Unity and the Organisation of African Unity					

* indicates how Canada voted.
**AWA: Common parlance at the UN, adopted by consensus. Y: adopted by majority vote. N: adopted by majority vote. Abst.: abstained. Other: other.

CANADA'S VOTING RECORD AT 33RD SESSION OF THE UN GENERAL ASSEMBLY

SUMMARY: The 33rd regular session of the General Assembly adopted 205 resolutions and 70 decisions. There were 133 resolutions or parts of resolutions adopted by recorded vote. Of these recorded votes, Canada voted in favour of 73 (approximately 55%), against 19 (14%) and abstained on 41 (31%).

REFERENCE: Resolutions and Decisions Adopted by the General Assembly during its Thirty-Third Session, Department of Public Information, Press Section, United Nations, New York. Press Release GA/5942 5 Feb. 1979

PART I RESOLUTIONS RELATING TO MATTERS CONSIDERED DIRECTLY BY THE GENERAL ASSEMBLY
WITHOUT REFERENCE TO A MAIN COMMITTEE

Resolution No.	Title	Date of Adoption in the General Assembly	Voting		
			Yes	No	Abstain
33/1	Admission of Solomon Islands to membership in the United Nations	19/9/78	adopted without vote(AWV)**		
33/2	Report of the Committee of the Whole established under General Assembly Resolution 32/174	19/10/78	AWV		
33/3	Report of the International Atomic Energy Agency	2/11/78	AWV		
33/4	Peaceful use of nuclear energy for economic and social development	2/11/78	AWV		
33/9	Credentials of representatives to the thirty-third session of the General Assembly	3/11/78	AWV		
33/15	Question of Cyprus	9/11/78	110*	4	22
33/17	Third United Nations Conference on the Law of the Sea	10/11/78	127*	0	1
33/18	Observer status for the Agency for Cultural and Technical Co-operation in the General Assembly	10/11/78	AWV		
33/27	Co-operation between the United Nations and the Organization of African Unity	1/12/78	AWV		

* Indicates how Canada voted.

**AWV: Common parlance at the UN, adopted by consensus.

Resolution No.	Title	Date of Adoption in the General Assembly	Voting		
			Yes	No	Abstain
33/28 A-C	Question of Palestine	7/12/78	A 97	19*	25
			B 103	14*	24
			C 98	17*	26
33/29	The situation in the Middle East	7/12/78	100	4*	33
33/44	Implementation of the Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples	13/12/78	129*	0	6
33/45	Dissemination of information on decolonization	13/12/78	135*	0	0
33/46	National institutions for the promotion and protection of human rights	14/12/78	AWV		
33/107	Admission of the Commonwealth of Dominica to membership in the United Nations	18/12/78	AWV		
33/182 A-C	Question of Namibia	21/12/78	A 120	0	19*
			B 123	0	17*
			C 136	0	5*
33/183 A-O	Policies of <u>apartheid</u> of the of the Government of South Africa	24/1/79	A AWV		
			B 122*	4	0
			C 129*	0	0
			D 82	18*	28
			E 105	6	16*
			F AWV		
			G 96	5	23*
			H 98	10*	20
			I 130*	0	0
			J 124*	0	4
			K 115	0	12*
L 103	9*	17			
M 113	3	13*			
N 112*	0	15			
O 117	0	10*			

OTHER DECISIONS

33/401	Adoption of the agenda and allocation of agenda items	22/9/78	AWV		
33/403	United Nations Human Rights Prize	10/11/78	AWV		
33/404	Notification by the Secretary-General under Article 12, paragraph 2, of the Charter of the United Nations	10/11/78	AWV		

Resolution No.	Title	Date of Adoption in the General Assembly	Voting		
			Yes	No	Abstain
33/427	Report of the Secretary-General on the work of the Organization	18/12/78	AWV		
33/428	Report of the International Court of Justice	18/12/78	AWV		
33/432	Suspension of the thirty-third session of the General Assembly	20-21/12/78	AWV		
33/434	Report of the Security Council	20/12/78	AWV		
33/435	Question of the Comorian island of Mayotte	20/12/78	AWV		
33/445	Report of the Economic and Social Council	21/12/78	AWV		

PART II RESOLUTIONS RELATING TO DISARMAMENT AND RELATED (FIRST COMMITTEE) MATTERS

33/57	Implementation of the conclusions of the first Review Conference of the Parties to the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons and establishment of a preparatory committee for the second Conference	14/12/78	122*	1	16
33/58	Implementation of General Assembly resolution 32/76 concerning the signature and ratification of Additional Protocol I of the Treaty for the Prohibition of Nuclear Weapons in Latin America (Treaty of Tlatelolco)	14/12/78	AWV**		
33/59 A-B	Chemical and bacteriological (biological) weapons	14/12/78	A AWV B AWV		
33/60	Implementation of General Assembly resolution 32/78	14/12/78	134*	1	5
33/61	Implementation of General Assembly resolution 32/79 concerning the signature and ratification of Additional Protocol II of the Treaty for the Prohibition of Nuclear Weapons in Latin America (Treaty of Tlatelolco)	14/12/78	AWV		

* Indicates how Canada voted.

**AWV: Common parlance at the UN, adopted by consensus.

Resolution No.	Title	Date of Adoption in the General Assembly	Voting		
			Yes	No	Abstain
33/62	Effective measures to implement the purposes and objectives of the Disarmament Decade	14/12/78	AWV		
33/63	Implementation of the Declaration on the Denuclearization of Africa	14/12/78	136*	0	3
33/64	Establishment of a nuclear-weapon-free zone in the region of the Middle East	14/12/78	138*	0	1
33/65	Establishment of a nuclear-weapon-free zone in South Asia	14/12/78	97*	2	37
33/66 A-B	Prohibition of the development and manufacture of new types of weapons of mass destruction and new systems of such weapons	14/12/78	A 117* B 118	0 0	24 24*
33/67	Reduction of military budgets	14/12/78	121*	0	18
33/68	Implementation of the Declaration of the Indian Ocean as a Zone of Peace	14/12/78	130	0	14*
33/69	World Disarmament Conference	14/12/78	AWV		
33/70	United Nations Conference on Prohibitions or Restrictions of Use of Certain Conventional Weapons Which May Be Deemed to Be Excessively Injurious or to Have Indiscriminate Effects	14/12/78	AWV		
33/71 A-N	Review of the implementation of the recommendations and decisions adopted by the General Assembly at its tenth special session	14/12/78	A 72 B 103 C 130* D AWW E AWW F AWW G AWW H 129 I AWW J 121* K AWW L AWW M AWW N AWW	30* 18* 2 0 0	37 18 8 13* 18
33/72 A-B	Conclusion of an international convention on the strengthening of guarantees of the security of non-nuclear States	14/12/78	A 137* B 124*	2 0	4 14

Resolution No.	Title	Date of Adoption in the General Assembly	Voting		
			Yes	No	Abstain
33/73	Declaration on the Preparation of Societies for Life in Peace	15/12/78	138*	0	2
33/74	Non-interference in the internal affairs of States	15/12/78	128	0	14*
33/75	Implementation of the Declaration on the Strengthening of International Security	15/12/78	119	2	19*
33/76	Situation in Nicaragua	15/12/78	85*	2	45
33/91 A-I	General and complete disarmament	16/12/78	A AWW B 132* C 127* D 117* E 93* F 105 G 126* H 108* I AWW	0 1 0 0 18* 9 10	2 10 21 40 12 1 16

OTHER DECISIONS

33/418	Languages of the Meeting of the Littoral and Hinterland States of the Indian Ocean	14/12/78	AWV		
33/422	Production of a United Nations film on wars and their consequences	16/12/78	108	0	23*

PART III RESOLUTIONS RELATING TO MATTERS CONSIDERED BY THE SPECIAL POLITICAL COMMITTEE

33/5	Effects of atomic radiation	3/11/78	AWV**		
33/16	International co-operation in the peaceful uses of outer space	10/11/78	AWV		
33/112 A-F	United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East	18/12/78	A 136* B AWW C 136* D AWW E 136 F 115	0 0 1 4*	2 2 4* 22
33/113 A-C	Report of the Special Committee to Investigate Israeli Practices Affecting the Human Rights of the Population of the Occupied Territories	18/12/78	A 140* B 139* C 97	1 1 3	1 1 38*

* Indicates how Canada voted.

**AWV: Common parlance at the UN, adopted by consensus.

Resolution No.	Title	Date of Adoption in the General Assembly	Voting		
			Yes	No	Abstain
33/114	Comprehensive review of the whole question of peace-keeping operations in all their aspects	18/12/78	106*	11	19
33/115 A-C	Questions relating to information	18/12/78	A AWW B AWW C AWW		
33/138	Question of the composition of the relevant organs of the United Nations: amendments to rules 31 and 38 of the rules of procedure of the General Assembly	19/12/78	105	29*	3

OTHER DECISIONS

33/402	Question of Cyprus	8/11/78	AWV		
33/425	Freedom of information	18/12/78	AWV		
33/426	Establishment of an agency or a department of the United Nations for undertaking, co-ordinating and disseminating the results of research into unidentified flying objects and related phenomena	18/12/78	AWV		

PART IV RESOLUTIONS AND DECISIONS RELATING TO ECONOMIC AND FINANCIAL (SECOND COMMITTEE) MATTERS

33/20	United Nations Institute for Training and Research	29/11/78	AWV**		
33/21	Assistance to the drought-stricken areas of Ethiopia	29/11/78	AWV		
33/22	Office of the United Nations Disaster Relief Co-ordinator	29/11/78	AWV		
33/77	Third General Conference of the United Nations Industrial Development Organization	15/12/78	AWV		
33/78	Industrial development co-operation	15/12/78	AWV		
33/79	Revision of the lists of States eligible for membership in the Industrial Development Board	15/12/78	AWV		
33/80	United Nations Children's Fund	15/12/78	AWV		

* Indicates how Canada voted.

**AWV: Common parlance at the UN, adopted by consensus.

Resolution No.	Title	Date of Adoption in the General Assembly	Yes	Voting No	Abstain
33/81	Health needs of Palestinian refugee children	15/12/78	AWV		
33/82	Report of the Governing Council of the United Nations Development Programme	15/12/78	AWV		
33/83	International Year of the Child	15/12/78	AWV		
33/84	United Nations Volunteers programme	15/12/78	AWV		
33/85	United Nations Special Fund for Land-locked Developing Countries	15/12/78	114	0	23*
33/86	Report of the Governing Council of the United Nations Environment Programme	15/12/78	AWV		
33/87	Co-operation in the field of the environment concerning natural resources shared by two or more States	15/12/78	AWV		
33/88	Measures taken for the benefit of the Sudano-Sahelian region	15/12/78	AWV		
33/89	Plan of Action to Combat Desertification	15/12/78	130*	0	10
33/90	Mexico Declaration of the World Food Council	15/12/78	AWV		
33/108	United Nations University	18/12/78	AWV		
33/109	Establishment of a University for Peace	18/12/78	AWV		
33/110	Living conditions of the Palestinian people	18/12/78	109	2	24*
33/111	International co-operation in the field of human settlements	18/12/78	AWV		
33/122	World Tourism Organization	19/12/78	AWV		
33/123	Assistance to the Comoros	19/12/78	AWV		
33/124	Assistance to Guinea-Bissau	19/12/78	AWV		
33/125	Assistance to Sao Tome and Principe	19/12/78	AWV		
33/126	Assistance to Mozambique	19/12/78	AWV		
33/127	Assistance to Cape Verde	19/12/78	AWV		

Resolution No.	Title	Date of Adoption in the General Assembly	Voting		
			Yes	No	Abstain
33/128	Assistance to Lesotho	19/12/78	AWV		
33/129	Assistance to Seychelles	19/12/78	AWV		
33/130	Assistance to Botswana	19/12/78	AWV		
33/131	Assistance to Zambia	19/12/78	AWV		
33/132	Assistance to Djibouti	19/12/78	AWV		
33/133	Implementation of the medium-term and long-term recovery and rehabilitation programme in the Sudano-Sahelian region	19/12/78	AWV		
33/134	United Nations Conference on Technical Co-operation among Developing Countries	19/12/78	AWV		
33/135	Role of qualified national personnel in the social and economic development of developing countries	19/12/78	AWV		
33/136	Acceleration of the transfer of real resources to developing countries	19/12/78	118	1	20*
33/137	Finance for development	19/12/78	122	0	17*
33/144	Role of the public sector in promoting the economic development of developing countries	20/12/78	AWV		
33/145	Sixth replenishment of the International Development Association and recapitalization of the World Bank	20/12/78	AWV		
33/146	Assistance for the reconstruction and development of Lebanon	20/12/78	AWV		
33/147	Assistance to the Palestinian people	20/12/78	102	5*	35
33/148	United Nations Conference on New and Renewable Sources of Energy	20/12/78	AWV		
33/149	Special measures in favour of the least developed among the developing countries	20/12/78	AWV		
33/150	Specific action related to the particular needs of the land-locked developing countries	20/12/78	134*	0	4

Resolution No.	Title	Date of Adoption in the General Assembly	Voting		
			Yes	No	Abstain
33/151	Reverse transfer of technology	20/12/78	141*	0	0
33/152	Assistance to Antigua, St. Kitts-Nevis-Anguilla, St. Lucia and St. Vincent	20/12/78	AWV		
33/153	United Nations Conference on Restrictive Business Practices	20/12/78	AWV		
33/154	Fifth session of the United Nations Conference on Trade and Development	20/12/78	AWV		
33/155	Effects of the world inflationary phenomenon on the development process	20/12/78	120	0	19*
33/156	United Nations Conference to Negotiate an International Arrangement to Replace the International Wheat Agreement of 1971, as Extended	20/12/78	AWV		
33/157	United Nations Conference on an International Code of Conduct on the Transfer of Technology	20/12/78	AWV		
33/158	United Nations Negotiating Conference on a Common Fund under the Integrated Programme for Commodities	20/12/78	AWV		
33/159	Debt problems of the developing countries	20/12/78	119	0	22*
33/160	United Nations Conference on a Convention on International Multimodal Transport	20/12/78	AWV		
33/161	Conversion of the United Nations Industrial Development Organization into a specialized agency	20/12/78	AWV		
33/192	United Nations Conference on Science and Technology	29/1/79	AWV		
33/193	Preparations for an international development strategy for the third United Nations development decade	29/1/79	AWV		
33/194	Multilateral development assistance for the exploration of natural resources	29/1/79	AWV		
33/195	Economic co-operation among developing countries	29/1/79	AWV		

Resolution No.	Title	Date of Adoption in the General Assembly	Voting		
			Yes	No	Abstain
33/196	Protectionism	29/1/79	109	1	21*
33/197	United Nations Transport and Communications Decade in Africa	29/1/79	AWV		
33/198	Preparations for the special session of the General Assembly in 1980.	29/1/79	AWV		
33/199	Multilateral trade negotiations	29/1/79	110	11*	11
33/200	Effective mobilization and integration of women in development	29/1/79	AWV		
33/201	Comprehensive policy review of operational activities	29/1/79	AWV		
33/202	Restructuring of the economic and social sectors of the United Nations system	29/1/79	AWV		

OTHER DECISIONS

33/419	Rules of procedure of pledging conferences	15/12/78	AWV		
33/420	Administrative expenses of the United Nations Capital Development Fund	15/12/78	AWV		
33/421	Marine pollution	15/12/78	AWV		
33/431	United Nations Special Fund	19/12/78	AWV		
33/436	Documents relating to the report of the Economic and Social Council	20/12/78	AWV		
33/437	Preparations for a new international development strategy	20/12/78	AWV		
33/438	Review of progress in the implementation of special measures and specific action related to the particular needs of the land-locked developing countries	20/12/78	AWV		
33/446	Records of the United Nations Conference on Science and Technology for Development	29/1/79	AWV		
33/447	Report of the Economic and Social Council on the implementation of General Assembly resolution 32/197	29/1/79	AWV		

PART V RESOLUTIONS RELATING TO SOCIAL, HUMANITARIAN AND CULTURAL (THIRD COMMITTEE) MATTERS

Resolution No.	Title	Date of Adoption in the General Assembly	Voting		
			Yes	No	Abstain
33/6	Channels of communication with youth and youth organizations	3/11/78	AWV**		
33/7	International Youth Year	3/11/78	AWV		
33/8	Physical education and sports exchanges among young people	3/11/78	AWV		
33/23	Adverse consequences for the enjoyment of human rights of political, military, economic and other forms of assistance given to colonial and racist regimes in southern Africa	29/11/78	100	7	22*
33/24	Importance of the universal realization of the right of peoples to self-determination and of the speedy granting of independence to colonial countries and peoples for the effective guarantee and observance of human rights	29/11/78	92	19*	20
33/25	Enlargement of the Executive Committee of the Programme of the United Nations High Commissioner for Refugees	29/11/78	AWV		
33/26	Report of the United Nations High Commissioner for Refugees	29/11/78	AWV		
33/47	National experience in promoting the co-operative movement	14/12/78	AWV		
33/48	World social development	14/12/78	125*	0	12
33/49	Preservation and further development of cultural values	14/12/78	AWV		
33/50	Protection, restitution and return of cultural and artistic property as part of the preservation and further development of cultural values	14/12/78	127*	0	13
33/51	International Covenants on Human Rights	14/12/78	AWV		
33/52	World Assembly on the Elderly	14/12/78	AWV		

* Indicates how Canada voted.

**AWV: Common parlance at the UN, adopted by consensus.

Resolution No.	Title	Date of Adoption in the General Assembly	Voting		
			Yes	No	Abstain
33/53	Human rights and scientific and technological developments	14/12/78	83*	0	48
33/54	Review and co-ordination of human rights programmes of organizations in the United Nations system and co-operation with other international programmes in the field of human rights	14/12/78	AWV		
33/98	Implementation of the Programme for the Decade for Action to Combat Racism and Racial Discrimination	16/12/78	124	0	12*
33/99	World Conference to Combat Racism and Racial Discrimination	16/12/78	107	18*	11
33/100	Results of the World Conference to Combat Racism and Racial Discrimination	16/12/78	101	19*	15
33/101	Status of the International Convention on the Elimination of All Forms Of Racial Discrimination	16/12/78	AWV		
33/102	Report of the Committee on the Elimination of Racial Discrimination	16/12/78	AWV		
33/103	Status of the International Convention on the Suppression and Punishment of the Crime of <u>Apartheid</u>	16/12/78	109	0	30*
33/104	Alternative approaches and ways and means within the United Nations system for improving the effective enjoyment of human rights and fundamental freedoms, including the creation of a post of United Nations High Commissioner for Human Rights	16/12/78	AWV		
33/105	Alternative approaches and ways and means within the United Nations system for improving the effective enjoyment of human rights and fundamental freedoms, including the creation of a post of United Nations High Commissioner for Human Rights	16/12/78	AWV		

Resolution No.	Title	Date of Adoption in the General Assembly	Voting		
			Yes	No	Abstain
33/106	Elimination of all forms of religious intolerance	16/12/78	118*	0	21
33/162	Migratory labour in southern Africa	20/12/78	AWV		
33/163	Measures to improve the situation and ensure the human rights and dignity of migrant workers	20/12/78	124*	0	14
33/164	Assistance to South African student refugees	20/12/78	AWV		
33/165	Status of persons refusing service in military or police forces used to enforce <u>apartheid</u>	20/12/78	AWV		
33/166	Question of a convention on the rights of the child	20/12/78	AWV		
33/167	Regional arrangements for the promotion and protection of human rights	20/12/78	AWV		
33/168	Narcotic drugs	20/12/78	AWV		
33/169	Protection of the human rights of arrested or detained trade union activists	20/12/78	AWV		
33/170	International Year for Disabled Persons	20/12/78	AWV		
33/171	<u>United Nations Yearbook on Human Rights</u>	20/12/78	AWV		
33/172	Missing persons in Cyprus	20/12/78	69	6	55*
33/173	Disappeared persons	20/12/78	AWV		
33/174	Establishment of the United Nations Trust Fund for Chile	20/12/78	98*	6	35
33/175	Protection of human rights in Chile	20/12/78	96*	7	38
33/176	Importance of the experience of the <u>Ad Hoc</u> Working Group on the Situation of Human Rights in Chile	20/12/78	54*	17	66
33/177	Draft Convention on the Elimination of Discrimination against Women	20/12/78	AWV		

Resolution No.	Title	Date of Adoption in the General Assembly	Voting		
			Yes	No	Abstain
33/178	Torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment	20/12/78	AWV		
33/179	Draft Code of Conduct for Law Enforcement Officials	20/12/78	AWV		
33/184	Importance of the improvement of the status and role of women in education and in the economic and social fields for the achievement of the equality of women with men	29/1/79	88	0	22*
33/185	Preparations for the World Conference of the United Nations Decade for Women: Equality, Development and Peace, including the adoption of the subtheme of Employment, Health and Education	29/1/79	AWV		
33/186	Rationalization of the reporting system on the status of women	29/1/79	AWV		
33/187	International Research and Training Institute for the Advancement of Women	29/1/79	AWV		
33/188	Voluntary Fund for the United Nations Decade for Women	29/1/79	AWV		
33/189	World Conference of the United Nations Decade for Women: Equality, Development and Peace	29/1/79	AWV		
33/190	Preparations for the World Conference of the United Nations Decade for Women: Equality, Development and Peace	29/1/79	AWV		
33/191	Venue of the World Conference of the United Nations Decade for Women: Equality, Development and Peace	29/1/79	AWV		

OTHER DECISIONS

33/406	United Nations conference for an international convention on adoption law	29/11/78	AWV		
--------	---	----------	-----	--	--

* Indicates how Canada voted.
 **AWV: Common practice at the UN, adopted by consensus.

PART VI RESOLUTION RELATING TO DECOLONIZATION (FOURTH COMMITTEE) MATTERS

Resolution No.	Title	Date of Adoption in the General Assembly	Voting		
			Yes	No	Abstain
33/30	Question of the New Hebrides	13/12/78	AWV**		
33/31 A-B	Question of Western Sahara	13/12/78	A 90	10	39*
			B 66	30	40*
33/32	Question of American Samoa	13/12/78	AWV		
33/33	Question of Guam	13/12/78	AWV		
33/34	Question of the United States Virgin Islands	13/12/78	AWV		
33/35	Question of Bermuda, British Virgin Islands, Montserrat, Turks and Caicos Islands and Cayman Islands	13/12/78	AWV		
33/36	Question of Belize	13/12/78	127*	1	12
33/37	Information from Non-Self-Governing Territories transmitted under Article 73 <u>e</u> of the Charter of the United Nations	13/12/78	138*	0	3
33/38 A-B	Question of Southern Rhodesia	13/12/78	A 130	0	11*
			B 124	0	15*
33/39	Question of East Timor	13/12/78	59	31	44*
33/40	Activities of foreign economic and other interests which are impeding the implementation of the Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples in Southern Rhodesia and Namibia and in all other Territories under colonial domination and efforts to eliminate colonialism, <u>apartheid</u> and racial discrimination in southern Africa	13/12/78	83	14*	34
33/41	Implementation of the Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples by the specialized agencies and the international institutions associated with the United Nations	13/12/78	133	0	8*

* Indicates how Canada voted.

**AWV: Common parlance at the UN, adopted by consensus.

Resolution No.	Title	Date of Adoption in the General Assembly	Voting		
			Yes	No	Abstain
33/42	United Nations Educational and Training Programme for Southern Africa	13/12/78	AWV		
33/43	Offers by Member States of study and training facilities for inhabitants of Non-Self-Governing Territories	13/12/78	AWV		

OTHER DECISIONS

33/407	Question of Namibia	7/12/78	AWV		
33/408	Question of Gibraltar	13/12/78	AWV		
33/409	Question of Tokelau	13/12/78	AWV		
33/410	Question of St. Helena	13/12/78	AWV		
33/411	Question of the Cocos (Keeling) Islands	13/12/78	AWV		
33/412	Question of Brunei	13/12/78	AWV		
33/413	Questions of Pitcairn, of the Falkland Islands (Malvinas) and of the Gilbert Islands	13/12/78	AWV		
33/414	Question of Antigua, St. Kitts-Nevis-Anguilla, St. Lucia and St. Vincent	13/12/78	AWV		

PART VII RESOLUTIONS AND DECISIONS RELATING TO ADMINISTRATIVE AND BUDGETARY (FIFTH COMMITTEE) MATTERS

33/10	Financial reports and accounts, and reports of the Board of Auditors	3/11/78	AWV**		
33/11	Scale of assessments for the apportionment of the expenses of the United Nations	3/11/78	AWV		
33/12	Amendment to rule 159 of the rules of procedure of the General Assembly	3/11/78	AWV		
33/13	Financing of the United Nations	3/11/78	A 110*	4	14
A-F	Emergency Force and of the United Nations Disengagement Observer Force	1/12/78	B 95*	3	12
		8/12/78	C 94*	3	11
		8/12/78	D 94*	3	11
		14/12/78	E 105*	9	14
		14/12/78	F 111*	9	9

* Indicates how Canada voted.

**AWV: Common parlance at the UN, adopted by consensus.

Resolution No.	Title	Date of Adoption in the General Assembly	Voting			
			Yes	No	Abstain	
33/14	Financing of the United Nations Interim Force in Lebanon	3/11/78	114*	13	4	
33/55	Pattern of conferences	14/12/78	AWV			
33/56	Control and limitation of documentation	14/12/78	AWV			
				A		
33/116 A, B & C	Questions relating to the programme budget for the biennium 1978-1979	19/12/78	I	116*	0	9
			II	AWV		
			III	AWV		
			IV	114*	0	14
			V	AWV		
			VI	118*	10	2
				B		
		21/12/78	I	AWV		
			II	AWV		
			III	AWV		
			IV	AWV		
			V	AWV		
			VI	AWV		
			VII	AWV		
			VIII	125*	0	9
			IX	124*	9	0
					C	
		29/1/79	I	AWV		
			II	AWV		
			III	112*	0	11
			IV	AWV		
			V	AWV		
			VI	123*	0	1
			VII	99	18	7*
			VIII	AWV		
			IX	AWV		
			X	104*	10	8
33/117	Use of experts and consultants in the United Nations	19/12/78	AWV			
33/118	Medium-term plan for the period 1980-1983	19/12/78	122*	0	11	
33/119	Report of the International Civil Service Commission	19/12/78	126*	0	10	
33/120	Report of the United Nations Joint Staff Pension Board	19/12/78	129*	0	10	

* Indicates how Canada voted.
 **AWV: Common practice at the UN, adopted by consensus.
 ***AWV: Common practice at the UN, adopted by consensus.

Resolution No.	Title	Date of Adoption in the General Assembly	Voting		
			Yes	No	Abstain
33/121 A-B	Investments of the United Nations Joint Staff Pension Fund in transnational corporations and in developing countries	19/12/78	A 115 B AWV	18*	6
33/142	Administrative and budgetary co-ordination of the United Nations with the specialized agencies and the International Atomic Energy Agency	20/12/78	AWV		
33/143	Personnel questions	20/12/78	132*	0	10
33/180 A-C	Interim action regarding the programme budget for the biennium 1978-1979	21/12/78	A 113 B AWV C 124*	15 9	3* 0
33/181	Accommodation at the Vienna International Centre	21/12/78	126*	0	11
33/203	Form of presentation of the United Nations budget	29/1/79	AWV		
33/204	Determination of activities that have been completed, are obsolete, of marginal usefulness or ineffective	29/1/79	123*	0	0
33/205 A-C	Programme budget for the biennium 1978-1979	29/1/79	A 98 B 103 C 101	15 0 14	9* 22* 8*

OTHER DECISIONS

33/405	Third United Nations Conference on the Law of the Sea	10/11/78	86*	9	18
33/415	Review of the intergovernmental and expert machinery dealing with the formulation, review and approval of programmes and budgets	14/12/78	AWV		
33/416	Management of conference resources	14/12/78	AWV		
33/417	Organization of the work of United Nations bodies	14/12/78	AWV		
33/429	Medium-term plan for the period 1980-1983: Office of the United Nations Disaster Relief Co-ordinator	19/12/78	118*	8	8
33/430	Financial emergency of the United Nations	19/12/78	AWV		

Resolution No.	Title	Date of Adoption in the General Assembly	Voting		
			Yes	No	Abstain
33/433	Amendment to the Staff Regulations of the United Nations	20/12/78	AWV		
33/439	Programme budget support of the United Nations Habitat and Human Settlements Foundation for the period from 1 January to 30 June 1979	21/12/78	116*	11	0
33/440	Continuation of the expenditure for the Integrated Programme for Commodities	21/12/78	125*	9	0
33/441	United Nations accommodation at Nairobi	21/12/78	AWV		
33/442	Expansion of meeting rooms and improvement of conference servicing and delegate facilities at United Nations Headquarters	21/12/78	113*	13	10
33/443	Reports of the Joint Inspection Unit	21/12/78	AWV		
33/444	Chapters of the report of the Economic and Social Council allocated to the Fifth Committee	21/12/78	AWV		

PART VIII RESOLUTIONS RELATING TO LEGAL (SIXTH COMMITTEE) MATTERS

33/19	Drafting of an international convention against the taking of hostages	29/11/78	AWV**		
33/92	Report of the United Nations Commission on International Trade Law	16/12/78	AWV		
33/93	United Nations Conference on Contracts for the International Sale of Goods	16/12/78	AWV		
33/94	Report of the Special Committee on the Charter of the United Nations and on the Strengthening of the Role of the Organization	16/12/78	AWV		

* Indicates how Canada voted.

**AWV: Common parlance at the UN, adopted by consensus.

Resolution No.	Title	Date of Adoption in the General Assembly	Yes	Voting No	Abstain
33/95	Report of the Committee on Relations with the Host Country	16/12/78	AWV		
33/96	Report of the Special Committee on Enhancing the Effectiveness of the Principle of Non-Use of Force in International Relations	16/12/78	117	1	23*
33/97	Draft Code of Offences against the Peace and Security of Mankind	16/12/78	116	0	23*
33/139	Report of the International Law Commission	19/12/78	AWV		
33/140	Implementation by States of the provisions of the Vienna Convention on Diplomatic Relations of 1961	19/12/78	AWV		
33/141 A-B	Registration and publication of treaties and international agreements pursuant to Article 102 of the Charter of the United Nations	19/12/78	A AWV B AWV		

OTHER DECISIONS

33/423	Resolutions adopted by the United Nations Conference on the Representation of States in Their Relations with International Organizations	16/12/78	AWV		
33/424	Consolidation and progressive evolution of the norms and principles of international economic development law	16/12/78	AWV		

Department of External Affairs
Ottawa

The Bureau of United Nations Affairs (UNA) is charged primarily with the management of Canadian policy with respect to the activities of the United Nations system of organizations. It is a basic premise of Canadian policy to continue actively to strengthen the United Nations system as an effective instrument for international cooperation and, in particular, to improve the capacity of the United Nations Charter responsibilities. In pursuing these objectives, the UNA works closely with other departments and government departments and agencies.

PART III

APPENDICES

The UNA is responsible for the general management of Canadian policy in the United Nations system. It is also responsible for assisting the political and administrative staff of the United Nations Secretariat, the General Assembly and other United Nations organs and coordinating Canadian policy and activities in those areas. The UNA also provides technical assistance to other United Nations organs and to the United Nations Development Programme (UNDP) and the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO). The UNA also provides technical assistance to the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) and the United Nations Children's Fund (UNICEF). The UNA also provides technical assistance to the United Nations World Food Programme (WFP) and the United Nations World Health Organization (WHO). The UNA also provides technical assistance to the United Nations World Bank and the United Nations International Labour Office (ILO). The UNA also provides technical assistance to the United Nations Environment Programme (UNEP) and the United Nations Human Rights Commission (UNHRC). The UNA also provides technical assistance to the United Nations Commission on International Law (UNCIL) and the United Nations Commission on International Trade Law (UNCITL). The UNA also provides technical assistance to the United Nations Commission on International Law (UNCIL) and the United Nations Commission on International Trade Law (UNCITL). The UNA also provides technical assistance to the United Nations Commission on International Law (UNCIL) and the United Nations Commission on International Trade Law (UNCITL).

Canadian Permanent Mission to the United Nations, New York

At the request of the UN Secretary-General, Canada has found it necessary and desirable to maintain a permanent representation at the seat of the United Nations. The first permanent mission in New York was established in January, 1945, with the appointment of General McLaughlin as the first Canadian representative to the United Nations. The following individuals have served as Canadian Permanent Representatives:

- | | |
|--------------------|---------------------------------|
| General McLaughlin | January 1945 - December 1945 |
| W.H. Gordon | January 1946 - June 1946 |
| S.F. Lee | July 1946 - July 1946 |
| Y. Beaulieu | August 1946 - August 1946 |
| C. Ignatieff | September 1946 - September 1946 |
| P. Tremblay | October 1946 - October 1946 |
| W.H. Gordon | November 1946 - November 1946 |
| W.H. Gordon | December 1946 - December 1946 |
| W.H. Gordon | January 1947 - January 1947 |
| W.H. Gordon | February 1947 - February 1947 |
| W.H. Gordon | March 1947 - March 1947 |
| W.H. Gordon | April 1947 - April 1947 |
| W.H. Gordon | May 1947 - May 1947 |
| W.H. Gordon | June 1947 - June 1947 |
| W.H. Gordon | July 1947 - July 1947 |
| W.H. Gordon | August 1947 - August 1947 |
| W.H. Gordon | September 1947 - September 1947 |
| W.H. Gordon | October 1947 - October 1947 |
| W.H. Gordon | November 1947 - November 1947 |
| W.H. Gordon | December 1947 - December 1947 |
| W.H. Gordon | January 1948 - January 1948 |
| W.H. Gordon | February 1948 - February 1948 |
| W.H. Gordon | March 1948 - March 1948 |
| W.H. Gordon | April 1948 - April 1948 |
| W.H. Gordon | May 1948 - May 1948 |
| W.H. Gordon | June 1948 - June 1948 |
| W.H. Gordon | July 1948 - July 1948 |
| W.H. Gordon | August 1948 - August 1948 |
| W.H. Gordon | September 1948 - September 1948 |
| W.H. Gordon | October 1948 - October 1948 |
| W.H. Gordon | November 1948 - November 1948 |
| W.H. Gordon | December 1948 - December 1948 |
| W.H. Gordon | January 1949 - January 1949 |
| W.H. Gordon | February 1949 - February 1949 |
| W.H. Gordon | March 1949 - March 1949 |
| W.H. Gordon | April 1949 - April 1949 |
| W.H. Gordon | May 1949 - May 1949 |
| W.H. Gordon | June 1949 - June 1949 |
| W.H. Gordon | July 1949 - July 1949 |
| W.H. Gordon | August 1949 - August 1949 |
| W.H. Gordon | September 1949 - September 1949 |
| W.H. Gordon | October 1949 - October 1949 |
| W.H. Gordon | November 1949 - November 1949 |
| W.H. Gordon | December 1949 - December 1949 |
| W.H. Gordon | January 1950 - January 1950 |
| W.H. Gordon | February 1950 - February 1950 |
| W.H. Gordon | March 1950 - March 1950 |
| W.H. Gordon | April 1950 - April 1950 |
| W.H. Gordon | May 1950 - May 1950 |
| W.H. Gordon | June 1950 - June 1950 |
| W.H. Gordon | July 1950 - July 1950 |
| W.H. Gordon | August 1950 - August 1950 |
| W.H. Gordon | September 1950 - September 1950 |
| W.H. Gordon | October 1950 - October 1950 |
| W.H. Gordon | November 1950 - November 1950 |
| W.H. Gordon | December 1950 - December 1950 |
| W.H. Gordon | January 1951 - January 1951 |
| W.H. Gordon | February 1951 - February 1951 |
| W.H. Gordon | March 1951 - March 1951 |
| W.H. Gordon | April 1951 - April 1951 |
| W.H. Gordon | May 1951 - May 1951 |
| W.H. Gordon | June 1951 - June 1951 |
| W.H. Gordon | July 1951 - July 1951 |
| W.H. Gordon | August 1951 - August 1951 |
| W.H. Gordon | September 1951 - September 1951 |
| W.H. Gordon | October 1951 - October 1951 |
| W.H. Gordon | November 1951 - November 1951 |
| W.H. Gordon | December 1951 - December 1951 |
| W.H. Gordon | January 1952 - January 1952 |
| W.H. Gordon | February 1952 - February 1952 |
| W.H. Gordon | March 1952 - March 1952 |
| W.H. Gordon | April 1952 - April 1952 |
| W.H. Gordon | May 1952 - May 1952 |
| W.H. Gordon | June 1952 - June 1952 |
| W.H. Gordon | July 1952 - July 1952 |
| W.H. Gordon | August 1952 - August 1952 |
| W.H. Gordon | September 1952 - September 1952 |
| W.H. Gordon | October 1952 - October 1952 |
| W.H. Gordon | November 1952 - November 1952 |
| W.H. Gordon | December 1952 - December 1952 |
| W.H. Gordon | January 1953 - January 1953 |
| W.H. Gordon | February 1953 - February 1953 |
| W.H. Gordon | March 1953 - March 1953 |
| W.H. Gordon | April 1953 - April 1953 |
| W.H. Gordon | May 1953 - May 1953 |
| W.H. Gordon | June 1953 - June 1953 |
| W.H. Gordon | July 1953 - July 1953 |
| W.H. Gordon | August 1953 - August 1953 |
| W.H. Gordon | September 1953 - September 1953 |
| W.H. Gordon | October 1953 - October 1953 |
| W.H. Gordon | November 1953 - November 1953 |
| W.H. Gordon | December 1953 - December 1953 |
| W.H. Gordon | January 1954 - January 1954 |
| W.H. Gordon | February 1954 - February 1954 |
| W.H. Gordon | March 1954 - March 1954 |
| W.H. Gordon | April 1954 - April 1954 |
| W.H. Gordon | May 1954 - May 1954 |
| W.H. Gordon | June 1954 - June 1954 |
| W.H. Gordon | July 1954 - July 1954 |
| W.H. Gordon | August 1954 - August 1954 |
| W.H. Gordon | September 1954 - September 1954 |
| W.H. Gordon | October 1954 - October 1954 |
| W.H. Gordon | November 1954 - November 1954 |
| W.H. Gordon | December 1954 - December 1954 |
| W.H. Gordon | January 1955 - January 1955 |
| W.H. Gordon | February 1955 - February 1955 |
| W.H. Gordon | March 1955 - March 1955 |
| W.H. Gordon | April 1955 - April 1955 |
| W.H. Gordon | May 1955 - May 1955 |
| W.H. Gordon | June 1955 - June 1955 |
| W.H. Gordon | July 1955 - July 1955 |
| W.H. Gordon | August 1955 - August 1955 |
| W.H. Gordon | September 1955 - September 1955 |
| W.H. Gordon | October 1955 - October 1955 |
| W.H. Gordon | November 1955 - November 1955 |
| W.H. Gordon | December 1955 - December 1955 |
| W.H. Gordon | January 1956 - January 1956 |
| W.H. Gordon | February 1956 - February 1956 |
| W.H. Gordon | March 1956 - March 1956 |
| W.H. Gordon | April 1956 - April 1956 |
| W.H. Gordon | May 1956 - May 1956 |
| W.H. Gordon | June 1956 - June 1956 |
| W.H. Gordon | July 1956 - July 1956 |
| W.H. Gordon | August 1956 - August 1956 |
| W.H. Gordon | September 1956 - September 1956 |
| W.H. Gordon | October 1956 - October 1956 |
| W.H. Gordon | November 1956 - November 1956 |
| W.H. Gordon | December 1956 - December 1956 |
| W.H. Gordon | January 1957 - January 1957 |
| W.H. Gordon | February 1957 - February 1957 |
| W.H. Gordon | March 1957 - March 1957 |
| W.H. Gordon | April 1957 - April 1957 |
| W.H. Gordon | May 1957 - May 1957 |
| W.H. Gordon | June 1957 - June 1957 |
| W.H. Gordon | July 1957 - July 1957 |
| W.H. Gordon | August 1957 - August 1957 |
| W.H. Gordon | September 1957 - September 1957 |
| W.H. Gordon | October 1957 - October 1957 |
| W.H. Gordon | November 1957 - November 1957 |
| W.H. Gordon | December 1957 - December 1957 |
| W.H. Gordon | January 1958 - January 1958 |
| W.H. Gordon | February 1958 - February 1958 |
| W.H. Gordon | March 1958 - March 1958 |
| W.H. Gordon | April 1958 - April 1958 |
| W.H. Gordon | May 1958 - May 1958 |
| W.H. Gordon | June 1958 - June 1958 |
| W.H. Gordon | July 1958 - July 1958 |
| W.H. Gordon | August 1958 - August 1958 |
| W.H. Gordon | September 1958 - September 1958 |
| W.H. Gordon | October 1958 - October 1958 |
| W.H. Gordon | November 1958 - November 1958 |
| W.H. Gordon | December 1958 - December 1958 |
| W.H. Gordon | January 1959 - January 1959 |
| W.H. Gordon | February 1959 - February 1959 |
| W.H. Gordon | March 1959 - March 1959 |
| W.H. Gordon | April 1959 - April 1959 |
| W.H. Gordon | May 1959 - May 1959 |
| W.H. Gordon | June 1959 - June 1959 |
| W.H. Gordon | July 1959 - July 1959 |
| W.H. Gordon | August 1959 - August 1959 |
| W.H. Gordon | September 1959 - September 1959 |
| W.H. Gordon | October 1959 - October 1959 |
| W.H. Gordon | November 1959 - November 1959 |
| W.H. Gordon | December 1959 - December 1959 |
| W.H. Gordon | January 1960 - January 1960 |
| W.H. Gordon | February 1960 - February 1960 |
| W.H. Gordon | March 1960 - March 1960 |
| W.H. Gordon | April 1960 - April 1960 |
| W.H. Gordon | May 1960 - May 1960 |
| W.H. Gordon | June 1960 - June 1960 |
| W.H. Gordon | July 1960 - July 1960 |
| W.H. Gordon | August 1960 - August 1960 |
| W.H. Gordon | September 1960 - September 1960 |
| W.H. Gordon | October 1960 - October 1960 |
| W.H. Gordon | November 1960 - November 1960 |
| W.H. Gordon | December 1960 - December 1960 |
| W.H. Gordon | January 1961 - January 1961 |
| W.H. Gordon | February 1961 - February 1961 |
| W.H. Gordon | March 1961 - March 1961 |
| W.H. Gordon | April 1961 - April 1961 |
| W.H. Gordon | May 1961 - May 1961 |
| W.H. Gordon | June 1961 - June 1961 |
| W.H. Gordon | July 1961 - July 1961 |
| W.H. Gordon | August 1961 - August 1961 |
| W.H. Gordon | September 1961 - September 1961 |
| W.H. Gordon | October 1961 - October 1961 |
| W.H. Gordon | November 1961 - November 1961 |
| W.H. Gordon | December 1961 - December 1961 |
| W.H. Gordon | January 1962 - January 1962 |
| W.H. Gordon | February 1962 - February 1962 |
| W.H. Gordon | March 1962 - March 1962 |
| W.H. Gordon | April 1962 - April 1962 |
| W.H. Gordon | May 1962 - May 1962 |
| W.H. Gordon | June 1962 - June 1962 |
| W.H. Gordon | July 1962 - July 1962 |
| W.H. Gordon | August 1962 - August 1962 |
| W.H. Gordon | September 1962 - September 1962 |
| W.H. Gordon | October 1962 - October 1962 |
| W.H. Gordon | November 1962 - November 1962 |
| W.H. Gordon | December 1962 - December 1962 |
| W.H. Gordon | January 1963 - January 1963 |
| W.H. Gordon | February 1963 - February 1963 |
| W.H. Gordon | March 1963 - March 1963 |
| W.H. Gordon | April 1963 - April 1963 |
| W.H. Gordon | May 1963 - May 1963 |
| W.H. Gordon | June 1963 - June 1963 |
| W.H. Gordon | July 1963 - July 1963 |
| W.H. Gordon | August 1963 - August 1963 |
| W.H. Gordon | September 1963 - September 1963 |
| W.H. Gordon | October 1963 - October 1963 |
| W.H. Gordon | November 1963 - November 1963 |
| W.H. Gordon | December 1963 - December 1963 |
| W.H. Gordon | January 1964 - January 1964 |
| W.H. Gordon | February 1964 - February 1964 |
| W.H. Gordon | March 1964 - March 1964 |
| W.H. Gordon | April 1964 - April 1964 |
| W.H. Gordon | May 1964 - May 1964 |
| W.H. Gordon | June 1964 - June 1964 |
| W.H. Gordon | July 1964 - July 1964 |
| W.H. Gordon | August 1964 - August 1964 |
| W.H. Gordon | September 1964 - September 1964 |
| W.H. Gordon | October 1964 - October 1964 |
| W.H. Gordon | November 1964 - November 1964 |
| W.H. Gordon | December 1964 - December 1964 |
| W.H. Gordon | January 1965 - January 1965 |
| W.H. Gordon | February 1965 - February 1965 |
| W.H. Gordon | March 1965 - March 1965 |
| W.H. Gordon | April 1965 - April 1965 |
| W.H. Gordon | May 1965 - May 1965 |
| W.H. Gordon | June 1965 - June 1965 |
| W.H. Gordon | July 1965 - July 1965 |
| W.H. Gordon | August 1965 - August 1965 |
| W.H. Gordon | September 1965 - September 1965 |
| W.H. Gordon | October 1965 - October 1965 |
| W.H. Gordon | November 1965 - November 1965 |
| W.H. Gordon | December 1965 - December 1965 |
| W.H. Gordon | January 1966 - January 1966 |
| W.H. Gordon | February 1966 - February 1966 |
| W.H. Gordon | March 1966 - March 1966 |
| W.H. Gordon | April 1966 - April 1966 |
| W.H. Gordon | May 1966 - May 1966 |
| W.H. Gordon | June 1966 - June 1966 |
| W.H. Gordon | July 1966 - July 1966 |
| W.H. Gordon | August 1966 - August 1966 |
| W.H. Gordon | September 1966 - September 1966 |
| W.H. Gordon | October 1966 - October 1966 |
| W.H. Gordon | November 1966 - November 1966 |
| W.H. Gordon | December 1966 - December 1966 |
| W.H. Gordon | January 1967 - January 1967 |
| W.H. Gordon | February 1967 - February 1967 |
| W.H. Gordon | March 1967 - March 1967 |
| W.H. Gordon | April 1967 - April 1967 |
| W.H. Gordon | May 1967 - May 1967 |
| W.H. Gordon | June 1967 - June 1967 |
| W.H. Gordon | July 1967 - July 1967 |
| W.H. Gordon | August 1967 - August 1967 |
| W.H. Gordon | September 1967 - September 1967 |
| W.H. Gordon | October 1967 - October 1967 |
| W.H. Gordon | November 1967 - November 1967 |
| W.H. Gordon | December 1967 - December 1967 |
| W.H. Gordon | January 1968 - January 1968 |
| W.H. Gordon | February 1968 - February 1968 |
| W.H. Gordon | March 1968 - March 1968 |
| W.H. Gordon | April 1968 - April 1968 |
| W.H. Gordon | May 1968 - May 1968 |
| W.H. Gordon | June 1968 - June 1968 |
| W.H. Gordon | July 1968 - July 1968 |
| W.H. Gordon | August 1968 - August 1968 |
| W.H. Gordon | September 1968 - September 1968 |
| W.H. Gordon | October 1968 - October 1968 |
| W.H. Gordon | November 1968 - November 1968 |
| W.H. Gordon | December 1968 - December 1968 |
| W.H. Gordon | January 1969 - January 1969 |
| W.H. Gordon | February 1969 - February 1969 |
| W.H. Gordon | March 1969 - March 1969 |
| W.H. Gordon | April 1969 - April 1969 |
| W.H. Gordon | May 1969 - May 1969 |
| W.H. Gordon | June 1969 - June 1969 |
| W.H. Gordon | July 1969 - July 1969 |
| W.H. Gordon | August 1969 - August 1969 |
| W.H. Gordon | September 1969 - September 1969 |
| W.H. Gordon | October 1969 - October 1969 |
| W.H. Gordon | November 1969 - November 1969 |
| W.H. Gordon | December 1969 - December 1969 |
| W.H. Gordon | January 1970 - January 1970 |
| W.H. Gordon | February 1970 - February 1970 |
| W.H. Gordon | March 1970 - March 1970 |
| W.H. Gordon | April 1970 - April 1970 |
| W.H. Gordon | May 1970 - May 1970 |
| W.H. Gordon | June 1970 - June 1970 |
| W.H. Gordon | July 1970 - July 1970 |
| W.H. Gordon | August 1970 - August 1970 |
| W.H. Gordon | September 1970 - September 1970 |
| W.H. Gordon | October 1970 - October 1970 |
| W.H. Gordon | November 1970 - November 1970 |
| W.H. Gordon | December 1970 - December 1970 |

INSTRUMENTS OF OFFICIAL CANADIAN PARTICIPATION IN THE
GENERAL ASSEMBLY SESSION

Bureau of United Nations Affairs
Department of External Affairs, Ottawa

The Bureau of United Nations Affairs (UNP) is charged primarily with the management of Canadian policy with respect to the activities of the United Nations system of organizations. It is a basic premise of Canadian policy to continue actively to strengthen the United Nations system as an effective instrument for international co-operation and, in particular, to improve the capacity of the United Nations to discharge its Charter responsibilities. In pursuing these objectives, the Bureau consults continuously with other bureaux and government departments and agencies.

UNP consists of two operational divisions. The United Nations Political and Institutional Affairs Division (UNO) is responsible for assessing the political implications of developments in the Security Council, the General Assembly and other UN organizations, and coordinating Canadian policy and activities in these areas. The Division also looks after Canadian policy and activities with respect to ECOSOC. It examines and coordinates as well Canadian policy and activities regarding the institutional development of the United Nations system and the coordination of administrative, personnel management, financial and budgetary matters throughout the United Nations family of organizations. The United Nations Social and Humanitarian Affairs Division (UNS) has as its field of responsibility the coordination of Canadian policy and activities concerning social affairs, refugee and emergency relief, and human rights. Through direction, coordination and liaison, both divisions attempt to maximize the opportunities offered in the United Nations and related institutions for the advancement of a broad range of Canadian national goals.

Canadian Permanent Mission to the United Nations, New York

Almost all members of the UN, including Canada, have found it necessary and advantageous to maintain a continuing representation at the seat of the United Nations. The first Canadian Permanent Mission in New York was established in January, 1948, with the appointment of General McNaughton as the first Canadian Permanent Representative to the United Nations. The following individuals have served as Canadian Permanent Representative:

	General McNaughton	January 1948-December 1949
(acting)	J.W. Holmes	January 1950-June 1950
	R.G. Riddell	June 1950-June 1951
	D.M. Johnson	November 1951-August 1955
	R.A. MacKay	August 1955-November 1957
	C.S.A. Ritchie	January 1958-February 1962
	P. Tremblay	July 1962-June 1966
	G. Ignatieff	July 1966-February 1969
	Y. Beaulne	February 1969-June 1972
	S.F. Rae	July 1972-July 1976
	W.H. Barton	August 1976-

CANADIAN DELEGATION TO THE GENERAL ASSEMBLY

The delegation of a Member shall consist of not more than five representatives, and as many advisers, technical advisers, experts and persons of similar status as may be required by the delegation (Rule 25 of the General Assembly Rules of Procedure).

An alternate representative may act as a representative upon designation by the Chairman of the delegation (Rule 26 of the General Assembly Rules of Procedure).

In practice, no distinction is made between a delegate and alternate delegate representative. The Canadian Delegation to any session of the United Nations General Assembly is appointed by Cabinet upon the recommendation of the Secretary of State for External Affairs (SSEA). Normally, the delegation will consist of ten members: five representatives and five alternates. The chairman of the delegation is usually the SSEA and the vice-chairman the Canadian Permanent Representative to the United Nations. Individual members of the delegation are assigned responsibilities for one or other of the seven main committees. Invariably, the SSEA returns to Ottawa during the session and direction of the delegation devolves upon the vice-chairman.

In addition to the delegates themselves, a number of advisers are named, at least one for each of the seven main committees. The Permanent Mission in New York and the Bureau of United Nations Affairs in Ottawa provide most of the advisers assigned to the delegation but officers from other missions, other divisions in Ottawa, and other government departments may also be appointed (often for short periods to cope with specific agenda items).

OBSERVERS ON THE CANADIAN DELEGATION

For a number of years, it has been the practice of the Canadian Government to appoint representatives from the various national political parties as parliamentary observers to sessions of the General Assembly. Senators and Members of Parliament have been selected in rough accordance with the number of seats held by each party in the respective legislative chambers. On occasion, private citizens with a professional concern for United Nations affairs have also been appointed as observers in one or another capacity.

It is believed that as an individual becomes more aware of the potential and limitations of the United Nations system, so his ability to identify and evaluate possible courses of action for the resolution of international problems is enhanced. Also, even though most Parliamentarians are familiar with the problems under discussion in the United Nations, experience as an observer may contribute to a deeper understanding of specific issues troubling the world community and the way these issues affect Canada.

UNITED NATIONS SYSTEM
MEMBER STATES

The General Assembly is composed of all 151 member states of the United Nations, each of which is entitled to have five representatives seated in the assembly chamber.

	Date of admission		Date of admission
Afghanistan	19/11/46	Equatorial Guinea	12/11/68
Albania	14/12/55	* Ethiopia	
Algeria	8/10/62	Fiji	13/10/70
Angola	1/12/76	Finland	14/12/55
* Argentina		* France	
* Australia		Gabon	20/9/60
Austria	14/12/55	Gambia	21/9/65
Bahamas	18/9/73	German Democratic	
Bahrain	21/9/71	Republic	18/9/73
Bangladesh	17/9/74	Germany, Federal	
Barbados	9/12/66	Republic of	18/9/73
* Belgium		Ghana	8/3/57
Benin	20/9/66	* Greece	
Bhutan	21/9/71	Grenada	17/9/74
* Bolivia		* Guatemala	
Botswana	17/10/66	Guinea	12/12/58
* Brazil		Guinea-Bissau	17/9/74
Bulgaria	14/12/55	Guyana	20/9/66
Burma	19/4/48	* Haiti	
Burundi	18/9/62	* Honduras	
* Byelorussian SSR		Hungary	14/12/55
Cameroon	20/9/60	Iceland	19/11/46
* Canada		* India	
Cape Verde	16/9/75	Indonesia	28/9/50
Central African		* Iran	
Empire	20/9/60	* Iraq	
Chad	20/9/60	Ireland	14/12/55
* Chile		Israel	11/5/49
* China		Italy	14/12/55
* Colombia		Ivory Coast	20/9/60
Comoros	12/11/75	Jamaica	18/9/62
Congo	20/9/60	Japan	18/12/56
* Costa Rica		Jordan	14/12/55
* Cuba		Kenya	16/12/63
Cyprus	20/9/60	Kuwait	14/5/63
* Czechoslovakia		Laos	14/12/55
Democratic Kampuchea	14/12/55	* Lebanon	
Democratic Yemen	14/12/67	Lesotho	17/10/66
* Denmark		* Liberia	
Djibouti	20/9/77	Libya	14/12/55
Dominica	18/12/78	* Luxembourg	
* Dominican Republic		Madagascar	20/9/60
* Ecuador		Malawi	1/12/64
* Egypt		Malaysia	17/9/57
* El Salvador		Maldives	21/9/65

* Original members, i.e. countries that participated in the United Nations Conference on International Organization in San Francisco in 1945 or had previously signed the United Nations Declaration of January 1, 1942, and that signed and ratified the Charter on June 26, 1945.

	Date of admission		Date of admission
Mali	28/9/60	Singapore	21/9/65
Malta	1/12/64	Solomon Islands	19/9/78
Mauritania	27/10/61	Somalia	20/9/60
* Mexico		* South Africa	
Mongolia	27/10/61	Spain	14/12/55
Morocco	12/11/56	Sri Lanka	14/12/55
Mozambique	12/9/75	Sudan	12/11/56
Nepal	14/12/55	Surinam	4/12/75
* Netherlands		Swaziland	24/9/68
* New Zealand		Sweden	19/11/46
* Nicaragua		* Syria	
Niger	20/9/60	Tanzania	14/12/61
Nigeria	7/10/60	Thailand	16/12/46
* Norway		Togo	20/9/60
Oman	7/10/71	Trinidad and Tobago	18/9/62
Pakistan	30/9/60	Tunisia	12/11/56
* Panama		* Turkey	
Papua New Guinea	10/10/75	Uganda	25/10/62
* Paraguay		* Ukrainian SSR	
* Peru		* Union of Soviet Socialist Republics	
* Philippines		United Arab Emirates	9/12/71
* Poland		* United Kingdom	
Portugal	14/12/55	* United States of America	
Qatar	21/9/71	Upper Volta	20/9/60
Romania	14/12/55	* Uruguay	
Rwanda	18/9/62	* Venezuela	
Samoa	15/12/76	Viet Nam	20/9/77
Sao Tomé and Principe	16/9/75	Yemen	30/9/47
* Saudi Arabia		* Yugoslavia	
Senegal	28/9/60	Zaire	20/9/60
Seychelles	21/9/76	Zambia	1/12/64
Sierra Leone	27/9/61		

OBSERVERS

Observer status is not provided for in the UN Charter. Over the years, however the Secretary-General has granted such a status to non-member states with some form of association with the UN system, e.g. membership in the Specialized Agencies. Five countries currently maintain observer missions in New York: Switzerland, Monaco, the Holy See, the Republic of Korea and the Democratic People's Republic of Korea.

Through special resolutions, the General Assembly has also granted observer status to six associations of states: the OAS, the Arab League, the OAU, the EEC the COMECON and the Islamic Conference. The Palestine Liberation Organization was also granted observer status by the General Assembly in 1974. At the thirty-first session, the General Assembly agreed to the application of the Commonwealth Secretariat for observer status, which Canada co-sponsored. Observer status was also granted to the South West Africa People's Organization (SWAPO).

UNITED NATIONS REGIONAL GROUPINGS*

PERMANENT MEMBERS OF THE SECURITY COUNCIL

China	United Kingdom	USSR
France	USA	

WESTERN EUROPE AND OTHERS**

Australia	Greece	New Zealand
Austria	Iceland	Norway
Belgium	Ireland	Portugal
Canada	Italy	Spain
Denmark	Luxembourg	Sweden
Finland	Malta	Turkey
Germany, Federal Republic of	Netherlands	

EASTERN EUROPE

Albania	German Democratic Republic	Ukrainian SSR
Bulgaria	Hungary	Yugoslavia
Byelorussian SSR	Poland	
Czechoslovakia	Romania	

AFRICA AND ASIA

AFRICA

Algeria	Ghana	Sao Tomé and Principe
Angola	Guinea	Senegal
Benin	Guinea-Bissau	Seychelles
Botswana	Ivory Coast	Sierra Leone
Burundi	Kenya	Somalia
Cameroon	Lesotho	South Africa
Cape Verde	Liberia	Sudan
Central African Empire	Libya	Swaziland
Chad	Madagascar	Tanzania
Comoros	Malawi	Togo
Congo	Mali	Tunisia
Djibouti	Mauritania	Uganda
Egypt	Mauritius	Upper Volta
Equatorial Guinea	Morocco	Zaire
Ethiopia	Mozambique	Zambia
Gabon	Niger	
Gambia	Nigeria	
	Rwanda	

* These groups are unofficial and have been established to take account of the purposes of resolutions 1990 and 1991 of the 18th session of the General Assembly.

** France and the UK are members of WEOG but the United States does not participate. In regional meetings of various committees, particularly the Second and Fifth Committee, both the USA and Japan attend WEOG meetings. For electoral purposes to subsidiary bodies (mostly economic and social) observers are considered part of WEOG and occupy seats so allocated.

ASIA 39

Afghanistan	Israel	Papua New Guinea
Bahrain	Japan	Philippines
Bangladesh	Jordan	Qatar
Bhutan	Kuwait	Samoa
Burma	Laos	Saudi Arabia
Cyprus	Lebanon	Singapore
Democratic Kampuchea	Malaysia	Solomon Islands
Democratic Yemen	Maldives	Sri Lanka
Fiji	Mongolia	Syria
India	Nepal	Thailand
Indonesia	Oman	United Arab Emirates
Iran	Pakistan	Viet Nam
Iraq	Papua New Guinea	Yemen

LATIN AMERICA 27

Argentina	Dominican Republic	Mexico
Bahamas	Ecuador	Nicaragua
Barbados	El Salvador	Panama
Bolivia	Grenada	Peru
Brazil	Guatemala	Surinam
Chile	Guyana	Trinidad and Tobago
Colombia	Haiti	Uruguay
Costa Rica	Honduras	Venezuela
Cuba	Jamaica	
Dominica		

NON-ALIGNED COUNTRIES

The 85 countries which, in addition to the Palestine Liberation Organization (PLO), attended the conference of foreign ministers of the non-aligned countries held in Belgrade on July 25-30, 1978, as full members were the following:

Afghanistan, Algeria, Angola, Argentina, Bahrain, Bangladesh, Benin, Bhutan, Botswana, Burma, Burundi, Cambodia, Cameroon, Cape Verde, Central African Empire, Chad, Congo, Cuba, Cyprus, Djibouti, Egypt, Equatorial Guinea, Ethiopia, Gabon, Gambia, Ghana, Guinea, Guinea-Bissau, Guyana, India, Indonesia, Iraq, Ivory Coast, Jamaica, Jordan, Kenya, North Korea, Kuwait, Laos, Lebanon, Lesotho, Liberia, Libya, Madagascar, Malawi, Malaysia, Maldives, Mali, Malta, Mauritania, Mauritius, Morocco, Mozambique, Nepal, Niger, Nigeria, Oman, Panama, Peru, Qatar, Rwanda, Sao Tomé and Príncipe, Saudi Arabia, Senegal, Seychelles, Sierra Leone, Singapore, Somalia, Sri Lanka, Sudan, Swaziland, Syria, Tanzania, Togo, Trinidad and Tobago, Tunisia, Uganda, United Arab Emirates, Upper Volta, Vietnam, North Yemen, South Yemen, Yugoslavia, Zaire and Zambia. In addition Belize, with a special status, was also represented.

Also present at the Conference were 10 states with observer status: Barbados, Bolivia, Brazil, Colombia, Ecuador, El Salvador, Grenada, Mexico, Uruguay and Venezuela. Guest countries were Pakistan, San Marino, Austria, Finland, Philippines, Portugal, Romania, Sweden and Switzerland. Certain liberation movements and international organizations (all as observers) also attended, among them the two wings of the Patriotic Front of Zimbabwe -i.e. the Zimbabwe African National Union (ZANU) and the Zimbabwe African People's Union (ZAPU)-as well as the South West Africa People's Organization (SWAPO), the African National Congress (of South Africa), the First Pan African Congress of Azania (South Africa), the Arab League, the Islamic Conference, the Organization of African Unity (OAU) and the United Nations.

THE COMMONWEALTH

There are now 39 members of the Commonwealth: Australia (1901)*, Bahamas (1973), Bangladesh (1972), Barbados (1966), Botswana (1966), Canada (1867), Cyprus (1961), Dominica, Fiji (1970), Gambia (1965), Ghana (1957), Grenada (1974), Guyana (1966), India (1947), Jamaica (1962), Kenya (1963), Lesotho (1966), Malawi (1964), Malaysia (1957), Malta (1964), Mauritius (1968), Nauru (1968)**, New Zealand (1907), Nigeria (1960), Papua-New Guinea (1975), Seychelles (1976), Sierra Leone (1961), Singapore (1965), Solomon Islands (1978), Sri Lanka (1948), Swaziland (1968), Tanzania (1961), Tonga (1970), Trinidad and Tobago (1962), Tuvalu (1978), Uganda (1962), United Kingdom, Western Samoa (1970), Zambia (1964).

* Date of membership

** Nauru is a special member, with the right to participate in all functional Commonwealth meetings and activities but not the right to attend meetings of Commonwealth Heads of Government.

GROUP OF 77

The membership of the Group of 77 has grown to 117 from the original 77 members that signed the Joint Declaration of Developing Countries at the conclusion of the First United Nations Conference on Trade and Development held in Geneva in 1964. Tunisia is Chairman of the group for the period October 1978 to October 1979. The members of the Group of 77 follow:

49 African Members: Algeria*, Angola, Benin, Botswana, Burundi*, Cameroon*, Cape Verde, Central African Empire*, Chad*, Comoros, Congo*, Djibouti, Egypt*, Equatorial Guinea, Ethiopia*, Gabon*, Gambia, Ghana*, Guinea*, Guinea-Bissau, Ivory Coast, Kenya*, Lesotho, Liberia*, Libya*, Madagascar*, Malawi, Mali*, Mauritania*, Mauritius, Morocco*, Mozambique, Niger*, Nigeria*, Rwanda*, Sao Tomé and Príncipe, Senegal*, Seychelles, Sierra Leone*, Somalia*, Sudan*, Swaziland, Tanzania*, Togo*, Tunisia*, Uganda*, Upper Volta*, Zaire*, Zambia; 37 Asian Members: Afghanistan*, Bahrain, Bangladesh, Bhutan, Burma*, Democratic Kampuchea, Democratic People's Republic of Korea, Democratic Yemen, Fiji, India*, Indonesia*, Iran*, Iraq*, Jordan*, Kuwait*, Laos*, Lebanon*, Malaysia*, Maldives, Nepal*, Oman, Pakistan*, Palestine Liberation Organization, Papua New Guinea, Philippines*, Qatar, Republic of Korea*, Saudi Arabia*, Singapore, Viet Nam*, Samoa, Solomon Islands, Sri Lanka*, Syria*, Thailand*, United Arab Emirates, Yemen*; 27 Latin American and Caribbean Members: Argentina*, Bahamas, Barbados, Bolivia*, Brazil*, Chile*, Colombia*, Costa Rica*, Cuba, Dominican Republic*, Ecuador*, El Salvador*, Grenada, Guatemala*, Guyana, Haiti*, Honduras*, Jamaica*, Mexico*, Nicaragua*, Panama*, Paraguay*, Peru*, Surinam, Trinidad and Tobago*, Uruguay*, Venezuela*; 2 Western European & Others: Cyprus*, Malta; 2 Eastern European: Romania, Yugoslavia*.

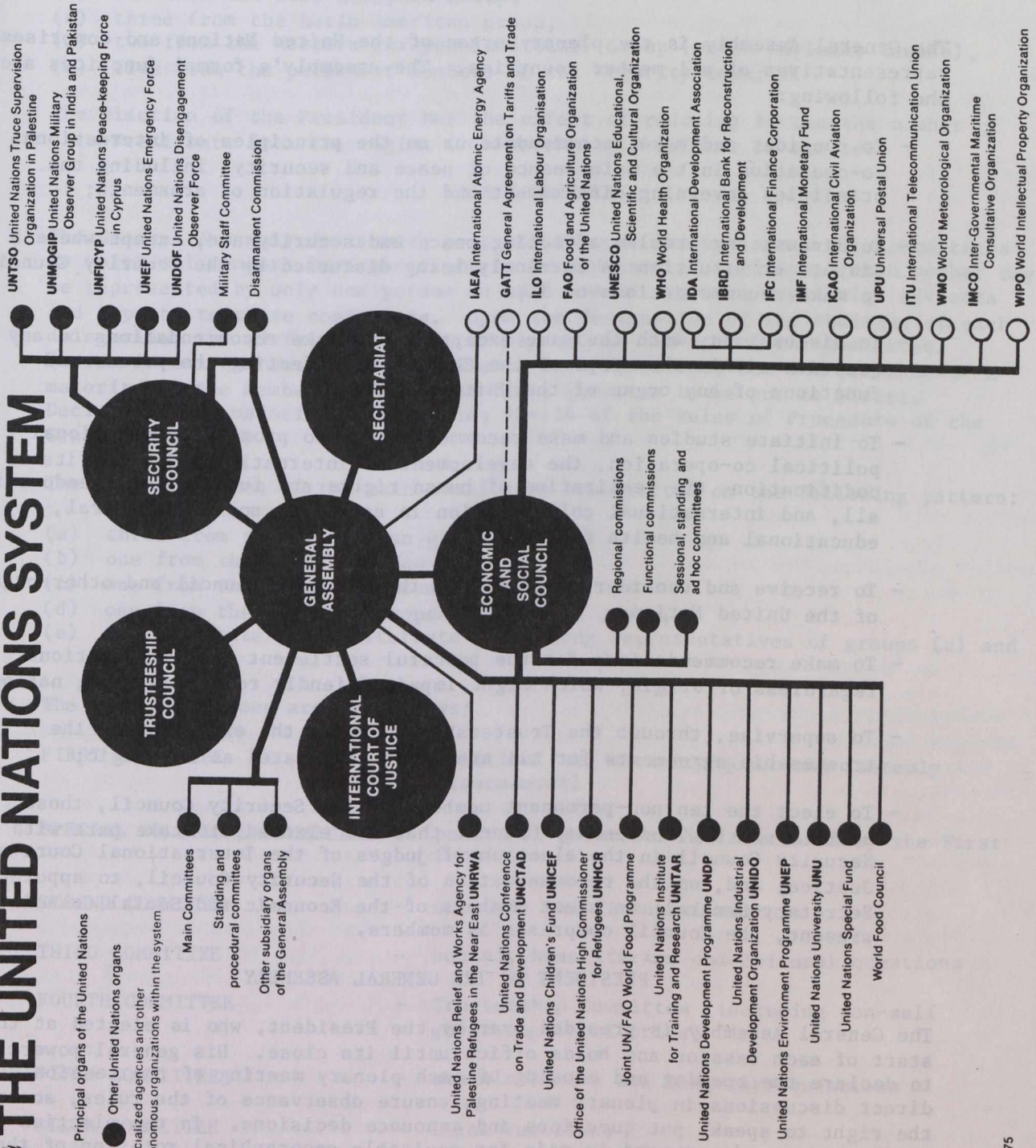
* Original Members



THE UNITED NATIONS SYSTEM

- Principal organs of the United Nations
- Other United Nations organs
- Specialized agencies and other autonomous organizations within the system

Main Committees
Standing and procedural committees
Other subsidiary organs of the General Assembly



GENERAL ASSEMBLY

FUNCTIONS

The General Assembly is the plenary organ of the United Nations and comprises representatives of all member countries. The Assembly's formal functions are the following:

- To consider and make recommendations on the principles of international co-operation in the maintenance of peace and security, including the principles governing disarmament and the regulation of armaments;
- To discuss any problem affecting peace and security and, except where a dispute or situation is currently being discussed by the Security Council, to make recommendations on it;
- To discuss and, with the same exception, to make recommendations on any question within the scope of the Charter or affecting the powers and functions of any organ of the United Nations;
- To initiate studies and make recommendations to promote international political co-operation, the development of international law and its codification, the realization of human rights and fundamental freedoms for all, and international collaboration in economic, social, cultural, educational and health fields;
- To receive and consider reports from the Security Council and other organs of the United Nations;
- To make recommendations for the peaceful settlement of any situations regardless of origin, which might impair friendly relations among nations;
- To supervise, through the Trusteeship Council, the execution of the trusteeship agreements for all areas not designated as strategic;
- To elect the ten non-permanent members of the Security Council, those members of the Trusteeship Council that are elected; to take part with the Security Council in the election of judges of the International Court of Justice; and, on the recommendation of the Security Council, to appoint the Secretary-General; to elect members of the Economic and Social Council. At present, the Council comprises 54 members.

PRESIDENT OF THE GENERAL ASSEMBLY

The General Assembly is presided over by the President, who is elected at the start of each session and holds office until its close. His general powers are to declare the opening and closing of each plenary meeting of the session, direct discussions in plenary meeting, ensure observance of the rules, accord the right to speak, put questions and announce decisions. In the election of the President, due regard is made for equitable geographical rotation of the office.

VICE-PRESIDENTS OF THE GENERAL ASSEMBLY

The General Assembly also elects seventeen Vice-Presidents. If the President finds it necessary to be absent during the whole or part of a meeting, he appoints one of the Vice-Presidents to take his place. In 1963, the General Assembly decided that the Vice-Presidents would be elected according to the following pattern:

- (a) seven from the Afro-Asian group,
- (b) one from the East European group,
- (c) three from the Latin American group,
- (d) two from the Western European and Other Group (which includes Canada),
- (e) five from the permanent members of the Security Council.

The election of the President has the effect of reducing by one the number of Vice-Presidents from the region from which the President is elected.

MAIN COMMITTEES

The General Assembly deals with most of its work through seven main committees on which all members have the right to be represented. Although each member may be represented by only one person on each committee, each may assign advisers and experts to these committees. Upon the designation of the chairman of each delegation, the advisers and experts may act as members of the committee. Quorum is one-quarter of the members of each committee, but the presence of a majority of the members is required for a question to be put to a vote. Decision is by majority. (See Rules 98-134 of the Rules of Procedure of the General Assembly)

The seven chairmen of the main committees are elected on the following pattern:

- (a) three from the Afro-Asian group,
- (b) one from the East European group,
- (c) one from the Latin American group,
- (d) one from the Western European and Other Group,
- (e) one to rotate every alternate year among representatives of groups (c) and (d).

The main committees are as follows:

- | | |
|-----------------------------|--|
| FIRST COMMITTEE | - political and security questions (notably disarmament) |
| SPECIAL POLITICAL COMMITTEE | - political questions not discussed by the First Committee |
| SECOND COMMITTEE | - economic and financial matters |
| THIRD COMMITTEE | - social, humanitarian and cultural questions |
| FOURTH COMMITTEE | - Trusteeship Committee (including non-self governing territories) |
| FIFTH COMMITTEE | - administrative and budgetary questions |
| SIXTH COMMITTEE | - legal questions |

The General Assembly, as a rule, refers all questions on its agenda to one of the main committees, to a joint committee, or to an ad hoc committee established to consider the question. These committees then submit proposals for approval to a plenary meeting of the Assembly. Questions not referred to a main committee are dealt with by the Assembly itself in plenary meetings.

OTHER BODIES

In addition to the main committees, the General Assembly is assisted mainly by these bodies:

- (1) The General Committee, composed of the President, 17 Vice-Presidents of the Assembly, and the chairmen of the seven main committees, is a steering group that meets during the first week of the session to recommend the inclusion of items in the agenda, the allocation of an agenda item to committee, and to supervise the smooth running of the Assembly's work.
- (2) The Credentials Committee, appointed by the President at each session, verifies the credentials of the representatives (both the USSR and USA traditionally have been members).
- (3) The Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions provides expert examination of the UN budget.
- (4) The Committee on contributions advises the General Assembly on the apportionment of the expenses of the organization among the members.
- (5) The Committee on Conferences advises the General Assembly on the program of conferences and acts on behalf of the General Assembly between sessions.

Subsidiary and ad hoc bodies are also set up as necessary.

VOTING

Voting on important questions, such as recommendations on peace and security, election of members to the main organs, admission, suspension and expulsion of members, trusteeship questions and budgetary matters, is by two-thirds majority. Voting on other questions is by simple majority. Each member of the General Assembly has one vote.

In determining two-thirds or simple majorities, only "yes" and "no" votes are counted, not abstentions. However, in UN practice an abstention has come to be a respected and widely-used method of indicating a government's position on issues on which a variety of conflicting factors come into play and where a simple "yes" or "no" vote would not be an accurate reflection of the attitude of a government. Quite often explanations of a Member State's vote are made before or after the vote.

GENERAL ASSEMBLY SESSION

The General Assembly meets once a year in regular session for about three months, commencing on the third Tuesday in September. Special sessions may also be convened at the request of the Security Council, a majority of the UN members, or one member if the majority of members concur. An emergency special session may also be called within 24 hours of a request by the Security Council on the vote of any nine members of the Council, by a majority of the UN members, or by one member if the majority concur.

Sessions are opened by the President of the previous session (or the chairman of his country's delegation) and the first task on the agenda, after the appointment of the Credentials Committee, is the election of a new President for the next 12 months. The convention is firmly established that he should not be a representative of a great power. The President is elected by secret ballot, but normally private arrangements are made before the session opens to find a candidate for whom an impressive majority of the votes can be mustered. The

President's powers are limited, but able officials have done a good deal through their personal influence to smooth the work of a session and maintain the interests of the Organization against the sectional pressures of the membership. At the side of the new President sits the Secretary-General of the United Nations and the Under-Secretary General for Assembly Affairs who, in his capacity as Secretary of the General Assembly, acts as would a parliamentary clerk to the Speaker of the House of Commons.

Following the election of Vice-Presidents and committee chairmen (the next items on the agenda), the Secretary-General proceeds to "notify" the General Assembly of "any matters relative to the maintenance of international peace and security which are being dealt with by the Security Council". After the adoption of the agenda itself, there follows the general debate. This "debate" often lasts more than three weeks, and is the occasion for nearly all member states to present the principle policy objectives of their governments in the form of a "tour d'horizon" of significant world affairs. The general debate is followed by reports from the Secretary-General, the Security Council, the Economic and Social Council (ECOSOC), the Trusteeship Council, the International Court of Justice (ICJ) and the International Atomic Energy Agency (IAEA). These are followed in turn by the elections of members to various UN councils, boards and commissions whenever such elections are due.

All the remaining agenda items are related to specific issues. Some have become very familiar over the years, and are carried over from one session to the next. Others evidence the UN's continuing concern for tackling current problems and are added to the agenda at the request of the Secretary-General, a principal organ of the UN, or a member state.

SECURITY COUNCIL

The Security Council is the main UN organ responsible for enforcement of peace and security. It is composed of 15 members; five of them are permanent members each with a veto power. The ten non-permanent members are elected for a term of two years and, according to the Charter, the criteria for election are based on "due regard being specially paid, in the first instance to the contribution of Members of the United Nations to the maintenance of international peace and security and to the other purposes of the Organization, and also to equitable geographical distribution".

Canada was a member of the Security Council in 1948-49, 1958-59 and 1967-68. Canada was elected once again to the Council for 1977 and 1978 at the elections held during the thirty-first UN General Assembly. The membership picture for 1978 was as follows:

	1978
Permanent members	China
	France
	United Kingdom
	USA
	USSR
Africa	Gabon
	Mauritius
	Nigeria
Asia	India
	Kuwait

Latin America	Bolivia
	Venezuela
Western Europe and others	Canada
	West Germany
Eastern Europeans	Czechoslovakia

SENIOR OFFICIALS OF SPECIAL BODIES AND SPECIALIZED AGENCIES

Waldheim, Kurt (Austria)	Secretary-General of the UN
--------------------------	-----------------------------

Equivalent Ranks - Special Bodies of the United Nations

Corea, Gamani (Sri Lanka)	Secretary-General of UNCTAD
Labouisse, Henry R. (USA)	Executive Director of UNICEF
Hartling, Poul (Denmark)	High Commissioner for Refugees, UNHCR
McElhiney, Thomas W. (USA)	Commissioner General, UNRWA
Morse, Bradford (USA)	Administrator of UNDP
Nicol, Davidson (Sierre Leone)	Executive Director, UNITAR
Khane, Abderrahmane (Algeria)	Executive Director, UNIDO
Tolba, Dr. Mostafa (Egypt)	Executive Director, UNEP

Specialized Agencies, IAEA and GATT

Blanchard, Francis (France)	Director-General, ILO
Saouma, Edouard (Lebanon)	Director-General, FAO
M'Bow, Amadou M. (Senegal)	Director-General, UNESCO
Mahler, Dr. Halfdan (Denmark)	Director-General, WHO
McNamara Robert S. (USA)	President of World Bank (IBRD, IDA, IFC)
Witteveen, H. Johannes (Netherlands)	Chairman of the Executive Board and Managing Director IMF
Lambert, Mr. Yves (France)	Secretary-General, ICAO
Sobhi, Mohamed Ibrahim (Egypt)	Director-General, UPU
Mili, Mohamed (Tunisia)	Secretary-General ITU,
Davies, David A. (Britain)	Secretary-General, WMO
Srivastava, C.P. (India)	Secretary-General, IMCO
Bogsch, Dr. Arpad (USA)	Director-General, WIPO

IAEA

The statute of the International Atomic Energy Agency entered into force on July 29, 1957. It is not a Specialized Agency, but an independent intergovernmental organization under the aegis of the United Nations. The purpose of the Agency, as defined in its statute, is "to seek to accelerate and enlarge the contribution of atomic energy to peace, health, and prosperity throughout the world". Its Director-General is Sigvard Eklund (Sweden).

GATT

Formally, the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) is an interim step on the road to a more comprehensive international trade organization. In practice, however, it has existed for almost 30 years as a virtually autonomous body, administered by a separate secretariat and governed by the contracting parties to the Agreement, of which Canada is one. At present, 84 states are members of the GATT and major multilateral trade negotiations have traditionally taken place under its auspices. Its Director-General is Olivier Long (Switzerland).

CANADA IN THE UNITED NATIONS SYSTEM

CANADA'S POLICIES AND GOALS

As the activities of the UN touch many if not all of Canada's national objectives and policies, Canada regards the UN as an important instrument in trying to achieve these objectives and policies in their international context. Since the foreign policy review, Canadian activities in the UN system have emphasized the themes of economic growth, social justice, quality of life and peace and security.

Central to the Canadian approach is the belief that Canada should actively work to help make the UN an effective means of developing international co-operation. Equally Canada thinks it important to help improve the capacity of the UN to carry out its Charter responsibilities.

Within the UN, Canada has focused on the following objectives, a detailed description of which is found in Foreign Policy for Canadians: United Nations (published in 1970):

- contributing to social and economic development
- working to stop the arms race
- promoting peacekeeping and peace-making through the United Nations
- reconciling Canadian objectives in southern Africa
- taking measures to prevent further deterioration in the human environment
- promoting international co-operation in the peaceful uses of satellite systems
- promoting international co-operation in the use of the seabed beyond the limits of national jurisdiction
- promoting observance of human rights, including adherence to and respect for various UN conventions
- contributing to the progressive development and codification of international law
- projecting Canada as a bilingual country within the United Nations context
- contributing to the institutional development of the UN as a centre for harmonizing the actions of nations.

Since these objectives were formulated, progress has been made towards achieving many of them and Canadian goals have become more clearly defined with respect, for example, to the achievement of racial equality in southern Africa and the negotiations for a revised law of the sea.

REGULAR BUDGET OF THE UNITED NATIONS

The thirty-second session of the General Assembly voted budget appropriations of \$985,913,300 (US) for the biennial fiscal period 1978-79. The thirty-third session voted a supplementary appropriation that had the effect of increasing the net biennial budget by almost 39 percent as compared with the net expenses for 1976-77. For the first time the UN budget was over a billion dollars. On that vote, the countries that contribute approximately 75 percent of the UN budget, including Canada, either abstained or voted against the supplementary budget proposals.

CANADA'S FINANCIAL CONTRIBUTION TO THE UN SYSTEM - 1960-1979

Fiscal Year (ends March 31)	Canada's contribution to UN regular budget (\$000 Cdn)	Percent assessment
1960	1,536	3.11
1961	1,860	3.11
1962	2,181	3.12
1963	2,356	3.12
1964	3,115	3.12
1965	2,774	3.17
1966	3,481	3.17
1967	3,588	3.17
1968	3,795	3.02
1969	4,049	3.02
1970	4,557	3.02
1971	4,891	3.08
1972	5,490	3.08
1973	5,770	3.08
1974	7,169	3.18
1975	8,838	3.18
1976	9,856	3.18
1977	9,593	2.96
1978	13,470	3.04
1979	17,171	3.04

CANADA'S FINANCIAL CONTRIBUTION TO THE UN SYSTEM*
(\$000 Cdn)

	Fiscal year ending March 31/79	Fiscal year ending March 31/78	Fiscal year ending March 31/77
I UN Regular Budget	17,171	13,470	9,593
II Peacekeeping			
UNEF/UNDOF	2,782	3,589	2,803
UNIFIL	3,682		
III Social and Economic Programs			
UNDP	39,000	34,000	29,000
UNHCR	1,000	850	750
UNICEF	7,500	8,600	6,500
UNRWA**	5,150	4,000	3,550
UNITAR	80	80	70
UNEPTSA	275	250	225
WFP**	95,000	95,000	101,400
UNFPA	7,000	7,000	5,000

* Canada generally ranks sixth, seventh or eighth among the contributing countries.

** The contributions to UNRWA and WFP include a cash portion and a contribution in kind such as food grains.

	Fiscal year ending March 31/79	Fiscal year ending March 31/78	Fiscal year ending March 31/77
Committee on Racial Discrimination	5	5	3
Trust Fund for South Africa	20	20	10
Fund for Drug Abuse Control	100	200	200
Voluntary Fund for Environment	1,109	2 618	1,474
IV Specialized Agencies and IAEA			
ILO	4,349	3,288	2,386
FAO	4,640	5,015	2,928
WHO	6,574	5,206	4,084
UNESCO	5,198	3,484	3,403
ICAO	661	578	498
IMCO	60	53	47
ITU	1,639	1,229	928
WMO	426	291	286
UPU	480	365	291
WIPO	86	180	144
IAEA	2,431	1,648	1,236
GATT	1,249	805	697
V UN Association in Canada	55	55	55

CANADIAN PARTICIPATION IN THE UN SYSTEM.

1. On January 1, 1977, Canada became a member of the Security Council for the fourth time. Its term expired on December 31, 1978. By virtue of this seat, Canada was a member of the following Security Council bodies:

- Committee of Experts on Rules of Procedure
- Committee on the Admission of New Members
- Committee on Southern Rhodesia

2. As a member of the United Nations, Canada is represented at each session of the United Nations General Assembly, including the seven main committees:

- First Committee (political and security)
- Special Political Committee (political questions not discussed by First Committee)
- Second Committee (economic and financial)
- Third Committee (social, humanitarian and cultural)
- Fourth Committee (trusteeship, including non-self-governing territories)
- Fifth Committee (administrative and budgetary)
- Sixth Committee (legal)

3. Canada participates in the following subsidiary or ad hoc bodies of the United Nations General Assembly:

- Special Committee on Peacekeeping Operations (Committee of 33)
- Special Committee on the Financial Situation of the United Nations
- Special Committee on Relations with the Host Country
- Board of Auditors
- Committee on Conferences

Committee on Contributions
Collective Measures Committee
Disarmament Commission
United Nations Scientific Advisory Committee
UNSCEAR - United Nations Scientific Committee on the Effects of Atomic Radiation
Advisory Committee for the United Nations Memorial Cemetery in Korea
Committee on the Peaceful Uses of Outer Space
Conference of the Committee on Disarmament (CCD)
Ad Hoc Committee on Extra-Budgetary Funds
Special Committee on Principles of International Law Concerning Friendly Relations and Co-operation Among States
Special Committee on the Question of Defining Aggression
Committee on the Peaceful Uses of the Sea-Bed and Ocean Floor Beyond the Limits of National Jurisdiction
Advisory Committee on the United Nations Educational and Training Program for Southern Africa

4. Canada contributes personnel to the following peacekeeping operations established by the Security Council:

UNMOGIP - United Nations Military Observer Group in India and Pakistan
UNTSO - United Nations Truce Supervision Organization
UNFICYP - United Nations Force in Cyprus
UNEF - United Nations Emergency Force in the Middle East
UNDOF - United Nations Desengagement Force in the Middle East

5. Until the end of 1977, Canada was a member of ECOSOC (the Economic and Social Council) and is presently a member of the following ECOSOC bodies:

A. Functional Commissions

Statistical Commission
Commission on Human Rights
Commission on Trans-National Corporations

B. Regional Commissions

ECLA - Economic Commission for Latin America
ECE - Economic Commission for Europe

C. Standing Committee

Advisory Committee on Application of Science and Technology to Development (ACAST)
Member of the Executive Committee of the High Commissioner's Program for Refugees
The Committee on Science and Technology for Development
The Committee on Review and Appraisal
The Committee on Natural Resources
The Human Rights Committee

6. Canada is a member of the following special bodies:

UNICEF - United Nations Children's Fund (member of the Executive Board)
UNHCR - United Nations High Commissioner for Refugees (member of the Executive Committee)
UNCTAD - United Nations Conference on Trade and Development
UNDP - United Nations Development Program
UNEP - United Nations Environment Program (member of Governing Council)

7. Canada is a member of the following Specialized Agencies and intergovernmental organizations:

- IAEA - International Atomic Energy Association (member of Board of Governors)
- GATT - General Agreement of Tariffs and Trade
- Asian Development Bank (non-regional member)
- Inter-American Development Bank
- ILO - International Labour Organization (member of the Governing Body)
- FAO - Food and Agriculture Organization (member of the Council)
- United Nations FAO/World Food Program - WFP (member of the Council)
- UNESCO - United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (member of the Executive Board)
- WHO - World Health Organization (member of the Executive Board)
- IBRD - International Bank for Reconstruction and Development (member of the Board of Governors)
- IFC - International Finance Corporation (member of the Board of Governors)
- IDA - International Development Association (member of the Board of Governors)
- IMF - International Monetary Fund (member of the Board of Governors)
- ICAO - International Civil Aviation Organization (member of the Council)
- UPU - Universal Postal Union (member of Executive Council)
- ITU - International Telecommunication Union (member of Administrative Council)
- WMO - World Meteorological Organization (member of Administrative Council)
- IMCO - Intergovernmental Maritime Consultative Organization
- WIPO - World Intellectual Property Organization

ACRONYMS AND SHORT FORMS

- ACAST - Advisory Committee on Application of Science and Technology to Development
- CCD - Conference of the Committee on Disarmament
- DBS - Direct Broadcasting by Satellite
- ECE - Economic Commission for Europe
- ECLA - Economic Commission for Latin America
- ECOSOC - Economic and Social Council
- FAO - Food and Agriculture Organization
- GATT - General Agreement on Tariffs and Trade
- IAEA - International Atomic Energy Agency
- IBRD - International Bank for Reconstruction and Development
- ICAO - International Civil Aviation Organization
- ICJ - International Court of Justice
- IDA - International Development Association
- IFC - International Finance Corporation
- ILO - International Labour Organization
- IMCO - Intergovernmental Maritime Consultative Organization
- IMF - International Monetary Fund
- ITU - International Telecommunication Union
- NGO - Non-Governmental Organization
- OAS - Organization of American States
- OUA - Organization of African Unity
- PLO - Palestine Liberation Organization
- SALT - Strategic Arms Limitation Talks
- SSEA - Secretary of State for External Affairs
- SSR - Soviet Socialist Republic
- SWAPO - South West Africa People's Organization
- UNAC - UN Association in Canada
- UNCTAD - UN Conference on Trade and Development
- UNDOF - UN Disengagement Observer Force
- UNDP - UN Development Program
- UNEF - UN Emergency Force
- UNEP - UN Environmental Program
- UNESCO - UN Educational, Scientific and Cultural Organization
- UNETPSA - UN Educational and Training Program for South Africa
- UNFICYP - UN Force in Cyprus
- UNFPA - UN Fund for Population Activities
- UNGA - UN General Assembly
- UNHCR - Office of the UN High Commissioner for Refugees
- UNICEF - UN Children' Fund
- UNIDO - UN Industrial Development Organization
- UNIFIL - UN Interim Force in Lebanon
- UNITAR - UN Institute for Training and Research
- UNMOGIP - UN Military Observer Group in India and Pakistan
- UNP - Bureau of UN Affairs, Department of External Affairs, Ottawa
- UNRWA - UN Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East
- UNSCEAR - UN Scientific Committee on the Effects of Atomic Radiation
- UNTAG - UN Transition Assistance Group
- UNTSO - UN Truce Supervision Organization in Palestine
- UPU - Universal Postal Union
- WEOG - Western European and Others Group
- WFP - World Food Program
- WHO - World Health Organization
- WIPO - World Intellectual Property Organization
- WMO - World Meteorological Organization